

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL

THESE
PRESENTEE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

par

LUCIA FERRETTI

LA SOCIETE PAROISSIALE EN MILIEU URBAIN:
SAINT-PIERRE-APOTRE DE MONTREAL, 1848-1930

JUILLET 1990

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

C'est en 1984 que je suis entrée pour la première fois dans le presbytère de Saint-Pierre-Apôtre. Le père Gilles Hébert, o.m.i., alors curé, venait de m'autoriser à dépouiller les archives exceptionnellement riches de sa paroisse. A lui va d'abord ma gratitude, ainsi qu'à ses confrères de la rue de la Visitation et de la maison provinciale, les pères Léon Bergeron et Donat Levasseur, les frères Normand Martel et Rodolphe Tourigny. Tout au long de ces années, j'ai pu apprécier leur totale confiance à mon endroit, l'entière liberté qu'ils m'ont laissée, leur ouverture, leur disponibilité constante. Leur affection et l'intérêt qu'ils ont porté à ce travail m'ont souvent soutenue à travers les doutes qui surgissent inévitablement dans une entreprise de ce genre.

J'ai trouvé le même intérêt, doublé d'une exigence de rigueur, chez les membres de mon comité de thèse. Monsieur Jean-Paul Bernard, directeur de la recherche, et Messieurs Jean-Claude Robert et Stanley B.-Ryerson ont répondu avec sollicitude chaque fois que j'ai eu besoin de leur aide. Ils m'ont confrontée à mes hésitations, à

mes contradictions, et suggéré nombre de lectures. Ils ont ouvert des pistes au développement de l'argumentation et corrigé avec bienveillance mes premiers essais.

C'est grâce à eux, aussi, que j'ai pu bénéficier d'une bourse du Fonds FCAC, d'une autre du Conseil de recherches en sciences humaines et enfin d'une bourse de la Fondation de l'U.Q.A.M.. La générosité de ces organismes m'a permis de consacrer plusieurs années à la recherche sans souci pécuniaire. Messieurs Gérard Bouchard, du Centre interuniversitaire de recherches sur les populations, Yvan Lamonde, professeur d'histoire à l'Université McGill, et Louis Rousseau, du département des sciences religieuses de l'U.Q.A.M. ont gentiment accepté pour leur part de commenter et d'enrichir certaines orientations de cette thèse, tandis que monsieur Yves Otis a bien voulu en réaliser les figures.

Madame Monique Montbriand, des Archives de la chancellerie de l'archevêché de Montréal et madame Marie Baboyant, de la salle Gagnon de la Bibliothèque municipale de Montréal m'ont toujours reçue avec cordialité. Et je suis restée si longtemps aux Archives municipales que madame Gisèle Marinier et monsieur Allan Listhaeghe sont devenus des amis.

Ma famille, enfin et surtout, m'a donné son soutien sans compter. C'est à elle que je dois cette thèse. Tante Claudette a

dactylographié une partie du manuscrit. Thomas et Jeanie m'ont fait des années durant une maison d'autant plus réconfortante que j'étais angoissée et de mauvais poil. Ma mère m'a continuellement encouragée, de toutes les manières, et mon père, lui, a toujours été là... en voilà un, aujourd'hui, qui serait content que ce soit fini.

RESUME

Une longue et riche réflexion, nourrie des observations d'autodidactes éclairés, du questionnement et des enquêtes des sociologues et des historiens, stimule depuis presque cent ans un des plus vieux débats de notre production intellectuelle et savante: le Québec d'avant la crise des années 1930, et particulièrement le Québec urbain, est-il encore une société traditionnelle ou déjà une société moderne?

Cette thèse ne prétend ni épuiser ce débat, ni même le grossir d'une autre interprétation globale. Elle a voulu simplement attirer l'attention sur quelques aspects de la question d'autant plus curieusement négligés qu'ils sont pourtant incontournables. Elle s'est donc intéressée au rôle de la paroisse dans la ville, à la nature et à l'évolution de la vie paroissiale en milieu urbain depuis les prémisses de la révolution industrielle jusqu'au plein épanouissement de la ville industrielle. Et elle l'a fait à travers l'étude d'un cas concret, celui de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, entre 1848 et 1930.

L'hypothèse fondamentale est que les autorités diocésaines, les pasteurs oblats et les Saint-Pierrais ont su jusqu'à la première guerre mondiale environ faire de Saint-Pierre le cadre, le moteur et l'instrument tout ensemble d'une vie sociale résolument moderne (d'une modernité toujours provisoire), en prise réelle et large sur un milieu urbain en mutation que la paroisse contribue même, pour une part, à façonner. Ce n'est qu'à partir des années 1910 puis à la faveur du conflit mondial que s'érode cette plénitude de la signification sociale de la paroisse, qui prend dès lors l'aspect plus rétracté d'une communauté de foi. Alors que la ville connaît une nouvelle recrudescence de développement, qui achève de faire éclater la cohésion des quartiers et la pertinence des institutions strictement locales, la paroisse, emprisonnée dans ses limites territoriales, apparaît de moins en moins, aux yeux d'urbains mieux ancrés, aux yeux d'organismes civils et même à ceux des administrateurs diocésains, comme la médiation la plus adéquate entre Eglise et fidèles-citadins, entre eux et la ville.

Lorsque les Oblats s'installent en 1848 dans ce qu'on appelle alors le faubourg Québec, ses habitants vivent pratiquement sans encadrement socio-religieux. Cette population croyante qui se sent délaissée, cette population simple heurtée par le rigorisme sulpicien, cette population relativement pauvre qui vit à l'écart de la cité et de ses institutions et s'en sait méprisée attend beaucoup de Saint-Pierre et des Oblats. Mais ceux-ci, à leur tour, espèrent beaucoup du faubourg. Leur ambition apostolique, l'esprit de leurs Règles, leur formation missionnaire mais aussi les circonstances de

leur établissement à Montréal, dominées par la rivalité qui les oppose aux Sulpiciens, tout les pousse à vouloir faire de Saint-Pierre une chrétienté modèle, projet qui reçoit, du reste, l'aval et le support entier de monseigneur Bourget.

Ainsi, dès les débuts, un faisceau de circonstances conduit les missionnaires à assumer à Saint-Pierre un ministère non seulement religieux mais aussi bien social, bref un ministère quasi-paroissial, qui sera confirmé en 1900, date de l'érection de la chapelle oblate en paroisse.

Paroisse sans en avoir le titre, Saint-Pierre-Apôtre nous offre une occasion rare de nous approcher de la vie sociale montréalaise au milieu du XIXe siècle, à une époque où tout commence à changer toujours plus rapidement et où se redéfinissent les rapports entre centre et faubourgs. Jusque dans les années 1840, le faubourg Québec était peuplé essentiellement de vieilles familles établies là depuis la fin du XVIIIe siècle, et d'artisans ou de travailleurs trop peu fortunés pour aménager dans les quartiers du centre. En 1870 encore, les circonscriptions municipales de Saint-Jacques et dans une moindre mesure Sainte-Marie conservent un aspect artisanal et entretiennent avec le reste de la ville des liens somme toute assez lâches. Durant ces trente années, pourtant, des milliers de ruraux s'y installent ou y passent, faisant de l'est de Montréal leur porte d'entrée dans un nouveau monde urbain qu'ils sont venus, à la fois, rejoindre et créer. Pour cette période initiale, nous pouvons analyser à partir de Saint-Pierre le rapport à la ville des anciens et des nouveaux résidents du faubourg, les relations sociales entre ces deux groupes de citadins, le désir commun qu'ils nourrissent d'intégration symbolique à la ville, et qu'ils entreprennent de réaliser par une participation massive à la vie religieuse, analyser aussi le surcroît de différenciation sociale qu'introduit la présence des Oblats parmi eux, les aspirations de prestige, de notabilité et d'urbanité qui habitent artisans et commerçants du faubourg.

Entre 1848 et 1930, mais de manière particulièrement décisive entre 1870 et 1914, Saint-Pierre doit encore remplir presque seule des mandats considérables. Sur le plan religieux, elle doit assurer la subsistance de ses pasteurs, l'entretien et l'ornementation de son temple. Sur le plan social, c'est à elle que revient la tâche d'atténuer les problèmes qui s'accusent au centre-ville, en cette époque d'urbanisation et d'industrialisation accélérées: pauvreté, défaut d'instruction, maladie. Lui revient, surtout, de favoriser l'adaptation à la ville des milliers de migrants ruraux qui grossissent chaque année la métropole et de consolider les attaches des plus anciens; à Saint-Pierre, loisirs et associations diverses concourent tous, au-delà des objectifs spécifiques variés qu'ils poursuivent, à faire connaître la paroisse, à en faire un milieu de vie, même temporaire, et à familiariser ainsi entre 1870 et 1914

leurs milliers de participants et de membres, leurs centaines d'organiseurs et de dignitaires avec les rouages de la vie urbaine moderne. Bien qu'ils restent toujours contrôlés ou au moins supervisés par les missionnaires, bien qu'ils répondent aussi au souci proprement clérical d'augmenter la dévotion et l'encadrement des fidèles et les recettes de la paroisse, bien qu'ils rencontrent à l'occasion, enfin, des difficultés et soient source de frictions, associations laïques et loisirs paroissiaux constituent dans les faits un des rares outils collectifs dont dispose cette population sans pouvoir, tant pour consolider son récent ancrage urbain et manifester sa présence dans la ville que pour agir sur son propre destin et jouer un certain rôle dans l'organisation de la société urbaine moderne. A côté des nouvelles institutions de solidarité issues du monde industriel, les organisations et les oeuvres paroissiales témoignent d'une vitalité et d'une popularité qui en font le véritable fondement d'une dynamique sociale urbaine alors basée sur les relations locales.

Après la première guerre, enfin, le mouvement d'éclatement de la relative intégrité des espaces montréalais, amorcé dès le dernier tiers du XIXe siècle, cumule ses effets dans Saint-Pierre. La paroisse, désormais au centre-ville, est comme une plaine balayée par tous les vents urbains: les étroites frontières qui l'encarcanaient ne sont plus que de simples limites administratives sans signification économique ni sociale. En déclin démographique et en voie d'appauvrissement rapide, la paroisse achoppe de plus en plus sur ses insuffisances, et ne remplit plus aussi adéquatement qu'auparavant les mandats sociaux qui étaient les siens. Les loisirs sont plus souvent boudés, le financement des oeuvres décline, les associations périssent. En outre la première guerre mondiale marque dans plusieurs domaines la réorganisation sur une base supra-paroissiale de plusieurs fonctions sociales autrefois assumées à l'échelle locale. Il nous a semblé que la force et la spécificité d'une dynamique sociale urbaine basée sur d'intenses relations paroissiales seraient d'autant mieux appréhendées pour la période de son apogée, entre 1870 et 1914, qu'on aurait évoqué aussi les débuts de cette érosion du rôle de médiation joué par la paroisse entre la ville et les fidèles-citadins; mais non encore entre eux et l'Eglise, à une époque où la vitalité religieuse reste entière.

Au terme de cette thèse, on peut prétendre que l'Eglise montréalaise, par le biais de la paroisse, a contribué activement, avec d'autres institutions d'emblée considérées comme plus "modernes", à façonner l'identité urbaine des Canadiens-Français, leurs rapports sociaux et leur rapport à la ville, à l'époque de l'émergence puis de la consolidation d'une société québécoise industrielle et urbaine.

TABLE DES MATIERES

	Page
REMERCIEMENTS	ii
RESUME	v
TABLE DES MATIERES	viii
LISTE DES TABLEAUX	xi
LISTE DES FIGURES	xii
LISTE DES SIGLES	xiii
 INTRODUCTION	 1
PREMIERE PARTIE: BILAN DES CONNAISSANCES, PROBLEMATIQUE ET PRESENTATION DES SOURCES	 6
CHAPITRE I: UN PARCOURS INTELLECTUEL	7
A- Une société traditionnelle ou une société moderne?	10
B- La société paroissiale en milieu urbain	34
C- Brève présentation des sources	42
DEUXIEME PARTIE: LE MILIEU, LES ACTEURS	47
CHAPITRE II: SAINT-PIERRE ET LES SAINT-PIERRAIS 1870-1930	 48
A- Saint-Pierre au moment de la révolution industrielle: un milieu de vie bien intégré	48
1) La structure socio-professionnelle et l'emploi	57
2) Ecart social et niveaux de fortune	66
3) Les rapports interethniques	80

B- Saint-Pierre-Apôtre au XXe siècle: l'intégration dans la dépossession	87
1) La structure socio-professionnelle et l'emploi	94
2) Ecart sociaux et niveaux de fortune	106
3) Les rapports interethniques	131
CHAPITRE III: MISSIONNAIRES A SAINT-PIERRE: LES OBLATS DE MARIE IMMACULEE	139
A- Les Oblats à Saint-Pierre-Apôtre	144
1) Missionnaires et fidèles: une rencontre	144
2) Un contexte difficile	157
B- Les Oblats de Saint-Pierre	169
1) Le personnel	170
2) Les origines sociales des pères	175
3) La formation et le style des Oblats	179
TROISIEME PARTIE: LA SOCIETE PAROISSIALE EN MILIEU URBAIN	197
CHAPITRE IV: LES DEBUTS, 1848-1870: DEPLACER LES FRONTIERES MENTALES DE LA VILLE	198
A- L'organisation religieuse et sociale	201
1) L'organisation religieuse	201
2) Des auxiliaires indispensables: les Dames de Sainte-Anne	217
3) L'organisation sociale	225
B- Les familles impliquées dans la vie "paroissiale" ..	239
1) Les sources et la méthode	240
2) Les Bourragans-citadins ou l'ambition de la notabilité	253
3) Le soutien laïque à Saint-Pierre: un tableau d'ensemble	269
CHAPITRE V: UNE PAROISSE URBAINE EN PLENITUDE, 1870-1914	286
A- L'organisation paroissiale	292
1) Une paroisse du centre-ville	292
2) Questions d'argent	303
3) La vie sociale	318

B- Les associations paroissiales	350
1) Les sources et la méthode	350
2) Les membres	363
3) Les dignitaires	395
CHAPITRE VI: L'EROSION DE LA SOCIETE PAROISSIALE, 1914-1930: UN APERCU	418
CONCLUSION	441
BIBLIOGRAPHIE	452
APPENDICES	
A- Profession des résidents: Saint-Pierre-Apôtre, 1871	471
B- Profession des résidents: Saint-Pierre-Apôtre, 1901	476
C- Profession des résidents: Saint-Pierre-Apôtre, 1931	480
D- Le commerce de détail: Saint-Pierre-Apôtre, 1871, 1901, 1931	485
E- Les services: Saint-Pierre-Apôtre, 1871, 1901, 1931	488
F- Liens de parenté entre des dignitaires marquants, 1870-1914	491

LISTE DES TABLEAUX

	Page
I LES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES ET LA DISTRIBUTION ETHNIQUE: SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871	63
II LES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES: SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931	98
III LIEU DE RESIDENCE DES PROPRIETAIRES D'ENTREPRISES SITUEES DANS SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931 ...	111
IV LIEU DE RESIDENCE DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES SITUES DANS SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931	114
V DISTRIBUTION DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES PAR CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES: SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931	123
VI DISTRIBUTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES LAIQUES IMPLIQUES A SAINT-PIERRE-APOTRE, 1848-1870	272
VII L'ANCIENNETE DANS LA VILLE: PREMIERS MARIAGES A NOTRE-DAME, SAINT-JACQUES ET SAINTE-BRIGIDE DES LAIQUES IMPLIQUES A SAINT-PIERRE-APOTRE, 1848-1870 ...	273
VIII EFFECTIFS DES CONGREGATIONS LAIQUES, SAINT-PIERRE-APOTRE, 1870-1912	371
IX LES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES: CONGREGATION DES HOMMES ET SOCIETE DE TEMPERANCE, 1899-1900	392
X L'ANCIENNETE DANS LA VILLE: LIEU DE BAPTEME DES DIGNITAIRES DES ASSOCIATIONS PAROISSIALES, SAINT-PIERRE-APOTRE, 1870-1914	402
XI DISTRIBUTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES DIGNITAIRES DES ASSOCIATIONS PAROISSIALES, SAINT-PIERRE-APOTRE, 1870-1914	405

LISTE DES FIGURES

		Page
FIGURE 1	LE FAUBOURG QUEBEC AU MILIEU DU XIXe SIECLE	50
FIGURE 2	SAINT-PIERRE-APOTRE VERS 1871	51
FIGURE 3	SAINT-PIERRE-APOTRE AU XXe SIECLE	88

LISTE DES SIGLES

ACAM	Archives de la chancellerie de l'archevêché de Montréal
AMM	Archives municipales de Montréal
ANQM	Archives nationales du Québec, dépôt de Montréal
BMM	Bibliothèque municipale de Montréal
M.P. O.M.I.	Archives administratives de la Maison Provinciale (province Saint-Joseph) des Oblats de Marie Immaculée
<u>R.H.A.F.</u>	Revue d'histoire de l'Amérique française
<u>R.S.</u>	Recherches sociographiques
I.Q.R.C.	Institut québécois de recherche sur la culture
S.S.V.P.	Société Saint-Vincent-de-Paul
S.S.J.B.	Société Saint-Jean-Baptiste
<u>R.V.L.</u>	Rôles des valeurs locatives

INTRODUCTION

Lorsqu'on veut, aujourd'hui, situer rapidement dans l'esprit de son interlocuteur l'emplacement de l'église Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, rien de tel que de lui dire: "Tu sais bien, celle qui est en face de Radio-Canada". Mais avant d'être en face de quelque institution que ce soit, l'église Saint-Pierre-Apôtre a été, depuis l'arrivée des Oblats au milieu du XIXe siècle jusqu'après la première guerre mondiale, au centre d'un réseau d'intenses relations sociales dans l'un des quartiers de Montréal les plus directement concernés par la grande mutation industrielle et urbaine qu'a connue le Québec de cette époque.

L'évolution de la société paroissiale à Saint-Pierre-Apôtre de Montréal entre 1850 et 1930, tel est donc, dans ses limites étroites, le sujet de cette thèse. Mais en fait, une telle étude voudrait surtout contribuer à nourrir une réflexion plus générale sur le rôle et la place de l'Eglise catholique montréalaise dans l'organisation de la vie sociale urbaine à cette époque.

Voir dans l'Eglise un agent actif de la configuration sociale qu'a prise la ville industrielle avant 1930 et poser que bien des rapports sociaux proprement modernes entre citoyens sont alors passés par sa médiation, rien de bien neuf en soi, encore que cela ne soit pas si courant dans notre production intellectuelle et savante. Comme nous le verrons dans la première partie de ce travail, penseurs sociaux, réformateurs, sociologues, historiens débattent depuis bientôt cent ans des conséquences culturelles du passage de la société québécoise du rural à l'urbain; discutent à savoir si l'industrialisation et l'urbanisation ont déstructuré, ou non, et si oui dans quelle mesure, un mode de vie, une vision du monde et de soi, qualifiés de "traditionnels"; et en bref veulent trancher: le Québec d'avant la deuxième guerre mondiale est-il encore une société traditionnelle ou déjà une société moderne? Or, en dépit de la diversité de leurs points de vue, les tenants des deux options sont unanimes à ranger l'Eglise parmi les institutions traditionnelles, et à en faire non seulement le meilleur garant de la pérennité de l'ordre culturel ancien mais encore l'ennemi numéro un de la ville, de l'industrie, et du "nouveau monde" qui naît dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

Il ne s'agit pas de remettre en question une assertion aussi communément admise. Mais tout de même d'y aller voir de plus près. Dans cette thèse, nous avons voulu étudier les rapports concrets qui se tissent réciproquement entre l'Eglise et les citoyens et entre

les citadins et la ville à travers l'Eglise, en ce point de rencontre que constitue la paroisse; en saisir aussi l'évolution depuis les prémisses de la révolution industrielle jusqu'au plein épanouissement de la ville industrielle. Cerner, en quelque sorte, l'histoire de la société paroissiale en milieu urbain, à travers Saint-Pierre-Apôtre de Montréal.

La deuxième partie de la thèse présente justement les acteurs de cette histoire: les lieux, leurs habitants, les missionnaires oblats. Un faubourg, relativement éloigné de la ville et de ses institutions est peuplé vers 1850 principalement d'artisans et d'un bon nombre de petits propriétaires. Canadiens-Français et descendants d'Irlandais s'y côtoient dans une indifférence faite somme toute de ressemblance. Or en quelques décennies voilà ce faubourg au centre-ville! C'est désormais un quartier très pauvre, fui par les possédants; un quartier presque exclusivement canadien-français, mais dominé par la puissance économique anglophone; un quartier traversé de part en part par la vocation métropolitaine du commerce, de l'industrie et de la spéculation foncière qui s'y pratiquent.

Dans cet espace urbain en mutation, une population, vers 1850, avide de contact avec le sacré, avide aussi de reconnaissance sociale; une autre, à la fin du siècle, massivement confrontée à la nécessaire adaptation à la vie urbaine et désireuse de prendre

possession, autant que faire se peut, de son propre destin; une autre encore, après la guerre, plus à l'aise dans la ville et davantage sollicitée par elle. Les circonstances de l'installation des Oblats dans le faubourg, leur formation, le style de leur congrégation, l'innovation religieuse que celle-ci promeut et incarne, son caractère proprement urbain, tout favorise entre eux et leurs fidèles une rencontre authentique, et l'établissement à Saint-Pierre d'une dynamique sociale fondée sur d'intenses relations locales.

La constitution, le fonctionnement et l'érosion de cette dynamique sociale font l'objet de la dernière partie de notre travail. Dans une première époque, jusque vers 1870, le succès du ministère religieux des Oblats dans le faubourg, celui des confréries, des congrégations laïques, l'ampleur de l'organisation sociale déjà réalisée témoignent à la fois du désir d'urbanité, d'intégration symbolique à la ville qui anime tous les habitants du faubourg et de l'ambition de notabilité des plus anciennes familles, qui se sentent submergées par les milliers de nouveaux venus. Entre 1870 et 1914, les loisirs et les associations paroissiales constituent pour les migrants récents qui forment désormais l'essentiel des Saint-Pierrais, un moyen de se familiariser avec la vie urbaine et l'un des rares outils collectifs dont ils disposent pour contribuer à l'organisation de la société moderne. Après la première guerre mondiale, une population mieux ancrée dans la ville

et davantage sollicitée par elle se désintéresse des divertissements paroissiaux et des congrégations laïques, tandis que la paroisse, de plus en plus confrontée à ses insuffisances, doit abandonner certains de ses mandats sociaux désormais repris par des organismes civils ou diocésains et en voie de réorganisation sur une base plus large. Ayant perdu son rôle de médiation entre les fidèles-citadins et la ville, la paroisse reste encore, pour un temps, une très vive communauté de foi. Pour un temps seulement ... mais c'est une autre histoire...

PREMIERE PARTIE

**BILAN DES CONNAISSANCES, PROBLEMATIQUE
ET PRESENTATION DES SOURCES**

CHAPITRE I

UN PARCOURS INTELLECTUEL

Etre de la ville, vivre en ville, arriver en ville ou au contraire être enraciné en ville, entre le moment de l'émergence d'une société québécoise industrielle et urbaine et celui de sa pleine consolidation, comment cela s'est-il traduit, concrètement, pour les Canadiens-Français? Cette question en un sens, on se la pose depuis bientôt cent ans. Les travaux de Lortie, déjà, sont pleins d'elle.

Depuis longtemps, à vrai dire, elle se trouve en quelque sorte contenue dans le grand débat sur la nature de la société québécoise avant la crise des années trente: société traditionnelle ou société moderne?

Les tenants de la première option ont insisté et insistent encore sur la longévité, même en ville, de traits associés à la tradition et à la vie rurale: intensité des relations familiales,

solidarité communautaire, puissance de l'Eglise. Dans cette optique la vie paroissiale, à la ville, jusque fort avant dans le XXe siècle, leur apparaît comme une transposition réussie quasi sans retouche d'un type d'encadrement des fidèles et d'un type de vie sociale inspirés de ce que les évêques et les curés avaient déjà réalisé pour le milieu rural depuis une époque ancienne.

Les chercheurs qui, au contraire, estiment qu'à partir du dernier tiers du XIXe siècle le Québec s'est modernisé somme toute dans le même temps et au même rythme que les autres sociétés occidentales, partagent néanmoins presque entièrement le point de vue des précédents sur la vie paroissiale en milieu urbain et c'est bien pourquoi ils ne s'y intéressent pour ainsi dire jamais. Lorsqu'ils le font, c'est pour tenter malgré tout de relativiser l'emprise de l'Eglise sur les fidèles et la portée de son influence dans la nouvelle société. Mais en fait ils préfèrent souligner la rapidité de la mise en place et la vitalité des nouvelles institutions et des nouveaux rapports sociaux issus de l'ordre industriel et urbain.

Il nous a fallu, après tant d'autres, parcourir à notre tour ce débat pour réaliser cette unanimité de jugement sur l'Eglise, classée parmi les institutions fondamentales de la société traditionnelle et, entre toutes, du côté des plus conservatrices, farouche garante, même en ville, de la pérennité de l'ordre culturel ancien.

Pourtant force est de constater, avec un nombre restreint de chercheurs, que l'Eglise québécoise est elle aussi, au XIXe siècle, une institution neuve. Influencée par la situation politique et les débats européens, confrontée à ses propres difficultés politiques au Bas-Canada, secouée par le bouillonnement social et économique de la première moitié du XIXe siècle, bousculée par la mutation industrielle et urbaine d'après 1850, l'Eglise québécoise est sortie transformée en profondeur de tout cet ébranlement. Sur le plan de son organisation matérielle en particulier, et dans le contexte montréalais, cela s'est traduit, entre autres, par l'insistance de l'évêque Bourget à démembrer l'immense paroisse Notre-Dame et à en créer de nombreuses autres qui seraient autant de points de rencontre privilégiés entre l'Eglise et les fidèles. Ainsi l'Eglise montréalaise du XIXe siècle, par le biais justement de la paroisse, a contribué à son tour, tout comme le travail industriel, le syndicalisme, la participation à la vie politique, la presse à grand tirage et les loisirs commerciaux, à façonner l'identité urbaine des Canadiens-Français, leurs rapports sociaux et leur rapport à la ville. Voilà ce que nous voudrions montrer dans cette thèse à partir de l'exemple de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre. Mais avant d'explicitier les raisons de ce choix, entrons rapidement dans un des plus vieux débats de notre production intellectuelle et savante.

A- Une société traditionnelle ou une société moderne?

Posée telle quelle ou en termes plus euphémiques, cette question de la nature de la société québécoise entre la révolution industrielle et la grande crise traverse une bonne partie de notre patrimoine intellectuel et savant. Malgré les divergences idéologiques qui les ont opposés et les opposent encore, il semble que depuis la fin du siècle dernier, penseurs sociaux, réformateurs, sociologues puis historiens qui en ont débattu se soient tacitement entendus pour traiter le sujet essentiellement en le mettant en rapport avec les conséquences culturelles du passage de la société québécoise du rural à l'urbain. C'est donc sur l'éventuelle destructuration par l'urbanisation et l'industrialisation d'un mode de vie, d'une vision du monde et de soi qualifiés de "traditionnels", dans la formation desquels, du reste, l'Eglise et le religieux jouaient un grand rôle, que la discussion a pratiquement toujours porté; dans une riche diversité de points de vue cependant. Il nous a semblé que le sens de notre monographie serait d'autant plus explicite que nous aurions d'abord esquissé les contours de ce débat dans lequel elle s'inscrit mais qui la déborde amplement.

Il y a eu, bien sûr, les réformateurs sociaux, de Stanislas Lortie¹ à Arthur Saint-Pierre². Ces hommes d'action et intellectuels réunis dans l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, l'Action française, l'Ecole sociale populaire et les Semaines sociales du Canada concentrent leur attention sur les milieux ouvriers des villes, considérés sous le rapport de la pratique des vertus morales (vie religieuse, solidarité familiale, loisirs, épargne), des conditions de vie (hygiène, logement, alimentation, etc.) et des rapports entre le capital et le travail. L'objectif est de contribuer à la stabilité sociale du Québec, qu'on sent ébranlée par la diffusion des idées socialistes et franc-maçonn³. Pour eux, en effet, l'intégrité de la culture

¹ Stanislas Lortie, "Compositeur-typographe à Québec", Ouvriers des deux mondes, 3e série, 10e fascicule, 1904; reproduit dans Pierre Savard, Paysans et ouvriers québécois d'autrefois, Québec, P.U.L., "Cahiers de l'Institut d'Histoire", II, 1968, 79-150.

² En plus de ses activités à l'Ecole sociale populaire, Arthur Saint-Pierre milite dans l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, dans la Société Saint-Jean-Baptiste et dans les Semaines sociales du Canada. Il est aussi professeur non permanent à l'Ecole des sciences sociales de l'Université de Montréal. Ses principales oeuvres sont: Questions et oeuvres sociales de chez nous, Montréal, E.S.P., 1914, 259 p.; Le problème social, Montréal, éditions de la bibliothèque canadienne, 1925, 203 p.; L'oeuvre des congrégations religieuses de la Charité dans la Province de Québec (en 1930), Montréal, éditions de la bibliothèque canadienne, 1930, 245 p.; Témoignages sur nos orphelinats, Montréal, Fides, 1945, 153 p. Voir Marcel Fournier, "Essai en sociologie: littérature sociale et luttes politiques au Québec", François Gallays, Sylvain Simard et Paul Wyczynski, dir., L'essai et la prose d'idées au Québec, Montréal, Fides, "Archives des Lettres canadiennes", tome VI, 1985, 143-179.

³ A. Saint-Pierre, "Il faut persuader Charlotte", Questions et oeuvres sociales de chez nous, op. cit., 14.

canadienne-française est directement menacée par la dégradation de la vie que subissent les ouvriers et, dans l'esprit de la doctrine sociale de l'Eglise, ils multiplient les propositions pour y remédier. Bien qu'on puisse généralement juger aujourd'hui que l'abondante littérature laissée par ce courant manque de rigueur et de justesse dans l'analyse des conflits sociaux issus de l'urbanisation et de l'industrialisation du Québec, il faut reconnaître à ces contemporains des événements le mérite d'avoir perçu, même si c'était pour s'en alarmer, la société dans toute la diversité de ses classes et conditions et d'avoir constaté l'ampleur des ruptures culturelles que la prolétarianisation a fait vivre aux migrants ruraux nouvellement installés en ville.

A la même époque, mais en dehors de tout esprit clérical, Léon Gérin s'intéresse à "l'émigrant déraciné"⁴. A partir de l'exemple de la famille de Pierre Z..., dont il suit le destin sur une cinquantaine d'années, Gérin montre comment l'attraction des grandes manufactures américaines voisines peut contribuer à structurer la famille traditionnelle rurale canadienne-française. Passant fréquemment de la vie agricole au Québec au travail industriel outre frontière, la famille de Pierre Z... est très instable. Son nomadisme l'empêche d'accéder à la propriété et la contraint à ne

⁴ Léon Gérin, "L'émigrant déraciné, en bordure à la zone vallonneuse du sud", Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de traditions françaises, Montréal, Fides, 2ème édition 1948, 153-184. Cette monographie date de 1903.

vivre que du salaire. S'en trouve bouleversé le cours normal des rapports familiaux, construits sur la paix au foyer, l'autorité du père, la soumission de l'épouse et des enfants, l'accumulation et la transmission des biens. La famille réagit contre ces difficultés en exacerbant les pratiques d'entraide communautaire parmi ses membres et avec le voisinage. Gérin souligne aussi que les Canadiens-Français émigrés dans les centres industriels américains participent de très près à la vie sociale de leurs nouvelles paroisses. Ces solutions s'avèrent toutefois inefficaces pour enrayer l'instabilité. Selon sa thèse, c'est plutôt du côté d'une réorganisation sur le modèle "particulariste" de développement de l'initiative individuelle et de l'indépendance personnelle que les familles rurales et ouvrières doivent se tourner pour remédier aux maux matériels et moraux qui résultent de l'industrialisation⁵.

L'ampleur du débat sur la Folk Society, qui a dominé la sociologie des années 1940-1950, et la préférence manifestée par Gérin lui-même pour sa monographie sur la famille Casaubon de Saint-Justin ont malheureusement provoqué un oubli relatif de cette étude sur celle de Pierre Z.... Les sujets de réflexion y foisonnent

⁵ Lorsqu'il s'implante dans un milieu d'avance prospère et ouvert et contribue à valoriser les ressources locales, le grand atelier peut jouer un rôle bénéfique sur la vie familiale en favorisant justement le développement du "particularisme" et des qualités individuelles. Voir L. Gérin, "Le cultivateur progressiste, au croisement des routes de la vallée", op. cit., 113-152. Dans tous les cas, on remarque que la vie rurale traditionnelle se trouve transformée par la pénétration de l'industrie et de l'économie de marché.

pourtant. En particulier cette hypothèse selon laquelle la force du sens communautaire, dans la famille et la paroisse, constitue moins une survivance intacte qu'une réponse nouvelle aux pressions de l'industrialisation apportée par les familles rurales émigrées et déstabilisées et une tentative de surmonter leur subordination, comme classe ouvrière en formation, aux pouvoirs économique et politique. Nous avons trouvé là, comme nous le verrons ci-après, une source d'inspiration féconde pour notre propre recherche.

Puis vinrent Horace Miner et Everett-C. Hughes. Tous deux tributaires des théories du célèbre anthropologue américain Robert Redfield, bénéficiant du prestige que leur procurait leur affiliation à la dynamique "école de Chicago" dans le milieu en cours d'institutionnalisation de la sociologie québécoise⁶, ils ont influencé de façon déterminante pendant les années 1940-1950 la conception que les sociologues québécois, par ailleurs en lutte contre le duplessisme, se sont faite de l'évolution de notre société.

C'est à Redfield que l'on doit la notion de continuum rural-urbain, selon laquelle la communauté paysanne constitue un chaînon intermédiaire entre la société primitive et la société urbaine

⁶ Jean-Charles Falardeau, "Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec", *R.S.*, XV, 2-3, mai-décembre 1974, 135-165; M. Fournier, *loc. cit.*; Marlene Shore, The Science of Social Redemption: McGill, The Chicago School and the Origins of Social Research in Canada, University of Toronto Press, 1987, 340 p.

moderne, puisqu'elle forme une totalité encore auto-suffisante bien que déjà intégrée, par le biais de structures économiques et politiques qui la dépassent, à la société urbaine qui l'environne. Avec ce schéma en tête, Miner mène en 1939 son enquête à Saint-Denis de Kamouraska⁷ sur la civilisation rurale québécoise, tandis qu'en 1943 son compatriote Everett-C. Hughes s'attaque, à Cantonville (Drummondville)⁸, aux conséquences sociales et culturelles du passage des Canadiens-Français de l'agriculture à l'industrie et de la petite entreprise indépendante au travail salarié pour des patrons anglophones. Dès lors, sociologie rurale et sociologie urbaine se développent, avec les travaux de Marcel Rioux, de Gérard Fortin, de Jean-Charles Falardeau, de Marc-Adélard Tremblay, de Philippe Garigue, pour ne mentionner que quelques auteurs. C'est l'époque où émerge dans sa forme sociologique ce qui sera deux décennies plus tard le grand débat des historiens: le Québec d'avant la deuxième guerre mondiale et en particulier le Québec urbain est-il une société traditionnelle ou une société moderne⁹?

⁷ Horace Miner, Saint-Denis, un village québécois, 1ère édition anglaise 1939; Montréal, Hurtubise HMH, 1985, 390 p.

⁸ Everett-C. Hughes, Rencontre de deux mondes, 1ère édition anglaise, 1943; Montréal, Boréal Express, 2e édition, 1972, 384 p.

⁹ Bien que cette question soit depuis plus d'une vingtaine d'années plus largement débattue par les historiens, il convient de noter la contribution de la sociologue Colette Moreux, Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française, Montréal, P.U.M., 1969, 485 p. et Douceville en Québec: modernisation d'une tradition, Montréal, P.U.M., 1982, 454 p. Sans faire explicitement référence au concept de Folk Society, ces

Après la deuxième guerre mondiale des sociologues canadiens-français de profession ont donc remplacé, dans l'examen de cette question, les autodidactes éclairés et les chercheurs américains qui les avaient précédés. Paradoxalement pourtant, leurs nombreux travaux s'accompagnent d'un certain relâchement de l'observation et de l'analyse quant aux conséquences de l'urbanisation et de la prolétarianisation sur la culture québécoise. Etouffant dans le Québec duplessiste d'après la deuxième guerre, les sociologues de l'époque ravalent leur société au rang de petite tribu fermée sur elle-même, sans autre ambition ou capacité intellectuelle que celle de se conformer aveuglément aux directives d'un clergé aussi omnipotent que rétrograde, seul corps à se différencier dans ce milieu décrit comme encore fortement homogène et communautaire. On comprend dès lors mieux l'enthousiasme avec lequel ils ont adopté le concept peu nuancé de Folk Society. Pour "l'école de Laval", si tant est qu'elle ait formellement existé, le Québec du mitan du XXe siècle vit un décalage dramatique entre son infrastructure et sa superstructure: une société très industrialisée et urbaine continue de se concevoir et de vivre dans des cadres "traditionnels".

Négligeant la richesse des analyses de Gérin sur la diversité sociale du monde agricole et le dynamisme de certains de ses

ouvrages reprennent l'idée que jusqu'à la deuxième guerre mondiale la société québécoise est une société traditionnelle dont l'univers culturel finit par s'effriter au contact de l'industrialisation et de l'urbanisation.

secteurs, méprisant la pertinence de quelques-unes des observations des catholiques sociaux sur les bouleversements culturels consécutifs à la prolétarianisation, le Marcel Rioux de cette époque s'avance toujours plus loin dans les terres à la recherche d'un Québec d'autrefois encore vivant¹⁰, tandis que Jean-Charles Falardeau et Marc-Adéland Tremblay¹¹ interprètent la vitalité des liens familiaux, les comportements de solidarité des prolétaires de Québec et de Montréal et leur assiduité religieuse comme autant de signes d'une transposition sans retouche de la culture rurale à la ville. En somme, il y a tentative d'homogénéisation et d'harmonisation à rebours du monde rural, et refus de considérer la culture québécoise dans sa capacité d'évolution, d'adaptation, de transformation. Il faut attendre 1956 pour qu'une première critique

¹⁰ Marcel Rioux, Sur le sens de l'évolution socio-culturelle à l'Ile Verte, Ottawa, Musée national du Canada, Bulletin no 128, 1953; Description de la culture à l'Ile Verte, Ottawa, Musée national du Canada, bulletin no 133 (no 35 de la série anthropologique), 1954; Belle-Anse, Ottawa, Musée national du Canada, bulletin no 138 (no 37 de la série anthropologique), 1957.

¹¹ J.-C. Falardeau, "The Parish as an Institutional Type", The Canadian Journal of Economics and Political Science, XV, 3, août 1949, 353-367; Marc-Adéland Tremblay, "La crise économique des années trente et la qualité de vie chez les Montréalais d'ascendance française", Travaux et communications, Académie des sciences morales et politiques, Montréal, Bellarmin, 1977, vol. 3, 149-165 et L'identité québécoise en péril, Sainte-Foy, les éditions Saint-Yves inc., 1983, 287 p. Ce dernier ouvrage est un recueil d'articles, certains assez anciens. Même si les références concernant Tremblay sont relativement récentes, elles reflètent bien la pensée d'un auteur qui, depuis les années 1950, est toujours resté fidèle à une vision très Folk Society de la société québécoise d'avant la deuxième guerre.

réellement articulée du concept de Folk Society soit élaborée, par Philippe Garigue.

Pour Garigue, envisager le Canada français comme une Folk Society, c'est se méprendre sur la nature du XIXe siècle. Le XIXe siècle, en effet, n'est pas la suite directe d'un temps ancestral mythique, mais une période de transition dans l'évolution historique concrète d'une société née, en Nouvelle-France, résolument sous le signe de l'urbain. La civilisation rurale du XIXe siècle, tournée vers la famille, la communauté, l'Eglise, constitue donc moins un héritage que la solution trouvée par les Canadiens-Français pour pallier leur exclusion des institutions de contrôle politique et économique. Il s'agit là d'un "phénomène de compensation sociologique entre les institutions"¹²: la valorisation de la vie familiale et communautaire correspond au rétrécissement du champ d'intervention sociale ouvert à l'initiative canadienne-française. Sans probablement le réaliser tout à fait, Garigue se trouve ici à reprendre, en en élargissant la portée à la société toute entière,

¹² Philippe Garigue, La vie familiale des Canadiens-Français, Montréal-Paris, P.U.M.-P.U.F., 1962, 142 p. (voir surtout 91-95); et aussi "Mythes et réalités dans l'étude du Canada français", Contributions à l'étude des sciences de l'homme, no 3, 1956, 123-132 et Etudes sur le Canada français, Montréal, Université de Montréal, Faculté des Sciences sociales, économiques et politiques, 1958.

les remarques de Gérin¹³ sur le resserrement des liens primaires en contexte de marginalisation et de déstabilisation.

A l'encontre d'un courant historiographique postérieur, Garigue n'allait pas jusqu'à affirmer le caractère moderne et pluraliste de la société canadienne-française d'avant 1945; du moins tenait-il à la débarrasser de l'accoutrement folk dont il la jugeait affublée. Il ouvrait ainsi la voie à la critique des positions sociologiques héritées de nos visiteurs américains, critique qui se développe en plusieurs directions à partir du milieu des années 1950 et mobilise d'abord les sociologues puis, de plus en plus, les historiens.

Maurice Tremblay¹⁴, Jean-Charles Falardeau¹⁵, Pierre Elliott Trudeau¹⁶, d'autres encore élaborent en ces années la fameuse thèse

¹³ C'est d'autant plus ironique que Garigue a tenu, près de soixante ans après Gérin, à étudier de nouveau la communauté de Saint-Justin, dans le but explicite de démontrer le peu de validité des propositions de son prédécesseur. Encore une fois, il est à regretter qu'on ait trop souvent réduit l'oeuvre de Gérin à cette monographie de Saint-Justin.

¹⁴ Maurice Tremblay, "Orientations de la pensée sociale", J.-Ch. Falardeau, éd., Essais sur le Québec contemporain, Québec, P.U.L., 1953, 193-208.

¹⁵ J.-Ch. Falardeau, "Perspectives", Essais sur le Québec contemporain, op. cit., 239-257; "Les Canadiens français et leur idéologie", Mason Wade, dir., La dualité canadienne-Canadian Dualism, Québec-Toronto, P.U.L.-University of Toronto Press, 1960, 20-38.

¹⁶ Pierre Elliott Trudeau, "La province de Québec au moment de la grève", P.E. Trudeau, dir., La grève de l'amiante, Montréal, Editions Cité Libre, 1956, 1-91.

du monolithisme idéologique et culturel du Canada français, auquel ils imputent d'ailleurs le "retard" du Québec et des Québécois, retard particulièrement accusé dans le domaine économique. Après l'analyse exhaustive qu'en a faite Fernande Roy¹⁷, il ne convient pas de reprendre une fois encore l'examen de cette thèse. Mais, davantage que ne l'a fait cette historienne, il faut noter qu'au moment même où elle se structure, elle est déjà contestée, ou plutôt nuancée à des degrés divers.

Marcel Rioux, dont la réflexion n'a cessé de s'accorder aux nouveaux courants de pensée, veut croire que le passéisme des élites, leur résistance à l'urbanisation et à l'industrialisation n'a aucunement empêché le peuple de vivre avec son temps¹⁸. Dans la thèse du monolithisme il introduit donc une double rupture: entre

¹⁷ Fernande Roy, Progrès, harmonie, liberté: le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle, Montréal, Boréal, 1988, 301 p.

¹⁸ M. Rioux, "Remarques sur les concepts de Folk Société et de société paysanne", *Anthropologica*, 5, 1957, 147-162. Aux pages 158-159, Rioux écrit en effet: "Pour ma part, en durcissant la pensée de Tremblay et de Falardeau, j'y verrais peut-être la mise en relief exagérée de ce qu'ils appellent la pensée sociale du Canada et que j'appelle l'idéologie dominante. Occupés qu'ils étaient à combattre cette idéologie, ils ont inconsciemment pris à leurs adversaires l'image du Canada rural que ces derniers leur dépeignaient sans trop se soucier d'aller voir si cette image correspondait bien à la réalité. [...] Ils ont accordé une importance trop grande à l'idéologie et pas assez à la culture globale, ils se sont trop arrêtés aux modèles culturels plutôt qu'au comportement réel. [...] Au niveau du peuple l'urbanisation se fait remarquablement bien; la résistance est au niveau de l'idéologie. Ce n'est pas la culture canadienne-française qui n'est pas adéquate, mais c'est l'idéologie dominante qui longtemps est opposée à cette urbanisation."

le peuple et les élites d'une part, entre la "réalité" et l'idéologie d'autre part. Les travaux des années 1960 poussent davantage les recherches de ce côté, et la sociologie abandonne progressivement le modèle bi-polaire société traditionnelle-société moderne pour cerner l'évolution du Québec: Gérard Fortin¹⁹ redécouvre la complexité du monde rural, Guy Rocher²⁰ celle du monde urbain. Le Québec apparaît désormais, dans le "réel", comme une société complexe, diversifiée, stratifiée en groupes et classes distincts, voire opposés. Comme une société urbaine aussi: c'est encore Gérard Fortin²¹ qui, en 1968, présente le Québec comme une société où le rural a été tout entier absorbé par l'urbain, quoique à des degrés divers. A la fin des années 1960, le renversement théorique est donc opéré: le Québec est redevenu une société homogène, mais cette fois sous le signe de l'urbain! Dès lors la

¹⁹ Gérard Fortin, "L'étude du milieu rural", Fernand Dumont et Yves Martin, dir., Situation de la recherche sur le Canada français, Québec, P.U.L., 1962, 105-116; voir p. 106: "Déjà, dans son ensemble, la société de la fin du XIXe siècle semble présenter l'aspect d'une société complexe où plusieurs sous-cultures co-existent.", et p. 108: "Selon les régions et selon le degré de pénétration de l'influence des villes et de pénétration du commerce et de l'industrie, les comportements et les normes traditionnels ont plus ou moins de force."

²⁰ Guy Rocher, "Les recherches sur les occupations et la stratification sociale", F. Dumont et Y. Martin, dir., op. cit., 173-184. Dans cet article, Rocher réactualise les conclusions de l'ouvrage de François-Albert Angers et Patrick Allen, Evolution de la structure des emplois au Canada, Montréal, Service de documentation économique, Ecole des hautes études commerciales, 1954.

²¹ G. Fortin, "Le Québec: une ville à inventer", R.S., IX, 1-2, janvier-août 1968, 11-22.

plupart des sociologues cessent de s'intéresser aux conséquences culturelles du passage des Québécois de la ruralité à l'urbanité, pour concentrer leur attention plutôt sur le fonctionnement du monde urbain. Désormais, pour la question qui nous occupe, la parole est de plus en plus aux historiens.

Lorsque, au début des années 1970, les historiens entrent à leur tour dans le débat sur la nature de la société québécoise de la fin du XIXe et du premier XXe siècle, leur réflexion et leurs recherches s'insèrent dans un courant général de pensée et de savoir et dans un contexte politique et social qui affirment haut et fort la modernité du Québec. L'urbanisation et l'industrialisation prennent dorénavant, avec les thèses de Jean-Claude Robert²² et de Paul-André Linteau²³ notamment, leur place dans l'historiographie comme objets propres d'études, ce qu'elles n'avaient pour ainsi dire été jusqu'alors que dans les travaux pionniers de Raoul Blanchard²⁴. Tributaires de cet esprit de la révolution tranquille qu'ils ont également contribué à prolonger, les auteurs de l'Histoire du Québec contemporain tentent, en conclusion générale de leur ouvrage, de

²² Jean-Claude Robert, Montréal 1821-1871. Aspects de l'urbanisation, thèse de 3e cycle (histoire), Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1977, 491 p.

²³ Paul-André Linteau, Histoire de la ville de Maisonneuve (1883-1918), thèse de Ph.D. (histoire), Université de Montréal, 1975, 427 p.

²⁴ Raoul Blanchard, L'ouest du Canada français. Montréal et sa région, Montréal, Beauchemin, 1953, 401 p.

cerner le sens de l'évolution du Québec depuis la Confédération. Ils sont ainsi conduits à dénoncer à leur tour trois "mythes" déjà maintes fois contestés depuis le milieu des années 1950 mais qui continuent d'avoir la vie dure²⁵: celui d'un Québec très longtemps "monolithique et unanime", celui d'un Québec "unique et original" et celui d'un Québec resté très tard une société traditionnelle non érodée²⁶. Le Québec qu'ils nous présentent tout au long de leur synthèse soutient honorablement la comparaison avec les autres sociétés occidentales et n'est "en retard" ni dans les faits ni dans les idéologies. Les deux périodes 1867-1896 et 1896-1939, qui nous intéressent particulièrement pour cette thèse, sont vues comme l'entrée puis l'installation du Québec dans le monde moderne: occidental, industriel, urbain, libéral.

Dans le champ plus restreint de l'histoire socio-culturelle, cette option pour un Québec modernisé dès la fin du XIXe siècle n'a pas entamé réellement l'interprétation consacrée de la nature et du rôle de la paroisse en milieu urbain, très peu d'historiens s'étant penchés sur la question. Un des seuls à s'y être intéressés, Jean-

²⁵ Entre autres exemples, voir Nicole Laurin-Frenette, Production de l'Etat et formes de la nation, Montréal, Nouvelle optique, 1978, 176 p.; Denis Monière, Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours, Montréal, Québec-Amérique, 1977, 381 p.; C. Moreux, "Idéologies et pouvoir: l'exemple du catholicisme québécois", Cahiers internationaux de sociologie, 64, janvier-juin 1978, 35-62.

²⁶ P.-A. Linteau et al., "Conclusion générale", Histoire du Québec contemporain, tome II, Le Québec depuis 1930, Montréal, Boréal, 1986, 721-726.

Claude Robert évoque en conclusion de sa thèse la part prise par les paroisses, surtout après 1875, dans l'accroissement de la puissance d'encadrement de l'Eglise montréalaise. Le démembrement de la paroisse Notre-Dame a ainsi permis de "recréer" à la ville "le mode d'encadrement clérical rural par excellence", au point que la paroisse urbaine, c'est une hypothèse proposée par Robert, semble attirer à elle les migrants ruraux de régions bien définies, qui retrouvent ainsi un cadre de vie qu'ils peuvent reconnaître et qui favorise leur adaptation dans leur nouveau milieu²⁷.

Mais à vrai dire, la réflexion sur la modernité du Québec a plutôt engendré l'hypothèse selon laquelle, conformément à l'expérience vécue ailleurs, l'industrialisation et l'urbanisation avaient dû, comme moteurs de puissants changements sociaux, entraîner la destruction de la culture québécoise "traditionnelle", des modes de vie et des visions du monde d'antan, et contribuer à l'émergence d'une nouvelle culture, plus urbaine, ou plutôt de nouvelles cultures, clivées selon les classes. A la formation de la classe ouvrière, par exemple, avait dû certainement correspondre celle d'une culture ouvrière spécifique, de plus en plus distincte de la culture "traditionnelle". C'est ainsi qu'on a tenté d'évaluer l'impact de l'industrialisation et de l'urbanisation

²⁷ J.-C. Robert, op. cit., 412-413.

sur les structures familiales et les comportements familiaux²⁸, l'intensité de la piété²⁹, les activités de loisirs³⁰, le travail³¹, etc., dans une optique où le changement par rapport à la situation antérieure était parfois d'autant privilégié qu'il était interprété comme un indice de craquement de l'ancien et donc comme un pas vers la modernité. C'est particulièrement le cas pour les historiens du loisir urbain, de Roger Levasseur à Raymond Montpetit et Yvan Lamonde, qui insistent tous sur les pressions que font subir au divertissement "traditionnel" les nouvelles distractions commerciales qui surgissent en ville au tournant du XXe siècle, premières manifestations d'une "culture de masse" promise à un bel avenir³².

²⁸ Bettina Bradbury, The Working-Class Family Economy, Montreal 1861-1881, thèse de Ph.D. (histoire), Université Concordia, 1985.

²⁹ Benoît Lacroix et Jean Simard, Religion populaire, religion de clercs?, Québec, I.Q.R.C., "Culture populaire" no 2, 1984, 444 p.

³⁰ Roger Levasseur, Loisirs et culture au Québec, Montréal, Boréal Express, 1982, 187 p.; Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919, un lieu populaire de culture urbaine, Québec, I.Q.R.C., 1986, 230 p.

³¹ B. Bradbury, "L'économie familiale et le travail dans un ville en voie d'industrialisation: Montréal dans les années 1870", Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, dir., Maîtresses de maison, maîtresses d'école, Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec, Montréal, Boréal Express, 1983, 287-318.

³² Y. Lamonde, "Une problématique de culture urbaine: Montréal 1820-1920", Mutations de la culture urbaine et régionale au Québec (19e-20e s.), Québec, I.Q.R.C., 1983; Y. Lamonde tient toujours à ne pas généraliser au reste du Québec les résultats de ses études sur Montréal. R. Montpetit, "La culture populaire au Québec et son histoire en contexte urbain", Gilles Pronovost, éd., Cultures populaires et sociétés contemporaines, Sillery, P.U.Q., 1982, 91-102; R. Levasseur, "La culture populaire au Québec: de la

Résumons. Un courant sociologique, dominant dans les années 1940 et 1950, a présenté le Québec de la première moitié du XXe siècle comme une société restée "traditionnelle" même en ville, c'est-à-dire une société homogène, unitaire, archaïque, soumise à l'emprise d'un clergé passéiste, fermée sur le monde, en "retard" sur lui mentalement et culturellement et, par voie de conséquence, dans le domaine économique également. Cette vision du Québec d'avant 1945, qui s'est rapidement popularisée, continue de susciter quelques adhésions dans le milieu universitaire. Critiquée ou du moins nuancée aussitôt que formulée, elle a cependant été remplacée, particulièrement dans l'historiographie des années 1970 et 1980, par son exacte antithèse. Le Québec apparaît désormais au contraire comme une société modernisée, industrialisée et urbanisée dès le dernier tiers du XIXe siècle, diversifiée socialement dès cette époque, ouverte à l'influence occidentale, pluraliste idéologiquement, une société où l'Eglise tient sa place, certes, mais moins par contrôle que par adaptation, une société où la culture de masse érode très tôt les assises traditionnelles.

Au-delà de ces positions, quelques chercheurs proposent des versions plus nuancées. C'est le cas notamment de Fernand Dumont. Tout en continuant de juger déterminante l'influence du clérico-nationalisme dans le paysage idéologique du premier tiers du XXe siècle et en soulignant la persistance d'un mode de vie et d'une

survivance à l'affirmation", Ibid., 103-116.

vision du monde "traditionnels" dans la ville de ce temps, il rappelle dès 1962³³ l'existence d'autres courants de pensée, et le phénomène de diversification sociale, aussi bien dans les classes populaires que parmi les élites, qui accompagnent la révolution industrielle et urbaine. Même si l'esprit qui anime ses propos est tout à l'opposé de la charge anti-nationaliste et anti-cléricale des Jean-Charles Falardeau et consorts des années 1940-1950, Dumont reste somme toute assez convaincu de la longue vitalité de la culture "traditionnelle" québécoise. C'est du moins ce que suggèrent, entre autres écrits, les réflexions qu'il a publiées³⁴ sur l'Histoire du catholicisme québécois de Jean Hamelin et Nicole Gagnon³⁵. Dans la société québécoise de la fin du XIXe siècle et du premier XXe siècle, Dumont voit d'abord une société colonisée de toutes parts. Le pouvoir économique lui échappe. Son sort politique dépend de la Grande-Bretagne. Ottawa ne respecte pas le "pacte confédératif". L'Etat provincial affiche son insignifiance. Et même l'Eglise doit autant se soumettre à l'impérialisme d'une Rome attentive d'abord aux évêques irlandais que se défendre du

³³ F. Dumont, "L'étude systématique de la société globale canadienne-française", F. Dumont et Y. Martin, dir., op. cit., 277-292; voir aussi "Du début du siècle à la crise de 1929: un espace idéologique", F. Dumont et al., dir., Idéologies au Canada français 1900-1929, Québec, P.U.L., 1974, 1-13.

³⁴ F. Dumont, "Histoire du catholicisme québécois, histoire d'une société", R.S., XXVII, 1, 1986, 115-125.

³⁵ Histoire du catholicisme québécois, vol. 3, Le XXe siècle, dirigée par Nive Voisine, Montréal, Boréal Express, 1984, Tome 1, 1898-1940, par J. Hamelin et N. Gagnon, 504 p., Tome 2, De 1940 à nos jours, par J. Hamelin, 420 p.

chauvinisme et du dédain des religieux français envoyés par leurs congrégations. En dépit de sa dépendance, l'Eglise pourtant s'est immiscée dans tous les secteurs laissés vacants par les divers colonisateurs: aménagement du territoire, assistance, éducation et autres, et en a acquis un certain pouvoir de négociation avec eux. C'est à cette Eglise que la société québécoise d'alors doit l'essentiel de son identité: la défense et la promotion de sa langue méprisée, le soutien à un sentiment national toujours défaillant, la symbolique qui lui est à la fois propre et commune avec les autres peuples catholiques. Mais si l'Eglise, continue Dumont, a pu ainsi organiser la collectivité, c'est que la structure de la société s'y prêtait: malgré la révolution urbaine et industrielle et malgré la diversification sociale et idéologique qu'elle a produite, le mode de vie traditionnel s'est perpétué: l'héritage culturel rural s'est maintenu à la ville, les clercs eux-mêmes sont restés près de la piété populaire, la famille n'a pas subi de mutations fondamentales et a continué de transmettre le sens de l'appartenance religieuse et ethnique.

Pour Gérard Bouchard toutefois, longévité n'est pas perpétuation. A la fin d'un article théorique d'une grande portée heuristique³⁶, il reformule en quelque sorte les hypothèses de Gérin et de Garigue mentionnées plus haut, et il pose celle que loin de

³⁶ Gérard Bouchard, "La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux XIXe et XXe siècles. Construction d'un modèle", R.H.A.F., 40, 1, été 1986, 51-71.

provoquer la corrosion de la culture traditionnelle, loin aussi de l'effleurer sans l'entamer, l'industrialisation et l'urbanisation ont pu, au contraire, favoriser un nouveau développement et un resserrement de la dynamique communautaire qui en constitue le fondement; et ce, précisément en raison de la marginalisation par rapport aux divers pouvoirs qui caractérise au tournant du siècle non seulement le prolétariat urbain mais notre société toute entière. La persistance de certains traits de la culture traditionnelle au XXe siècle n'apparaît plus ici comme la preuve d'un handicap des mentalités (Falardeau et autres), ni comme un héritage (Dumont) ou un résidu (Linteau et al., Lamonde), mais plutôt comme la réponse créatrice et fonctionnelle d'un peuple aux agressions qu'il subit.

Par delà tous les débats, on aura remarqué comme est floue la notion de culture traditionnelle telle qu'elle a été utilisée dans la littérature sociologique et historique passée en revue. Les auteurs s'en tiennent généralement à une définition implicite qui renvoie à un monde homogène et stable, serré autour de la famille, du rang ou de la rue et de l'Eglise, à une société communautaire qui pousse ses racines dans un passé indéterminé et qui, avant le grand avènement de la révolution industrielle, semble absolument imperturbable devant les bouleversements de toutes sortes qu'a vécus le XIXe siècle. Nous avons là, faite plus ou moins consciemment et avec plus ou moins d'envergure, une version adaptée pour notre usage

de tout un courant anthropologique qui culmine avec Lévi-Strauss, courant qui voue les sociétés traditionnelles au consensus plus qu'à la contestation, à la répétition plus qu'au mouvement, et les exclut tout bonnement de l'histoire.

Or plusieurs anthropologues britanniques et français se sont attachés à contester cette vision statique et ont voulu réintroduire dans la définition des sociétés traditionnelles leur capacité de mouvement. Ils ont ainsi été conduits à insister sur les tensions externes et internes qui pèsent sur elles et les poussent à une continuelle reconstruction. C'est ainsi que pour Georges Balandier, dans certaines conditions de contraintes externes et internes particulièrement puissantes, l'oppression coloniale, les ruptures économiques soudaines ou la décolonisation par exemple, les sociétés traditionnelles se trouvent engagées et s'engagent elles-mêmes dans de "nouveaux commencements"³⁷. Paul Mercier pour sa part parle du "conservatisme actif"³⁸ des peuples et des institutions traditionnelles.

Ce souci de reconnaître les relations dialectiques que tissent entre elles "tradition" et "modernité" ou, dit autrement, d'analyser comment la "tradition" peut, dans un contexte très confrontant, se

³⁷ Georges Balandier, "Tradition, conformité, historicité", Anthropo-logiques, Paris, P.U.F., 1974, 173-214.

³⁸ Paul Mercier, Tradition, changement, histoire. Les "Somba" du Dahomey septentrional, Paris, Anthropos, 1968, 517-518.

réinventer elle-même en se transformant a été l'un des facteurs qui ont conduit à un renouvellement de l'histoire de l'Eglise et des rapports Eglise-société au XIXe siècle. Des historiens comme Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, entre autres, insistent sur le renouveau spirituel et institutionnel qui caractérise l'Eglise catholique du siècle dernier et ils contestent l'ampleur de la déchristianisation des masses rurales et ouvrières françaises³⁹.

Au Québec, un religiologue comme Louis Rousseau⁴⁰ cherche, lui aussi, à mesurer et à analyser le renouveau religieux qui, après 1840, laisse des marques de plus en plus profondes dans la société québécoise du siècle dernier. Des historiens par ailleurs, tels Philippe Pruvost et Jean-Marie Fecteau sont également, quoique très différemment, occupés à repenser les interprétations classiques de l'Eglise et de ses rapports avec la société. Dans une thèse récente, Pruvost⁴¹ montre que le libéralisme et l'ultramontanisme au Québec, tels que véhiculés par un Dessaulles et un Raymond par exemple, ne sont pas les idéologies si

³⁹ Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, Histoire religieuse de la France contemporaine, tome I, 1800-1880, Toulouse, Privat, 1985, 352 p.

⁴⁰ Louis Rousseau, "Crise et réveil religieux dans le Québec du XIXe siècle", Interface, XI, 1, janvier-février 1990, 24-31. L'équipe du projet Renouveau religieux montréalais au XIXe siècle, de l'U.Q.A.M., est dirigée par L. Rousseau et Frank W. Remiggi.

⁴¹ Philippe Pruvost, La polémique L.-A. Dessaulles et J.-S. Raymond ou le libéralisme contre l'ultramontanisme, thèse de Ph.D. (histoire), U.Q.A.M., 1988, 2 vol., 568 p.

incompatibles et hermétiques l'une à l'autre qu'on a souvent dépeintes. Fecteau pour sa part analyse comment la mise en place d'un nouvel ordre économique (capitalisme) et politique (domination britannique et introduction du parlementarisme) dans le Bas-Canada a marqué dès les premières années du XIXe siècle le début de la fin des modes proprement communautaires de régulation sociale. Les appareils d'Etat et d'Eglise se substituent peu à peu aux mécanismes établis par les communautés locales en particulier pour la gestion des conflits sociaux. Au cours du XIXe siècle en effet, les communautés locales, au bord de l'essoufflement, débordées par l'accroissement des besoins et des délits engendrés par le triomphe de l'ordre économique capitaliste, ne sont plus capables de gérer seules et par elles-mêmes les tensions sociales liées à la pauvreté et à la criminalité. A partir de 1840, la gestion de l'assistance aux pauvres et aux malades, celle de la répression des criminels et des aliénés relèvent de moins en moins des modes communautaires de régulation sociale et deviennent de plus en plus l'une affaire d'Eglise, l'autre, affaire d'Etat, c'est-à-dire d'institutions intégratrices et normatives qui transcendent les communautés dans lesquelles elles s'implantent et leur imposent à la longue leur logique d'administration et de résolution des tensions sociales⁴².

⁴² Jean-Marie Fecteau, Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime, l'Etat de la fin du 18e siècle à 1840, Montréal, VLB éditeur, 1989, 287 p.

Le recours à ces travaux ne doit pas laisser entendre qu'à la fin du XIXe siècle les modes communautaires de régulation sociale nous paraissent déjà tout à fait chose du passé. Plutôt, nous avons voulu souligner l'historicité concrète d'une société traditionnelle généralement réifiée dans la littérature sociologique et même dans l'historiographie; rappeler que cette société traditionnelle commence bien avant la révolution industrielle à perdre son intégrité sous les coups de la nouvelle logique sociale capitaliste qui s'élabore; prendre conscience qu'au moment où s'ouvre notre thèse, vers 1850, les modes proprement communautaires de régulation sociale s'exercent dans un champ d'activités concrètes et de représentations mentales déjà grugé à la fois par la consolidation d'un système économique qui obéit à une logique différente et par le développement des appareils d'Etat et d'Eglise; enfin évoquer ce qui fonde somme toute cette thèse, à savoir que l'Eglise, cette institution qui, après 1840, a été le plus associée à la société traditionnelle et a été vue comme le garant de sa pérennité, a plutôt émergé des bouleversements du XIXe siècle sous une forme neuve. Bénéficiant de la destabilisation des pratiques communautaires antérieures, elle a su, en particulier, réorienter autour d'elle la vie sociale locale et lui insuffler pour un temps après l'industrialisation une très nette intensification. Elle se range par là elle aussi parmi les guides, les compagnes et les outils tout à la fois que se sont donnés les Canadiens-Français pour entrer dans le nouveau monde urbain et industriel et le faire leur.

B- La société paroissiale en milieu urbain

Etre de la ville, vivre en ville, arriver en ville ou au contraire être enraciné en ville, entre 1850 et 1930, qu'est-ce que cela a signifié concrètement pour les Canadiens-Français? Parce qu'elle est traversée, à son tour, par cette interrogation générale, cette thèse s'inscrit dans la suite des travaux qui viennent d'être évoqués.

D'avoir été si souvent reprise, l'assertion est devenue un lieu commun, une de ces vérités sûres -- denrée rare -- qu'on peut endosser sans examen: en réponse au vaste mouvement d'urbanisation et d'industrialisation de la seconde moitié du XIXe siècle et devant l'émergence de la société moderne, l'Eglise s'est contentée de transplanter la paroisse rurale à la ville. Comme le redisent, après tous, Jean Hamelin et Nicole Gagnon: "Les évêques ont très peu songé à y implanter des cadres de chrétienté originaux. Leur zèle pastoral se résume à y reproduire, tant bien que mal, au rythme des mouvements de population, les cadres paroissiaux de la société rurale"⁴³.

⁴³ J. Hamelin et N. Gagnon, op. cit., 259. Une telle conception de la paroisse urbaine se retrouve chez des chercheurs aux vues par ailleurs absolument opposées. Voir par exemple N. Laurin-Frenette, op. cit., 94-96 et Jacques Grandmaison, La paroisse en concile: coordonnées sociologiques et théologiques, Montréal, Fides, 1966, 23-30.

Qu'avec si peu d'imagination et d'effort l'Eglise ait obtenu des succès si vifs et si durables, il y a là de quoi nous intriguer. C'est pourquoi nous étudions dans cette thèse les relations entre l'Eglise, les fidèles-citadins canadiens-français et la ville en ce point de leur intersection qu'est la paroisse urbaine.

Voici donc une étude de la vie sociale paroissiale à Saint-Pierre-Apôtre de Montréal entre 1848 et 1930. L'hypothèse fondamentale est que les autorités diocésaines, les pasteurs oblats et les Saint-Pierrais ont su jusqu'à la première guerre mondiale environ faire de Saint-Pierre le cadre, le moteur et l'instrument tout ensemble d'une vie sociale résolument moderne (d'une modernité toujours provisoire), en prise réelle et large sur un milieu urbain en mutation que la paroisse contribue même, pour une part, à façonner. Ce n'est qu'à partir des années 1910 puis à la faveur du conflit mondial que s'érode cette plénitude de la signification sociale de la paroisse, qui prend dès lors l'aspect plus rétracté d'une communauté de foi. Alors que la ville connaît une nouvelle recrudescence de développement, qui achève de faire éclater la cohésion des quartiers et des institutions strictement locales, la paroisse, emprisonnée dans ses limites territoriales, apparaît de moins en moins, aux yeux d'urbains mieux ancrés, aux yeux d'organismes civils et même à ceux des administrateurs diocésains, comme la médiation la plus adéquate entre Eglise et citadins, entre citadins et métropole.

Quelques questions se posent d'emblée: pourquoi Saint-Pierre-Apôtre? Pourquoi 1848-1930? Et surtout, qu'est-ce que cette vie sociale dont nous allons traiter?

A bien des égards Saint-Pierre-Apôtre semble représenter un mauvais choix pour illustrer notre propos. Au moment où elle est construite l'église se situe dans un faubourg bien plus qu'en ville; une congrégation de religieux en a la charge plutôt que des prêtres séculiers comme c'est généralement l'usage; surtout Saint-Pierre ne devient officiellement paroisse qu'en 1900, longtemps après le moment fixé pour l'ouverture de cette thèse. Ces particularités, nous espérons en faire la preuve, n'altèrent pas la nature du phénomène à l'étude; mais parce qu'elles le grossissent sans doute un peu, elles en favorisent peut-être mieux qu'ailleurs la saisie et l'analyse.

Lorsque les Oblats s'installent en 1848 dans ce qu'on appelle alors le faubourg Québec, ses habitants vivent pratiquement sans encadrement socio-religieux. Afin de les contraindre à fréquenter Notre-Dame, seule paroisse de la ville, les Sulpiciens se sont toujours refusés à envisager même la construction d'une chapelle de secours dans le quartier Sainte-Marie. Mais Notre-Dame est loin, Notre-Dame est bourgeoise, Notre-Dame est austère, et les gens du faubourg ne s'y portent ordinairement que les jours de noces, de baptêmes et de funérailles, ou pour la communion pascale si les

chemins leur paraissent assez beaux. Cette population croyante qui se sent délaissée, cette population simple heurtée par le rigorisme sulpicien, cette population relativement pauvre qui vit à l'écart de la cité et de ses institutions et s'en sait méprisée attend beaucoup de Saint-Pierre et des Oblats. Mais ceux-ci, à leur tour, espèrent beaucoup du faubourg. Leur ambition apostolique, l'esprit de leurs Règles, leur formation missionnaire mais aussi les circonstances de leur établissement à Montréal, dominées par la rivalité qui les oppose aux Sulpiciens, tout les pousse à vouloir faire de Saint-Pierre une chrétienté modèle, projet qui reçoit, du reste, l'aval et le support entier de monseigneur Bourget.

Ainsi, dès les débuts, le soutien constant de l'évêque, les besoins et les désirs de leurs ouailles, leur propre zèle évangélique et leur position difficile conduisent les missionnaires à assumer à Saint-Pierre un ministère non seulement religieux mais aussi bien social qui, sauf pour la tenue des registres d'état civil et certaines années pour la communion pascale, n'a rien à envier au ministère paroissial. L'érection de la chapelle oblate en paroisse, retardée par des querelles au sein de l'Eglise, vient confirmer en 1900 une réalité déjà à demi-séculaire plutôt que lui donner naissance.

Paroisse sans en avoir le titre, Saint-Pierre-Apôtre nous offre une occasion rare de nous approcher de la vie sociale montréalaise

au milieu du XIXe siècle, à une époque où tout commence à changer toujours plus rapidement et où se redéfinissent les rapports entre centre et faubourgs. Jusque dans les années 1840, le faubourg Québec était peuplé essentiellement de vieilles familles établies là depuis la fin du XVIIIe siècle, et d'artisans ou de travailleurs trop peu fortunés pour aménager dans les quartiers du centre. En 1870 encore, Saint-Jacques et dans une moindre mesure Sainte-Marie conservent un aspect artisanal et entretiennent avec le reste de la ville des liens somme toute assez lâches. Durant ces trente années, pourtant, des milliers de ruraux s'y installent ou y passent. Dans l'est de Montréal, ils sont venus à la rencontre du nouveau monde urbain; et en même temps ils le créent. La résistance opiniâtre des Sulpiciens parvient à faire retarder jusqu'en 1865 le démembrement de Notre-Dame et jusqu'en 1867 la constitution des paroisses Sainte-Brigide et Saint-Vincent-de-Paul, les premières de la partie est. En nous attachant à l'une ou l'autre de ces paroisses séculières plutôt qu'à la chapelle des religieux, nous nous serions privée de la possibilité d'étudier en son émergence même, entre 1848 et 1870, le phénomène qui nous occupe: la paroisse urbaine comme médiation privilégiée entre l'Eglise et les fidèles-citadins et entre eux et la ville. Pour cette période initiale en effet, nous pouvons analyser à partir de Saint-Pierre le rapport à la ville des anciens et des nouveaux résidents du faubourg, les relations sociales entre ces deux groupes de citadins, les aspirations communes qu'ils

placent dans l'Eglise et la différenciation sociale qu'accentue encore sa présence parmi eux.

Ce rôle de médiatrice, de point de rencontre, que joue la paroisse urbaine, elle l'exerce en plénitude entre 1870 et 1914. Nous avons voulu le comprendre non seulement en racontant les premières manifestations mais également en évoquant, au moins brièvement, les premiers ratés dans les années 1910 et 1920.

Dans la deuxième décennie du XXe siècle et davantage encore après la guerre, le mouvement d'éclatement de la relative intégrité des espaces montréalais, amorcé dès le dernier tiers du XIXe siècle, cumule ses effets dans Saint-Pierre. La paroisse, désormais au centre-ville, est comme une plaine balayée par tous les vents urbains: les étroites frontières qui l'encarcanent ne sont plus que de simples limites administratives sans signification économique ni sociale.

Traversée par la ville de part en part, en déclin démographique et en voie d'appauvrissement rapide, la paroisse connaît ses premières difficultés à remplir son rôle de cadre, d'inspiratrice et d'outil tout à la fois de la vie sociale locale. D'autant plus que la première guerre mondiale marque dans plusieurs domaines la réorganisation sur une base supra-paroissiale, tant par l'administration municipale et des organismes laïques que par les

autorités diocésaines elles-mêmes, de plusieurs fonctions sociales autrefois assumées à l'échelle locale. Il nous a semblé que la force et la spécificité d'une dynamique sociale urbaine basée sur d'intenses relations paroissiales seraient d'autant mieux appréhendées pour la période de son apogée, entre 1870 et 1914, qu'on aurait mentionné aussi les débuts de cet effritement de la coïncidence entre ville, paroisse et Eglise. Sans entrer dans une analyse approfondie, nous avons néanmoins tenu à rappeler l'évolution de Saint-Pierre jusqu'au début de la grande crise.

Entre 1848 et 1930, mais de manière particulièrement décisive entre 1870 et 1914, c'est dans Saint-Pierre, comme dans d'autres paroisses, qu'on tente d'atténuer toute une série de problèmes sociaux accentués par le triomphe de la société urbaine et industrielle. Ceux de la pauvreté, de la maladie et du défaut d'instruction: assistance, santé et éducation sont bien sûr des chasses-gardées de l'Eglise, et elle en fait avant 1914 une responsabilité quasi-exclusivement paroissiale. Celui de l'infériorité économique et sociale des Canadiens-Français: c'est dans le cadre paroissial, aussi, que des groupements laïques comme la société Saint-Jean-Baptiste ou les caisses populaires choisissent à cette époque de la combattre. Et celui, immense, auquel est alors absolument indifférente l'administration municipale, de l'adaptation à la ville des milliers de migrants ruraux qui grossissent chaque

année la métropole: à Saint-Pierre, loisirs et associations paroissiales concourent tous à familiariser leurs milliers de membres et leurs centaines de dignitaires avec les rouages de la vie urbaine moderne. Bien qu'ils aient été promus ou fondés par des religieux soucieux d'augmenter la dévotion et l'encadrement des fidèles, et bien qu'ils soient tous, à Saint-Pierre, contrôlés ou au moins supervisés par les missionnaires, loisirs paroissiaux et associations laïques paroissiales représentent dans les faits un des rares outils collectifs dont dispose cette population sans pouvoir, tant pour consolider son récent ancrage urbain, notamment entre 1870 et 1914, et manifester sa présence dans la ville que pour agir sur son propre destin et jouer un certain rôle dans l'organisation de la société urbaine moderne. A côté des nouvelles institutions de solidarité issues du monde industriel, les sociétés de secours mutuels, les syndicats ou les clubs ouvriers politiques par exemple, les organisations et les oeuvres paroissiales témoignent d'une vitalité et d'une popularité qui en font, surtout entre 1870 et 1914, le véritable fondement d'une dynamique sociale urbaine alors basée sur les relations locales. C'est en ce sens qu'on peut prétendre que l'Eglise montréalaise, par le biais de la paroisse, a contribué activement, avec d'autres institutions d'emblée considérées comme plus "modernes", à façonner l'identité urbaine des Canadiens-Français, leurs rapports sociaux et leur rapport à la ville, à

l'époque de l'émergence puis de la consolidation d'une société québécoise industrielle et urbaine.

C- Brève présentation des sources

Les documents utilisés pour rédiger cette thèse proviennent de plusieurs dépôts, mais principalement des Archives municipales de Montréal, des Archives administratives de la maison provinciale (province Saint-Joseph) des Oblats, à Montréal, et surtout des Archives de la maison et de l'église Saint-Pierre-Apôtre.

Les sources tirées des Archives municipales de Montréal sont pour la plupart bien connues et fréquemment sollicitées: dossiers des quartiers et des rues, rôles d'évaluation, rôles de valeurs locatives, sans oublier les indispensables annuaires Lovell. Au moment où notre recherche a été entreprise, les listes nominatives des recensements postérieurs à 1881 n'étaient pas encore accessibles à la consultation. C'est pourquoi la documentation conservée aux Archives municipales nous a été d'autant plus précieuse pour saisir l'évolution de la structure économique du milieu, son insertion multiforme et progressive dans la ville et pour préciser le profil socio-ethnique de la population de Saint-Pierre-Apôtre aux différents moments que nous avons choisis.

Les documents conservés à la Bibliothèque et aux Archives administratives de la province Saint-Joseph nous ont fait connaître la congrégation des Oblats et le groupe de Saint-Pierre. Dans son ouvrage de synthèse, le père Donat Levasseur nous présente le fondateur, Eugène de Mazenod et nous familiarise avec ses vues apostoliques. Il nous brosse aussi le contexte dans lequel est intervenue cette fondation, puis situe la place du Canada dans l'ensemble du champ missionnaire oblat. A travers sa monumentale histoire de la congrégation dans l'est du pays, le père Gaston Carrière nous entraîne pour sa part à sa suite dans le récit de la fondation et des développements de l'établissement de Saint-Pierre et nous donne la mesure de son importance sur cette partie du continent.

Plusieurs autres pièces font de nous de véritables familiers du groupe de Saint-Pierre. Les Constitutions et Règles précisent la formation dispensée aux novices et renseignent sur le style de la congrégation. Les fiches biographiques rédigées par le père Carrière et les notices nécrologiques rassemblées par le père Athanase Francoeur nous présentent littéralement chacun des prêtres ayant exercé son ministère à Saint-Pierre et nous font connaître non seulement ses obédiences mais aussi, avec une absence étonnante de complaisance, son caractère, son tempérament, ses rapports avec les fidèles. La correspondance des premiers pères de la province, les actes des visites canoniques dressés par les assistants-généraux et

les provinciaux en visite sur la rue de la Visitation, de même que les procès-verbaux du Conseil de la maison nous font, enfin, pénétrer dans l'administration courante de la maison, les projets des pères, leurs calculs, leurs inquiétudes, leurs décisions, leurs rapports avec l'évêque, les Sulpiciens, le clergé séculier. Toute une chronique et ses acteurs saisis sur le vif, et sans qu'ils s'y soient préparés. Mais comme la congrégation dirige encore la paroisse, l'essentiel des sources qui concernent Saint-Pierre s'y trouve toujours.

La maison Saint-Pierre offre d'ailleurs la plus belle collection d'archives paroissiales qui se puisse trouver à Montréal. La paroisse Immaculée-Conception elle-même, tenue par les Jésuites, ne peut rivaliser avec la paroisse oblate. Dès leur arrivée dans le faubourg Québec, en 1848, les fils de monseigneur de Mazenod commencent la rédaction du Codex historicus de la maison, grand cahier dans lequel le supérieur consigne, généralement de façon régulière, l'activité paroissiale des missionnaires, toutes sortes de réflexions sur les oeuvres qu'ils animent et de très nombreux commentaires sur la population commise à leur zèle.

D'autres sources se présentent aussi sous forme de séries et révèlent maints aspects de la vie du faubourg et du regard porté sur elle par les Oblats. Il s'agit des cahiers des prônes des dimanches et fêtes qui s'ouvrent avec le XXe siècle et du Bulletin paroissial,

fondé en mars 1910 et fidèle au rendez-vous chaque semaine au moins jusqu'à la fin de la période retenue ici. Mais la valeur des archives de Saint-Pierre tient aussi à l'abondance des documents relatifs aux congrégations laïques, à la société de tempérance, aux autres associations paroissiales ainsi qu'aux grandes souscriptions publiques. On peut souvent lire les cahiers des prônes et les procès-verbaux des conseils de ces sociétés, les programmes-souvenirs d'anniversaire, les manuels de leurs règlements. Mais surtout, on possède dans plusieurs cas les listes de leurs membres, ainsi que les noms des souscripteurs pour la construction de divers bâtiments du complexe immobilier de la rue de la Visitation. Tous ces noms, environ deux mille cinq cents, forment la véritable base de notre étude de la vie sociale à Saint-Pierre. Nous avons en effet tenté de reconstituer le profil socio-professionnel, familial et militant de chacun des laïques rencontrés dans nos sources. A partir de la reconstitution de ces parcours de vie, les enchevêtrements et les évolutions de la vie sociale locale ont pu être restitués.

Evidemment, une telle démarche oblige à de multiples enquêtes. Enquêtes d'abord dans les registres d'état civil dans la paroisse même et ailleurs, dans les répertoires de mariages, dans les index généalogiques. Enquêtes aussi à partir des informations croisées fournies sur le statut socio-professionnel dans les documents des associations paroissiales, les annuaires Lovell et l'épluchage

attentif des rôles des valeurs locatives. Enquêtes enfin dans les archives de maints organismes laïques, notamment la société Saint-Vincent-de-Paul et la Société Saint-Jean-Baptiste. Bien que des pans entiers de vie nous demeurent à jamais interdits, de telles recherches font peu à peu émerger devant nous tout un monde lié par les relations familiales, les inter-mariages, les activités charitables, puis, à côté de lui, un autre fait de gens relativement isolés, souvent plus pauvres et fraîchement arrivés à Montréal. Les uns et les autres n'attendent pas les mêmes effets de leur participation aux associations paroissiales, hormis bien sûr cette contribution qu'ils consentent à l'obtention de leur salut éternel et ce désir qu'ils ont en commun de témoigner de leur foi. Ce n'est pas une mince joie pour le chercheur que de tant de destins individuels naisse la possibilité de l'étude de l'évolution de la société paroissiale en milieu urbain.

DEUXIEME PARTIE

LE MILIEU, LES ACTEURS

CHAPITRE II

SAINT-PIERRE ET LES SAINT-PIERRAIS, 1870-1930

Intégration, marginalisation: en deux mots, l'aboutissement de toute une mutation. Un faubourg se retrouve au centre-ville. Une forteresse de l'artisanat se mue en bastion de l'industrie. Des petits possédants ne sont plus que des prolétaires. Des Canadiens-Français travaillent pour les "Anglais". Et malgré les nuances qu'il faut apporter à ce portrait, force est de constater que le triomphe de la civilisation industrielle signe, pour les Saint-Pierrais, la dépossession sociale et nationale.

A- Saint-Pierre-Apôtre au moment de la révolution industrielle: un milieu de vie bien intégré

Fixer les limites territoriales de l'influence oblate pour 1871 constitue un exercice plus difficile que pour la période qui s'ouvre en 1900 avec l'érection de Saint-Pierre en paroisse. Auparavant en effet, l'église conçue par l'architecte Victor Bourgeau n'est qu'une

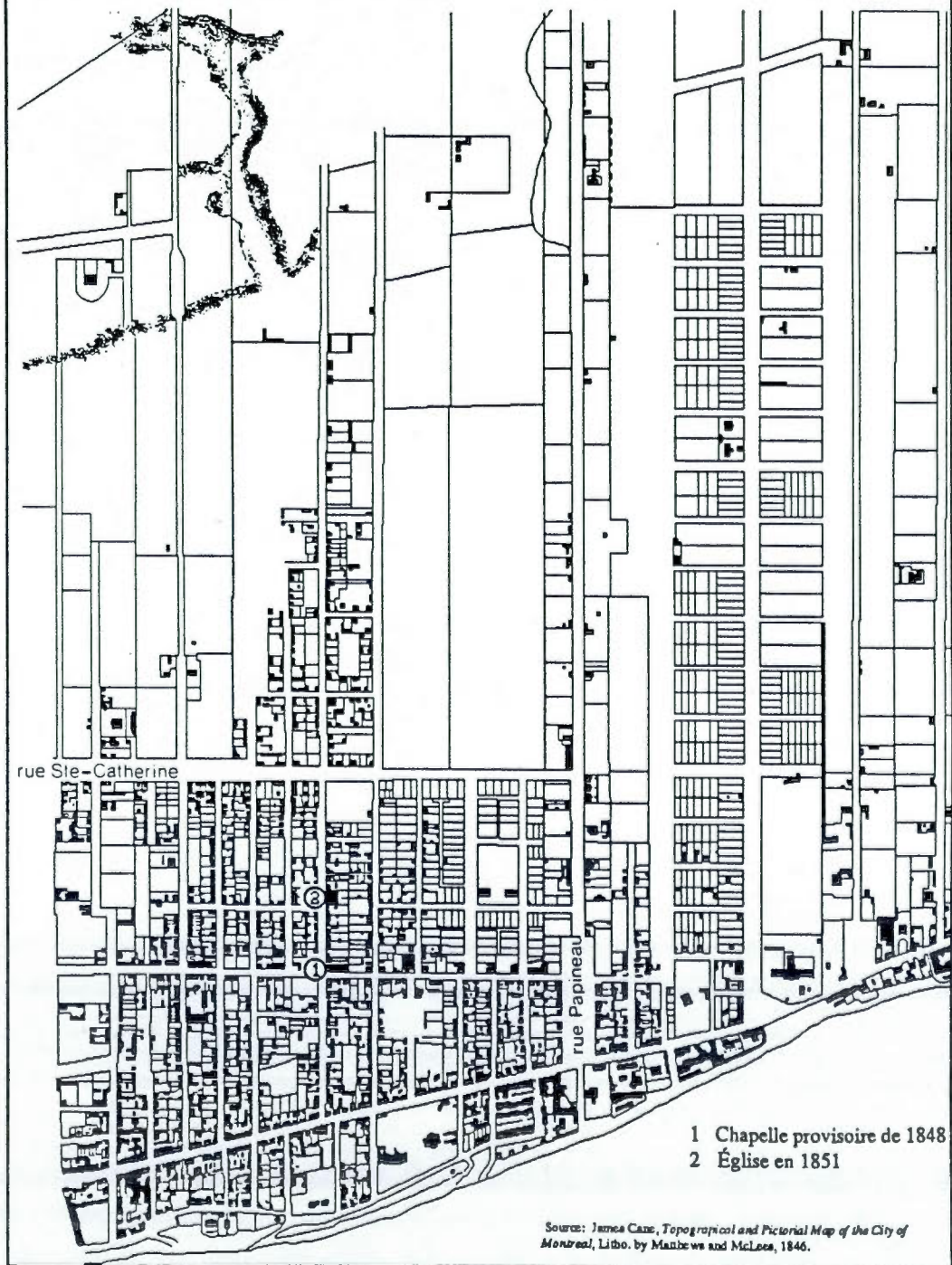
simple chapelle publique relevant d'abord de l'évêché puis, après sa fondation en 1867, de la paroisse Sainte-Brigide. C'est d'ailleurs à partir de cette date, qui suit de peu le démembrement de la paroisse Notre-Dame, que le rayonnement des Oblats sur un faubourg Québec progressivement découpé en nombreuses paroisses se concentre dans une zone de plus en plus restreinte mais de plus en plus peuplée autour du clocher de la rue de la Visitation.

En 1871, l'église Sainte-Brigide, qui s'élèvera bientôt à deux rues vers l'est de Saint-Pierre, n'est pas encore construite¹ et c'est la chapelle oblate qui, pour tout dire, fait office d'église paroissiale. Elle en assume toutes les fonctions, moins la tenue des registres. Compte tenu par ailleurs de la fondation très prochaine de la paroisse du Sacré-Coeur, qui enlèvera à Sainte-Brigide tout le secteur au nord de la rue Logan², nous avons concédé pour 1871 à l'influence spirituelle des pères sa partie méridionale,

¹ Elle le sera en 1878. Voir Lettre du R.P. Hyacinthe Charpeney au R.P. Aubert, Québec, 3 septembre 1878, Maison provinciale des Oblats de Marie Immaculée, province Saint-Joseph (à l'avenir M.P. O.M.I.), BA 25/2, 154.

² "Le faubourg a complètement augmenté. Toute la ferme Logan est couverte de maisons et il faudrait là absolument une église." Lettre du même au même, Notre-Dame de Hull, 25 juillet 1872, M.P. O.M.I., BA 25/2, 86; il y a cependant une chapelle dans le nord du faubourg, la chapelle Sacré-Coeur. Voir Codex historicus des Maisons de Saint-Hilaire, de Longueuil et de Saint-Pierre, copie dactylographiée de l'original manuscrit, 1949, I, 1841-1893, 262, fin mai 1875 (à l'avenir Codex historicus). La paroisse du Sacré-Coeur est fondée en 1875 et enlève à Sainte-Brigide toute sa partie nord, de la rue Logan au coteau Saint-Louis. Archives de la chancellerie de l'archevêché de Montréal (à l'avenir ACAM), Registre des décrets, IV, 1865-1878, paroisse du Sacré-Coeur, 148.

Figure 1
Le faubourg Québec
au milieu du XIX^{ème} siècle



de la rue Amherst à la rue Colborne (Delorimier) et du fleuve aux rues Mignonne et Logan³, un territoire de deux cent quinze acres, ou un tiers de mille carré, à cheval sur les quartiers Saint-Jacques et Sainte-Marie.

Peu de temps après l'arrivée des Oblats, leur provincial estimait à environ quinze mille catholiques la population du faubourg⁴, des gens "venus de toutes les paroisses de notre Diocèse (sic) et même du Diocèse de Québec"⁵. C'était en 1852. Au cours des décennies suivantes le territoire de la paroisse est soumis à un va-et-vient constant: on y arrive et on en repart par familles entières. Si l'on généralise à l'ensemble de la paroisse les résultats enregistrés sur les deux rues témoins qui sont Montcalm et Mignonne, au moins un Saint-Pierrais sur deux semble avoir quitté en

³ Le territoire retenu est exactement borné comme suit: au sud par le fleuve; à l'est par le milieu de la rue Colborne; au nord, par le milieu de la rue Mignonne de Colborne à Papineau, puis celui de la rue Logan, de Papineau à Visitation et enfin par le milieu de la rue Mignonne de Visitation à Amherst; à l'est par le milieu de la rue Amherst jusqu'à Sainte-Marie et de là par le milieu de la rue Grant jusqu'au fleuve. Ce sont là les frontières mêmes de la paroisse Sainte-Brigide après 1875.

⁴ Lettre du R.P. Jacques Santoni, provincial, au R.P. Ricard, Montréal, 23 juin 1852, M.P. O.M.I., BA 25/4, 69. Le recensement de 1851 ne donne pas la population par quartier.

⁵ Approbation du projet (de souscription publique pour la construction de l'église Saint-Pierre) par Sa Grandeur Mgr l'Evêque de Montréal, Montréal, 20 août 1849 (copie), M.P. O.M.I., 2D1/6.6.

1872 le logement qu'il occupait l'année précédente⁶. A eux donc, autant qu'à leurs voisins du nord, s'applique cette remarque qu'adresse en 1879 à l'évêque l'abbé Arsène Dubuc, curé de la paroisse du Sacré-Coeur: "La population est d'environ 12 000 habitants, appartenant à la classe ouvrière la plus pauvre et la plus nomade"⁷.

Nomadisme: dans son exagération même, le mot traduit le déracinement très réel qui frappe ceux qui quittent les campagnes québécoises au moment le plus fort de la révolution industrielle, en cette période de bouleversements économiques, sociaux, démographiques qui précède la constitution, la sédimentation du nouvel ordre social, de la nouvelle organisation du travail et d'une nouvelle configuration géographique de la répartition de la population. Du milieu des années 1840, qui marquent après quelques signes avant-coureurs les véritables débuts de l'industrialisation au Québec, jusqu'après la crise des années 1873-1878 quand se consolide "définitivement" l'ère de la fabrique et de la machinofacture, durant une quarantaine d'années, donc, les arrivées et

⁶ Lovell's Montreal Directory, 1870-1871 et 1871-1872. On a considéré les deux côtés de la rue Montcalm, entre Craig et Dorchester et les deux côtés de la rue Mignonne, entre Papineau et Visitation, deux rues essentiellement canadiennes-françaises et résidentielles. Les taux de déménagement après un an atteignent respectivement 47,4% et 58,5%.

⁷ Notes du curé Arsène Dubuc, 16 mars 1879, ACAM; cité dans L'église Sacré-Coeur-de-Jésus, Montréal, Imprimerie Pierre Desmarais inc., 1987, 3.

départs dans Saint-Pierre atteignent des niveaux inégalés par la suite précisément parce que la géographie du travail est en période de complet réaménagement et que les ouvriers suivent des possibilités d'emploi elles-mêmes en déplacement. Les annuaires Lovell, du reste, en donnent un indice tangible: 37% des chefs de ménages de Saint-Pierre qui ont changé de logis entre 1871 et 1872 ne figurent plus dans l'annuaire à cette dernière date. On peut présumer que la plus grande part d'entre eux a quitté la ville.

Les arrivées cependant surpassent de beaucoup les départs. Le mouvement migratoire en provenance surtout des villages et des campagnes de l'île et de la plaine de Montréal, particulièrement de la rive nord et aussi, quoique à un degré moindre, de la vallée du Richelieu et de la ville de Québec⁸ explique qu'en 1871, sur le territoire qui a été délimité dans la partie sud de la paroisse Sainte-Brigide, et qui n'est qu'une fraction du faubourg, vivent déjà 2 903 chefs de ménages⁹, soit environ 13 000 personnes¹⁰, le

⁸ Voir en particulier Raoul Blanchard, Montréal, esquisse de géographie urbaine, Grenoble, Imprimerie Allier, 1947, 198 p. et Jean-Claude Robert, "Urbanisation et population: le cas de Montréal en 1861", R.H.A.F., 35, 4, mars 1982, 523-535.

⁹ Rôles des valeurs locatives (à l'avenir RVL), quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871, Archives municipales de Montréal (à l'avenir AMM).

¹⁰ Ce nombre a été établi en multipliant 2 903 par un facteur de 4,5, lui-même choisi en référence aux livres de délibérations de la société Saint-Vincent-de-Paul conservés au presbytère de la paroisse Sainte-Brigide. Pour la période s'étendant de 1894 à 1914, ils comptent une moyenne de 2,02 enfants vivants par famille assistée, nombre peut-être un peu inférieur à la moyenne générale du

huitième de la population totale de Montréal, alors évaluée à 107 225 habitants¹¹. Pour 77% d'entre elles, il s'agit de Canadiens-Français, regroupés en 2 232 ménages. Il y a aussi, déjà, quatre familles d'Italiens. La mention dans les rôles d'une église méthodiste et de deux temples anglicans, dont la St. Thomas Church, qui appartient à la famille Molson, atteste la présence de protestants dans le secteur; la grande majorité des 667 ménages d'origine britannique, qui forment 23% de la population, est néanmoins composée d'Irlandais¹². En attendant la fondation de leur paroisse de St. Mary's en 1879¹³, ces catholiques relèvent en partie des Sulpiciens et en partie des Oblats.

En dépit de la présence de ces deux communautés nationales, en dépit aussi du fait qu'au moins pour les Canadiens-Français il s'agit dans la majorité des cas d'une urbanisation de fraîche date,

fait de l'extrême misère des secourus. Jean de Bonville présente aussi des chiffres très correspondants en fixant à 4,7 le nombre moyen de personnes par famille dans le quartier Sainte-Marie en 1891. Voir Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, Cadre religieux et univers culturel dans une paroisse ouvrière montréalaise: Sainte-Brigide, 1880-1914, mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1982, 121 et Jean de Bonville, Jean-Baptiste Gagnepetit. Les travailleurs montréalais à la fin du XIXe siècle, Montréal, L'Aurore, 1975, 137.

¹¹ Recensement du Canada, 1871, vol. 1, tableau I, 38-39.

¹² Ces pourcentages, obtenus par compilations des patronymes identifiés dans les rôles des valeurs locatives, correspondent à ceux établis par Carmen Soucy-Roy, Le quartier Sainte-Marie (1850-1900), mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1977, 83.

¹³ Décret d'érection de la paroisse irlandaise de St. Mary's, 8 juin 1880, ACAM, 355.129/880.3. L'érection canonique a précédé.

d'une population mouvante, et hétérogène quant à sa provenance, en dépit enfin de son appartenance à l'espace économique, politique et religieux montréalais, le faubourg, ou du moins la partie soumise à notre étude, constitue encore à cette époque un milieu de vie bien intégré.

Cette personnalité propre, distincte des vieux quartiers, c'est à l'éloignement qu'il la doit. En 1848, c'est précisément ce motif qu'invoque monseigneur Bourget pour y installer les Oblats: le faubourg est à telle distance de l'église Notre-Dame, encore seule église paroissiale, que les Bourragans¹⁴ négligent de la fréquenter. A une époque où la plupart des déplacements se font à pied, l'état des routes, glissantes en hiver, poussiéreuses en été, boueuses le reste du temps, contribue sinon à couper le faubourg du reste de la ville, du moins à relâcher considérablement ses liens avec elle¹⁵. Dans le faubourg on vit entre soi. On y habite, on y travaille, on y fait ses achats, on y tient boutique ou commerce, on y est

¹⁴ On retrouve l'emploi de ce terme pour désigner les habitants du faubourg Québec dans le Codex historicus, II, 37-38, 16 novembre 1898. Le fait qu'il y soit placé entre guillemets donne à penser qu'il s'agit là d'une expression du langage oral que les faubouriens utilisaient eux-mêmes.

¹⁵ "L'hiver n'est pas très rigoureux; mais il y a quantité de neige comme jamais il n'y en ai (sic) eu. Dans les trottoirs, on marche entre deux murs: la neige a quatre pieds de haut et souvent six dans les rues; l'on craint les inondations." Lettre du R.P. Florent au R.P. Aubert, Montréal, 12 février 1869, M.P. O.M.I., BA 25/6, 337-338. En 1916, le supérieur peut encore noter: "14 avril. Temps affreux! Neige mouillée et fort vent d'est. Ajoutons à cela que les rues sont malpropres au parfait." Codex historicus, II, 118, 14 avril 1916.

propriétaire à l'occasion, et bien que nanti l'on persiste à y demeurer encore.

1) La structure socio-professionnelle et l'emploi

Priés de décliner leurs professions aux fins du recensement de 1871, les Montréalais en ont déclaré tout près de deux cents¹⁶. Dans notre quartier le spectre est moins large: cent trente sept mentions différentes, en incluant celle de "veuve". Cela tient en partie à sa structure économique et à sa configuration physique, peu propres à retenir les cultivateurs ni à attirer les bourgeois. Mais l'écart doit aussi à la source utilisée. Les rôles des valeurs locatives, en effet, ne s'intéressent qu'aux chefs de ménages; dès lors épouses, enfants, pensionnaires disparaissent et avec eux les métiers qu'ils pratiquent. Ne sont pas rapportés non plus ceux de la majorité des femmes célibataires. Grâce au recensement nominatif, Bettina Bradbury¹⁷ a pu procéder à une analyse très perspicace de l'ampleur du travail des femmes, des jeunes et des enfants dans le quartier Saint-Jacques et de son importance dans l'économie familiale, étude qu'il est impossible de pousser aussi

¹⁶ Marcel Bellavance, "Les structures de l'espace montréalais à l'époque de la Confédération", Cahiers de géographie du Québec, 24, 63, décembre 1980, 373.

¹⁷ Bettina Bradbury, "L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation: Montréal dans les années 1870", Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, dir., Maîtresses de maison, maîtresses d'école: femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec, Montréal, Boréal Express, 1983, 287-318.

loin avec la profession des seuls chefs de ménages. Même dans ces conditions toutefois, la structure socio-professionnelle de la paroisse peut être appréciée assez finement.

Quoique inférieur au total montréalais, le nombre des mentions reste considérable. Cependant, il y a concentration dans très peu de secteurs d'activités. Sur 2 903 chefs de ménages, 215 travaillent dans l'alimentation¹⁸, soit 7%; 319 (11%) dans le transport¹⁹; 337 (11,6%) dans le secteur du cuir²⁰; et 420, soit 14,5%, dans la construction²¹. Cependant, il faut leur adjoindre presque la totalité des 554 journaliers, 20% des chefs de ménages, dont 185 au moins sont des ouvriers de la brasserie et de la raffinerie des frères Molson²², et dont plusieurs centaines trouvent à s'engager comme débardeurs au port ou manoeuvres sur les chantiers de construction. Tout compte fait, ces quatre secteurs d'emploi

¹⁸ Sont comprises dans le secteur de l'alimentation les professions suivantes: épicier, boucher, boulanger, pâtissier, confiseur, brasseur, cuisinier, meunier, faiseur de saucisses.

¹⁹ Y sont regroupées les professions de forgeron, voiturier, charron, charretier, chauffeur, livreur, conducteur, laitier, messenger, garçon d'écurie, bûtelier, calfat, carrossier, navigateur, pilote, tonnelier.

²⁰ Le cuir rassemble les métiers de cordonnier, sellier, corroyeur, valisier, tailleur de cuir, tanneur, faiseur de fouets et cravaches.

²¹ La construction comprend les professions d'architecte, entrepreneur, menuisier, charpentier, plâtrier, peintre, plombier, briquetier, maçon, couvreur, tailleur de pierre, travailleur dans un moulin à scie.

²² M. Bellavance, loc. cit., 381.

rassemblent près des deux-tiers (64%) des personnes dénombrées et près des trois-quarts (73%) de celles qui font partie de la population active des chefs de ménages.

Si l'éventail des secteurs d'emploi apparaît finalement très restreint, celui des conditions l'est beaucoup moins. On a pu démontrer la précocité du démembrement des procès de travail individuels, surtout dans le secteur des métaux, en faire remonter l'origine au premier tiers du XIXe siècle, retracer le début de la concentration des outils aux mains des entrepreneurs dans la cordonnerie, la meunerie, la brasserie ou l'imprimerie tout spécialement²³, puis montrer comment s'effectue entre 1840 et 1870, dans l'industrie de la chaussure notamment, le passage de la manufacture à la machino-facture²⁴; mais dans cette ville qu'Eve Martel²⁵ peut déjà qualifier de métropole industrielle en 1871, dans ce faubourg Québec en pleine expansion industrielle, l'artisanat et le travail indépendant tiennent encore le coup. Cinq professions regroupent à elles seules 51% de tous les chefs de ménages actifs de

²³ Robert Tremblay, "La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal entre 1790 et 1830", R.H.A.F., 33, 1, juin 1979, 39-50.

²⁴ Joanne Burgess, L'industrie de la chaussure à Montréal 1840-1870, de l'artisanat à la fabrique, mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1977, 159 p.; Idem, Work, Family and Community. Montreal Leather Craftsmen, 1790-1831, (Métiers, famille et communauté: les artisans du cuir de Montréal, 1790-1831), thèse de Ph.D. (histoire), U.Q.A.M., 1986, 2 vol., 725 p.

²⁵ Eve Martel, L'industrie à Montréal en 1871, mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1976, 107 p.

Saint-Pierre. Parmi elles, celles déqualifiées et prolétarisées de journalier et de cordonnier, mais aussi celles, plus indépendantes, de menuisier, charretier et épicier.

A ce propos, tous ceux qui s'y sont aventurés connaissent les grandes difficultés méthodologiques du classement socio-professionnel. Un "boucher" est-il patron ou employé? Un menuisier, artisan ou travailleur à gages? Pour tenter de répondre au plus près à ces questions, et à d'autres aussi embarrassantes, nous avons procédé de la façon suivante. Nous avons compilé sur une fiche personnelle toutes les informations livrées pour chaque individu dans les rôles des valeurs locatives, à la ligne où il apparaît comme résident: nom, prénom, profession, évaluation du loyer, statut de locataire ou de propriétaire-occupant, partie ou non du logement affecté au commerce ou à la pratique du métier. Puis, toujours à partir des rôles des valeurs locatives, nous avons cherché à repérer ailleurs dans le quartier ce même individu: serait-il propriétaire d'une ou plusieurs bâtisses? Louerait-il une place d'écurie ou de garage, ou encore une échoppe ou un local commercial? Cette opération présente somme toute peu de difficultés et peu de possibilités d'erreur ou de confusion entre éventuels homonymes. En effet, l'adresse de résidence du locataire est toujours inscrite à côté du local qu'il réserve, et ce dernier, en outre, s'il n'est pas situé dans le même bâtiment que le lieu d'habitation, n'en est généralement pas très éloigné. Cela fait,

nous avons confronté la mention de la profession telle qu'indiquée dans les rôles à celle figurant dans l'annuaire Lovell: certains "carpenter" ou "joiner" des rôles sont déclarés "contractor" dans le bottin; il arrive de même qu'un "hatter" devienne "merchant", et qu'une "spinster" tienne de plus une épicerie. Enfin, toujours dans le but de limiter, au moins le plus possible, les erreurs de classement, nous avons consulté les estimations d'Eve Martel, de Carmen Soucy-Roy et de Margaret Heap²⁶ pour connaître le partage vers 1870 entre les travailleurs autonomes et les engagés dans certains métiers. Au total, nous avons retenu parmi les travailleurs autonomes, artisans ou commerçants, tous ceux qui a) louent ou possèdent dans le quartier un emplacement nécessaire à leur métier ou réservent à cet effet une partie de leur habitation, b) apparaissent clairement comme tels dans le Lovell, c) sont propriétaires d'une bâtisse au moins dans le secteur, que ce soit celle qu'ils occupent ou une autre, d) ne sont pas propriétaires mais paient un loyer nettement supérieur à celui de leurs confrères du même métier. Comme un peu le négatif d'un positif, nous avons classé parmi les employés et les travailleurs à gages ceux pour qui le doute n'était pas possible: commis, journalier, et ceux qui ne répondaient pas aux critères mentionnés. Ce travail nous a semblé le plus susceptible de restreindre l'arbitraire du classement. Trop d'inconnues subsistent pourtant pour que le tableau I et l'appendice

²⁶ Margaret Heap, "La grève des charretiers de Montréal, 1864", R.H.A.F., 31, 3, décembre 1977, 371-395.

A qui en détaille le contenu prétendent révéler autre chose qu'une estimation du rapport dans lequel sont placées les différentes catégories socio-professionnelles.

En 1871, l'artisanat et le travail indépendant fournissent encore son gagne-pain à plus d'un chef de ménage sur six. En fait, exposant les conclusions de l'ouvrage de Angers et Allen sur l'évolution de la structure des emplois au Canada, Guy Rocher a fait remarquer il y a longtemps que se développent encore de façon concomitante à cette époque l'entreprise artisanale et celle d'un type plus nettement capitaliste et manufacturier²⁷; et Bettina Bradbury, dans son article déjà cité, a bien vu que dans Sainte-Anne par exemple, quartier industriel de l'ouest de la ville, les petites confiseries se multiplient après l'implantation de grandes fabriques mécanisées de transformation du sucre et de la farine. Dans Saint-Jacques, quartier beaucoup moins industrialisé, l'artisanat conserve une réelle vigueur; déjà s'annonce cependant la transformation en profondeur qu'il subira avec sa relégation au travail de réparation et de fabrication de certains produits de luxe.

²⁷ François-Albert Angers et Patrick Allen, Evolution de la structure des emplois au Canada, Montréal, Service de documentation économique, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 1954. Pour un commentaire de ce texte, voir Guy Rocher, "Les recherches sur les occupations et la stratification sociale", Fernand Dumont et Yves Martin, éd., Situation de la recherche sur le Canada Français, Québec, P.U.L., 1962, 174.

TABLEAU I
LES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES ET LA DISTRIBUTION ETHNIQUE: SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871

	Nombre total	%	Canadiens-Français			Autres		
			Nombre	% des C.F.	% de la catégorie	Nombre	% des autres	% de la catégorie
I- Commerçants et industriels	306	10,5	192	8,6	62,8	114	17,0	37,4
II- Professions libérales et assimilées(A)	35	1,2	27	1,2	77,1	8	1,2	22,9
III- Artisans et travailleurs indépendants	474	16,3	422	18,9	89,0	52	7,8	11,0
IV- Employés du commerce et des services	405	13,9	319	14,3	78,8	86	12,8	21,2
V- Travailleurs (qualifiés ou non)	1284	44,2	1012	45,4	78,8	272	40,5	21,2
VI- Population non active	362	12,5	229	10,2	63,3	133	19,8	36,7
VI- Indéterminés	37	1,8	31	1,4	83,8	6	0,9	16,2
TOTAL:	2903	100	2232	100	76,9	671	100	23,1

(A) : Le personnel religieux catholique n'est pas dénombré.

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871; Lovell's Montreal Directory, 1871-1872.

L'urbanisation croissante du faubourg, le besoin de recourir au marché pour satisfaire les besoins essentiels de nourriture et de vêtements ont par ailleurs accru l'importance du petit commerce et des services dont vivent, comme patrons ou employés, le quart des soutiens de familles. Artisans et boutiquiers sont aidés très souvent dans leur entreprise par leurs fils, leurs épouses ou leurs filles: dans le faubourg la majorité des établissements est de type familial.

Quarante-quatre pour cent des chefs de ménages sont cependant des travailleurs dépossédés de leurs moyens de production, souvent sans qualifications et peu susceptibles d'en acquérir vu la division technique du travail et la spécialisation des tâches et qui, en outre, sont soumis à la discipline capitaliste de la production faite de régularité, de productivité soutenue, d'amendes, et de constante incertitude du lendemain. Les mémoires d'Eve Martel et de Carmen Soucy-Roy ont si bien montré et mesuré l'ampleur du mouvement d'industrialisation qui bouleverse à cette époque Montréal et son faubourg Québec qu'on s'attend presque à ne trouver parmi les travailleurs que des ouvriers d'usines. Et en fait nous savons tous que c'est là que sont établies la brasserie et la raffinerie de sucre des Molson, la manufacture de bottes et chaussures de Canadian Rubber, les fabriques de tabac de McDonald et de McMullens and Adams, toutes grosses entreprises mécanisées, fonctionnant à la vapeur, qui donnent à ce coin de la ville son

aspect enfumé, ses odeurs mêlées de malt, de caramel, de caoutchouc chauffé et de tabac et réclament pour leur production de biens de consommation non durables les bras de ces ouvriers et des ouvrières non qualifiés qui résident aux alentours. Cependant, qu'ils soient embauchés dans une de ces usines dévoreuses de main-d'oeuvre ou dans les quelques manufactures (eau de javel, savon et chandelles, tanneries, toile cirée, boissons gazeuses²⁸) de moindre envergure qui opèrent dans cette partie de la paroisse Sainte-Brigide, seulement huit cent cinq chefs de ménages, les deux tiers de cette catégorie mais 28% à peine de l'ensemble, peuvent être considérés comme de véritables ouvriers industriels. Les autres travaillent comme manoeuvres dans les clos de bois ou sur les chantiers de construction, sont débardeurs ou charretiers, ou alors trouvent à s'engager dans les nombreux petits ateliers de carrosserie, de forge, de rembourrage, d'imprimerie et autres qui parsèment la paroisse.

L'étude de la structure socio-professionnelle de la partie sud de la paroisse Sainte-Brigide nous permet de conclure qu'en 1871 le faubourg fournit la main-d'oeuvre aux entreprises et l'emploi aux habitants. C'est déjà un indice qu'il forme bien ce milieu de vie intégré dont nous avons posé plus haut l'hypothèse. En voici un autre: propriétaires d'immeubles et d'entreprises situés dans Saint-Pierre ne se contentent pas d'y faire des affaires; ils y résident encore.

²⁸ RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871.

2) Ecart sociaux et niveaux de fortune

En 1850 déjà la population du faubourg était réputée pour sa grande pauvreté. De nombreuses études historiques sur les conditions de vie des travailleurs en ont, depuis vingt ans, révélé toutes les conséquences. Le chômage fréquent et les salaires insuffisants des chefs de familles obligent à compter parmi la population active les enfants, même jeunes, et les femmes mariées, au moins pendant certaines périodes de leur vie. Les différents aspects de l'économie familiale, les moyens pris par les épouses et les veuves pour rencontrer les fins de mois, les nécessités culturelles de la solidarité familiale ont été bien identifiés et commentés dans les écrits de Bettina Bradbury et de Fernand Harvey²⁹. L'insalubrité de quartiers privés de système d'égouts, l'exiguïté de logements surpeuplés, mal ventilés et sans commodités hygiéniques, les déficiences de l'alimentation et du vêtement, la surmortalité engendrée par la misère, particulièrement chez les bébés et les jeunes enfants, tout cela est désormais connu. Sans nier la dureté de telles conditions de vie, il semble pourtant que la situation dans Saint-Pierre soit moins pénible au début des années 1870 qu'à partir de la crise de 1873 et pour le restant du siècle. En 1871, la population de Saint-Pierre est pauvre; dans

²⁹ B. Bradbury, "Pigs, Cows and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861-1881", Labour/Le Travailleur, 1984; Fernand Harvey, "Les enfants de la révolution industrielle au Québec", Critère, 25, Printemps 1979, 257-270.

l'ensemble cependant elle n'est pas misérable. En effet, même s'il s'agit, sauf exception, de toute petite propriété, plus de 40%³⁰ des chefs de ménages comptent parmi les possédants d'un commerce, d'une manufacture, d'une boutique d'artisan ou d'un bureau de professionnel ou encore parmi les propriétaires immobiliers.

Davantage qu'aux occupants, c'est aux propriétaires des immeubles et des maisons d'affaires que s'intéressent avant tout les évaluateurs, dont le travail consiste à fixer annuellement le montant des taxes municipales imparti à chacun. Aussi, il est très fréquent que soit inscrit dans les rôles, en regard d'un édifice, d'un terrain ou d'un local commercial non seulement le nom de son propriétaire, mais encore son adresse et sa profession. Le Lovell des années 1871 et 1872 a permis de confirmer et de compléter les mentions. Au total, l'adresse d'à peine 10% des propriétaires d'immeubles situés dans Saint-Pierre et de 4% des "hommes d'affaires" du secteur nous est demeurée inconnue. Il s'agit souvent dans ces cas de veufs, parfois de veuves, qui pensionnent dans le coin chez l'un de leurs enfants, aussi leur locataire; mais parce qu'ils échappent à l'annuaire, leur nombre exact ne peut être précisé et peut-être certains propriétaires habitent-ils déjà hors de l'île de Montréal, ce que nous n'avons pas vérifié.

³⁰ Sur 2903 chefs de ménages, 753 sont propriétaires immobiliers et 815 possèdent un commerce, une manufacture, un bureau de professionnel ou une boutique d'artisan. Une fois défalqués ceux qui appartiennent à la fois aux deux catégories, il reste 1 185 chefs de ménages, soit 40,82% du total.

Cette hypothèse paraît toutefois peu probable. Nous connaissons l'adresse de 265 des 276 artisans, commerçants, professionnels et manufacturiers qui font affaire dans Saint-Pierre et qui, comme leurs employés ou leurs ouvriers, se déplacent plusieurs fois quotidiennement entre leur domicile et le lieu de leur travail. Deux cent quarante-sept d'entre eux vivent dans la paroisse et sept autres juste de l'autre côté de ses rues frontières, pour un total de 93, voire 96% de Saint-Pierrais. Parmi les onze que marcher n'effraie pas, sept logent dans la paroisse voisine de Saint-Jacques, un seul à l'est de la rue Colborne, dans Saint-Vincent-de-Paul et deux habitent au carré Saint-Louis; quant à William C. McDonald, dont la résidence donne sur la Prince of Wales Terrace, on suppose qu'il ne se rend pas à pied jusqu'à la McDonald Tobacco, dont il est président... Cette préférence pour l'ouest de la ville et bientôt Westmount, que partageront dans les décennies ultérieures tant de présidents et d'administrateurs de grosses compagnies, John H.R. Molson et A. Gravel, respectivement président de la brasserie Molson et gérant général de Canadian Rubber, ne l'ont pas encore développée. Tous deux se contentent de la rue Sainte-Marie et résident à côté, voire sur les lieux mêmes de leur entreprise. En cela, mais en cela seulement ils ressemblent aux cent cinquante-sept propriétaires d'entreprises (59%) qui habitent le même immeuble que leur bureau, leur atelier ou leur commerce et aux soixante-sept autres (25%) dans l'immeuble immédiatement contigu. Une telle proximité entre le lieu du travail et le domicile s'explique non

seulement par les difficultés du transport, que nous avons brièvement évoquées tout à l'heure, mais aussi par la modestie de presque toutes les entreprises de la paroisse. Nous y reviendrons.

Même si la possession d'une maison n'oblige pas à des déplacements aussi fréquents que ceux liés au travail, les propriétaires d'immeubles dans leur très grande majorité sont eux aussi des fidèles des Oblats. En effet, sur les 852 propriétaires des 1 202 immeubles résidentiels³¹ déjà érigés dans Saint-Pierre en mai-juin 1871, un seul habite hors de Montréal, à Saint-Rémi-de-Napierville, 77 (9%) vivent à Montréal mais un peu loin de Saint-Pierre, au coteau Saint-Louis ou dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste et 52 (6%) logent au voisinage, dans Saint-Jacques; toutefois les trois quarts (637) de tous les propriétaires habitent dans la paroisse même, le plus souvent dans leur maison, mais parfois à loyer chez un autre. Si l'on applique cette proportion de trois pour un aux 85 individus dont nous n'avons pu retrouver le domicile, 703 sur 852, 83% de l'ensemble des propriétaires sont donc des Saint-Pierrais.

³¹ Le territoire oblat compte en mai-juin 1871, 1 227 bâtiments. De ce nombre, 25 ont une vocation uniquement religieuse, scolaire, commerciale, industrielle ou publique (station de pompiers). Les 1 202 autres ont une vocation exclusivement résidentielle ou mixte, c'est-à-dire que le rez-de-chaussée abrite un petit commerce ou un atelier.

En 1871, Saint-Pierre constitue réellement un milieu de vie bien intégré: propriétaires et locataires y résident, employeurs et salariés aussi. Pour tous, domicile et emploi sont à proximité. La paroisse, relativement étendue, se développe encore quasi en vase clos, en dépit de l'arrivée constante de nouveaux migrants en provenance des régions rurales environnantes.

En 1871, le quart des Saint-Pierrais³² vit dans une maison dont il est propriétaire. C'est moins que la moyenne montréalaise³³, mais c'est beaucoup plus qu'au cours des décennies suivantes. En effet, l'absence de concentration immobilière et foncière, la grande quantité de lots vacants, qui représentent encore plus du dixième de toutes les parcelles du territoire, l'habileté des travailleurs et des artisans, dont on a vu qu'ils oeuvrent en grand nombre dans le secteur du bâtiment, le peu de valeur des maisons de bois qui dominent le paysage de la paroisse, tout cela contribue à rendre aux Saint-Pierrais l'accès à la propriété relativement moins difficile en 1871 que par la suite.

Au début de la seconde moitié du XIXe siècle, le faubourg était en quelque sorte la "chasse-gardée" de la famille Molson qui, non

³² RVL, quartiers Sainte-Martie et Saint-Jacques, 1871.

³³ J.T. Saywell, Housing Canadians: Essays on the History of Residential Construction in Canada, Conseil économique du Canada, 1975, 46.

contente d'y posséder une église et cinq des principaux bâtiments industriels, détenait en sus environ soixante-dix lots et maisons. Au cours des vingt années suivantes les célèbres brasseurs vendent plusieurs parcelles à des contracteurs, ou à des particuliers qui se construisent eux-mêmes³⁴; en conséquence, même s'ils demeurent en 1871 les principaux propriétaires immobiliers de Saint-Pierre, William, John et les héritiers de Thomas Molson ne possèdent plus à cette date que vingt-deux immeubles résidentiels outre, bien sûr, leur patrimoine industriel. Sur un total de 1 227 bâtisses, 154 lots vacants et 31 maisons en construction, on ne peut plus à leur égard parler de concentration immobilière. Du reste les trois quarts des possédants de la paroisse (76%) tirent leurs revenus d'une seule maison et plus de neuf sur dix (93%) de deux au maximum. Nous sommes donc là dans un monde de toute petite propriété.

Comme tous les pourcentages, ce quart de paroissiens propriétaires cache des variations. Près de quatre commerçants et industriels sur dix résidant dans Saint-Pierre et 43% des professionnels possèdent au moins une maison. En regard, après avoir amassé les économies de toute une vie, seul le tiers des rentiers et des veuves est vraiment à l'abri. Les travailleurs ne sont quant à eux propriétaires que dans 13% des cas et leurs maisons valent trois fois moins que celles des notables: sur la rue

³⁴ C. Soucy-Roy, *op. cit.*, 25-ss et 115-ss. L'expression "chasse-gardée" est tirée de ce mémoire.

Lagauchetière, la maison du notaire Joseph Dufresne, logé semblablement à ses confrères, est évaluée par la Ville à 2 400\$; les duplex des cordonniers à 800\$ en moyenne. Bien que les entrepreneurs en construction et les travailleurs indépendants du bâtiment se construisent ou achètent des édifices estimés à mille ou mille deux cents dollars et les journaliers d'autre part évalués au plus à 500\$, tous métiers et qualifications confondus, 800\$ en effet représente bien la valeur courante des maisonnettes qu'au mieux peuvent s'offrir les artisans et les salariés. En dépit de la menace que l'industrialisation fait peser sur eux, les premiers y parviennent toutefois deux fois plus souvent que les employés et deux fois et demi davantage que les ouvriers. Presqu'un artisan sur trois est propriétaire, moins d'un employé sur cinq et à peine un ouvrier sur huit. Ces écarts, notables, témoignent que la différence sociale est déjà marquée dans Saint-Pierre; cependant ils se situent au plus dans un rapport de un à trois, tant pour la valeur des propriétés que pour le pourcentage de possédants dans les diverses catégories socio-professionnelles. Dans les décennies ultérieures ils se creuseront au point d'en devenir insurmontables.

Cet écart du simple au triple se retrouve également lorsqu'on considère les prix consentis par les locataires pour le logement. Nous ne connaissons pas exactement les prix demandés pour les loyers. Les rôles des valeurs locatives cependant en donnent une excellente estimation. Selon David Hanna et Sherry Olson en effet,

le fonctionnaire municipal qui passait chaque année de porte en porte et demandait aux locataires le montant de leur loyer ajustait les diverses réponses aux conditions du marché, qu'il connaissait en détail³⁵; si bien que nous pouvons nous fier aux renseignements consignés dans les rôles.

En 1871, les journaliers, logés le plus pauvrement, paient en moyenne trente-sept dollars par an pour se mettre à l'abri. Au haut de l'échelle des loyers les médecins et les épiciers: cent sept dollars par an. Mais il faut défalquer chez les premiers la valeur du salon double, une trentaine de piastres, parce qu'il sert de cabinet et chez les seconds environ quarante-cinq dollars puisque tout l'avant de leur local est consacré à leur commerce. Les pièces d'habitation valent ainsi soixante-treize dollars chez les uns et soixante et un dollars chez les autres.

Soixante-treize dollars par an, c'est ce que paient également les marchands... et leurs commis; et soixante et un dollars, les contremaîtres les donnent aussi. La condition des rentiers est plus diversifiée. A l'aise, certains déboursent jusqu'à 160\$ par an, tandis que d'autres, misérables, ont peine à s'offrir un réduit à 24\$, le prix d'un hangar. Les cordonniers, les policiers, qui se plaignent amèrement à cette époque de l'insuffisance de leurs

³⁵ David Hanna et Sherry Olson, "Métiers, loyers et bouts de rues: l'armature de la société montréalaise de 1881 à 1901", Cahiers de géographie du Québec, 27, 71, septembre 1983, 261.

salaires³⁶, les menuisiers et les veuves doivent pour leur part se contenter de logements ne valant pas plus de 41\$ à 46\$ par an. Quant aux entrepreneurs en construction, bien placés pour être bien logés, leur loyer annuel moyen, de 98\$, dépasse même le montant réservé par les médecins à leurs appartements privés³⁷.

Au total donc, entre les mieux et les plus mal logés, un écart moyen du simple au double, au plus du simple au triple. Ainsi, si la distance sociale existe dans la paroisse, c'est dans une ampleur bien moindre que dans la ville considérée dans son ensemble puisque selon les calculs de David Hanna et Sherry Olson³⁸ pour 1881

³⁶ Rapport annuel du chef de police pour l'année 1872, Montréal, 1er février 1873, AMM. Cette année-là, les policiers gagnent huit dollars par semaine. Ils en réclament neuf en estimant que huit dollars représentent les gages des journaliers. Cependant les journaliers, eux, ne travaillent pas à l'année longue.

³⁷ Pour établir le montant moyen des loyers payés, nous avons procédé comme suit: nous avons d'abord choisi les rues qui nous semblaient les plus susceptibles de représenter la situation dans l'ensemble de la paroisse. Amherst, le square et la rue Papineau assument une fonction commerciale modeste en plus de leur fonction résidentielle. Colborne est une rue de petites manufactures. Les autres rues nord-sud, Montcalm, Visitation, Saint-Ignace, Saint-Adolphe, Sydenham sont résidentielles. Plusieurs marchands et contracteurs importants résident sur Visitation, de même que les médecins tandis que Saint-Ignace et Saint-Adolphe sont des rues de veuves, de cordonniers et de journaliers. Dans le sens est-ouest, Water et la terrasse Molson logent la bourgeoisie anglophone du secteur. Craig, Dorchester et Mignonne sont plutôt des rues d'artisans et de travailleurs. Les professions choisies, d'autre part, l'ont été pour les unes parce qu'elles étaient le plus souvent mentionnées dans chaque catégorie socio-professionnelle et pour les autres afin d'apporter un élément de comparaison.

³⁸ D. Hanna et S. Olson, loc. cit., 260. Il est dommage que les auteurs n'aient pas distingué entre les moyennes des loyers dans la ville et dans les faubourgs et aient préféré une estimation

toutefois, le rapport est plutôt de un à sept entre les loyers moyens les plus chers et les meilleur marché de la ville et des faubourgs réunis. Dans Saint-Pierre, bien sûr, William et John Molson vivent dans de vastes demeures dont les évaluateurs municipaux estiment la valeur locative annuelle à huit cents et trois cents dollars respectivement. Mais c'est là l'exception et tous, commerçants comme journaliers, sont généralement à l'étroit.

Petite propriété pour les francs-tenanciers; petite propriété également pour les entrepreneurs. A défaut d'autre instrument de mesure, c'est l'estimation du loyer d'affaires, telle qu'indiquée dans les rôles des valeurs locatives, qui permettra de l'apprécier. S'il ne constitue qu'un piètre indice, très approximatif, de la valeur réelle des grosses entreprises comme Canadian Rubber, la brasserie et la raffinerie de sucre des Molson, la fabrique de McDonald Tobacco ou la corporation du marché Papineau, le loyer d'affaires donne une idée relativement juste en revanche de la taille de tous les petits commerces et ateliers situés au rez-de-chaussée ou à l'arrière d'immeubles voués également à l'habitation.

C'est surtout parmi les manufacturiers que les écarts entre Saint-Pierrais et gens de l'extérieur sont les plus flagrants. En 1871, la valeur moyenne des loyers d'affaires des quatorze entreprises manufacturières possédées par des Saint-Pierrais

globale.

s'établit à 729\$, contre 1 332\$ pour les cinq autres qui appartiennent à des non paroissiens. Une fois retranchées les grosses usines et le marché Papineau, les loyers d'affaires valent respectivement 118\$ et 280\$ en moyenne. Ce 118\$ témoigne de la modestie des avoirs industriels des paroissiens, même les mieux nantis. Il correspond au prix des meilleurs logements du secteur.

Du côté du commerce, de la fabrication artisanale et des établissements de services, la différence est moins nette: les Saint-Pierrais paient en moyenne 59\$ par an pour leurs loyers d'affaires, les autres 69\$. Ces moyennes cachent des variations du simple au double: les barbiers tiennent boutique dans des réduits qu'ils louent 33\$ par an et les marchands de tabac dans d'autres qui leur en coûtent trente-six, tandis que les marchands généraux (dry goods) sont généralement plus au large, dans des locaux sis sur les rues Amherst ou Sainte-Catherine, pour lesquels ils consentent 77\$ de loyer annuel moyen.

Quoiqu'il en soit, tout cela demeure médiocre et se compare avec les prix des logements des particuliers; c'est dire le peu d'envergure de ces établissements.

Ce phénomène s'explique d'une part par l'éloignement du faubourg: on ne peut compter sur les chalands d'autres parties de la ville pour stimuler les échanges locaux, soutenus seulement par

les Bourragans. Or ces Bourragans sont pauvres. En outre, comme ils proviennent en grande majorité de régions rurales où l'on produit soi-même une bonne partie de ce que l'on consomme et où le commerce de détail se limite aux achats de thé, de whisky, de sucre, de mélasse, de riz, de sel et de quelques produits domestiques que l'on ne peut confectionner³⁹, leur intégration à l'économie de marché reste encore très partielle même une fois en ville et ils n'ont pas encore développé cette disposition psychologique à consommer qui constituera plus tard la différence culturelle essentielle entre les cultivateurs et les ouvriers. L'étude de la composition du commerce et des services le montre du reste à l'envi.

Sur les deux cent quinze acres que couvre à l'époque la paroisse, et pour ses treize mille habitants, à peine deux cent trente et un petits commerces, un peu plus d'un à l'acre, et vingt-cinq établissements de services seulement⁴⁰. Dans Saint-Pierre, point de fleuriste: il n'est pas dans l'usage de décorer la table ni d'accompagner les époux ou les morts avec des fleurs; point de lavoir, ni de blanchisserie: les femmes font la lessive elles-mêmes ou en chargent contre quelques sous une de ces veuves sans profession qui forment dans la paroisse près de 9% de tous les chefs

³⁹ Léon Gérin, "L'habitant casanier, au coeur de la contrée laurentienne", Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de traditions françaises, Montréal, Fides, 2e édition 1946, 99; Gaétan Gervais, "Le commerce de détail au Canada (1870-1880)", R.H.A.F., 33, 4, mars 1980, 532.

⁴⁰ RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871.

de familles; point de marchand de meubles: on dispose parfois de quelques effets de famille ou l'on achète son bois au clos pour les fabriquer soi-même. A peine, pour les grandes occasions, une bijouterie, deux studios de photographie, quatre salons de barbiers et deux chapeliers. Des pans entiers d'activité échappent encore au marché, en particulier dans le domaine des loisirs. Les tavernes et les auberges sont les seuls endroits commerciaux de divertissement: non seulement on y boit, mais l'on peut y entendre des spectacles musicaux, jouer au billard ou aux cartes, apprécier des combats de pugilistes et participer à quantité d'autres attractions⁴¹; cependant le faubourg offre d'autres occasions de se divertir qui ne subissent pas encore l'emprise du commerce. Outre les jeux du cercle Saint-Pierre, oeuvre des Oblats, et les veillées entre parents et voisins, on trouve des salles de quilles installées spontanément dans de vieux hangars⁴² et l'on raffole des combats de coqs qu'organisent certains particuliers et qui sont l'occasion de paris⁴³. Pour tout dire, l'intégration au marché se limite encore aux biens essentiels. Sans compter le marché Papineau, 58% des

⁴¹ Rapport annuel du chef de police pour l'année 1886, 10, AMM.

⁴² Programme souvenir des fêtes organisées par le comité des citoyens à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'arrivée des RR.PP. Oblats sous la présidence d'honneur du R.P. F. Perdereau, o.m.i., supérieur et curé, imprimé, 5, M.P. O.M.I., Saint-Pierre-Apôtre, 1923-1926. Un hangar hébergeant un jeu de boules servit en effet de première chapelle.

⁴³ C.E. Parrot, "Nos paroisses. Saint-Pierre", Le Devoir, 24 novembre 1916.

commerces concernent l'alimentation, quatre sur dix sont des épiceries. L'habillement vient ensuite avec 16% des détaillants, trente-sept établissements; encore ne compte-t-on dans la paroisse aucun marchand de vêtements: on s'approvisionne plutôt en tissus et l'on coud soi-même ou l'on en confie la tâche à un tailleur ou une modiste. Le chauffage, avec neuf points de vente de bois et charbon, représente 4% des échanges. A eux trois, ces secteurs résument près des quatre cinquièmes de l'activité commerciale. L'installation en ville rend impossible dans ces domaines vitaux le maintien des habitudes autarciques des anciens ruraux. A mesure qu'ils pousseront des racines urbaines plus profondes, et en dépit de la paupérisation brutale qu'ils subiront dans les décennies à venir, leur participation au marché s'accroîtra et se diversifiera.

En attendant, marchands et entrepreneurs du quartier se distinguent des travailleurs un peu par leur aisance, médiocre mais réelle, surtout par un ancrage relativement plus solide dans la ville.

3) Les rapports interethniques

En arrivant à Montréal, les Canadiens-Français ne découvrent pas seulement un milieu urbain; ils réalisent aussi, pour la première fois peut-être d'une manière aussi tangible et aussi incarnée, la puissance des "Anglais" dans leur province. Le visage de la ville, l'industrie de la ville, le gros commerce de la ville, les gérants et les contremaîtres, tout cela, communément, est anglais. Dans Saint-Pierre par exemple, toutes les grosses compagnies, autant dans l'industrie que dans le commerce, avec le marché Papineau, sont aux mains d'intérêts anglophones et ce sont elles qui embauchent les deux tiers des ouvriers de la paroisse sans compter leurs épouses et leurs enfants.

S'ils affrontent donc quotidiennement la réalité de la domination anglaise, celle-ci, dans la paroisse, reste encore généralement cantonnée au monde du travail. Saint-Pierre, on l'a dit, compte en 1871 plus de trois quarts de Canadiens-Français, et, parmi les anglophones, essentiellement des Irlandais.

Or, Irlandais et Canadiens-Français se côtoient fort peu. Dans le but d'éviter les frictions inutiles, chaque groupe possède non seulement ses propres écoles mais aussi ses propres institutions de charité. Ce cloisonnement institutionnel, mis très sérieusement en

vigueur partout dans la ville après les Rébellions⁴⁴, est doublé, dans chaque quartier, d'une très étanche ségrégation spatiale. Marcel Bellavance⁴⁵ a noté l'homogénéité ethnique des différents îlots montréalais en 1871. En voici une confirmation supplémentaire. Certaines rues de Saint-Pierre sont alors entièrement canadiennes-françaises ou presque: Beaudry, Bonaparte, Visitation, Panet, de Salaberry, Mignonne, Logan. Irlandais et Britanniques se concentrent très nettement à l'est de la rue Papineau et au sud de Dorchester. Colborne, Erie, Kent, Gain, Shaw, le square et la rue Papineau sont pour ainsi dire toutes anglaises, Barclay, Water, la terrasse Molson aussi. Notre-Dame, Craig, Lagauchetière, ainsi qu'à un moindre degré déjà Dorchester puis Sainte-Catherine sont les seules rues mixtes; l'élément français domine sur ces deux dernières, l'irlandais toujours davantage de Lagauchetière vers le fleuve. La quasi-inexistence des mariages interethniques contribue encore à appuyer cette observation du peu de fréquentations entre les deux communautés. Un regard sur les veuves en donne un bon indice. Dans les rôles des valeurs locatives en effet, on indique pour la plupart d'entre elles non seulement le nom de l'époux décédé mais encore leur nom propre. Or sur deux cent soixante-dix-huit veuves inscrites comme chefs de ménage en 1901, et

⁴⁴ Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, "Montréal au 19e siècle: bilan d'une recherche", Revue d'histoire urbaine, XIII, 3, février 1985, 217.

⁴⁵ M. Bellavance, loc. cit., 366 et 370.

dont on peut supposer qu'en moyenne elles se sont mariées vers 1871, à peine sept, soit 3%, allient les deux consonnances.

La volonté des groupes dirigeants de minimiser les relations et par là même les tensions interethniques par le développement d'institutions propres à chaque groupe national laissait déjà deviner qu'un des éléments majeurs de la définition de soi à cette époque à Montréal est bel et bien l'appartenance ethnique. Puisque par ailleurs, à l'intérieur de certains paramètres, le choix de la résidence et du conjoint sont des décisions libres et individuelles, il faut convenir, à la lumière des faits qui viennent d'être rapportés, que ce sens national, loin de caractériser en exclusivité les groupes de pouvoir, est en fait en 1871 partagé par l'ensemble des habitants du faubourg qui paraissent ne pas trop se fréquenter ni se mêler.

Ce hiatus entre les deux communautés s'explique réellement par des raisons culturelles, plus que par des facteurs économiques. En effet, si, retournant au tableau I, l'on examine la répartition socio-professionnelle selon l'origine ethnique, l'on remarque des distorsions mais somme toute relativement peu significatives entre l'une et l'autre. Les petits commerçants, les boutiquiers et les industriels sont proportionnellement plus nombreux parmi la population non canadienne-française. Plus d'un commerçant et manufacturier sur trois, presque deux sur cinq, sont d'origine

britannique alors que la part totale des fils des Iles dans la population n'excède pas le quart. Par contre les artisans et les travailleurs indépendants, surtout dans la construction, proviennent le plus souvent des rangs canadiens-français. Cela s'accorde bien avec leur urbanisation plus récente. Les Anglais et les Irlandais sont, peut-on penser, pour la plupart de la deuxième génération citadine, contrairement aux Canadiens-Français qui, généralement, viennent de migrer à Montréal et n'ont donc pas eu le temps d'amasser le capital nécessaire pour ouvrir une épicerie et encore moins une petite entreprise manufacturière. Les moins dépourvus d'entre eux réussissent à pratiquer l'un de ces métiers d'artisans qu'ils connaissaient déjà dans leur paroisse natale, travail du cuir, du bois, du fer, dont Jean-Claude Robert⁴⁶ a bien vu qu'il résumait l'expérience artisanale des villageois de la région nord de Montréal dans la première moitié du XIXe siècle. Au total, les Canadiens-Français possèdent exactement les deux tiers des deux cent soixante-dix-neuf entreprises de la paroisse et ils défraient pour les louer une moyenne de 57\$ par an de loyer d'affaires, contre 76\$ pour celles appartenant à des non Canadiens-Français; pour établir cette dernière moyenne toutefois on a retiré du calcul les six très grosses compagnies opérant dans Saint-Pierre. Si l'on ne retient finalement que les loyers d'affaires des commerces et des échoppes

⁴⁶ J.-C. Robert, "Aperçu sur les structures socio-professionnelles des villages de la région nord de Montréal durant la première moitié du XIXe siècle", Cahiers de géographie du Québec, 28, 73-74, avril-septembre 1984, 63-72.

d'artisans, la différence entre les Canadiens-Français et les autres se rétrécit encore: les premiers paient en moyenne 55\$ pour être installés à leur compte, les seconds 67. Dans les autres catégories socio-professionnelles, l'origine ethnique ne constitue pas un facteur significatif de discrimination, sauf pour la population non active: 40% des rentiers et près de 35% des veuves sont d'origine anglaise ou irlandaise. Manifestement la population britannique est plus âgée, et du moins pour les hommes, un peu plus à l'aise que les voisins canadiens-français. Encore là, il s'agit peut-être d'une conséquence de leur plus grande ancienneté dans la ville. Ce relatif équilibre, dans la modestie, entre les fortunes des deux principales communautés de Saint-Pierre se remarque également dans la propriété immobilière: l'une et l'autre comptent un nombre de propriétaires exactement correspondant à leur poids dans la paroisse. Les trois quarts des francs-tenanciers sont des Canadiens-Français et ils réussissent à conserver leur rang même parmi les plus gros possédants puisque 24% d'entre eux détiennent deux maisons ou plus, contre 28% de non Canadiens-Français⁴⁷.

Ainsi, même si la puissance des intérêts industriels et commerciaux modèle toute la structure sociale de la paroisse, en

⁴⁷ RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871. Sur 852 propriétaires, 645 sont Canadiens-Français (75,7%), 202 sont d'origine britannique (23,7%), 2 sont Italiens, un est juif et deux d'origine inconnue (au total pour ce groupe 2%). 152 propriétaires canadiens-français possèdent deux maisons ou plus, ce qui correspond à 23,6% du groupe; c'est le cas de 56 des 202 anglophones (27,7%).

quelque sorte, ils sont d'un autre monde. Dans Saint-Pierre cohabitent sans se confondre deux communautés au niveau de vie assez semblable pour que les Canadiens-Français ne se sentent pas encore dépossédés. L'équilibre sera bientôt rompu.

Par maints aspects, Saint-Pierre-Apôtre garde en 1871 l'allure d'un village. Deux facteurs y contribuent puissamment: son éloignement du centre, protégé par des moyens de transport intra-urbains fort rudimentaires, et son niveau d'industrialisation encore relativement faible, surtout en comparaison avec les quartiers de l'ouest.

La condition sociale des résidents y reste diversifiée. Toute une partie de la population, installée en ville depuis déjà quelque temps, compte parmi les petits propriétaires qui habitent à côté de leur boutique, de leur échoppe ou de leur atelier ou alors occupent le rez-de-chaussée d'un immeuble qui leur appartient. Ils vivent modestement, surtout s'ils sont Canadiens-Français. Ceux-ci peuvent cependant encore imputer à leur migration plus récente cette inégalité et espérer la rattraper. A côté des possédants, moins nantis qu'eux encore, mais sans que les écarts soient vraiment insurmontables au milieu de la médiocrité générale de fortune, des locataires, des employés, des travailleurs; parce qu'aucun patrimoine ne les retient, ils déménagent souvent, quoique toujours dans un périmètre fort restreint: entre 1871 et 1872, les trois

quarts des déménagements intra-urbains des paroissiens s'effectuent à l'intérieur des frontières du territoire oblat⁴⁸. Pour ses habitants, donc, Saint-Pierre forme réellement un milieu de vie bien intégré, où se déroulent l'essentiel sinon la totalité des fonctions sociales qu'ils assument.

La véritable nouveauté réside dans l'envahissement du secteur par une population rurale qui en fait sa porte d'entrée dans le monde industriel et dont une part, suivant les occasions d'emplois, y passe simplement. Le plus grand nombre des migrants, toutefois, se fixe dans Saint-Pierre, journaliers, manoeuvres ou ouvriers dépossédés qui trouvent à s'engager dans les grosses usines des "Anglais". Rapidement s'en trouveront transformés le visage et la structure sociale de la paroisse.

La crise des années 1873-1878, le triomphe postérieur de l'industrialisation, l'amélioration des moyens de transport urbain, autant de facteurs qui se conjuguent pour faire de Saint-Pierre, dès la fin du XIXe siècle, une paroisse ouvrière, canadienne-française, sise en plein coeur de Montréal.

⁴⁸ Lovell's Montreal Directory, 1870-1871 et 1871-1872. Voir note 6.

B- Saint-Pierre-Apôtre au XXe siècle: l'intégration dans la dépossession

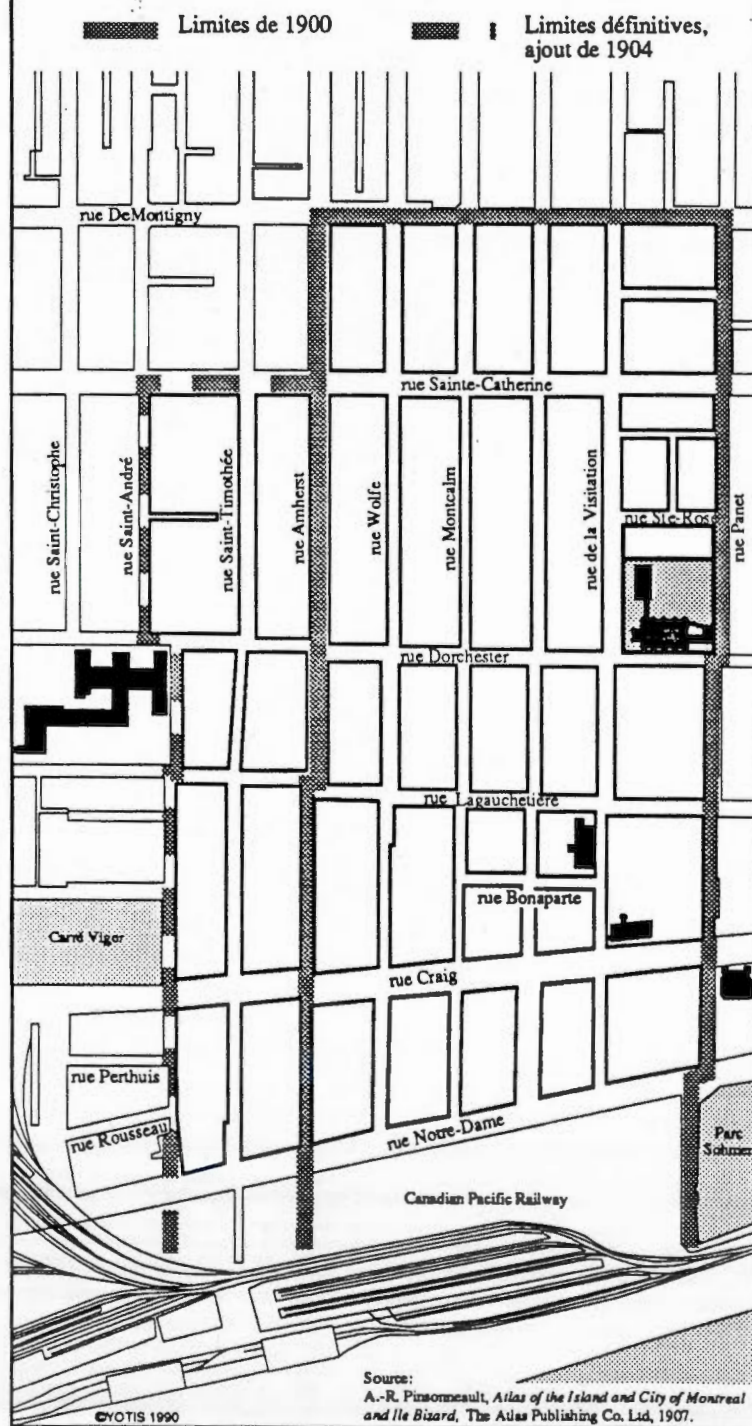
A l'automne de 1900, un demi-siècle après sa construction, la chapelle Saint-Pierre devient église paroissiale, aux termes de maintes péripéties dont l'essentiel sera rapporté dans le prochain chapitre. Avec le tiers de la superficie de 1871, les Oblats doivent provisoirement se contenter d'une des plus petites paroisses du diocèse, soixante-quatre acres comprimés entre le fleuve et le côté sud de la rue Demontigny d'une part, entre Amherst est et Panet ouest de l'autre⁴⁹.

Décidément trop à l'étroit, ils réussissent cependant à obtenir en 1904 vingt-cinq acres supplémentaires, pour un total d'environ quatre-vingt-dix acres, quand s'ajoutent, vers l'ouest, l'autre côté de la rue Amherst, la rue Saint-Timothée et le côté est de la rue Saint-André, depuis le fleuve jusqu'à la moitié sud de la rue Sainte-Catherine⁵⁰. En 1931, les limites de la paroisse n'auront pas changé.

⁴⁹ Registre des décrets, VI, 1887-1907, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 365, ACAM.

⁵⁰ Lettre du R.P. E.-J.-A. Tourangeau, o.m.i., à W.-C. Martin, archidiacre, Montréal, 18 novembre 1911, M.P. O.M.I., 2D1/6.21, copie du document également conservé aux ACAM.

Figure 3
Saint-Pierre-Apôtre au XXème siècle



Une photo de 1895, conservée aux archives Notman⁵¹, montre la rue de la Visitation depuis le sud de la rue Sainte-Catherine vers Dorchester. On dirait la rue principale d'une petite ville paisible de province. Pavée mais non macadamisée, bordée de trottoirs de bois et bien ombragée sous sa double haie de grands érables, elle est dominée au fond par le haut clocher de l'église Saint-Pierre-Apôtre dont l'horloge vient tout juste de sonner le coup de trois heures.

En cet instant la rue est déserte. La borne devant l'épicerie Auclair et cie, sur le coin de Sainte-Rose, ne retient le cheval d'aucune voiture, personne ne prend le frais sous l'auvent et les élèves de la maîtrise Saint-Pierre, imposant édifice de pierre à trois étages et pignon, entouré comme tout le complexe oblat d'une basse clôture de fer forgé, sont en classe ou en congé.

Sur cette section de la rue de la Visitation, dans les maisons de brique ou de pierre à étage et mansardes, vit toute une petite notabilité canadienne-française: quelques marchands, un architecte, deux notaires et quatre médecins de famille qui tiennent bureau ou cabinet dans la pièce d'en avant⁵². Tous sont heureux d'habiter la rue de l'église. Eux-mêmes, leurs épouses et les Oblats peuvent

⁵¹ Eglise Saint-Pierre-Apôtre, rue de la Visitation, Montréal, Archives Notman, dossier "Montreal Churches", MP 857 (2).

⁵² RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1895.

ainsi se voisiner tout à loisir et de plus les paroissiens, qui y passent et repassent en route vers leurs devoirs religieux, ont toutes les chances de remarquer pour le jour où ils en auront besoin les plaques de cuivre bien astiquées apposées sur les façades.

La rue de la Visitation, avec son charme feuillu et sa tranquillité, nous apparaît bientôt cependant comme un retranchement de relative aisance au milieu d'un quartier pauvre du centre-ville.

Durant le dernier tiers du XIXe siècle en effet, c'est l'explosion démographique dans les quartiers Saint-Jacques et Sainte-Marie. En 1901, 30% de la population montréalaise y réside, 80 700 personnes, plus de deux fois et demi les effectifs de 1871⁵³. Sur l'exigu territoire de la paroisse Saint-Pierre, nouvellement fondée, s'entassaient déjà 7 400 personnes, dans 1 846 ménages⁵⁴. C'est l'une des plus intenses densités de la ville, cent seize personnes à l'acre, presque le double de celle du secteur trente ans

⁵³ Recensement du Canada, 1871 et 1901. La population de Saint-Jacques est passée de 17 680 à 40 041, celle de Sainte-Marie de 13 695 à 40 631 habitants. En 1901, il y a 267 730 Montréalais dans la ville.

⁵⁴ Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1901, 23 janvier 1902, ACAM, 350.102/901.6. Le rapporteur place familles et individus dans un rapport d'exactement 1 à 4. Les livres d'assistance de la Société Saint-Vincent-de-Paul (voir note 10) estiment aussi à deux la moyenne d'enfants vivants par famille assistée à Sainte-Brigide entre 1894 et 1914. Voir enfin RVL, quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901, AMM.

auparavant⁵⁵: les triplex, quintuplex et sextuplex ont en effet en grande partie remplacé les duplex et quadruplex d'antan, les lots sont désormais presque tous bâtis et le taux de vacance des logements presque nul⁵⁶.

Une vingtaine de familles proviennent de l'extérieur du pays: dix sont italiennes, sept juives et trois syriennes⁵⁷. Les Canadiens-Français forment déjà cependant 89% de la population (1 641 ménages) non seulement grâce à l'apport des régions du Québec mais aussi en raison de l'exode des familles irlandaises, trois fois et demi moins nombreuses qu'en 1871, et qui, réparties en cent quatre-vingt-cinq ménages, ne comptent plus que pour 10% des habitants. Bien qu'elles se concentrent encore majoritairement sur les rues Lagauchetière, Craig, et à cette hauteur des rues transversales, plusieurs d'entre elles sont néanmoins installées, par bloc compact de trois ou quatre, en pleine zone canadienne-française. Cette immersion partielle pourrait laisser supposer une

⁵⁵ En 1871, la densité par acre était de 60,5.

⁵⁶ RVL, quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901. Il ne reste plus que douze lots en friche dans la paroisse et à peine trente logements sur un total de 1871 (1,6%) sont vacants au moment du passage des évaluateurs.

⁵⁷ RVL, quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901. Les chiffres correspondent à ceux fournis dans le Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1902, 8 janvier 1903, ACAM, 350.102/902.3, qui indiquent la présence de sept familles juives et de quatre autres syriennes; les familles italiennes, catholiques, sont comptées avec les canadiennes-françaises, en attendant, en 1905, la fondation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel.

augmentation des mariages mixtes. Et en effet trois des soixante-cinq mariages (5%) célébrés en 1901 à l'église Saint-Pierre sont des unions de ce type⁵⁸. Ce mince indice cependant, qui repose sur un nombre trop faible de cas et ne tient pas compte des mariages célébrés dans la paroisse irlandaise St. Mary's, dont le territoire recoupe partiellement celui de Saint-Pierre, ne nous autorise pas à conclure sur ce point.

La tendance à l'homogénéisation ethnique persiste dans le premier tiers du XXe siècle. En 1931, 1 883 chefs de familles, 7 500 paroissiens relèvent de Saint-Pierre⁵⁹. Quatre-vingt-quinze pour cent d'entre eux, 1 786 ménages, sont maintenant canadiens-français, à peine 3% (53) descendent d'Irlandais tandis que quarante-quatre ménages d'Italiens, de Juifs, de Chinois, de Grecs et de Syriens forment à eux tous 2% du total. La densité par acre, de 83 personnes, semble s'être desserrée depuis 1901. Et c'est vrai que la construction des voies ferrées du Canadian Pacific et d'un immense entrepôt de Montreal Rail Terminal a provoqué le

⁵⁸ Registre des mariages, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 1901.

⁵⁹ RVL, quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931, AMM. Le rapport pastoral de Saint-Pierre pour 1931 donne des chiffres un peu différents. Par contre la répartition ethnique est la même dans les deux sources. Le rapporteur a dénombré "environ" 1 804 familles, dont quinze non catholiques. Parmi la population catholique, il y aurait "environ" 50 familles irlandaises, 1 709 canadiennes-françaises et 30 d'autres nationalités. Le rapporteur a aussi estimé que chaque famille comprenait quatre membres. Voir Etat de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1931, 15 janvier 1932, ACAM, 350.102/931.177.

déplacement de centaines de familles vivant au bord de l'eau, provoquant ainsi le déclin démographique de la paroisse qui a compté, selon les rapports pastoraux, jusqu'à 10 500 habitants après l'annexion de 1904. En même temps cependant ces travaux ont réduit de façon significative la superficie résidentielle de Saint-Pierre, qui ne dénombre plus par ailleurs en fin de période que trois ou quatre lots à bâtir. Comme, en outre, le taux de vacance des logements, de 6%⁶⁰ est exceptionnellement élevé du fait de la crise et entraîne en corollaire le surpeuplement des habitations, il semble juste de penser que ce n'est qu'apparemment que la densité a décru et qu'en fait l'entassement a augmenté pour ceux qui sont restés dans la paroisse.

L'homogénéisation ethnique du secteur ne s'accompagne pas d'une uniformisation sociale aussi marquée. Tout au long de la période cohabitent dans Saint-Pierre des petits commerçants, des travailleurs indépendants, des employés, des ouvriers, quelques professionnels. Cette diversité des conditions socio-professionnelles a pu se maintenir, quoique dans une amplitude bien moindre qu'au XIXe siècle, en raison de la situation géographique de la paroisse. En 1871, le bien nommé faubourg Québec était effectivement en périphérie de la ville; il se retrouve toujours plus près du centre à mesure que l'expansion urbaine gagne le nord et l'est de l'île. Saint-Pierre perd donc son caractère de milieu

⁶⁰ En 1931, 113 des 1 996 logements sont vacants.

relativement clos et s'intègre progressivement au coeur de la ville et à la variété de ses fonctions, en particulier à sa fonction commerciale qui s'ajoute à son caractère industriel toujours plus net. Par ailleurs, le développement de la circulation intra-urbaine, facilité par l'apparition des moyens modernes de transport, a non seulement favorisé la ségrégation ethnique des quartiers, que Saint-Pierre illustre de façon éloquente, mais encore leur ségrégation sociale: la population de la paroisse subit depuis la fin du XIXe siècle un appauvrissement général et aussi une perte d'indépendance professionnelle.

1) La structure socio-professionnelle et l'emploi

L'accroissement considérable de la population montréalaise qui, dans la ville seulement, se multiplie presque par huit entre 1871 et 1931 et passe de 107 225 à 818 577 habitants⁶¹, provoque une formidable diversification économique dont Saint-Pierre prend une part. L'alimentation, le cuir, le transport et la construction, qui dominaient la structure de l'emploi en 1871, ne regroupent plus que 53,4% des chefs de ménages au début du siècle (60% des actifs) et à peine 42,5% en 1931 (la moitié des actifs)⁶². Cuir et construction

⁶¹ Recensement du Canada, 1931.

⁶² L'alimentation regroupe 234 chefs de ménages en 1901 et 279 en 1931; le cuir respectivement 200 et 137; le transport, 307 et 238; enfin la construction 245 et 146.

ont connu les plus fortes chutes d'effectifs, explicables en partie par la petite taille des manufactures de bottes et de chaussures de la paroisse et par la raréfaction des chantiers de construction dans ce secteur de la ville très densément et anciennement peuplé. Même le complexe oblat, chantier de vaste envergure et presque continuellement en activité depuis 1848 pour les réparations au hangar qui abrita la première chapelle, la construction de l'église puis celle de la tour, l'érection de la maison des pères, celle de la maîtrise et celle de l'école Saint-Pierre, les restaurations et les agrandissements successifs à tous ces bâtiments, même ce chantier est définitivement clos en 1929 après l'inauguration de la nouvelle sacristie et des salles paroissiales⁶³. Par contre le travail du métal prend de l'ampleur. En 1901, Saint-Pierre compte

⁶³ Pendant au moins toute la période que nous étudions, les Oblats sont de grands pourvoyeurs d'emplois dans la paroisse. Pour ce qui concerne la construction de leur complexe immobilier dans Saint-Pierre, il établissent dès l'origine une politique d'embauche des paroissiens. En voici deux exemples, pris aux années extrêmes de la période. En 1849, le père Léonard écrit: "Si, comme tout le fait espérer, l'empressement pour contribuer à cette oeuvre est en rapport avec son importance, l'Eglise (sic) sera commencée dans le courant de cet automne et l'ouvrage marchera rapidement. Un monument de la Foi, dont cette oeuvre attestera le concours, sera élevé et par là même une grande multitude de personnes qui manquent de pain ou qui seraient forcés (sic) d'aller dans un pays étranger pour gagner leur vie, auront du travail et recevront en même temps ce qui est indispensable à leurs besoins." M.P. O.M.I., dossier Montréal, Saint-Pierre. Cité par Gaston Carrière, o.m.i., Histoire documentaire de la congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée dans l'est du Canada, Ottawa, éd. de l'université d'Ottawa, I, 1957, 182. En 1929 par ailleurs, le conseil de la maison Saint-Pierre décide de faire creuser le sous-sol de l'église pour y installer la salle paroissiale: "Il est convenu en plus que ces ouvriers devront être choisis parmi les citoyens de la paroisse Saint-Pierre." Maison Saint-Pierre. Conseils 1844-1848, manuscrit, 376 p., 17 décembre 1929, M.P. O.M.I., BM/948.

deux fonderies, cinq marchands de fer et tant de forgerons que l'évaluateur municipal considère qu'il y en a "trop", tout comme d'épiciers et de bâteliers ou débardeurs⁶⁴. Quatre forges y subsistent encore en 1931. La diversification des secteurs d'emploi et des professions exercées se constate également d'une autre façon. Les cinq professions les plus pratiquées regroupaient en 1871, 51% de tous les chefs de ménages actifs de Saint-Pierre; en 1901, 44% et 42% seulement en 1931.

Parallèlement à ce mouvement se sont accentués le salariat et la prolétarianisation des Saint-Pierrais. En 1901, journalier, commis, menuisier, charretier et cordonnier sont les cinq métiers les plus souvent rapportés: aucun commerçant dans ce groupe, contrairement à la période antérieure, et presque aucun artisan depuis que menuisiers et charretiers n'exercent plus, pour ainsi dire, leur activité de façon indépendante mais travaillent à gages pour les contracteurs et les entrepreneurs en transport. Autrefois si nombreux dans cette forteresse de la chaussure que constituait Saint-Jacques, les cordonniers en 1931 y ont presque tous disparu; journalier, débardeur, menuisier, commis, négociant: voilà ce qu'on déclare le plus souvent à l'évaluateur. La réapparition des commerçants parmi ces professions ne doit pas faire illusion; plus souvent qu'à leur tour les négociants sont des épouses de débardeurs, de menuisiers ou

⁶⁴ RVL, quartier Saint-Jacques sud, 1901.

de tailleurs⁶⁵, ou encore des veuves pauvres, qui de l'aube à la nuit noire restent derrière leur exigu comptoir de tabac et bonbons.

⁶⁵ Les rôles des valeurs locatives, on l'a dit, ne se préoccupent que des chefs de ménages. Les femmes mariées dont l'époux est encore vivant disparaissent donc. Plus d'une fois, en regard de la mention "négociant" et du montant du loyer commercial tel qu'évalué par le fonctionnaire municipal, c'est le nom d'un homme qui figure. Vérification faite dans le Lovell de 1931 ou de 1932, cet homme pratique un tout autre métier. Il y a tout lieu de supposer que dans ce cas son épouse se charge de la boutique.

TABLEAU II
LES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES:
SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931

	1871		1901		1931	
	Nombre de chefs de ménages	%	Nombre de chefs de ménages	%	Nombre de chefs de ménages	%
I- Commerçants et industriels	306	10,5	216	11,7	171	9,1
II- Professions libérales et assimilées(A)	35	1,2	30	1,7	41	2,2
III- Artisans et travailleurs indépendants	474	16,3	75	4,1	44	2,3
IV- Employés du commerce et des services	405	13,9	318	17,2	369	19,6
V- Travailleurs (qualifiés ou non)	1 284	44,2	957	51,8	898	47,7
VI- Population non active	362	12,5	213	11,5	299	15,9
VII- Indéterminés	37	1,8	37	2,0	61	3,2
TOTAL:	2 903	100	1 846	100	1 883	100

(A) Le personnel religieux catholique n'est pas dénombré.

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871; quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901; quartiers Papineau, Ville Marie et Saint-Jacques, 1931; Lovell's Montreal Directory, 1871-1872; 1901-1902; 1931-1932.

Le tableau II et les appendices B et C qui le détaillent, donnent une idée plus complète, quoique approximative, de l'évolution socio-professionnelle survenue dans Saint-Pierre depuis 1871. Chute dramatique de l'artisanat et du travail indépendant; essor plus rapide de la catégorie des employés de commerce et des services que de celle des patrons d'entreprises; augmentation du nombre des travailleurs dépossédés de leurs moyens de production, autant d'indices de la paupérisation de la paroisse après 1871 et particulièrement durant le dernier tiers du XIXe siècle que le recours à d'autres indicateurs, liés aux conditions de vie, viendront plus loin confirmer et préciser.

En proportion, Saint-Pierre compte quatre fois moins d'artisans et de travailleurs indépendants en 1901 qu'en 1871. En fait, d'artisans, il n'y en a presque plus. La plupart des hommes de la construction sont maintenant des salariés, qualifiés certes, mais embauchés par les contracteurs plutôt que travailleurs indépendants. Quelques artisans s'accrochent, bien sûr, à leur boutique de forge, à leur atelier de carrosserie ou d'ébénisterie mais à vrai dire l'"enclave pré-industrielle" - l'expression est de Bettina Bradbury - que formait encore le quartier Saint-Jacques quelques années après la confédération est bel et bien intégrée désormais au rythme de l'activité générale de la ville. En 1931, cette tendance a encore progressé. Les artisans représentent à peine deux pour cent de tous les chefs de ménages, la moitié moins qu'en 1901: forgeron, peintre

d'enseignes, maître-charretier ou maréchal-ferrant, petits métiers en survivance. Les autres rares travailleurs autonomes sont entrepreneurs en construction ou bien vivent de leur talent d'artistes.

La production a encore accru sa part depuis 1871. Elle mobilise en 1901 plus de la moitié des chefs de ménages et, malgré la crise, toujours près de la moitié trente ans plus tard. Le caractère ouvrier de la paroisse, déjà net, s'en trouve d'autant accentué. Parmi les emplois non industriels, ceux de débardeurs et à un degré moindre dans les années trente, de manoeuvres sur les chantiers, restent les plus pratiqués. Mais avec quinze manufactures au début du siècle et vingt-six en 1931, auxquelles on doit ajouter leur sept puis dix entrepôts⁶⁶, Saint-Pierre prend une physionomie industrielle toujours plus prononcée. Si les raisons sociales des entreprises ont beaucoup varié au cours de la période, les secteurs d'activité, eux, se sont maintenus avec grande constance. En 1931 comme en 1871, le vêtement, la chaussure, le tabac et surtout les produits alimentaires continuent de former la base de l'armature industrielle de la paroisse et de n'offrir aux Saint-Pierrais et Saint-Pierraises que des emplois non qualifiés. Apparaissent cependant ponctuellement des entreprises d'autres types: la tannerie Gutheil et Royal Electric co., fabricant de matériel

⁶⁶ RVL, quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901, quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931.

électrique en 1901, diverses petites manufactures de brosses et balais, de bouchons, de matelas ou d'eau de javel, une usine de fourneaux, un abattoir et quelques fabriques d'équipement de boucherie trente ans plus tard.

En dépit de l'activité industrielle dans Saint-Pierre même, une partie des paroissiens doit trouver de l'emploi hors de ses limites. C'est que, sauf pour quelques-uns, la taille des établissements demeure généralement modeste. En 1901, les usines du quartier Saint-Jacques, dans lequel se trouve désormais presque entièrement enclavé le territoire oblat, embauchent chacune environ vingt-deux ouvriers et produisent pour une valeur moyenne de 36 854\$. Celles du quartier Sainte-Marie, en revanche, qui oeuvrent sensiblement dans les mêmes secteurs, textile et briqueterie en sus, emploient soixante-quatorze ouvriers et produisent pour 153 110\$ chacune⁶⁷. La division à la rue Panet place à l'est de Saint-Pierre plusieurs grosses entreprises avides de main-d'oeuvre, la brasserie Molson, McDonald Tobacco⁶⁸ par exemple, ou Canadian Rubber. Un grand nombre de Saint-Pierrais y travaillent. D'autres débitent les

⁶⁷ Recensement du Canada, 1901, vol. III, tableau XIII, 235 et 237.

⁶⁸ "A cette époque (début du XXe siècle), tout s'arrêtait à la McDonald Tobacco. La compagnie embauchait toutes les femmes du quartier et par le fait même faisait vivre toutes les familles", La Presse, 23 octobre 1974, AMM, dossier 3035.79. Ces propos d'une nonagénaire de la paroisse Saint-Eusèbe, donnent une idée, au moins impressionniste, de l'ampleur de la prolétarianisation des familles du "faubourg Québec", que les rôles des valeurs locatives ne permettent d'appréhender qu'en partie.

bûches de trois pieds qu'engouffrent sans répit les grands fours à chaux de la rue Papineau pour cuire les matériaux des fondations et des enduits des maisons⁶⁹, ou trouvent de l'emploi à la journée aux ateliers du Canadian Pacific⁷⁰. Pour sa part, le recensement de 1931 ne donne pas d'informations sur la taille des manufactures des divers quartiers montréalais. Néanmoins une idée approximative peut en être obtenue en comparant le total de la valeur imposable⁷¹ de chacune, telle qu'indiquée dans les rôles des valeurs locatives. Les fonctionnaires ont estimé à 158 000\$ la valeur imposable de la salaison William Clark, alors la plus grosse entreprise de Saint-Pierre, et à 125 000\$ celle de Swift Canadian co. qui confectionne elle aussi des produits de boucherie. C'est beaucoup par rapport à toutes ces petites manufactures de boîtes ou de balais, dont la valeur imposable ne dépasse jamais 7 000\$, comparable à celle de plusieurs triplex du secteur, et qui apparaissent ainsi comme autant d'expédients contre la crise tentés

⁶⁹ "De vieux fourneaux à chaux fonctionnent à Montréal depuis 80 ans", Le Petit Journal, 24 mai 1942, AMM, R. 3244.2, rue Poupert.

⁷⁰ "Journaliers disponibles trouveront de l'ouvrage à l'extrémité nord de la rue Moreau aux nouveaux ateliers du Pacifique. Dites-le.", Cahiers des prônes des dimanches et fêtes, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 1er cahier, 1901-1905, manuscrit, 2 novembre 1902. Les Oblats annoncent ainsi de temps en temps au prône les occasions d'emplois.

⁷¹ Malgré nos recherches à travers les archives municipales, il a été impossible de savoir s'il existe à cette époque un biais dans l'estimation de la valeur imposable en faveur des industries. Le taux de taxation foncière, en tous cas, est uniforme pour toutes les catégories d'immeubles, à 1,35% de la valeur estimée en 1931. Voir Rôles d'évaluation, quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931, AMM.

par de petits propriétaires dépourvus de capital. C'est relativement peu, en revanche, au regard des 210 000\$ d'évaluation attribués au magasin Teco, apparenté à la compagnie Eaton, et c'est autant que la valeur imposable de nombreux édifices commerciaux de la rue Sainte-Catherine. Les établissements industriels de la paroisse sont taxés en 1931 sur une valeur immobilière moyenne de 33 500\$, la moitié de celle du bâtiment qui abrite le Théâtre Canadien (79 000\$) et les deux tiers de celle de la succursale locale de la Banque Royale (55 000\$). Ces dimensions restreintes obligent les travailleurs de Saint-Pierre à quérir leur emploi dans le quartier Sainte-Marie, dans Hochelaga et jusque dans Maisonneuve.

L'urbanisation tous azimuts de la ville et du faubourg durant ces soixante années a par contre contribué puissamment au développement du commerce et des services. En 1901, 29% des chefs de ménages, 31% des actifs parmi eux, sont à l'oeuvre, comme patrons ou employés, dans le champ des échanges; 29% et 34% respectivement trente ans plus tard.

On dénombrait dans Saint-Pierre environ un commerce à l'acre en 1871, trois fois plus et des plus gros en 1901 et 1931, tandis que le nombre de bureaux de professionnels et d'établissements de services passait, dans le même temps, de vingt-cinq à soixante-

quatre à cent quarante-sept⁷². Cet essor, rendu plus remarquable encore si l'on se souvient qu'avant la construction de l'église Sainte-Brigide le territoire desservi par les Oblats était beaucoup plus vaste et peuplé qu'au XXe siècle, cet essor doit son ampleur à un double mouvement concomitant d'intégration: intégration au marché de citadins de moins en moins en mesure de subvenir sans lui à leur existence, et aussi intégration à la ville d'une paroisse sise dans le "véritable centre canadien-français"⁷³ et désormais sillonnée de tramways sur ses principales artères. Depuis le début des années 1880, plusieurs grands magasins, qui offrent surtout des vêtements, des tissus et des nouveautés, se sont établis dans la paroisse. Dupuis Frères, le Morgan de l'est, situé dans la paroisse Saint-Jacques, annonce régulièrement dans les bulletins de toutes les paroisses canadiennes-françaises, dont celui de Saint-Pierre après sa fondation en 1910; quant à eux, les frères Marchand, manufacturiers et commerçants dans Saint-Pierre de vêtements pour dames, la Maison Labonté, grand magasin ouvert à l'angle des rues Sainte-Catherine et Montcalm et Au Bon Marché, magasin de nouveautés situé juste en face du précédent, paient des publicités non seulement dans le Bulletin paroissial mais aussi dans les grands

⁷² Les rôles des valeurs locatives révèlent l'existence dans Saint-Pierre de 231 commerces en 1871 (sur 215 acres), de 206 en 1901 (sur 64 acres) et de 252 en 1931 (sur 90 acres). Voir appendice D. Pour l'offre de services, voir appendice E.

⁷³ Cette citation est tirée d'une annonce de la maison Au Bon Marché, parue dans La Presse, 8 mars 1924. AMM, R. 3153.2, rue Sainte-Catherine, 1205 à 3130 est.

journaux montréalais, tels La Presse ou La Patrie⁷⁴, et loin de s'adresser uniquement aux pratiques du voisinage, ils visent, plus largement, toute la population de l'est montréalais. "Chance extraordinaire aux Dames de l'Est de se procurer une jolie toilette pour la Fête-Dieu en épargnant 35% à 50%. Pour cela rendez-vous chez Rockstein et Guttman, manufacturiers détaillants de confections pour dames. 727 Sainte-Catherine est"⁷⁵: une telle annonce, dont les exemples foisonnent désormais, montre que l'aire de consommation a déjà franchi au tournant du siècle les limites de la paroisse. La concentration des grands magasins sur la rue Sainte-Catherine à l'est d'Amherst donne à plusieurs chefs de famille de Saint-Pierre leur emploi de commis, de gardien, de portier ou de garçon d'ascenseur, de teneur de livres, de couturière ou de tailleur et offre à plusieurs de leurs filles un poste de vendeuse.

A partir de la fin du XIXe siècle, dans un mouvement d'intégration qui ne fait que s'amplifier par la suite, Saint-Pierre multiplie donc ses liens avec le reste de la ville. Nous n'en avons donné encore qu'une illustration sommaire: tandis qu'une partie des chefs de ménage et autres salariés franchissent chaque jour en route vers leur travail les limites de la paroisse, devenues en fin de période entièrement privées de signification sous le rapport

⁷⁴ Outre la référence précédente, voir aussi La Patrie, 13 janvier et 18 décembre 1900, dans le même dossier.

⁷⁵ Bulletin paroissial, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, XI, 14, 30 mai 1920, 14.

économique, bon nombre d'autres, particulièrement dans le secteur des échanges, ne parviennent à trouver un emploi dans Saint-Pierre qu'en raison de la vocation désormais métropolitaine, et non plus locale, du commerce sur la rue Sainte-Catherine et de ce qui s'y rattache, divertissements et restauration.

Cette interpénétration toujours plus étroite va remodeler la configuration sociale de Montréal et se conjuguer aux facteurs plus proprement économiques pour accentuer non seulement le caractère ouvrier de Saint-Pierre mais également sa pauvreté.

2) Ecart social et niveaux de fortune

Le brassage démographique et les vastes mouvements de population qui avaient accompagné la révolution industrielle commencent à se résorber dans les dernières années du XIX^e siècle avec la consolidation de la société industrielle et la fixation progressive qu'elle entraîne des ouvriers à la ville. Quoique les rapports pastoraux continuent après 1900 de mentionner: "Fluctuation notable"⁷⁶, "va et vient énorme"⁷⁷, "nous avons un quart

⁷⁶ Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1901, 23 janvier 1902, ACAM, 350.102/901.6.

⁷⁷ Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1902, 8 janvier 1903, ACAM, 350.102/902.3.

vagabond"⁷⁸, la population, en effet encore mouvante, se sédentarise progressivement. D'une part les Saint-Pierrais déménagent un peu moins: c'est le cas du tiers des familles entre 1901 et 1902, du quart seulement entre 1931 et 1932⁷⁹ contre la moitié d'entre elles dans les années 1870. D'autre part, elles émigrent moins: à peine 20% des paroissiens qui ont déménagé de 1901 à 1902 sont absents du Lovell à cette dernière date. D'ailleurs les rapports pastoraux confirment les renseignements tirés des annuaires; toujours établis avec grand soin par les Oblats mais avec une attention plus vive encore au début du XXe siècle parce que la paroisse vient d'être officiellement fondée et qu'il faut visiter toutes les familles une à une, ces rapports indiquent que si l'exode rural continue d'alimenter la ville, une fois à Montréal on y est dorénavant fixé. En 1902 le rapporteur est formel: peu de familles ont quitté Saint-Pierre pour les Etats-Unis, peu en sont revenues, une dizaine au plus, de même qu'une quinzaine d'autres sont revenues de diverses parties du Canada où elles avaient temporairement séjourné. Les autres déménagements se font à l'intérieur des limites de la ville: "Le va et vient est d'une paroisse à une autre paroisse, cependant dans Montréal"⁸⁰.

⁷⁸ Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1904, 7 janvier 1905, ACAM, 350.102/904.1.

⁷⁹ D'après une enquête menée pour la rue Montcalm, des deux côtés, entre les rues Craig et Dorchester, dans les Lovell de 1900-1901 et 1901-1902 puis de 1930-1931 et 1931-1932. Les taux exacts de déménagement sont de 36,25% et de 24,40%.

⁸⁰ Voir note 77.

Comme les Saint-Pierrais déménagent moins qu'au XIXe siècle et comme d'autre part certains le font à l'intérieur des limites de la paroisse, au total la durée moyenne du séjour a tendance à y augmenter. Sur cent paroissiens de 1871, 1901 ou 1931, soixante-treize, quatre-vingt-deux puis quatre-vingt-quatre le sont encore l'année d'après. Dans la décennie 1920, le tiers au moins des enfants baptisés à Saint-Pierre et toujours vivants vers l'âge de six à huit ans s'y font confirmer⁸¹, ce qui témoigne tout de même de la sédentarisation réelle de la population.

Contrairement à la situation qui prévalait à l'époque antérieure, cette fois ce sont les plus pauvres qui sont le plus profondément implantés dans la paroisse; ceux qui le peuvent quittent désormais l'endroit. Les trois quarts des déménagements intra-urbains s'effectuaient en 1871 à l'intérieur des limites oblates, plus étendues toutefois à cette époque qu'au XXe siècle; en 1901, ce n'en sont plus que les deux tiers et à peine la moitié en 1931⁸². Chez les jeunes couples les départs sont encore plus fréquents. La moitié des couples unis en 1901 dans l'église de la rue de la Visitation et dont au moins un membre habitait la paroisse

⁸¹ Registre des baptêmes et mariages, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 1921 et 1931. La mention de confirmation est inscrite cependant dans un tiers des cas seulement en 1921 et dans 70% des cas en 1931.

⁸² Lovell's Montreal Directory, 1870-1871 et 1871-1872; 1900-1901 et 1901-1902; 1930-1931 et 1931-1932. Les pourcentages exacts sont 73,7%, 65% et 50%.

avant le mariage y réside encore l'année suivante; la proportion ne cesse de décroître, au tiers en 1911, au quart en 1921, au cinquième en 1931⁸³. De plus en plus de jeunes ménages délaissent donc Saint-Pierre après 1900 pour s'établir dans les nouvelles paroisses du nord et de l'est⁸⁴. Comme toutes les paroisses qui longent le fleuve, Saint-Pierre subit dans ces années une dépréciation constante. Les expropriations du Canadian Pacific, pratiquées à grande échelle en amorcent l'amoindrissement démographique⁸⁵, tout comme l'empiètement des nombreuses manufactures et installations industrielles en fait fuir les possédants. Leur décision de quitter ce secteur pollué, bruyant et surpeuplé de prolétaires et d'élire domicile dans des quartiers plus neufs, plus verdoyants et autrement fréquentés, est facilitée après 1892 par la généralisation des tramways à traction électrique. Raoul Blanchard rappelle que dans la décennie même de leur inauguration, entre 1891 et 1901, la

⁸³ Registre des mariages, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 1901, 1911, 1921 et 1931. Lovell's Montreal Directory, 1902-1903, 1912-1913, 1922-1923 et 1932-1933. Les pourcentages exacts sont 53,4%, 33,2%, 26,2% et 20,8%.

⁸⁴ A titre d'exemple, la paroisse Saint-Edouard de Montréal, dont l'église est située à l'angle des rues Beaubien et Saint-Denis, est érigée en 1895. Entre 1898 et 1920, sept nouvelles paroisses seront détachées de cette paroisse-mère, tant la population augmente. Voir Elie-J. Auclair, Précis historique de la paroisse Saint-Edouard de Montréal, 1895-1945, (s. éd.), 1944, 116 p.

⁸⁵ "Ce n'est pas 80 familles canadiennes-françaises, mais 159 familles que nous enlève l'achat fait par le Pacifique de la rue Notre-Dame au fleuve et de la rue Wolfe à la rue Panet.", Lettre du R.P. Drouet, o.m.i. à Mgr Racicot, Montréal, 30 janvier 1903, ACAM, 355.152/903.1.

population de Westmount triple et passe de trois à neuf mille habitants⁸⁶. Au XXe siècle, l'automobile accentuera encore cette tendance.

Une recherche domiciliaire semblable à celle effectuée pour 1871 mais menée cette fois pour les années 1901 et 1931 a révélé en pleine lumière le mouvement d'exode des possédants. Le tableau III en résume les points saillants.

⁸⁶ R. Blanchard, L'ouest du Canada français. Montréal et sa région, Montréal, Beauchemin, 1953, 293.

TABLEAU III

LIEU DE RESIDENCE DES PROPRIETAIRES D'ENTREPRISES SITUÉES DANS SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931

	1871			1901			1931		
	Nombre	%	% sans les non précisé	Nombre	%	% sans les non précisé	Nombre	%	% sans les non précisé
Même adresse ou même immeuble que leur entreprise	157	56,9	59,3	76	23,9	25,3	87	19,0	21,3
A côté	67	24,3	25,3	101	31,8	33,7	44	9,6	10,8
Dans Saint-Pierre	23	8,3	8,7	36	11,3	12,0	64	14,0	15,7
Contigu à Saint-Pierre (rues frontières)	7	2,5	2,6	30	9,4	10,0	12	2,6	2,9
Ailleurs	11	4,0	4,1	57	17,9	19,0	201	44,0	49,3
Non précisé	11	4,0	—	18	5,7	—	49	10,7	—
TOTAL:	276	100	100	318	100	100	457	100	100

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871; quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901; quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931; Lovell's Montreal Directory, 1871-1872; 1901-1902; 1931-1932.

Trois cent dix-huit "hommes d'affaires" et professionnels espéraient au début du siècle que leur négoce ou leur bureau ouvert dans la paroisse leur apporterait sinon la prospérité, du moins une aisance honnête. En 1931, ils sont quatre cent cinquante-sept à lutter ici contre la crise. Nous avons retrouvé où habitaient trois cents (94%) et quatre cent huit (89%) d'entre eux respectivement. Parmi ceux dont le domicile n'a pu être localisé, une bonne partie, comme en 1871, sont propriétaires de tout petits commerces de bonbons, de boutons, ou encore de salons de barbiers; le plus souvent ils logent dans Saint-Pierre mais se soustraient au Lovell parce qu'ils pensionnent. En 1931 toutefois, la moitié des responsables d'entreprises au domicile inconnu appartiennent à une toute autre catégorie: celle des présidents ou des managers de grosses compagnies; ceux-là résident déjà probablement dans des municipalités du West Island non couvertes par l'annuaire de Montréal ou à Saint-Lambert, Laval-des-Rapides ou dans quelque'autre lieu aussi vraisemblable.

On se souvient qu'en 1871 près des trois-quarts de tous les propriétaires d'entreprises logeaient dans le même immeuble que leur commerce, leur atelier ou leur cabinet ou sinon dans un de ceux bâtis à côté. En 1901, la proportion en est tombée à 59%, et à 32% en 1931. On préfère dorénavant habiter un peu moins près de son travail. 93% des manufacturiers, commerçants, artisans et professionnels de 1871 qui nous avaient laissé connaître leur

adresse résidaient et travaillaient dans Saint-Pierre: en 1901, c'est 71% et seulement 48% en 1931. Tous les autres ont déjà quitté les lieux. Au début du siècle, ils s'installent encore toutefois à proximité, au moins relative: trente habitent juste aux frontières et trente et un autres un peu plus loin dans Saint-Jacques et Sainte-Brigide, paroisses adjacentes à Saint-Pierre. Vingt ont choisi plutôt les contreforts du plateau Mont-Royal et habitent Saint-Louis de France ou Saint-Jean-Baptiste. Six seulement poussent plus loin, à Longue-Pointe, l'Assomption ou Westmount. Trente ans plus tard la cartographie domiciliaire est considérablement transformée et il devient possible de tracer à intervalles réguliers une série de demi-cercles concentriques autour de Saint-Pierre. Deux cent treize propriétaires d'entreprises, parmi ceux dont l'adresse est connue, ont leur domicile hors de Saint-Pierre. De ce nombre, seuls quarante-huit résident dans l'une des paroisses adjacentes de Sainte-Brigide, Saint-Jacques, Sainte-Catherine d'Alexandrie ou du Sacré-Coeur et trente immédiatement au-delà. Mais déjà on ne craint plus les longs déplacements: quarante-cinq hommes d'affaires vivent sur le plateau Mont-Royal, quarante autres à la hauteur de la rue Beaubien, d'Outremont à Rosemont, trois enfin encore plus au nord, à Ville Mont-Royal, Ahuntsic et même sur les bords de la rivière des Prairies. L'est et l'ouest sont moins recherchés que le nord: vingt-deux ont élu Côte-des-Neiges, Notre-Dame de Grâce, Westmount ou Verdun, une dizaine Hochelaga et Maisonneuve. Enfin, préfigurant un mouvement qui

s'accélérera après la deuxième guerre mondiale, huit propriétaires se sont déjà décidés à traverser les ponts: ils habitent Saint-Lambert, Laval-des-Rapides, mais aussi Saint-Paul d'Abbotsford, Saint-Denis-sur-le-Richelieu et Trois-Rivières.

TABLEAU IV

LIEU DE RESIDENCE DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES
SITUES DANS SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931

	1871		1901		1931	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Dans Saint-Pierre	637	74,8	197	49,0	145	38,6
Dans une paroisse adjacente	52	6,1	65	16,2	48	12,8
Ailleurs sur l'île de Montréal	77	9,0	70	17,4	137	36,4
Hors de l'île de Montréal	1	0,1	20	5,0	19	5,0
Non précisé	85	10,0	50	12,4	27	7,2
TOTAL	852	100	402	100	376	100

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871; quartiers Sainte-Marie ouest et St-Jacques sud, 1901; quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931; Lovell's Montreal Directory, 1871-1872; 1901-1902; 1931-1932.

Comme le montre le tableau IV, les propriétaires immobiliers ne sont pas en reste et tendent eux aussi à quitter Saint-Pierre. Si l'on applique les proportions respectives de 49% et de 38,6% aux propriétaires dont, pour 1901 et 1931, on n'a pu repérer le domicile, on n'obtient jamais plus de 55%⁸⁷ et de 41% de Saint-Pierrais parmi les possédants d'immeubles, contre 83% en 1871. Le bas de la ville perd de sa faveur dès le début du siècle puisque nos propriétaires dédaignent de plus en plus résider dans les paroisses adjacentes et choisissent plutôt le secteur au nord de la rue Sherbrooke, les paroisses Saint-Louis-de-France et Saint-Jean-Baptiste⁸⁸. Dans le premier tiers du XXe siècle, à ces endroits généralement cossus s'ajoutent plus fréquemment Outremont et Westmount.

Par ailleurs, c'est principalement le phénomène des successions et héritages qui explique qu'en 1901 et 1931 un propriétaire sur cinq habite hors de l'île de Montréal: lorsque la veuve, à qui le

⁸⁷ "Les propriétaires sont en majorité étrangers à Saint-Pierre. C'est la raison de la pauvreté et de la fluctuation.", Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1901, 23 janvier 1902, ACAM, 350.102/901.6.

⁸⁸ En cela les possédants de Saint-Pierre, bien que moins fortunés que la bourgeoisie canadienne-française qui habite près de l'église Saint-Jacques, imitent son mouvement vers le nord: "Déjà vers 1910 la notoriété du Château Viger s'émousse. Les gens bien, les visiteurs n'aiment plus autant la rue Craig depuis que les bric-à-brac se multiplient. Les chômeurs, les vagabonds envahissent le parc Viger, les familles "chic" déménagent dans les autres quartiers de la ville.", La Presse, 6 août 1948, AMM, R. 3082.2, rue Saint-Antoine (Craig).

plus souvent son mari a légué sa maison, décède à son tour et ne laisse pas d'enfants c'est la parenté restée à la campagne qui hérite. La majorité des légataires de cette catégorie réside en effet dans la plaine de Montréal, dans la vallée du Richelieu ou sur les premiers contreforts des Laurentides, dans tous ces villages qui ont concouru au peuplement de Saint-Pierre.

Cette enquête sur l'adresse domiciliaire des propriétaires d'entreprises et d'immeubles sis dans Saint-Pierre confirme ainsi ce qu'avait révélé l'étude de la structure socio-professionnelle et de l'emploi: à partir de la fin du XIXe siècle, le faubourg Québec, dont le territoire oblat couvrait toute la partie méridionale, commence en quelque sorte à se dissoudre dans la ville. La faible superficie de la paroisse une fois fondée, sa situation géographique qui en fait le centre-ville canadien-français, le développement des transports publics et privés, tout cela a facilité l'intégration et l'absorption de Saint-Pierre dans la ville, au moment où celle-ci est entraînée dans un net processus de ségrégation non seulement ethnique mais aussi sociale des quartiers. "Léandre Bélanger, notaire, décédé à l'âge de soixante-dix-sept ans, à sa résidence du Chemin Sainte-Catherine (Outremont). Ancien paroissien de Saint-Pierre, le notaire Bélanger est toujours resté dévoué à nos oeuvres paroissiales"⁸⁹: à mesure qu'avance le XXe siècle, même les possédants impliqués dans la vie locale tendent à habiter hors de la

⁸⁹ Bulletin paroissial, XVI, 18, 21 juin 1925, 5.

paroisse oblate; à plus forte raison, les autres pour qui elle ne représente plus qu'un espace urbain relativement attrayant pour les affaires et la spéculation. Propriétaires et locataires, employeurs et employés partagent de moins en moins un milieu de vie commun.

La paupérisation et la dépossession qui frappent la paroisse au cours de ces soixante années atteignent à des degrés divers, certes, les membres des différentes catégories socio-professionnelles; néanmoins elles les touchent toutes. Si, en 1871, plus de 40% des Saint-Pierrais possédaient un petit commerce, un atelier, une petite manufacture ou un bureau de professionnel, ou encore étaient propriétaires d'une maison, en 1901 la proportion est tombée à 23,3% et à 17,8% en 1931⁹⁰.

Devenir propriétaire: pour les Saint-Pierrais de 1871, un projet difficile; pour ceux de 1931, un rêve quasi-inaccessible. La paroisse comptait en 1871 déjà 75% de locataires; en 1901 ils sont

⁹⁰ En 1901, sur 1 846 chefs de ménages, 321 sont commerçants, industriels, artisans ou travailleurs à leur compte ou professionnels et 222 possèdent une maison. Une fois défalqués ceux qui appartiennent à la fois aux deux groupes, on obtient 431 chefs de ménages, soit 23,35% du total. Le même calcul pour 1931 donne 335 possédants sur 1 883 chefs de ménages, ou 17,79%.

88% et 92%⁹¹ en 1931, contre 80%⁹² puis 85%⁹³ dans l'ensemble montréalais. La spéculation sur les terrains et maisons, facilitée par l'énorme pression démographique et une demande de logements que même un intense mouvement de construction ne satisfait pas⁹⁴, se répercute sur les prix: leur hausse provoque au XXe siècle un début de concentration de la propriété aux mains de riches particuliers et de corporations établis hors de la paroisse.

En effet, bien que toujours prépondérants, les petits possédants voient toutefois leur importance régresser constamment après 1871. Les propriétaires d'une ou de deux maisons ne forment plus au début

⁹¹ RVL, quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901, quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931. Ces chiffres ne correspondent pas tout à fait à ceux indiqués dans les rapports pastoraux adressés à l'évêque. Pour 1901, les Oblats ont établi qualitativement le rapport propriétaire/locataire à un sur quatre. Mais dès 1902, chiffres à l'appui, ils donnent 93% de locataires parmi les paroissiens. Pour 1931, il n'y a pas d'indication. D'une manière générale, les rapports pastoraux sont très fiables, car les Oblats effectuaient réellement l'enquête annuelle nécessaire à leur préparation. Ont-ils compté comme locataires même les pensionnaires et non pas seulement le chef de famille titulaire du bail? Pour notre part, nous avons effectué une recherche de domicile pour tous les propriétaires des immeubles résidentiels de la paroisse et nous avons rapporté le nombre des propriétaires résidents sur celui des chefs de ménages de Saint-Pierre.

⁹² Terry Copp, Classe ouvrière et pauvreté, Montréal, Boréal Express, 1978, 77.

⁹³ Recensement du Canada, 1931, vol. V, tableau 62, 988.

⁹⁴ En 1871, chaque immeuble dans Saint-Pierre abrite en moyenne 2,4 familles; en 1901, 3,1; en 1911, 2,7. Compte-tenu pour cette date du haut taux de vacance des logements, 6%, l'entassement dans les habitations est plus grand que ce dernier chiffre ne le laisse entendre.

du siècle que 88% du total, 71% en 1931, une chute brutale de vingt-deux points en soixante ans. Dans le même temps en revanche, les gros propriétaires augmentent leur part. Ceux à qui appartenaient en 1871 six maisons et plus comptaient pour 1,2% de l'ensemble; ils en représentent 2,9% en 1931. Ils possédaient autrefois 6% des maisons; 15% maintenant. Avec dix immeubles à lui seul, William Molson était le plus gros propriétaire d'édifices résidentiels dans Saint-Pierre après la confédération. En 1931, la veuve Lamoureux peut s'appuyer sur ses vingt-six duplex, triplex et sextuplex situés dans la paroisse pour affronter la crise. Au cours de la période, donc, le nombre de propriétaires décroît sans cesse mais leur force, elle, et leur poids, s'accroissent.

Les congrégations religieuses, les fabriques des paroisses, la Ville de Montréal, la Commission des écoles catholiques et diverses congrégations protestantes ont possédé de leur côté depuis les tout débuts des bâtiments dans Saint-Pierre: station de pompiers, écoles, couvents, hospices, églises et presbytères, entre quinze et vingt immeubles de ce type leur ont appartenu tout au long de la période. Les Sulpiciens y étaient aussi propriétaires autrefois d'un ou deux duplex, mais ils se sont vite retirés de ce genre d'entreprises où les autres communautés ne sont jamais entrées. Par contre, quasi-inexistantes dans l'immobilier au XIXe siècle, les sociétés commerciales, industrielles et financières s'accaparent par la suite d'une part toujours grandissante du patrimoine bâti de la

paroisse. Alors qu'en 1871 seuls le marché Papineau et l'usine de Canadian Rubber étaient détenus par des corporations et que la plupart des bâtiments industriels appartenaient en propre à leurs propriétaires, le phénomène inverse se constitue au XXe siècle: en 1931, les compagnies possèdent soixante-douze usines, édifices commerciaux, immeubles à bureaux et même des maisons, ce qui représente tout près du dixième de toutes les constructions de la paroisse. Ces corporations sont en train d'évincer les particuliers du champ de la propriété autre que résidentielle et commencent à gruger même ce dernier retranchement.

Entre 1871 et 1931, la distance sociale s'accroît donc entre les propriétaires: à côté du groupe, de plus en plus restreint, de Saint-Pierrais qui n'ont souvent pour toute fortune qu'un duplex ou un triplex dont ils habitent le rez-de-chaussée, s'est constitué un groupe de gros propriétaires, individus ou corporations pour qui l'immobilier est d'abord et avant tout un secteur d'investissement.

Les écarts sociaux ne s'aggravent pas seulement entre les paroissiens et les autres Montréalais, mais également entre les Saint-Pierrais eux-mêmes. La montée des prix, les difficultés de financement et la rigidité des règlements municipaux signent l'évincement définitif de la propriété pour les gagne-petit. Dans son étude sur l'accession des travailleurs à la propriété, Arthur

Saint-Pierre⁹⁵ note qu'un particulier doit au début du XXe siècle disposer à l'avance de la moitié de la valeur de l'immeuble qu'il désire acquérir ou ériger pour qu'une institution financière accepte de lui prêter en première hypothèque. A défaut de posséder le comptant indispensable, les prêts en seconde hypothèque, eux, ne s'obtiennent qu'auprès des usuriers. D'autre part le règlement municipal de Montréal décourage dorénavant la construction de ces maisonnettes ouvrières que certains s'étaient bâties autrefois, en imposant une élévation en façade d'au moins vingt-cinq pieds⁹⁶. Les entrepreneurs sont ainsi contraints d'édifier des logements superposés, ce qui augmente d'autant la valeur des immeubles. Au terme d'une vie entière de travail et d'épargne, le cinquième seulement des rentiers et des veuves de Saint-Pierre sont chez eux en 1901, moins du septième après deux ans de crise. Quant aux employés et aux ouvriers, les voilà balayés: à peine 10% des premiers, 4% des seconds sont propriétaires au début du siècle, deux fois moins encore en 1931. A cette date la valeur moyenne des immeubles sur la rue Beaudry, bien représentative de la situation dans la paroisse, est estimée par la ville à 5 500\$; le moindre triplex en vaut quatre mille. C'est sept fois et demi les gages

⁹⁵ Arthur Saint-Pierre, L'accession des travailleurs à la propriété, cours professé à la Semaine sociale de Montréal, le 31 août 1932, Québec, l'Action sociale ltée, 1932, 29-30.

⁹⁶ Ibid. Voir aussi le "Règlement concernant les bâtiments de Montréal, 1901 (adopté le 4 février 1901)", ou Règlement 260; à l'article 23, on spécifie les hauteurs minimales des bâtisses. Règlements de la cité de Montréal. Compilation de tous les règlements à date, s. éd., 1931, 135-223.

annuels d'un journalier, six fois ceux d'un débardeur, quatre fois le salaire d'un vendeur ou d'un ouvrier de manufacture⁹⁷. Même augmentés de l'apport familial et corrigés à la hausse de 5% pour compenser la dépréciation due à la crise⁹⁸, de tels prix, de tels salaires et de telles difficultés de financement cantonnent les paroissiens à la location à vie. En regard, et bien qu'ils aient eux aussi perdu beaucoup de terrain depuis 1871, les mieux nantis se trouvent nettement moins désavantagés. Ainsi les professionnels: un peu plus du tiers d'entre eux, seulement, est encore propriétaire en 1901, le quart en 1931. Mais alors qu'ils ne se trouvaient dans cette situation privilégiée que trois fois plus souvent que les travailleurs au XIXe siècle, les y voilà dix fois, puis douze fois davantage. Quant aux commerçants et industriels, un peu plus du quart possède sa maison au début du siècle, environ le sixième seulement en 1931, sept puis huit fois plus que les ouvriers. Du reste les écarts auraient sans doute été plus considérables encore si la crise n'avait forcé plusieurs d'entre eux à vendre.

⁹⁷ Recensement du Canada, 1931, vol. V, tableau 62, 988.

⁹⁸ T. Copp, op. cit., 39-40.

TABLEAU V

DISTRIBUTION DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES PAR CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES: SAINT-PIERRE-APOTRE, 1871, 1901, 1931

	1871				1901				1931			
	Nombre	%	Résidant dans S.-Pierre	% sur l'ensemble des résidents de la même catégorie	Nombre	%	Résidant dans S.-Pierre	% sur l'ensemble des résidents de la même catégorie	Nombre	%	Résidant dans S.-Pierre	% sur l'ensemble des résidents de la même catégorie
I- Commerçants et individuels	175	20,5	122	39,9	98	24,4	60	27,8	77	20,5	27	15,8
II- Professions libérales et assimilées	22	2,6	15	42,9	29	7,2	11	36,7	41	10,9	10	24,4
III- Artisans et travailleurs indépendants	189	22,2	162	34,1	28	7,0	19	25,3	21	5,6	13	29,5
IV- Employés du commerce et des services	84	9,9	70	17,3	46	11,4	30	9,4	54	14,4	21	5,7
V- Travailleurs qualifiés ou non	166	19,5	166	12,9	51	12,7	35	3,7	32	8,5	18	2,0
VI- Population non active	140	16,4	119	32,9	94	23,4	45	21,1	120	31,9	40	13,4
VII- Indéterminés	76	8,9	49	—	56	13,9	22	—	31	8,2	27	—
TOTAL:	852	100	703	24,2	402	100	222	12,03	376	100	156	8,28

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques 1871; quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901; quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931.
 Annales Lovell, 1871-1872; 1901-1902; 1931-1932.

Quoique privilégiés parmi leurs co-paroissiens, les entrepreneurs de Saint-Pierre sont placés par rapport à leurs concurrents habitant hors de la paroisse dans une situation semblable à celle des propriétaires-résidents vis-à-vis des non résidents: non seulement leur nombre décroît-il sans cesse, mais la valeur de leur patrimoine représente une part toujours plus mince, et marginale, de celle des entreprises appartenant à des non paroissiens.

Pour juger de la taille des commerces, des établissements de services, des boutiques d'artisans, des manufactures et des entrepôts, nous aurons recours, comme précédemment, à l'évaluation municipale des loyers d'affaires. L'imperfection de cet outil, malheureusement le seul dont nous disposons pour jauger l'ensemble des entreprises, apparaît encore plus nettement pour le XXe siècle: l'expansion industrielle et commerciale rend hasardeux le parallélisme que la démarche instaure de force entre le loyer des établissements et les courbes de leur chiffre d'affaires ou de leur profit net! Aussi est-ce un ordre de grandeur davantage qu'un rapport très exact que nous avons voulu établir entre les dimensions des entreprises tenues par des paroissiens et par des hommes d'affaires résidant ailleurs.

L'infériorité des Saint-Pierrais dans le secteur de la production, déjà manifeste en 1871, s'aggrave par la suite. Si les

paroissiens ne l'emportaient pas à cette époque par la valeur, du moins y parvenaient-ils par le nombre puisque quatorze des dix-neuf manufactures et entrepôts industriels de la paroisse, onze si l'on exclut ceux de la famille Molson, étaient contrôlées par des intérêts locaux. Leur part régresse à moins du quart en 1901, avec cinq entreprises sur vingt-deux. Tannerie, manufacture de chaussures, salaison, fonderie, manufacture de cigares: si les secteurs d'activité sont les mêmes pour tous les manufacturiers, qu'ils soient de Saint-Pierre ou d'ailleurs, la taille des entreprises ne souffre, elle, aucune comparaison. Les non-résidents en effet consentent pour loger les leurs une moyenne de 1 348\$ par an, presque sept fois plus que les deux cents dollars versés par ceux qui, dès lors, ne les concurrencent plus guère. Cette somme de deux cents dollars est inférieure à ce que nombre de marchands et de notaires paient pour leur loyer domestique, qui monte parfois jusqu'à 270\$ par an⁹⁹. Lorsqu'on sait par ailleurs que les manufacturiers eux-mêmes, avec cent un dollars de loyer personnel moyen, sont placés dans l'échelle juste entre les contremaîtres et les commis, on a une idée de la petite taille des ateliers qu'ils possèdent et dont aucun, du reste, n'est situé sur les grandes rues industrielles que sont Craig et surtout Notre-Dame.

En 1931, le déclin atteint un nouveau palier. Neuf des trente-six manufactures et entrepôts, le quart, appartiennent à des Saint-

⁹⁹ La moyenne est cependant de 135\$.

Pierrais. Mais les loyers d'affaires ne représentent plus que le treizième de ceux payés par les non-paroissiens: 436\$ en moyenne contre 5 689. Même en excluant le monstrueux entrepôt de Montreal Rail Water Terminal dont la valeur locative, de 89 500\$, écrase littéralement toutes les autres et vient fausser la moyenne, les non-Saint-Pierrais paient encore 2 465\$ de loyer d'affaires, six fois plus que les paroissiens. Pourtant fort éprouvés par la crise, les notaires et les entrepreneurs en construction du secteur déboursent 490\$ par an de loyer personnel moyen, tandis que nos "manufacturiers" ont peine à en acquitter un de 275\$, comme les menuisiers. Dans ces conditions la nature même de leurs entreprises, ateliers de fabrication de matelas, de bouchons, de statues d'églises, petites confiseries, imprimerie modeste, n'a plus rien à voir avec l'essentiel de l'activité industrielle de la paroisse. Seule l'usine de boissons gazeuses de C. Robillard, sur la rue du même nom, conserve quelque parenté avec une manufacture digne de ce nom.

La situation dans le commerce n'est pas différente. Alors même qu'à partir des dernières années du XIXe siècle, Saint-Pierre connaît l'extraordinaire développement des échanges que l'on sait, les marchands résidant dans la paroisse n'en tirent pas réellement le bénéfice, et au contraire commencent plutôt à en perdre le contrôle. Dépourvus le plus souvent de capital, sans relations et sans conseillers, peu instruits des notions de comptabilité, ils

sont cantonnés dans les secteurs les plus accessibles aux petits épargnants et par là même les plus vivement soumis à la concurrence et les plus obligés au crédit risqué à la clientèle: épiceries, tabagies et confiseries, articles de seconde main, et, dans le domaine des services, salons de barbiers, cordonneries et blanchisseries, ces dernières tenues par les Chinois du quartier. Même en tenant compte des nouvelles habitudes urbaines de consommation¹⁰⁰, ces établissements qui poussent comme des

¹⁰⁰ Pour donner une idée du développement des habitudes de consommation des Saint-Pierrais, nous nous contenterons d'apporter trois brefs exemples, concernant les salons de barbiers, les restaurants et les buanderies. On se souvient qu'en 1871 Saint-Pierre ne comptait que quatre salons de barbiers pour 13 000 habitants. Pour bien moins de paroissiens en 1901 et 1931, on en dénombre quatorze puis dix-neuf. C'est que: "Au début du siècle, la coutume voulait qu'on se fit raser chez le barbier une ou deux fois par semaine. Chaque figaro avait même ses abonnés réguliers qui possédaient leur "pot" et leur blaireau particuliers. Dès sept heures le matin, la boutique était ouverte et le soir elle ne fermait qu'après que le dernier client fût parti, parfois vers neuf heures, parfois onze heures, et même après minuit. Et le prix de la barbe était 0,10\$ tandis que la coupe de cheveux en coûtait 0,15\$.", La Presse, 8 août 1952. Un autre exemple concerne l'habitude de manger au restaurant. En 1912, les débardeurs de Montréal menacent de faire grève. Un de leurs motifs, c'est qu'ils n'ont pas d'endroit où manger et qu'à moins d'aller au restaurant, ils sont obligés de prendre leurs repas dehors quelque soit le temps. A cela Arthur Saint-Pierre, qui rapporte le fait, voit deux solutions: l'ouverture de restaurants à prix populaires dans les environs du port, avec ou sans cafétéria attenante. Ainsi, "ceux à qui la cuisine étrangère inspire quelque répugnance pourraient aller manger (...) la nourriture apportée de chez eux." A. Saint-Pierre, Questions et oeuvres sociales de chez nous, Montréal, Ecole Sociale Populaire, 1914, 160. Il semble que ce dédain se soit estompé assez rapidement. Alors qu'il n'y avait que onze restaurants et tavernes dans Saint-Pierre en 1901, il y en a le double trente ans plus tard. Enfin, il semble qu'à la même époque se soient multipliés les recours aux buanderies. En témoigne cette publicité de la fin des années 1920: "Madame, un appel par téléphone peut vous éviter 52 jours de travail pénible par année. Votre linge parfaitement lavé et repassé pour le prix d'une boîte de bonbons. New Method Washing

champignons sont beaucoup trop nombreux par rapport au chiffre de la population; leur taille, plus que médiocre, explique les faibles loyers d'affaires: 142\$ par an en 1901, 313 en 1931, comparables aux loyers domestiques. Du reste, ils sont presque toujours installés au rez-de-chaussée d'édifices surtout résidentiels.

Par contraste avec ce commerce à vocation locale, quotidienne, souvent de dépannage, le commerce d'envergure métropolitaine, qui doit son expansion d'une part à la participation accrue des travailleurs à l'économie de marché et d'autre part à l'absorption de Saint-Pierre dans le centre-ville montréalais, est quant à lui presque entièrement aux mains des non-paroissiens. La rue Sainte-Catherine est le lieu de cette lutte: en 1901, les marchands locaux occupent encore quarante-quatre des soixante-dix-sept locaux commerciaux ouverts sur la section de cette rue qui traverse la paroisse; en 1931, onze seulement sur les cent trente et un. Le fait que plusieurs compagnies de services commerciaux, agents financiers, compagnies de placements et revenus, procureurs de brevets, compagnies de publicités, salles de montre y aient monté leurs bureaux indique de façon concluante qu'en 1931 le processus d'intégration de Saint-Pierre au centre-ville est bel et bien complété. La présence des grands magasins en fournit une illustration supplémentaire. Les plus importants, ceux de marchandises générales, tissus et nouveautés, sont logés dans des

édifices particuliers, et étalent leurs articles sur plusieurs étages¹⁰¹. Leur valeur locative frôle les mille dollars en 1901, les cinq mille en 1931. Mais même ceux dont les propriétaires

¹⁰¹ "Une visite au Bon Marché est très intéressante. Au rez-de-chaussée on trouve un grand choix d'étoffes à robes, cotons, laines, soies, velours, satin, gazes, etc.. Drapés avec goût, ce sont tour à tour les crêpes de chine, les crêpes Georgette, les crêpes marocains, les éoliennes, les téréas, les porets, gabardines, tricotines, popelines, soies duchesse, soies coton, soies paillette, les produits des grandes fabriques d'Europe et des Etats-Unis. Un autre rayon nous offre les dentelles, les tricots, les rubans. Un autre les gants, les bas, les broderies et les menus articles. Plus loin les papeteries luxueuses, des mouchoirs de fantaisie et des parfums rares. Dans un autre rayon nous trouvons des étoffes chaudes et lourdes, des tissus à manteaux, des parures, des vêtements tout faits pour enfants. Au Bon Marché, on trouve tous les genres de chemises pour hommes, cravates, foulards, gilets, faux-cols, gants de qualité, etc.. Un coup d'oeil à la mezzanine nous fait voir tout ce qui se tisse en fabrique en fait de coton, toile, édredon, indienne, literie, serviettes et nappes, centres de table, etc.. Le premier étage est réservé aux vêtements pour dames, comprenant chapeaux, robes, manteaux, costumes, blouses, sous-vêtements pour dames, lingerie, etc.. Toutes les dernières créations de New York et de Paris. Puis c'est le jardin des chapeaux, d'aspect si charmant, les gilets, les kimonos, et tout particulièrement le rayon où la jeune maman trouvera tout le nécessaire pour le bébé. Au 2ème étage c'est le rayon des tapis, carpettes, prélaris, connoléums, stores, rideaux, draperies, cretonnes et tapisseries; puis ce sont les porcelaines délicates et les terres-cuites solides, les verreries, les argenteries, les lampes de choix, la coutellerie, les vases de toutes sortes, etc." (La Presse, 8 mars 1924, AMM, R. 3153.2, rue Sainte-Catherine, 1205 à 3130 est). Après une telle énumération, qui vise à étourdir et à donner l'illusion de l'abondance et de la richesse, on comprend, d'une part, l'immense investissement en capital que de tels établissements réclament et que les Saint-Pierrais en soient incapables. On visualise, d'autre part, le contraste entre de tels magasins et les boutiques exiguës et sombres des paroissiens; on se rend compte enfin que devant une offre aussi massive de marchandises la disposition à l'achat soit stimulée et que la frontière entre le nécessaire et le superflu devienne plus floue. Ce que le rédacteur du Bulletin paroissial affirme autrement: "N'allons pas nous y promener. Les étalages sont tentants et chacun sait qu'on ne s'expose pas en vain à la tentation.", Bulletin paroissial, XVI, 42, 6 décembre 1925, 6-7.

louent les locaux exigent un capital de départ important: magasins de meubles, quincailleries et ferronneries, clos de bois, bijouteries par exemple ou, dans le domaine des services, théâtres puis cinémas, salles de jeux. Au total les loyers d'affaires payés par les non-Saint-Pierrais valent en moyenne 303\$ en 1901 et mille cent en 1931, soit le double puis le triple au moins de ceux des besogneux marchands locaux.

Ainsi, la crise des années 1873-1878 et les difficultés économiques qui alourdissent toute la fin du siècle accélèrent la prolétarianisation des Saint-Pierrais. Leur pauvreté grandissante se trouve en outre accusée davantage lorsque dès avant 1900 s'amorce, puis s'enfle après la première guerre mondiale, l'exode de ceux qui, même médiocrement, sont nantis. En conséquence chute brutalement, dans la paroisse, le nombre et la proportion des chefs de familles possédant des biens. Mais quels biens! En ce début du XXe siècle où s'intensifie la concentration du capital, corporations investissant dans l'immobilier, entreprises à succursales multiples et grands magasins, fabriques immenses de taille et de rayonnement, ils sont communément propriétaires d'un duplex ou d'un triplex étroit et peu profond, d'un petit commerce de dépannage, d'un exigu atelier de fabrication de bouchons ou de confitures. S'ils paraissent avantagés au milieu de leurs co-paroissiens, c'est que ceux-ci, désormais bien ancrés dans le centre-ville, sont devenus vraiment très pauvres.

3) Les rapports interethniques

La marginalisation sociale, les Saint-Pierrais la partagent avec tous les travailleurs du monde occidental, intégrés au système industriel au point d'en former un rouage constitutif, mais exclus, maintenus à l'écart du pouvoir et des bénéfices. Ils subissent, cependant, une marginalisation supplémentaire: celle qui frappe, comme peuple, les Canadiens-Français.

Dans le domaine de l'industrie, on s'est en quelque sorte habitué à la domination anglaise. Si nous lui avions demandé de les identifier, un Saint-Pierrais de l'époque n'aurait pas hésité un instant: les grosses compagnies opérant dans sa paroisse sont le Canadian Pacific, Royal Electric, la manufacture de vêtements John W. Pack et co., la salaison William Clark, la fabrique de chaussures de Robert White en 1901, Montreal Rail Water Terminal, Swift Canadian co. et les abattoirs Harris en 1931. Les Canadiens-Français ont beau posséder les trois cinquièmes des entreprises manufacturières sises dans Saint-Pierre contre le tiers seulement en 1871, leurs loyers d'affaires ne représentent qu'une fraction bien mince de ceux de leurs concurrents "anglais": 458\$ contre 2 018\$ en 1901, 1 068\$ contre 3 327\$ en 1931¹⁰².

¹⁰² Pour établir ce montant de 3 327\$, nous avons exclu du calcul l'entrepôt de Montreal Rail Water terminale, dont la valeur locative à elle seule fait grimper la moyenne des loyers d'industrie à 9 482\$ pour les non Canadiens-Français.

La dépossession est ressentie beaucoup plus douloureusement dans le commerce de détail. Car enfin, voilà un secteur où les Canadiens-Français avaient fait leurs preuves et où, au vu de la situation de 1871, tous les espoirs semblaient permis. Et, en fait, ils tiennent le coup longtemps. A l'orée de notre siècle, détaillants canadiens-français et non canadiens-français sont encore presque nez à nez dans la paroisse: 180\$ contre 187\$ de loyers d'affaires, 84% du commerce aux mains des francophones, qui sont 89% dans la paroisse. La rue Sainte-Catherine, dont la nouvelle vocation pan-montréalaise prend de l'ampleur leur appartient à six contre un¹⁰³; les grands magasins aussi, ceux des Lapointe, Marchand, Labonté, Letendre, Sainte-Marie, Vallières et Sénécal; et les deux théâtres, le Delville et le Théâtre National Français. Que se passe-t-il ensuite? Peu d'études, depuis celle de Gilles Murray¹⁰⁴, se sont penchées sur la rapidité extraordinaire du déclin de l'influence canadienne-française dans le commerce de détail durant le premier tiers du XXe siècle. On évoque la concurrence effrénée entre les petits détaillants, la constitution des comptoirs postaux et des magasins à succursales, le resserrement des conditions de crédit imposées par des fournisseurs aux reins

¹⁰³ Sur 77 locaux commerciaux, 66 sont occupés par des Canadiens-Français.

¹⁰⁴ Gilles Murray, "Le commerce", Esdras Minville, dir., Montréal économique. Etude préparée à l'occasion du troisième centenaire de la ville, Montréal, Fides-H.E.C., 1943, 243-272.

d'autant plus forts que s'intensifie la concentration du capital¹⁰⁵. Toujours est-il qu'en trente ans le visage commercial de la paroisse se transforme presque du tout au tout. Alors que la population est presque entièrement francophone, alors qu'on est ici dans le centre-ville canadien-français, le commerce est maintenant pour près d'un tiers l'affaire des Canadiens anglais et des Juifs: cent vingt des trois cent quatre-vingt-six établissements leur appartiennent, et si l'on en juge par la valeur des loyers, ils sont en moyenne presque trois fois plus gros que ceux des Canadiens-Français. Bien sûr, les revendeurs juifs de la rue Craig tiennent bric-à-brac dans des boutiques sombres et écrasées de plafond; un peu plus haut cependant, sur la rue Sainte-Catherine, se déploient les vastes magasins des Lewis Yanofsky, Isaac Kasner, Philipp Vinsberg qui offrent des vêtements pour dames et hommes, et font fortune les grands bazars du genre People's, 5-10-15 et Teco, la succursale à rabais de la maison Eaton. Que de changements, du reste, sur Sainte-Catherine depuis trente ans: soixante-treize locaux commerciaux (vente de biens ou de services) sur cent trente et un sont maintenant occupés par des non-Canadiens-Français, plus de la moitié, et leur taille éclipse communément les commerces canadiens-français.

¹⁰⁵ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Histoire du Québec contemporain, I: De la confédération à la crise, Montréal, Boréal Express, 1979, 467.

Dès lors on ne s'étonnera pas de la vigueur avec laquelle les Oblats, sinon toujours les paroissiens, emboîtent le pas dans la campagne d'"achat chez nous" lancée par les nationalistes dans la première décennie du siècle:

Et nos achats? Où les ferons-nous? Chez qui donnons-nous nos commandes? A qui portons-nous notre argent? Soyons pratiques en la matière sans être pour cela fanatiques. Montrons-nous encore et toujours canadiens-français. Nous n'avons que faire des marchands juifs ou protestants; ils ne sont pas des nôtres; ils ne partagent ni nos aspirations ni nos sentiments, quelquefois même ils les combattent ouvertement; donc, en toute justice, ils ne peuvent s'attendre à beaucoup d'encouragements de notre part¹⁰⁶.

Chez les Saint-Pierrais, la conscience de soi comme peuple dépossédé s'exprime quelquefois dans ce geste politique simple et immédiat que constitue l'"achat chez nous". Le plus souvent cependant elle prend la forme d'un immense complexe d'infériorité, dû à une discrimination par trop systématique¹⁰⁷. Combien de commerçants de la paroisse affichent des raisons sociales

¹⁰⁶ Bulletin paroissial, I, 36, 13 novembre 1910, 1.

¹⁰⁷ En 1912, on l'a dit (voir note 100), les débardeurs menacent de faire grève. Un autre sujet de mécontentement, c'est qu'ils sentent qu'on leur préfère sans motif plausible des travailleurs venus de l'étranger, importés même quelquefois par les compagnies de navigation. A cela, dit A. Saint-Pierre qui rapporte le fait, il faut voir de près. Mais, ajoute-t-il, "il se peut que ce soit sans fondement et ce soit simplement des contremaîtres qui soient mal disposés à l'égard des ouvriers canadiens et favorisent des ouvriers de leur nationalité." (op. cit., 161). Discrimination quotidienne qui, malheureusement, ne s'exerce pas que sur les quais.

anglaises¹⁰⁸! Combien de conducteurs de tramways canadiens-français s'adressent en anglais aux passagers canadiens-français de la partie est de la ville¹⁰⁹! Avant d'être, après la première guerre mondiale, déstructurée par les forces de développement urbain, la vie sociale paroissiale doit aussi une part de son intensité à ces contacts quotidiens inégaux entre les Saint-Pierrais et la puissance anglaise.

* * *

La consolidation de la société industrielle a permis, à partir des dernières décennies du siècle, la croissance phénoménale de la population et de la superficie de Montréal. Dans le même temps l'amélioration des communications intra-urbaines, en particulier dans le domaine des transports, tisse entre les différentes

¹⁰⁸ Commentaire: "Ca n'attire pas les Anglais et ça ne devrait pas attirer les Canadiens-Français.", Bulletin paroissial, X, 17, 23 juin 1919, 10.

¹⁰⁹ "Embarquez, s'il vous plaît! Tel que vous le lisez je l'ai entendu, ce joli mot, lundi le 17 mars dernier. Je me sentis fier et fort, tout-à-coup; j'eus même l'idée, ah! mais pas longtemps, de jeter ma canne et de courir dans la rue en criant: mesdames, messieurs, embarquez, s'il vous plaît, vous êtes chez vous! Mais oui, nous sommes chez nous: pourquoi donc toujours prendre des allures de lâcheurs et de vaincus. Ce brave homme de conducteur qui affirmait si bellement les droits de sa langue, sait-il comme je l'ai trouvé grand et intelligent? (...) Et je me disais, si tous les employés de la Compagnie des Tramways qui sont de Saint-Pierre faisaient ainsi. Qui sait, il y a tant de bons garçons parmi ces messieurs, peut-être s'en trouvera-t-il d'assez courageux pour suivre ce bel exemple de patriotisme.", Bulletin paroissial, X, 4, 23 mars 1919, 9.

parties de la ville des relations d'interpénétration et d'interdépendance toujours plus étroites. Du coup les espaces urbains perdent leur autonomie, se muent en quartiers, définissent leur vocation et acquièrent une personnalité sociale et nationale qu'on ne peut plus saisir qu'en référence au système urbain global. Saint-Pierre offre de ce processus une illustration saisissante.

Lorsque les Oblats s'installent, au milieu du XIXe siècle, dans le vaste faubourg Québec, celui-ci forme encore un milieu bien intégré, loin de la ville et de ses institutions. Les Bourragans, pauvres, ne sont généralement pas misérables. Ils vivent de leur travail d'artisans, du petit commerce de biens essentiels, ou sont embauchés chez les Molson, maîtres des lieux. Rapidement le développement industriel, pourtant plus faible que dans les quartiers de l'ouest, y attire des milliers et des milliers de ruraux qui y passent ou, de plus en plus souvent, en font leur porte d'entrée dans le "nouveau monde". En 1871, comme toute la ville, Saint-Pierre et le faubourg sont en transition. Déjà s'annonce la dépossession; cependant la prolétarisation galopante des migrants côtoie encore la stabilité, très menacée mais provisoirement réelle, des petits possédants de souche urbaine un peu moins récente.

Après la crise des années 1873-1878, qui accule la population au dénuement et accélère sa prolétarisation, l'instauration d'une politique économique protectionniste affermit les assises de la

société industrielle et stimule la croissance. Dans le même temps la progression urbaine fait en sorte que la paroisse se retrouve au coeur de la ville canadienne-française: soutenu par la mise en service du réseau de tramways électriques puis par l'émergence du transport automobile, un commerce à vocation métropolitaine s'y implante, particulièrement sur la rue Sainte-Catherine. Dès avant 1930, Saint-Pierre, enserré dans son territoire si rétracté, est traversé par la ville de part en part. Les possédants fuient les lieux, surpeuplés, bruyants, pollués. La pauvreté de ceux qui restent et s'enracinent au centre-ville s'en trouve accusée d'autant, celle des ouvriers non qualifiés, des employés, mais aussi celle des petits commerçants, et des manufacturiers qui n'ont de l'état que le nom.

A cette marginalisation sociale des Saint-Pierrais s'ajoute, en la doublant, leur marginalisation nationale. En 1871, le quart de la population du territoire était d'origine britannique, mais mis à part dans les grandes fabriques, les contacts entre les deux communautés étaient pratiquement inexistants. En outre, si les Irlandais semblaient un peu plus nantis que les Canadiens-Français, ils devaient cette aisance, toute relative, à leur plus grande ancienneté dans la ville. Il s'agissait là, somme toute, d'une inégalité qui pouvait passer pour bien normale, et surtout surmontable. Quelques décennies plus tard le caractère systémique de la dépossession des Canadiens-Français a produit tous ses effets.

Ils peuplent à eux seuls la paroisse mais il est clair désormais que les chemins de l'enrichissement leur sont fermés: toute l'industrie et une bonne part du commerce important leur échappent. Cette marginalisation, et le sentiment bien fondé de menace qui en sourd, contribue à son tour à favoriser le développement de cette intense vie sociale locale que nous analyserons dans la troisième partie de ce travail. Auparavant, il convient cependant de présenter ceux qui proposèrent aux Saint-Pierrais une définition d'eux-mêmes qui leur a convenu longtemps et mirent sur pied les institutions par lesquelles et à l'intérieur desquelles la vie sociale locale a pu s'élaborer: les Oblats de Marie Immaculée.

CHAPITRE III

MISSIONNAIRES A SAINT-PIERRE: LES OBLATS DE MARIE IMMACULEE

Le 20 juin 1841, au cours de son premier voyage en Europe, entrepris, entre autres desseins, dans celui de recruter du personnel religieux pour son diocèse, Mgr Bourget fait à Marseille "une découverte inattendue"¹, celle de la congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et de son fondateur, Eugène de Mazenod². Les deux hommes se plaisent d'emblée: tous deux partagent un caractère déterminé et tout d'une pièce, et surtout d'amples vues apostoliques nourries par une commune inquiétude, ultramontaine, devant la fragilité de l'Eglise et les menaces que le pouvoir civil bourgeois fait peser sur elle.

¹ "Relation de voyage de l'évêque de Montréal en Europe", ACAM, Registre des lettres, vol. 9, 399-400.

² Les notes historiques sur la fondation de la congrégation sont tirées de Donat Levasseur, o.m.i., Histoire des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée. Essai de synthèse, Montréal, Maison provinciale, tome I, 1983, 3-56.

Déjà Mgr Bourget s'emploie à la tâche maîtresse de son épiscopat: créer au Canada des organisations religieuses indépendantes du pouvoir politique, contrôlé par les protestants. Fils de cultivateur, sans protection familiale, il en ressent la nécessité bien davantage que le clergé gallican, dont plusieurs membres sont issus du milieu de la petite-bourgeoisie professionnelle et comptent des parents parmi la députation du Parlement³. Fils d'un parlementaire contraint, à cause de ses menées royalistes, d'émigrer en Italie lors de la révolution française, Eugène de Mazenod, pour sa part, appartient à la haute noblesse aixoise. Il a passé sa jeunesse outre-monts et a reçu là-bas toute sa formation, une formation aristocratique farouchement contre-révolutionnaire et anti-gallicane. Protégé de la reine de Naples, familier de Talleyrand, hôte de la noblesse de Palerme et du roi de Sicile puis, après son retour en France en 1802, ami intime de Forbin-Janson, collaborateur et homme de confiance de monsieur Emery, qui est le supérieur général de Saint-Sulpice, il fonde en 1815 la Société des missionnaires de Provence et en obtient l'année suivante la reconnaissance religieuse. Son zèle à ramener à l'Eglise les populations à lui confiées, ses convictions ultramontaines et l'aristocratie de sa naissance lui vaudront en 1826

³ A ce sujet, voir Roberto Perin, Bourget and the Dream of a Free Church in Quebec 1862-1878, thèse de Ph.D. (histoire), Université d'Ottawa, 1975, 412 p.

l'approbation pontificale des Règles de la Congrégation⁴, qui se consacre dès lors à la Vierge et prend le nom qu'on lui connaît. Sa première vocation: l'évangélisation des pauvres. Alliance de la noblesse et du peuple contre la bourgeoisie ou par-dessus elle? La

⁴ La fondation d'Eugène de Mazenod ne constitue pas une initiative isolée. A l'époque de la Restauration, entre 1815 et 1830, de nombreuses sociétés de missionnaires se forment en France et en Italie et poursuivent des buts analogues à ceux qu'il fixe à son Institut. En fait, tant de communautés sollicitent alors l'approbation pontificale de leurs Règles que Rome a pris le parti de ne plus décerner que des brefs d'éloge plutôt que d'approbation. Mais monsieur de Mazenod tient à son projet. Très près des idées conservatrices de Léon XII, il n'a de cesse depuis son retour en France de combattre haut et fort Napoléon et le clergé constitutionnel et d'affirmer sa loyauté envers l'Eglise persécutée. Bien connu du pape, d'autant que son oncle est évêque de Marseille depuis 1823, il peut entrer chez lui sans billet d'audience, répliquer à ses explications, insister pour obtenir satisfaction puis le presser de nouveau pour que la procédure d'approbation soit menée rondement, toutes démarches absolument inconcevables pour des fondateurs de sociétés de plus modeste extraction. Il est certain d'autre part que les pétitions d'évêques gallicans suppliant le saint père de ne pas approuver la congrégation a contribué à faire avancer le dossier oblat. L'absence d'approbation pontificale a, dans bien des cas, précipité le déclin des autres sociétés de missionnaires nées dans les années suivant immédiatement la Restauration. Avant 1830 la plupart d'entre elles ont en effet périclité. Une autre raison de leur disparition réside dans l'interdiction qui leur est alors faite de s'étendre au-delà de quelques diocèses d'une même région: en effet elles sont établies dans l'optique des missions intérieures. Ainsi par exemple, en 1832 les Oblats voient rejetés par le gouvernement français leurs projets d'établissement en Algérie, et par la congrégation de la Propagande leurs désirs des missions américaines. En 1841, au moment de la visite de Mgr Bourget, la communauté est cantonnée en Provence et en Corse. Or, elle a absolument besoin de s'étendre pour ne pas, selon le mot du fondateur, "mourir de sa belle mort". C'est pourquoi Mgr de Mazenod accepte avec empressement, sans même attendre que les résultats de sa consultation lui soient tous parvenus, l'invitation de l'évêque de Montréal. Toutes ces informations sont tirées de l'ouvrage cité du père Levasseur. Outre ces considérations de nature politique et sociologique, le père Levasseur donne aussi sa place à l'Esprit dans la fondation et les développements de l'oeuvre.

sympathie mutuelle immédiate qui lie nos deux hommes d'Eglise et les conceptions théologiques et pastorales qu'ils partagent donnent bien à penser qu'en effet, l'ultramontanisme, c'est aussi cela⁵.

Le 2 décembre 1841, six Oblats, quatre pères et deux frères, se présentent à la porte de l'évêché de Montréal. Protégés par Mgr Bourget, qui les a réclamés pour son diocèse, attendus d'autant plus vivement par la population que vient à peine d'être levée l'interdiction promulguée par le gouvernement britannique d'accueillir des religieux français au Canada, ce petit contingent est immédiatement perçu par tous comme partie d'une congrégation importante.

Importante, du reste, la communauté le devient rapidement dans les faits. Dès leur arrivée, Mgr Bourget charge les Oblats de la cure de la paroisse Saint-Hilaire-de-Rouville et de la desserte du sanctuaire qu'a fondé quelques mois auparavant Mgr de Forbin-Janson au Mont Beloeil. Transportés ensuite à Longueuil dans une maison donnée par Olivier Berthelet, ils y enseignent, favorisent la naissance de la congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie et poursuivent le travail de prédication amorcé par l'évêque exilé de Nancy. Durant les sept années qui précèdent leur installation à Montréal, les Oblats multiplient les missions, les

⁵ Emile Poulat, Eglise contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel, Tournai, Casterman, 1977, 290 p. (en particulier 109-133).

retraites, les croisades de tempérance dans les diocèses de Montréal, Québec, Bytown (Ottawa) et jusqu'en Nouvelle-Angleterre; ils pratiquent des missions ambulantes dans les Cantons de l'Est, visitent les chantiers de l'Outaouais et du Saguenay, établissent des missions indiennes dans toute l'Amérique du Nord, depuis le cercle polaire jusqu'au Texas, en passant par l'Orégon, le Mid-West, le Manitoba, la Baie-James et la Côte-Nord; ils jettent les bases de leur présence et de leur influence auprès des Métis de la Rivière-Rouge; ils fondent le diocèse de Bytown, le dotent d'un collège, d'un séminaire, et tiennent la cure de la paroisse Saint-Joseph d'Ottawa⁶.

L'opposition de certains membres de son clergé et surtout celle du Séminaire de Saint-Sulpice oblige cependant Mgr Bourget, contre son propre désir et celui, souvent exprimé, de Mgr de Mazenod, à différer de plusieurs années l'établissement des Oblats dans sa ville épiscopale. Ce n'est qu'en 1848 que l'évêque de Montréal peut enfin les appeler dans le faubourg Québec et les y installer quasi aux limites de la cité, c'est-à-dire le plus près possible de son palais de Saint-Jacques. La maison Saint-Pierre-Apôtre était née.

Dans ce chapitre, nous ferons connaissance avec cet établissement et son personnel et cet établissement et nous verrons comment se sont trouvées réunies, pendant près de trois quart de

⁶ D. Levasseur, omi, op. cit., 121-145.

siècle, les conditions d'épanouissement d'intenses relations sociales à l'échelle locale.

A- Les Oblats à Saint-Pierre-Apôtre

1) Missionnaires et fidèles: une rencontre

En 1848, lorsque les Oblats s'y installent, le faubourg Québec n'est encore en quelque sorte qu'une excroissance de la ville peuplée de quelques vieilles familles établies là depuis la fin du XVIIIe siècle mais surtout de travailleurs irlandais et de villageois ou de ruraux canadiens-français récemment arrivés et trop peu fortunés pour aménager dans les quartiers du centre. Sainte-Marie a beau compter parmi les quartiers montréalais depuis aussi longtemps que 1792; la charte de 1831 a beau conférer à ses propriétaires fonciers, comme à ceux des sept autres quartiers, le droit d'élire deux des membres du Conseil de Ville et de participer par là au choix du maire; cette appartenance juridique à Montréal ne fait pas pour autant du faubourg un membre véritable de la cité, ni de ses habitants les concitoyens de plain-pied des artisans et des commerçants de la rue Saint-Paul.

Qu'y trouve-t-on, après tout, à cette date? Surtout des terrains vagues, sans même le tracé d'éventuelles rues: mais des

entrepreneurs et des notaires au nez long, les Molson, Logan, Beaudry et autres, ont flairé que leurs "fermes" seraient bientôt loties... et du reste ils s'y affairaient. Déjà, plusieurs îlots d'habitations ont surgi, autour du marché du carré Papineau, des usines de la rue Sainte-Marie et tout au fond à l'est, le long de la rue Fullum; ce sont des maisons et des duplex de bois, construits de part et d'autre de bouts de rues non pavées, sans système d'égouts ni éclairage au gaz⁷. En vain chercherait-on parmi ces bâtiments un édifice à caractère institutionnel.

Sauf, tout de même, trois petites écoles primaires, ouvertes et subventionnées par Saint-Sulpice et confiées l'une à des institutrices laïques, l'autre aux Soeurs de la Congrégation, la dernière, enfin, aux Frères des Ecoles Chrétiennes⁸. Hormis ceux qui reliaient, pour la fabrication, les artisans du faubourg aux entrepreneurs du centre, les Messieurs du Séminaire, en fait, constituent un des seuls liens, encore est-il fort lâche, entre les Bourragans et les autres Montréalais. Deux prêtres, l'un pour les

⁷ Carmen Soucy-Roy, Le quartier Sainte-Marie (1850-1900), mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1977, 10-13. L'auteure précise toutefois que depuis 1847, on compte quelques pieds de tuyaux d'égouts aux abords mêmes de la brasserie Molson. L'éclairage au gaz semble aussi n'illuminer que la rue Sainte-Marie.

⁸ Les Sulpiciens ont ouvert une première école primaire dans le faubourg en 1819, une seconde en 1828, qu'ils ont confiée en 1833 aux Soeurs de la Congrégation Notre-Dame, enfin une troisième en 1845 dirigée par les Frères des Ecoles Chrétiennes. Voir Louis Rousseau, La prédication à Montréal de 1800 à 1830, approche religiohistorique, Montréal, Fides, 1976, 91-92.

Canadiens-Français, l'autre pour les Irlandais, visitent les familles, s'enquière de la pratique religieuse et de la fréquentation scolaire et surtout, portent les sacrements⁹. Mais ils ne suffisent pas à la tâche et de plus leur réserve et leur sévérité ne suscitent guère de sympathie¹⁰. Non. La seule véritable institution, dans le faubourg de 1848, ce sont les "barons" Molson, marchands, industriels et propriétaires fonciers, pour tout dire seigneurs économiques de l'endroit, retranchés dans leurs résidences de pierre de la rue Sainte-Marie. Mais contrairement aux seigneurs de l'île, ils ne retournent sous forme de services à la population pas un sou des ressources qu'ils en tirent.

Qu'elles soient laïques ou cléricales, les élites ne voient les Bourragans qu'à travers le prisme des fantasmes des classes

⁹ Ibid., 101. C'est la situation en 1846.

¹⁰ Les Sulpiciens ont été perçus dans le milieu montréalais comme une communauté au style de vie presque "rigide" (L. Rousseau, op. cit., 59). Leur implication dans la vie culturelle de la ville, particulièrement par l'Oeuvre des Bons livres, avec sa connotation hautement morale et sérieuse, a contribué aussi à répandre cette image d'austérité parmi les classes populaires (Marcel Lajeunesse, Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIXe siècle, Montréal, Fides, 1982, 19-57). Enfin, le souvenir de la personnalité de Mgr Lartigue, taciturne et renfermé, a renforcé encore cette conviction populaire (Gilles Chaussé, Jean-Jacques Lartigue, premier évêque de Montréal, Montréal, Fides, 1980, 12). Par ailleurs, l'attitude autoritaire de certains Sulpiciens, directeurs fermes des confréries de dévotion à la paroisse, n'a rien eu pour modifier cette perception populaire (Brigitte Caulier, Les confréries de dévotion à Montréal du 17e au 19e siècle, thèse de Ph.D. (histoire), Université de Montréal, 1986, 129-136).

dominantes de leur époque; ces migrants, petits artisans ou ouvriers, qui vivent en marge des institutions principales de la ville, sont vite assimilés à des sauvages dangereux, à des êtres aux instincts débridés qu'aucun sens moral ne vient freiner. Les premiers Oblats eux-mêmes, partie parce qu'ils participent de ce jugement sur les classes populaires qui est l'une des catégories mentales de la culture du XIXe siècle, partie parce qu'ils ont voulu, en assombrissant le tableau des mœurs des Saint-Pierrais avant leur venue, faire d'autant ressortir, par contraste, la somme de leur travail, l'ampleur et la rapidité de leur succès, les Oblats, donc, ont laissé d'eux des descriptions dépourvues de toute aménité:

Pauvre en biens de la terre mais surtout en vertus, le faubourg, véritable sentine de la ville et de la campagne, était le triste repère de tous les vices. Le blasphème était si commun qu'on ne pouvait sortir sans en entendre. A l'intérieur des familles, c'était des querelles et des rixes sans cesse renaissantes, produites par la passion effrénée des boissons fortes.¹¹

... Le vice impur et l'ivrognerie y marchaient tête levée. Ce faubourg renfermait 54 maisons de débauche et un grand nombre de concubinages. Peu d'hommes se confessaient et un grand nombre vivaient dans l'oubli de leurs devoirs religieux.¹²

¹¹ Rapport du R.P. Jacques Santoni, provincial, au Supérieur général, Montréal, 1851, Rome, Archives générales o.m.i., dossier Montréal: Saint-Pierre: Fondation; cité par Gaston Carrière, o.m.i., Histoire documentaire de la Congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée dans l'est du Canada, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, tome 1, 1957, 175.

¹² Cahier de notes sur l'établissement des Oblats de Marie Immaculée à la chapelle Saint-Pierre, rue de la Visitation, faubourg de Québec à Montréal, Montréal, copie de 1861 d'un document antérieur non daté, M.P. O.M.I., 2D1/1.2, 1-2. Le père Carrière

Aux yeux de cette population sur qui pèsent les stigmates de la marginalité et de l'abjection¹³, l'installation des Oblats dans le faubourg prend doublement l'allure d'une promesse d'intégration et de reconnaissance.

Ces missionnaires, d'abord, sont en effet désormais bien connus. Voilà sept ans que la congrégation parcourt le diocèse en tous sens pour prêcher des missions très suivies; Mgr Bourget ne rate jamais une occasion de lui manifester publiquement en quelle singulière estime il la tient; la voici même depuis l'année précédente à la tête du nouvel évêché de Bytown. Aussi, même si les pères Jean-Claude Léonard (Baveux) et Jean-Pierre Bernard arrivent seuls, même s'ils logent dans une mauvaise maison de bois et même si leur chapelle n'est qu'un hangar recyclé¹⁴, pour tous, enfin, une institution prestigieuse, d'envergure nationale, a maintenant pignon

cite ce même document dans sa version originale, que je n'ai pas retrouvée, op. cit., 175. Un aussi grand nombre de maisons closes s'explique bien sûr par la présence des casernes dans le faubourg à cette époque.

¹³ Encore en 1916, C.E. Parrot, journaliste au Devoir, pouvait écrire en exagérant un peu le discours des sources dont il disposait: "A cet âge historique de notre ville, (vers 1850), la lie du peuple de Montréal et tout ce qu'elle traîne d'esprits pervers et dépravés s'étaient comme donné rendez-vous dans ce quartier, dépourvu de tout attrait mais riche en buvettes et en occasions de corruption. Les vieux citoyens se rappellent encore les scènes violentes qui accompagnaient les orgies continuelles, perpétrées dans ces bas-fonds", "Nos paroisses. Saint-Pierre", Le Devoir, 24 novembre 1916, Archives municipales de Montréal, 3523.2, rue de la Visitation.

¹⁴ G. Carrière, o.m.i., op. cit., 192-193.

sur rue dans le faubourg¹⁵. D'ailleurs, dès le premier jour, l'évêque et les Oblats tiennent à ancrer profondément ce sentiment chez les Bourragans: loin de se faire représenter par son coadjuteur, c'est Mgr Bourget lui-même qui se déplace le 8 décembre 1848 pour bénir la chapelle et qui déclare, au cours d'une cérémonie très solennelle, que ce n'est là que du provisoire, qu'une grande église sera bientôt bâtie un peu plus haut sur la rue de la Visitation¹⁶. Par les Oblats, établis juste sur la rue frontière, la ville, symboliquement, entre dans le faubourg, et le faubourg dans la ville¹⁷.

¹⁵ "Dépeindre la joie de tous les bons faubouriens en voyant les Pères résider au milieu d'eux est difficile à faire", Cahier de notes..., 2. Malgré sans doute un soupçon de complaisance, cette remarque reste très vraie; l'empressement des Saint-Pierrais auprès des Oblats le prouve, comme nous le verrons ci-après, surabondamment. Selon P.-X.-A. Trudel, président de l'Union catholique et vice-président du Cercle littéraire, il y a en 1863 à Montréal quatre importantes institutions religieuses: l'évêché, le séminaire, le collège Sainte-Marie (jésuite) et les Oblats; opinion rapportée dans M. Lajeunesse, op. cit., 84.

¹⁶ Cahier de notes..., 1-2.

¹⁷ C'est d'ailleurs le calcul fait par le notaire Pierre Beaudry, propriétaire d'immenses terrains dans le faubourg. Confiant que la venue des Oblats attirerait de nouveaux résidents, il conseille à son père, boucher, de leur donner un terrain pour y bâtir l'église et lui-même enregistre en attendant dans son étude la liste des gens ayant souscrit des fonds pour la construction de la chapelle provisoire. Voir Cahier de notes..., 1-2 et Liste des souscripteurs par Acte devant notaire P.-J. Beaudry, avril 1848, M.P. O.M.I., 2D1/4.1. Cette pratique s'est répétée un peu partout sur le territoire montréalais. Combien de quartiers sont nés ainsi autour d'une église construite sur un terrain cédé gratis par un spéculateur à cette condition expresse!

Ces missionnaires, ensuite, qui approchent Dieu des Bourragans puisqu'ils ne peuvent s'approcher de lui¹⁸, comptent parmi les plus ardents propagandistes de l'ultramontanisme, c'est-à-dire, sur le plan théologique et pastoral, d'une conception de la foi, de la religion et de la piété fondamentalement conforme aux aspirations populaires d'intégration et de reconnaissance sociales. Prédication de missions et de retraites, formation de congrégations laïques, organisation de grandes processions publiques et de pèlerinages sont autant de nouveaux modes d'évangélisation fort pratiqués par les Oblats. Ils privilégient l'aménagement de moments et d'endroits religieux exceptionnels, qui brisent le rythme des jours, traversent les frontières de l'espace quotidien et permettent, en un temps et un lieu idéaux, la réunification du peuple de Dieu, si divisé dans le siècle. Ils favorisent le déploiement d'un faste et d'une profusion dans les cérémonies qui contrastent avec le morne décor coutumier et l'esprit d'économie si généralisé dans les populations de souche rurale. Ils sont autant d'événements au cours desquels la

¹⁸ Les Sulpiciens, voulant que les Bourragans fréquentent l'église Notre-Dame, avaient jusqu'alors toujours refusé d'établir même une petite chapelle dans Sainte-Marie. Or, les citoyens du faubourg, éloignés de l'église paroissiale, étaient, pour une partie d'entre eux au moins, trop pauvres pour s'y présenter vêtus convenablement, ce qui leur donnait un motif supplémentaire d'abstention. Cette proportion de pauvres est fixée à "la presque moitié" dans la version originale du Cahier de notes..., citée par le P. Carrière; elle grimpe à "la presque totalité" dans la copie de 1861; preuve s'il en est besoin que ce document a été écrit pour la postérité dans le but de faire valoir le travail des Oblats; en conséquence, les notes précédemment rapportées sur les moeurs des Bourragans doivent bien être lues en tenant compte de cet objectif, et non prises comme une description fidèle de la réalité.

participation active et réglementée de la foule, et son émotion, par tout excitée, de prendre part collectivement à une fête commune se répercutent dans la conscience et le sentiment de chacun et amplifient en lui les effets de la parole et du rituel. En ce sens, l'ultramontanisme assume les aspirations populaires et y répond¹⁹.

A cette invitation oblate de souder à la fois, dans le champ du symbolique, l'unité du peuple de Dieu et la solidarité du corps social, les Bourragans ont d'emblée répondu massivement. C'est au milieu d'"un concours prodigieux"²⁰ de fidèles que se déroule la cérémonie de la bénédiction de la chapelle; c'est en foule qu'ils se pressent à la grande retraite de six semaines qu'y prêchent les

¹⁹ Reprenant une expression que Peter Brown a utilisé à propos de l'analyse d'un autre phénomène religieux, on peut dire de la piété ultramontaine qu'il s'agit d'une "religion populaire mais démocratisée d'en haut". Dans le contexte de profond bouleversement culturel et social du XIXe siècle et des écarts sociaux à ce point grandissants entre les classes dans chaque pays que plusieurs observateurs ont vu en elles des peuples différents, la piété ultramontaine peut être interprétée comme une tentative venue d'aussi haut que des papes eux-mêmes, de théologiens comme Alphonse de Liguori, ou de prêtres issus de la noblesse comme Mgr de Forbin-Janson ou Eugène de Mazenod, de jeter entre elles des ponts et de réduire, par la mansuétude dans le jugement moral et la chaleur de la fête communautaire, les grandes distances du monde social de leur époque et l'angoisse liée à l'éclatement des repères traditionnels déterminant leur pouvoir, la bonté et la justice. Il convient donc de dépasser une fois pour toutes le modèle à "deux niveaux", la vieille dichotomie religion populaire-religion des élites dans l'explication de l'histoire culturelle et religieuse. Peter Brown, Le culte des saints. Son essor et sa fonction dans la chrétienté latine, Paris, éditions du Cerf, 1984, 164 p.

²⁰ Casimir Aubert, o.m.i., "Le P. Léonard Baveux (1796-1865)", Athanase Francoeur, o.m.i., Notices nécrologiques de la paroisse du Canada est, Ottawa, éd. des études oblates, tome I, 1957, 17.

pères Léonard et Bernard, et que Mgr Bourget vient clore lui-même le 8 avril 1849²¹, en témoignage renouvelé de son appui; c'est surtout avec une générosité qui semble hors de proportion avec leurs moyens qu'ils soutiennent la construction et participent à l'ornementation de l'église, cette église qui, par sa situation et son rayonnement, concrétise dans les esprits le déplacement des limites de la ville et par sa beauté, prouve la valeur collective des Saint-Pierrais:

²¹ "Du 4 mars au 8 avril 1849, on avait ouvert à Montréal la grande retraite de six semaines où tout le monde devait mettre la main. Le R.P. Baudrand fut chargé des instructions du soir à Bonsecours. Les RR.PP. Léonard et Bernard travaillèrent à Saint-Pierre dans la chapelle. Les RR.PP. Lagier et Brunet furent chargés de la prédication à la cathédrale. Le fruit de cette retraite a été très grand parmi la classe moyenne et le bas peuple, la haute classe n'a pas paru s'émouvoir beaucoup", Codex historicus des Maisons de Saint-Hilaire, de Longueuil et de Saint-Pierre de Montréal (à l'avenir Codex historicus), paroisse Saint-Pierre-Apôtre, I, 110, avril 1849. Cette assiduité perdure dans les années suivantes: "Du 17 au 25 [décembre] a eu lieu dans notre église Saint-Pierre la retraite des hommes. Elle est donnée par les RR.PP. Honorat et Léonard, et suivie constamment avec une édifiante docilité. A la suite d'un sermon sur le scandale, on voit à l'exercice du soir un pauvre artisan, qui avait eu le malheur depuis quelques temps de vivre dans le désordre, loin de sa femme, se présenter vers la table de communion, un cierge à la main; et là, à genoux et les yeux gonflés de larmes faire, par la bouche du prêtre, l'amende honorable la plus solennelle. Et cela, en conséquence d'un simple avis de Mgr l'Evêque auquel, ne pouvant plus, nous dit-il, supporter son état, il avait été envoyé pour savoir ce qu'il devait faire. Un autre, vient tout désolé à la sacristie s'exclamer à un de nos Pères qu'il avait offensé Dieu, et perdu la grâce. On lui demande ce qu'il avait fait. Il lui était échappé les premières syllabes (sic) du mot "sacré". Enfin, à l'exercice de clôture c'est même après avoir quitté leurs places, et jusqu'à la sortie de l'église qu'on les entend continuer résolument et remplis de joie leur chant d'action de grâce", Codex historicus, I, 132, décembre 1851. Les cas limite rapportés ici témoignent bien du désir qui habite les Bourragans de voir leur dignité reconnue et d'être agréés dans l'ensemble du corps social urbain.

Dans l'après-midi (du dimanche 29 juin 1851), l'emplacement sur lequel l'église Saint-Pierre est en construction, dans la rue Visitation, contenait de 7 à 8000 personnes qui venaient prendre part à la cérémonie de la bénédiction de la pierre angulaire de cette nouvelle bâtisse qui promet d'être magnifique. Mgr de Montréal présidait, assisté du R.P. Martin (s.j.) et de messire Villeneuve (p.s.s.) (...) Vint ensuite la cérémonie des dons en faveur de la bâtisse; chacun, après avoir donné un coup de marteau, qui était présenté par le R.P. Léonard, faisait son offrande. Cette cérémonie commença par les membres du clergé, qui était en grand nombre, puis son Honneur le Maire de Montréal, l'Hon. M. Viger, les présidents et les membres des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, de la Tempérance, etc., puis les principaux citoyens de cette ville et enfin tous les assistants à leur tour, chacun contribuant, suivant ses moyens, à la construction de l'église. Nous avons bien lieu de croire que les dons en cette occasion se sont élevés à un montant considérable. La rue Visitation présentait un magnifique coup d'oeil dans toute son étendue. Elle était décorée d'une immense profusion de verdure et d'arcs de triomphe placés de distance en distance surmontés d'un grand nombre de drapeaux.²²

Le vingt-six juin de l'année mil-huit-cent-cinquante-trois, après deux ans et demi de travaux non interrompus et poussés avec une extrême ardeur pour la construction de l'église monumentale dédiée à Saint-Pierre, son ornementation principale étant achevée, l'on procéda à la bénédiction solennelle de ce magnifique monument. Cette cérémonie fut faite avec une pompe vraiment grandiose. Ce fut Mgr l'évêque Larocque, coadjuteur de Mgr l'évêque de Montréal qui fit le sermon analogue à cette circonstance. Mr (sic) le Maire de la ville, Charles Wilson, accompagné des échevins et suivi des officiers, en costume, des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Vincent-de-Paul et de la Tempérance honorèrent cette pompeuse cérémonie de leur présence. Une foule de peuple venue des divers quartiers de la ville et même des campagnes voisines, remplissait cet immense édifice. Deux bandes de musique, celle de la Tempérance et l'autre dite Bande Saint-Pierre jouaient ad terminum des airs plein d'harmonie.

²² La Minerve, mardi 1er juillet 1851, article reproduit dans Jean-Louis Bergevin, o.m.i., Saint-Pierre de Montréal, documents historiques, paroisse Saint-Pierre, dactylographié, I, 134. Rappelons que Jacques Viger fut maire de Montréal entre 1833 et 1836.

La cérémonie terminée la foule sortit de l'église et s'arrêta sur la place devant l'église pour écouter et applaudir par des hourrahs répétés avec enthousiasme plusieurs discours prononcés par MM. le Maire et les présidents des sus-dites sociétés en faveur de l'architecte Victor Bourgeault, canadien, et en faveur des RR.PP. Oblats qui avaient eu l'heureuse hardiesse, malgré leur pauvreté, d'élever, dans ce faubourg si pauvre, un édifice si magnifique qui devenait par là même un des plus beaux ornements de la Cité de Montréal.²³

Ce grand concours de membres du clergé, qui, au-delà des hostilités réelles entre l'évêque et Saint-Sulpice, entre les Messieurs et les Oblats, entre les séculiers et les réguliers, vise à manifester l'unité du corps ecclésiastique et la puissance de l'Eglise, prend pour les Bourragans une signification supplémentaire. Voilà que se joignent à eux et sont réunis, en plein faubourg Québec, non seulement tous les dignitaires de l'Eglise, mais encore les plus hautes personnalités politiques de la ville et ses élites laïques, et même des curieux des environs pour qui la visite de Montréal, ce dimanche-là, fut celle de la rue de la Visitation. Bien que chacun occupe une place bien précise et que les catégories ne soient jamais confondues, tous sont conviés, et invités à entendre les mêmes paroles, à poser les mêmes gestes, à soutenir conjointement la construction de cette nouvelle maison du Père commun, et à se réjouir ensemble de son achèvement et de sa magnificence. Il s'agit là de moments de concorde idéale, censés embrasser et unir la communauté toute entière, sans exclusion.

²³ La Minerve, mardi 28 juin 1853, 2, article reproduit dans J.-L. Bergevin, o.m.i., op. cit., I, 137.

Voilà en outre que Mgr Guigues, Oblat et évêque de Bytown, félicite la population du faubourg, souligne son esprit de foi et sa persévérance et l'associe sans restriction à la défense des intérêts les plus précieux de la société²⁴; voilà que le faubourg fait la une des journaux, autrement que comme objet de "terreur presque et de scandale"²⁵; voilà que les touristes américains en visite à Montréal font le détour²⁶ pour venir admirer cette chapelle colossale, aux dimensions d'une église paroissiale, conçue dans le style des grandes cathédrales du Moyen-Age et dotée comme elles, d'une splendeur grave et sobre. Collectivement, et avec le concours des autres citoyens montréalais et des fidèles du diocèse, les Saint-Pierrais se sont donnés un temple d'une telle beauté, dont ils sont

²⁴ "A l'évangile, Mgr Guigues, o.m.i., évêque de Bytown, sur l'invitation pressante du comité, monta en chaire. Après avoir remercié le Seigneur, il félicita la population. L'heureuse issue de l'oeuvre, entreprise avec une vive foi et une indéfectible persévérance, prouvait l'amélioration morale et religieuse accomplie. Le bien opéré déjà, en de telles proportions, prendrait désormais un essor plus prodigieux encore, pour la gloire de Dieu, le salut des âmes, le bonheur des familles et les intérêts les plus chers de la société", Programme souvenir des fêtes organisées par le comité des citoyens à l'occasion du 75e anniversaire de l'arrivée des RR.PP. Oblats de Marie Immaculée à St-Pierre de Montréal: 8, 9 et 10 décembre 1923, sous la présidence du R.P. F. Perdureau, o.m.i., supérieur et curé, imprimé, 6.

²⁵ Lettre du Père Santoni à [sans destinataire], Montréal, 19 novembre 1854, M.P. O.M.I., BA 25/9, 283.

²⁶ "On parle beaucoup et en bien des Révérends Pères Oblats, de leur magnifique église qui reçoit des visites fréquentes des habitants de la Cité et de la Campagne et dans la saison d'été, c'est une station de visite pour les Américains qui viennent en foule à Montréal, les voitures de place amènent ces derniers toujours par bandes pour voir la "basilique" Saint-Pierre. On loue beaucoup la piété de nos fidèles faubouriens", Cahiers de notes..., 11-12, cité par G. Carrière, o.m.i., op. cit., 190.

si fiers et qu'ils investissent d'une telle charge symbolique que jamais, au long de la période considérée, on ne viendra à bout de leur générosité constamment sollicitée, dès qu'il s'agit de le protéger, de l'orner et de l'embellir encore.

Il y a donc, entre les Bourragans et les Oblats, rencontre authentique et profonde. Une autre illustration en est fournie par la réaction des fidèles à la mort du père Léonard, fondateur de la maison; sur un ton lyrique qui n'enlève rien à la vérité de la scène, le père Charles-Dominique Bournigalle raconte:

A peine la nouvelle de sa mort fut-elle connue que de toutes parts dans le faubourg les sanglots éclatèrent. (...) La chapelle souterraine transformée en chapelle ardente fut le lieu où on le déposa; il y avait passé une partie de ses jours, entendant les confessions, annonçant la parole de Dieu, et c'est sur ce théâtre de ses exploits que sont venus le vénérer les fidèles: "il nous prêche encore" disaient-ils; et leurs larmes coulaient. Pendant les deux jours qu'il a été ainsi exposé, la chapelle quoique fort grande était presque toujours encombrée, et à certains moments trois frères novices ne pouvaient suffire à faire toucher à son corps les croix, chapelets, livres et autres objets, des mères ont envoyé leurs enfants infirmes pour leur faire toucher ses mains. Chacun voulait lui payer son tribut de gratitude en faisant brûler un cierge devant lui, de sorte qu'un grand nombre de flambeaux éclairait le jour et la nuit cette scène de deuil.²⁷

Cependant, dès les débuts, les missionnaires ont craint de perdre un attachement qu'ils se sont dès lors constamment efforcés d'entretenir. Eglise libre pendant cinquante ans, Saint-Pierre a

²⁷ Lettre du P. Bournigalle au P. Tabaret, Montréal, 23 novembre 1865, M.P. O.M.I., BA 25/4, 165.

été tout ce temps en butte à l'hostilité tenace des Sulpiciens et du clergé séculier. Enfin paroisse en 1900, cette sécurité administrative intervient au moment où le développement urbain bouleverse la composition sociale du quartier et provoque son déclin démographique.

2) Un contexte difficile

C'est "avec peine"²⁸ que, ne pouvant l'empêcher plus longtemps, les Sulpiciens assistent à l'entrée des Oblats dans le faubourg Québec. Derrière cette "peine", les pères de l'époque ont très certainement senti de la rage: les lettres qu'ils s'adressent les uns aux autres, les réflexions qu'ils consignent dans le journal de la maison témoignent à l'envi qu'ils se sentent menacés par les Messieurs, décidés semble-t-il à entraver leur établissement par tous les moyens et à s'imposer comme leurs concurrents puis comme leurs maîtres. Sans douter des intentions hostiles du Séminaire, dont l'animosité envers Mgr Bourget et ses projets est on ne peut plus connue, il nous semble ici moins important de décider si elles ont été réellement aussi implacables que se les représentaient les missionnaires, que d'établir à quel point ils s'en sont trouvés

²⁸ Lettre de Mgr Bourget à Mgr de Mazenod, Montréal, 11 juin 1850, citée par G. Carrière, o.m.i., op. cit., I, 177. Dans le tome VI, 57-66 du même ouvrage, le père Carrière relate les événements qui ont conduit à l'érection de Saint-Pierre en paroisse. Cette lecture s'est avérée pour nous des plus utiles.

troublés, tout comme ils le seront plus tard de l'inimitié du curé Lonergan et des chanoines de l'évêché.

L'excavation de l'église Saint-Pierre est à peine commencée sur la rue de la Visitation que les Sulpiciens se proposent d'ériger une grande chapelle juste derrière elle²⁹. Disposant des fonds qui manquent aux Oblats, ils sont certains de terminer leurs travaux plus rapidement et de tuer ainsi dans l'oeuf l'entreprise des missionnaires. Mgr Bourget et son coadjuteur, Mgr Prince, font alors arrêter cette construction et s'engagent par écrit, le 13 mai 1850, à ne permettre l'érection d'aucune église dans le voisinage de celle de Saint-Pierre tant que les capitaux empruntés pour la bâtir n'auront pas été remboursés³⁰. Défiant cette interdiction, les Messieurs ouvrent tout de même en 1855 une chapelle à quelques pas de l'église oblate et y célèbrent non seulement des offices en anglais, pour les Irlandais, mais aussi en français, ce qui nuit aux pères³¹.

Sur ces entrefaites, le démembrement de la paroisse Notre-Dame, en 1865, pose la question de la constitution d'une paroisse dans le

²⁹ C'est ce que rapporte le Codex historicus, II, 37-38, 16 novembre 1898.

³⁰ Déclaration et promesse de Mgr Bourget, évêque de Montréal et de Mgr de Martyropolis, son coadjuteur, Montréal, 13 mai 1850. M.P. O.M.I., BA 25/10, 2.

³¹ Le père Aubert s'en plaint à Mgr Bourget en 1862. Voir G. Carrière, op. cit., VI, 57.

faubourg Québec, et de ses titulaires. Or, le décret de Rome est explicite: toute nouvelle paroisse démembrée de Notre-Dame doit en premier lieu être offerte aux Sulpiciens. Mgr Bourget a beau manoeuvrer en tous sens, il ne peut rendre les Oblats indépendants. Il songe d'abord à ériger deux paroisses dans le quartier. L'eût-il fait, "les Sulpiciens acceptaient Saint-Pierre et abandonnaient Sainte-Brigide"³². Il choisit alors de tout réunir en une seule et immense paroisse, Sainte-Brigide, qui comprend tout l'espace entre la prison de la rue Colborne et la rue Amherst et compte au moins dix mille communiant³³. Le Séminaire l'accepte. Non seulement n'y a-t-il pas de paroisse Saint-Pierre mais voilà les Oblats directement sous la juridiction du curé nommé par lui. Curieusement, le père Florent Vandenberghe, supérieur provincial, ne s'en inquiète pas trop sur le coup, persuadé que les Sulpiciens lui offriront un partage, "parce que je crains que la population de notre faubourg ne les accepte pas; en tout cas, Mgr ne permettra pas de placer l'église proche de la nôtre"³⁴.

Malheureusement, le provincial déchanté vite. Loin de partager, les Sulpiciens, dès leur arrivée, "font l'impossible pour attirer

³² Lettre du R.P. Vandenberghe au R.P. Aubert, Montréal, mai 1868, M.P. O.M.I., BA 25/6, 293.

³³ Lettre du R.P. Vandenberghe au R.P. Fabre, supérieur général, Montréal, 28 novembre 1867, M.P. O.M.I., BA 25/7, 26.

³⁴ Lettre du même au même, Montréal, 13 décembre 1867, M.P. O.M.I., BA 25/7, 29.

les gens et nous les enlever"³⁵. La concurrence s'installe alors entre les deux congrégations:

Les prêtres de la nouvelle paroisse Ste-Brigitte semblent croire qu'ils vont diminuer beaucoup notre travail et presque vider notre église. Laissons-les un peu dans cette illusion. Les congrégations feront les Pâques dans notre église. Dimanche dernier les Dames de Ste-Anne remplissaient toute l'église. Nous ferons une magnifique fête le jour de Notre-Dame des Sept-Douleurs, jour de leur communion générale. Hier, au salut solennel de St-Joseph, il y avait une affluence extraordinaire. Mais vous comprenez que nous avons besoin plus que jamais de bien soigner notre monde.³⁶

Les calculs d'autre part vont bon train. Pour s'attacher davantage la population du faubourg et en même temps éviter de rembourser la dette, les pères décident en 1868 de construire une maîtrise, destinée à abriter une école de garçons, une chapelle pour les congrégations et une salle de loisirs pour les hommes et les jeunes gens³⁷. Les Sulpiciens de leur côté ne sont pas non plus au

³⁵ Lettre du même au R.P. Aubert, Notre-Dame des Anges, 6 février 1868, M.P. O.M.I., BA 26/6, 274.

³⁶ Lettre du R.P. Charpeney au R.P. Aubert, Montréal, 20 mars 1868, M.P. O.M.I., BA 25/2, 45.

³⁷ Lettre du R.P. Vandenberghe au R.P. Aubert, Ottawa, 1er avril 1868, M.P. O.M.I., BA 25/6, 282. "Pour moi je me demande s'il y a opportunité à diminuer la dette. Libérer l'église de S. Pierre de ses charges, c'est permettre de bâtir une autre église". Voir aussi Lettre du même au même, Montréal, mai 1868, BA 25/6, 293: "(...) Tout le monde est de votre sentiment: nous ne devons attendre rien de bon de la part des Sulpiciens: ils nous voudraient loin d'ici. Ils feront tout ce qu'ils peuvent pour nous démolir à Saint-Pierre et pour ôter notre action. Aussi sous ce rapport la bâtisse de la maîtrise est fort opportune. Que nos Pères puissent maintenir leurs congrégations et ils conserveront leur position."

dépourvu. Ils proposent de bâtir à leurs frais l'église paroissiale, à la condition expresse toutefois qu'elle soit à proximité des écoles déjà ouvertes, c'est-à-dire à deux coins de rues de l'église oblate; si Mgr Bourget refuse cette offre et s'en tient à son projet d'un temple sur la rue Papineau, qu'il se charge lui-même des frais et qu'il en charge les faubouriens, déjà priés de soutenir Saint-Pierre³⁸. Devant l'impopularité d'une telle mesure, l'évêque, malgré son engagement de 1850, est forcé de s'incliner.

Après avoir, devant ces difficultés, songé sérieusement en novembre-décembre 1868 à demander le démembrement de Sainte-Brigide et l'érection de Saint-Pierre en paroisse, les Oblats finalement y renoncent, en partie parce qu'ils estiment que les inconvénients l'emportent encore au total sur les avantages³⁹, en partie parce que

³⁸ Ibid., 293.

³⁹ Lettres du R.P. Vandenberghe au R.P. Aubert, Montréal, 10 et 30 décembre 1868, M.P. O.M.I., BA 25/6, 321 et 324. Avantages d'être paroisse: indépendance du séminaire et augmentation de revenus; Inconvénients: c'est moins conforme aux constitutions oblates, c'est se déclarer ouvertement contre Saint-Sulpice, c'est risquer la lutte avec le gouvernement pour la reconnaissance civile, c'est enfin se "priver de l'avantage d'une position humble", les aumônes affluant plus facilement pour une église libre que pour une paroisse, au revenu mieux assuré. A propos de la reconnaissance civile des paroisses, R. Perin rappelle qu'au moment du démembrement les Sulpiciens ont pesé de tout leur poids auprès de l'athorney général et des protonotaires pour que ceux-ci refusent la reconnaissance civile des paroisses démembrées de Notre-Dame. Ce n'est qu'après que le Séminaire ait demandé un statut particulier que Gédéon Ouimet a commencé à négocier avec Bourget la question des registres d'état civil et ce n'est finalement que sur la pression de Rome que l'Etat a reconnu la moitié, seulement, des nouvelles paroisses, et encore en ne les considérant que comme des annexes de Notre-Dame (R. Perin, op. cit., 393-399). On comprend dès lors que

Mgr Bourget, pourtant déterminé à les faire curé, est lui-même conduit, sous la pression sans doute de son clergé, à reculer dans cette affaire⁴⁰. Lorsqu'au printemps 1873 les Sulpiciens décident d'abandonner la paroisse, les pères de la maison s'attendent à devoir se prononcer rapidement sur son acceptation⁴¹. Est-ce refus de leur supérieur général? Est-ce agitation du clergé? La documentation est perdue qui permettrait d'expliquer pourquoi la cure leur échappe une fois encore et qu'elle est plutôt confiée aux soins d'un prêtre séculier, monsieur James Lonergan⁴².

Or, il semble que le curé Lonergan n'ait rien de plus pressé que d'entreprendre dès son arrivée la construction de la grande église projetée par le Séminaire mais non encore réalisée. Le chantier, très vaste, s'ouvre en 1874 "dans le jardin des frères"⁴³ et dès 1878 se dressent désormais côte à côte les deux clochers rivaux. Entretemps Mgr Bourget a démissionné; les Oblats ont perdu avec lui un précieux protecteur. Mgr Fabre, plus modéré, est aussi nettement plus sensible aux représentations des séculiers:

les Oblats aient hésité à envenimer davantage la situation.

⁴⁰ G. Carrière, o.m.i., op. cit., VI, 61.

⁴¹ Ibid., 62.

⁴² Ibid., 63.

⁴³ Lettre du R.P. Charpeney au R.P. Aubert, Québec, 3 septembre 1878, M.P. O.M.I., BA 25/2, 154.

Il y a guerre ouverte contre S. Pierre. Mgr Fabre m'avait toujours eu l'air de prendre notre défense et nos intérêts, il me l'a même dit très clairement; mais il s'est laissé déborder par les réclamations incessantes du curé de S. Brigide aidé de quelques confrères de la ville et surtout de quelques chanoines. On a bien voulu nous offrir une paroisse; mais avec des limites inadmissibles; il n'y avait rien d'officiel, et j'ai signifié à notre bon évêque de ne pas se donner la peine de nous proposer officiellement le territoire tel qu'il m'était offert officieusement. Il m'a dit que cette division ne venait pas de lui et qu'on ne cessait de lui créer des embarras, qu'il voudrait bien pouvoir se débarrasser de ce curé, mais qu'il n'a pas de paroisse à lui offrir, que du reste il refuse de laisser S. Brigitte, et qu'il est soutenu, etc. etc..⁴⁴

Le curé Lonergan réside à Sainte-Brigide pendant plus de vingt-cinq ans. Un long quart de siècle de rapports difficiles entre lui et les Oblats. Sans doute, c'est à la paroisse de tenir les registres de l'état civil; mais hormis sur ce point les tracasseries ne cessent de s'envenimer et les chicanes de juridiction de se multiplier. Les Oblats ont une école, tenue par les Frères Maristes: à quelle église les enfants qui la fréquentent feront-ils leur première communion? Et les pauvres, à quel presbytère iront-ils s'adresser? Qui les fidèles de Saint-Pierre doivent-ils appeler pour porter les derniers sacrements? Dans quelles rues les congrégations de Saint-Pierre peuvent-elles solliciter sans représailles pour leurs bazars et autres oeuvres? Voilà, parmi une foule d'autres, autant d'occasions de conflits toujours renouvelés.

⁴⁴ Lettre du R.P. Antoine au R.P. Soullier, Montréal, 10 juin 1878, M.P. BA 25/1, 203-207. D'autre part, alors que les fidèles de Saint-Pierre adressent à Mgr Fabre une nombreuse pétition pour obtenir une paroisse distincte, le nouvel évêque, non content de les éconduire, leur répond en outre qu'ils doivent d'abord aider à payer le temple neuf. Cf. réf. note 39.

Après tant d'années de service dans le faubourg, la situation rend les Oblats amers: "Entrevue longue, franche (entre leur supérieur et le curé). Le curé nous hait. Il voudrait pouvoir nous enlever tout fidèle"⁴⁵. "Communion de nos enfants, encore à S. Brigide. Le curé aime à recevoir des services, mais pas à faire plaisir"⁴⁶. De tels propos, à cette époque, reviennent souvent sous leur plume.

Enfin, dans les années 1890, les choses semblent vouloir se modifier en leur faveur et le vicaire général Bourgeault leur promet une cure dès le départ de Lonergan⁴⁷. La question se pose alors des limites de la nouvelle paroisse, dans ce quartier désormais planté de nombreuses églises. Le supérieur, Hormisdas Legault, demande la division à la rue Plessis⁴⁸, mais lorsqu'enfin, en 1900, sera érigée la paroisse, il n'obtiendra que jusqu'au côté ouest de la rue Panet, depuis Amherst est, entre le fleuve et la rue Demontigny: une des plus petites paroisses du diocèse. Il faudra, on l'a vu, attendre 1904 pour que les Sulpiciens consentent à céder à Saint-Pierre une

⁴⁵ Codex historicus, 359, 9 avril 1888.

⁴⁶ Ibid., 402, 14 mai 1890.

⁴⁷ "Pour la question de la cure, voici ce que je crois devoir vous dire très confidentiellement. (...) Je sais que le clergé en général n'aime pas à voir les cures entre les mains des religieux, mais je ne vois pas pourquoi on ne ferait pas une exception en faveur des pères Oblats. Aujourd'hui que les Castors et les Paradistes ne comptent guère, je crois que Monseigneur n'aurait pas à craindre de récriminations s'il vous accordait une paroisse." Lettre de F. Bourgeault, vicaire général au R.P. Provincial, M.P. O.M.I., 2D1/6.11, 1893.

⁴⁸ Codex historicus, 46-47, 30 mai 1899.

étroite bande supplémentaire, vers l'ouest, jusqu'à la rue Saint-André.

Après cinquante ans de présence dans le faubourg, voilà enfin les Oblats libres de toute tutelle hostile. Dans Saint-Pierre ils sont désormais vraiment chez eux. D'autant plus que la paroisse ne comporte pas de fabrique: les pères n'ont pas voulu sortir de la dépendance envers les séculiers de Sainte-Brigide pour tomber aussitôt dans la négociation incessante avec un conseil de marguilliers laïques susceptibles d'entraver leurs projets et d'exiger des comptes⁴⁹.

Leur position leur donne d'abord de l'assurance. Le nouveau curé de Sainte-Brigide, l'abbé Joseph-Marie Demers, se plaint-il à l'évêché des empiètements de ses voisins, qui visitent ses malades, confessent ses enfants, chantent le service de ses morts et surtout sollicitent pour leurs oeuvres auprès de ses commerçants parce que le découpage de la paroisse ne leur a pas donné satisfaction⁵⁰, les Oblats ne s'émeuvent plus, et rétorquent qu'on leur cherche là querelle pour des riens, que "des relations de cinquante ans ne se brisent pas en un jour, ni en un an"⁵¹.

⁴⁹ Codex historicus, II, 38, 26 septembre 1900.

⁵⁰ Lettre de M. J.-M. Demers, curé de Sainte-Brigide à Mgr Paul Bruchési, Montréal, 16 novembre 1901, ACAM, 465.102/901.6.

⁵¹ Réponse au factum du curé Demers par le R.P. Jodoin, o.m.i., Provincial, Montréal, 8 décembre 1901, ACAM, 465.102/901.7.

En fait, la paroisse est bel et bien trop petite, et surtout trop pauvre, pour assurer aux missionnaires le revenu, même modeste, qu'ils en escomptaient. Pour honorer la dette immobilière, soutenir leurs associations et assurer leur entretien, ils doivent absolument compenser cette pauvreté par le nombre. Aussi encouragent-ils vivement, après 1900, les requêtes des fidèles à l'évêché pour obtenir des agrandissements, surtout vers le nord, dans des quadrilatères adjacents où la population est un peu plus à l'aise, si l'on ose dire, et plus stable que celle du bord de l'eau, misérable puis contrainte au déplacement par suite du développement manufacturier et des expropriations du Canadian Pacific.

Quelques semaines après l'érection de Saint-Pierre, des fidèles habitant au-delà de la frontière nord, entre les rues Demontigny et Logan, font valoir qu'ils fréquentent l'église oblate, sont membres de ses congrégations et confréries, et ils demandent leur annexion à Saint-Pierre⁵². En vain, même après une nouvelle tentative en 1903⁵³. En 1911, c'est au tour du curé Ernest Tourangeau de s'adresser personnellement aux autorités diocésaines. Il veut s'agrandir vers le nord, jusqu'à Logan, entre Amherst et Panet et jusqu'à Demontigny, entre Saint-André et Amherst. Les rues du sud

⁵² Requête de quelques paroissiens pour appartenir à Saint-Pierre, s.d., après octobre 1900, ACAM, 355.152/900.6.

⁵³ Pétition de certains fidèles pour faire partie de la nouvelle extension de la paroisse Saint-Pierre, Montréal, s.d., 1903, ACAM, 355.152/903.2.

sont trop pauvres pour entretenir à elles seules leurs pasteurs. Sa requête s'appuie sur une analyse sociale de la paroisse qui révèle à quel point les forces de développement urbain sont en train de la bouleverser:

Les 1900 familles que nous donne le dernier rapport de la visite paroissiale, comprennent, cela va sans dire, les familles habitant en si grand nombre les cours des rues de notre paroisse; naturellement le bureau d'hygiène devra, petit à petit, fermer ces taudis malsains. Quant au bas de notre paroisse, c'est inutile d'espérer qu'il y ait jamais amélioration; bien au contraire, depuis dix ans, j'ai constaté que tous les ans cette partie de notre territoire perd toujours de l'importance. La raison de cela se trouve, je crois, dans le fait que les pauvres qui habitaient l'ancien quartier du bord de l'eau, détruit par le C.P.R. se sont repliés sur le haut, envahissant le quartier dont je vous parle. En outre, il faut remarquer que nous avons plusieurs manufactures sur le bas de la paroisse et que actuellement deux autres sont en construction. A noter aussi que la rue Amherst est en train de devenir une rue commerciale, ce qui nous oblige à nous attendre à voir partir le peu de bonnes familles qui y demeurent. Maintenant, mon R.P., je puis vous dire qu'il est à la connaissance de tous les Pères ici, et des citoyens également, que les meilleurs gens, les économes, les sobres, ceux qui nous aident dans nos organisations et qui ont des bancs à l'église, les bons paroissiens en un mot, quand ils ont réussi à mettre de côté quelques cent dollars, s'en vont fonder les paroisses du nord de Montréal ou renforcer celles qui sont déjà établies. Toujours ils sont remplacés par des gens qui ne nous connaissent pas et qui bien souvent partent avant de nous avoir connus, tellement sont nombreux les déménagements.⁵⁴

⁵⁴ Document non signé, adressé par le R.P. E.-J.-A. Tourangeau, o.m.i., supérieur et curé, vers 1911, à W.-C. Martin, chanoine et archidiacre, M.P. O.M.I., 21/6.22. Par le document précédent 2D1/6.21, on sait que cette requête a été rédigée le 18 novembre 1911.

Mais malgré les représentations du curé Tourangeau, l'évêché préfère plutôt créer une nouvelle paroisse, Sainte-Catherine-d'Alexandrie. Saint-Pierre se trouve ainsi définitivement encarcené dans ses limites de 1904, ce qui la rend à jamais incapable de se suffire sans l'aide financière de la congrégation⁵⁵.

Contre les intentions des Sulpiciens et du curé Lonergan de leur ravir leurs fidèles, et même contre le développement industriel et urbain qui transforme leur paroisse et la saigne, les Oblats ont entrepris de lutter. A la suite de leur fondateur, Eugène de Mazenod, et de tout le courant ultramontain, ils tiennent que la Parole, pour être pleinement évangélisatrice, doit s'incarner. C'est donc avant tout pour des raisons pastorales que les pères de Saint-Pierre y suscitent tant de congrégations, de confréries, d'associations de toutes sortes et qu'ils dispensent à leurs ouailles tant et tant de services. Cependant, il est absolument certain que l'obligation dans laquelle ils se sont trouvés de s'attacher la population a conféré à leur ministère un surplus d'amplitude, de compétence et d'éclat. Avant d'aborder, dans la

⁵⁵ Bulletin paroissial, V, 33 (2ème série), 4 janvier 1931, 1. En 1930, dernière année considérée dans ce travail, les recettes de la paroisse s'élevaient à 31 248,35\$ et les dépenses à 30 742,80\$. Le surplus ainsi dégagé, d'un peu plus de 1000 dollars, ne comprend pas l'entretien des pères. En outre, depuis 1927, 36 132,88\$ ont été affectés à la remise de la dette, qui se monte en 1930 à 55 000\$. Il est dès lors évident que c'est la congrégation dans son ensemble qui subventionne le groupe de Saint-Pierre et paie la dette.

prochaine partie, l'analyse des relations entre pasteurs et fidèles, approchons-nous davantage de la communauté de Saint-Pierre.

B- Les Oblats de Saint-Pierre

Vu l'abandon de la cure de Saint-Hilaire en 1842, celui de la desserte du pèlerinage du mont du même nom l'année suivante et la fermeture en 1850 de la maison de Longueuil, que l'établissement de Montréal avait rendue inutile, la maison de Saint-Pierre-Apôtre est dès cette date la plus ancienne de la congrégation au Canada, hormis celle de l'évêché de Bytown. Depuis 1851 elle est la résidence du Provincial et le siège de toute l'administration de la province⁵⁶. Les pères du Canada, ceux des Etats-Unis et des vicariats puis des provinces du Nord-Ouest, les pères qui arrivent d'Europe, ceux qui, pour raisons d'études ou de santé, éprouvent le besoin de se reposer, tous y séjournent lors de leurs passages, parfois prolongés, à Montréal. Par ailleurs, Saint-Pierre est la résidence

⁵⁶ Le chapitre général de 1850 a admis le principe de la décentralisation administrative de la congrégation et constitué des provinces et des vicariats des missions comme intermédiaires entre l'administration locale des maisons et missions et l'administration générale. Le 24 avril 1851, la congrégation du Canada est érigée en Province; le 12 septembre suivant, le père Jacques Santoni est nommé premier Provincial (D. Levasseur, o.m.i., op. cit., I, 166-67 et 131). Saint-Pierre-Apôtre reste maison provinciale jusqu'en 1951, sauf entre 1856 et 1864 alors qu'elle est située à Bytown. De 1851 à 1881, la province couvre tout le Canada et les Etats-Unis. En 1881, une province distincte est créée pour ce dernier pays. La province du Canada s'étend alors sur l'ensemble du pays jusqu'un peu avant Saint-Boniface.

désignée des pères aumôniers des congrégations religieuses de la ville et celle des missionnaires affectés au ministère de la prédication des retraites dans les paroisses françaises du Canada et des Etats-Unis. C'est dire que le va-et-vient est constant dans cette maison qui est aussi, évidemment, le presbytère des religieux qui desservent l'église et la paroisse Saint-Pierre. Entre 1847⁵⁷ et 1930, quatre-vingt-treize prêtres⁵⁸ ont exercé ce ministère. C'est eux que nous suivrons maintenant de près pour découvrir, entre eux et leurs fidèles, une certaine proximité culturelle.

1) Le personnel

"Nous serons obligés d'avoir à Saint-Pierre un personnel approprié et bien choisi, qui conserve l'estime et la popularité acquise. C'est-à-dire que nous devons lutter, et lutter

⁵⁷ Cette section du chapitre a pu être réalisée à partir des recoupements effectués grâce à l'indispensable ouvrage de G. Carrière, o.m.i., Dictionnaire biographique des Oblats de Marie-Immaculée au Canada, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, 3 tomes, 1976, 1977 et 1979. Bien que l'établissement de Saint-Pierre ait été fondé en 1848, le père Carrière indique que les pères Auguste Gaudet et Lucien Lagier y ont fait un court séjour l'année précédente. Est-ce pour étudier les possibilités d'implantation?

⁵⁸ Comme nous nous intéressons de façon primordiale au ministère pastoral et aux relations entre les prêtres et les fidèles, nous n'avons pas considéré ici la part des frères Oblats, ni celle des prêtres dont le séjour à Saint-Pierre fut inférieur à une durée d'un an. Par contre nous avons retenu le nom des pères qui, bien qu'attachés surtout à l'administration provinciale, ont assumé aussi des charges pastorales les unissant de près aux fidèles par exemple l'écoute des confessions.

vigoureusement"⁵⁹. L'étude des effectifs et de la composition des cohortes affectées au ministère paroissial témoigne que cette proposition du père Vandenberghe, émise alors qu'il était provincial des Oblats en 1868, est exécutée à la lettre durant toute la période retenue pour cette thèse.

Les quatre-vingt-treize prêtres qui ont exercé leur ministère à Saint-Pierre travaillent en groupes dont les effectifs varient considérablement au cours de la période⁶⁰. Deux hommes fondent l'établissement en 1848, les pères Léonard et Bernard, bientôt aidés des pères Fleury Baudrand, Alexandre-Auguste Brunet et Lucien Lagier. La fermeture de la maison de Longueuil en 1850 donne à Saint-Pierre trois nouveaux ouvriers, pour un total de huit, porté à douze puis à onze en 1851 et 1852, au moment de la construction de l'église. Malgré l'ampleur du travail pastoral à accomplir dans le faubourg, la multiplication des activités des Oblats sur le continent et les difficultés encore réelles du recrutement se conjuguent pour entraîner, entre 1853 et 1866, la contraction de la cohorte destinée au ministère dans le quartier, qui compte alors

⁵⁹ Lettre du R.P. Vandenberghe au R.P. Aubert, Ottawa, 1er avril 1868, M.P. O.M.I., BA 25/6, 282.

⁶⁰ Toutes les informations concernant le nombre et l'âge des pères proviennent des recoupements effectués à partir des notices biographiques du père G. Carrière, o.m.i., Dictionnaire..., op. cit..

entre quatre et sept membres par année⁶¹. Après 1867 toutefois et jusque dans les années 1920, l'augmentation rapide de la population et l'ensemble des oeuvres mises en place exigent le relèvement du nombre de pasteurs qui, sauf exception, ne seront jamais moins de sept, et souvent entre onze et treize. En comparaison, l'église paroissiale de Sainte-Brigide n'a souvent que deux ou trois prêtres pour desservir une population équivalente⁶². Il faut l'amoindrissement démographique de la paroisse et le début de la désintégration des intenses relations sociales qui caractérisait jusqu'alors la vie religieuse et sociale du milieu pour que s'amorce en conséquence la réduction du groupe pastoral, qui se contracte à sept membres à partir de 1926. Au total quatre périodes: de 1848 à 1852, dans les débuts, des effectifs fluctuants; de 1853 à 1889, Saint-Pierre bénéficie du ministère d'environ sept prêtres par année; du travail de dix à onze pasteurs en moyenne de 1890 à 1925, de sept à nouveau après cette date. C'est du reste au cours de la troisième époque, qui voit Saint-Pierre devenir paroisse, que le nombre de fidèles par prêtre (sept cent quarante en 1901) s'approche le plus de l'idéal de cinq cents visé par les Commissions romaines⁶³

⁶¹ En 1853, la congrégation compte en tout au pays treize religieux pères et frères ensemble (Le diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1900, 294). La même année, neuf prêtres sont affectés au ministère dans l'église Saint-Pierre.

⁶² Codex historicus, I, 377, avril 1889.

⁶³ Louis-Edmond Hamelin, "Evolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec", R.S., 2, 2, avril-juin 1961, 226-227.

et que les organisations paroissiales, comme nous le verrons dans un prochain chapitre, sont les plus nombreuses, les plus populeuses et les plus variées.

Dans chaque cohorte annuelle⁶⁴, sauf exceptions d'ailleurs plus fréquentes après 1920, on remarque quelques jeunes prêtres⁶⁵. Il s'agit parfois de nouveaux ordonnés pour qui Saint-Pierre constitue la première obédience (vingt-deux cas sur soixante-trois). Plus souvent d'hommes ayant déjà connu le rude travail dans les missions indiennes ou métis, ou auprès des bûcherons et des colons; ayant manifesté peu de goût ou d'aptitude pour ces ministères isolés et très fatigants, ils ont été réorientés vers le ministère paroissial. Quelquefois enfin, ces jeunes ont auparavant été aumôniers de congrégations religieuses ou alors ont fait un stage comme vicaires d'une paroisse moins difficile. Tous ont moins de trente-cinq ans. Sur quatre-vingt treize Oblats ayant exercé dans Saint-Pierre, soixante-trois, plus des deux tiers, appartiennent encore à ce groupe de la relève lors de leur premier séjour dans cette paroisse

⁶⁴ De 1848 à 1930 inclusivement, on dénombre 83 cohortes annuelles.

⁶⁵ Cette classification est tirée de A. Giguère, o.m.i., Etudes statistiques de la province oblate St-Joseph de Montréal, Montréal, Centre canadien de sociologie religieuse, 1960. Nous en avons pris connaissance par L. Rousseau, op. cit., 35-37. Le père Giguère a divisé le personnel en quatre catégories de rendement: 1. Le groupe d'âge de la relève, les moins de trente-cinq ans; 2. Le groupe d'âge de plein rendement, entre 35 et 54 ans; 3. Le groupe d'âge de rendement réduit, entre 55 et 69 ans; 4. Le groupe d'âge de rendement incertain, après 70 ans.

où la multiplicité des tâches offre une variété d'expérience et où l'ampleur de la besogne exige des hommes robustes. Hormis dans la décennie 1921-1930, qui ne lui laisse que 12% de l'ensemble, le groupe de la relève forme toujours au moins le quart des effectifs de chaque décennie, et sa part grimpe même à 47% entre 1891 et 1900.

A côté d'eux, des missionnaires de plein rendement, âgés de trente-cinq à cinquante-quatre ans. Avant d'être nommés à Saint-Pierre, ils ont enseigné, ou sont restés, parfois même plus de dix ans, dans d'autres paroisses oblates. Certains d'entre eux cumulent aussi une vaste expérience à Saint-Pierre même, dans une ou plusieurs oeuvres, ce qui favorise l'initiation des plus jeunes. Tout au long de la période, ces Oblats dans la force de l'âge représentent pour chaque décennie environ la moitié du personnel pastoral.

Enfin, dans cinquante-six cohortes sur quatre-vingt-trois, soit deux fois sur trois, il y a aussi au moins un prêtre très expérimenté. Ces hommes, de cinquante-cinq ans et plus, ont passé une bonne partie de leur vie sacerdotale et religieuse dans Saint-Pierre. Le père Arthur Bernèche par exemple, directeur de la congrégation des Enfants de Marie, a vécu quatorze ans dans la paroisse avant 1930; le père Joseph Dozois, vicaire puis curé, y est resté trente-quatre ans. Plusieurs autres, à toutes les époques, sont dans leur cas. En fait, seul le père Odilon Chevrier reçoit

très tard une première obédience pour la paroisse. Ce sous-groupe de prêtres âgés reste toujours minoritaire avant les années 1920: au plus ne compte-t-il que pour 16% des effectifs dans la décennie 1881-1890. Au cours des années 1920 cependant, signe du vieillissement de la communauté de Saint-Pierre, il réunit 42% des missionnaires en exercice. Aucun d'entre eux toutefois ne poursuit ses activités après soixante-dix ans, âge de la retraite.

De tout cela, on retient le portrait d'un clergé nombreux et qui, pendant toute la période retenue, a conservé l'équilibre entre la vigueur et l'expérience. L'âge moyen, de trente-six ans et quatre mois en 1871-1880, est progressivement porté à quarante-huit ans et quatre mois entre 1921 et 1930, alors que depuis 1890 surtout le grand nombre de fidèles et la multiplication des tâches exigent moins de bâtisseurs et plus de prêtres entraînés de longue date au ministère paroissial.

Ces missionnaires, de quels milieux sociaux proviennent-ils?

2) Les origines sociales des pères

Si les Jésuites et les Dominicains, dont les communautés sont rétablies à la faveur de la Restauration, continuent de recruter dans les milieux aristocratiques ou bourgeois de la France d'après

1815, il semble néanmoins que les vocations religieuses masculines, au moment du renouveau de la ferveur, sortent presque toujours des milieux populaires, notamment dans le cas de congrégations ou d'instituts voués spécifiquement à l'évangélisation des pauvres, tels les Lazaristes et les Oblats. C'est le monde populaire, mais non prolétaire, des campagnes, des villages et des villes qui assure, d'abord, la reconstitution de l'encadrement pastoral de l'Eglise, fort compromis pendant la révolution. Y dominent non les fils d'ouvriers et de métayers, souvent analphabètes ou trop pauvres pour défrayer le coût de leurs études classiques, mais ceux des artisans, des marchands de village ou des cultivateurs-propriétaires. Dans la seconde moitié du siècle, l'apport rural s'accroît encore et avec lui la proximité culturelle première des paysans et des religieux des diverses communautés⁶⁶.

C'est ainsi que bien qu'appartenant lui-même par son père à la haute noblesse aixoise, le fondateur des Oblats, Eugène de Mazenod, s'est d'emblée trouvé entouré de prêtres d'extraction sociale beaucoup plus modeste⁶⁷, capables aussi bien de prêcher en provençal aux populations des diocèses du Midi que de s'adapter, après avoir traversé l'Atlantique, aux us et coutumes des divers peuples de

⁶⁶ Sur cette question des origines sociales des religieux français au XIXe siècle, voir Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, Histoire religieuse de la France contemporaine, I, 1800-1880, Toulouse, Privat, 1985, 41 et 153.

⁶⁷ D. Levasseur, o.m.i., op. cit., I, 76.

l'Amérique du Nord et à leurs conditions de vie souvent très difficiles. Les religieux canadiens-français qui se joignent à eux puis, après quelques années, forment l'essentiel de la communauté au pays⁶⁸ proviennent des mêmes milieux sociaux, avec prépondérance nette des fils d'habitants.

Les Oblats ayant exercé leur ministère à Saint-Pierre-Apôtre ne se distinguent en rien, sous ce rapport, des autres membres de leur famille spirituelle. Les fondateurs de la maison, les pères Léonard et Bernard, sont tous deux fils de paysans, qui en Haute-Marne, qui en Isère. Ceux qui, dans la décade suivante, viennent leur prêter main-forte sont issus de familles de fermiers ou d'artisans; parmi eux, un seul fils de négociant, le père Pierre Aubert, un seul fils d'ouvrier, le père Eugène Cauvin⁶⁹. Au fil des décennies, ce portrait des origines sociales des Oblats se reproduit fidèlement. Au total, nous connaissons la profession de leur père soixante-deux fois sur quatre-vingt-treize, soit dans le deux tiers des cas. Parmi eux, un seul fils d'ouvrier, déjà mentionné, quatre de professionnels, dix de marchands de village, mais douze d'artisans

⁶⁸ Entre 1841 et 1861, le recrutement est lent: 26 oblations en 20 ans. Il s'amplifie nettement par la suite: entre 1861 et 1898, on compte en effet 430 oblations canadiennes. Voir D. Levasseur, o.m.i., op. cit., I, 132 et 213.

⁶⁹ Mais on ne connaît leurs origines familiales que dans neuf cas sur vingt.

et trente-quatre de cultivateurs⁷⁰. A vrai dire, les proportions véritables de chacun des groupes sociaux pèsent sans doute encore davantage du côté des milieux populaires. En effet, le sous-enregistrement notoire des professions modestes dans les actes de baptême français de la première moitié du XIXe siècle nous prive une fois sur deux de celle des pères des Oblats originaires d'outre-Atlantique⁷¹. En revanche, alors que nous est indiquée la profession de quarante-cinq pères d'Oblats canadiens sur cinquante-huit, nous pouvons noter que les fils de cultivateurs et d'artisans, avec vingt-huit et sept recrues, représentent 77,8% de ce sous-groupe; on compte également six fils de marchands, quatre de professionnels mais aucun d'ouvriers.

Ces origines modestes, villageoises ou rurales⁷², communes aux prêtres et aux Saint-Pierrais, favorisent l'établissement d'un contact familial, fait de reconnaissance mutuelle. Cependant, le sacerdoce revêt les premiers d'une autorité et d'un prestige sur les seconds qui pourrait entraver la communication, si leur formation ne visait expressément, dans le domaine théologique et pastoral, à

⁷⁰ G. Carrière, o.m.i., Dictionnaire..., op. cit., compilations à partir des notices biographiques.

⁷¹ Au cours de la période retenue, 33 Oblats français ont travaillé à Saint-Pierre. On sait la profession de 16 de leurs pères, soit un peu plus de la moitié. Un Oblat belge, dont le père était fermier, et un autre Irlandais, dont on ignore les origines sociales, ont aussi exercé dans la paroisse.

⁷² Des 93 prêtres de Saint-Pierre, seuls huit sont nés en ville: quatre à Montréal et quatre à Québec.

faire des Oblats des pasteurs simples, d'abord facile et de compréhension large.

3) La formation et le style des Oblats

Cours classique, noviciat, scolasticat: de longues études préparent, éveillent, affermissent et nourrissent les vocations religieuses. Au cours de ces études, les séminaristes, en pension loin de leur famille et de leur village, se séparent de leur culture d'origine. Ils s'intègrent alors à une culture intellectuelle et spirituelle qui leur confère, avec son accord et sa fierté, ascendant sur le milieu populaire dont ils sont pour la plupart issus, milieu qui porte leur vocation entre autres parce qu'il voit en elle une promotion sociale.

Comme dans les autres congrégations, la formation des novices et des scolastiques fait chez les Oblats l'objet de nombreux développements dans la Règle. Dès 1816, à l'époque de la Société des missionnaires de Provence, Eugène de Mazenod en avait déterminé les éléments. Les Constitutions et Règles de 1826 les reprennent, les amendent un peu à la lumière de l'expérience des dix années antérieures et fixent pour plus d'un siècle la manière dont, dans tous les pays et dans toutes les maisons de formation, l'on devient véritablement Oblat de Marie Immaculée.

Après cinq à huit années de cours classique, le jeune ecclésiastique entre au noviciat⁷³. Là, durant une année puis deux⁷⁴, ses maîtres le forment à la vie religieuse: ils lui enseignent d'une part, conformément au courant de la spiritualité française de l'époque, le chemin de la renonciation à soi et celui de l'intériorisation de la foi: la manière de comprendre la loi de Dieu, celle de prier, de se confesser et d'entendre la messe; ils l'instruisent d'autre part de toutes les prescriptions de la Règle; ils le font, enfin, participer à l'esprit et aux exercices de la communauté⁷⁵.

⁷³ Un noviciat est ouvert à Longueuil dès 1842, transféré à Montréal de 1850 à 1865 avec, durant cette période, quelques déménagements à Bytown, puis établi durablement à Lachine à partir de 1866 (D. Levasseur, o.m.i., *op. cit.*, I, 213). Parmi les 93 prêtres qui ont travaillé à Saint-Pierre, 58 dont 3 Français y ont fait leur noviciat. En France, un noviciat est établi à Aix en 1816, qui fut transféré plusieurs fois (à Notre-Dame-du-Laus, Billens en Suisse, Marseille, Saint-Just) avant d'être fixé à Notre-Dame de l'Osier: 23 pères de Saint-Pierre, dont un Canadien, l'ont fréquenté. Par ailleurs, un deuxième noviciat est ouvert en 1847 à Nancy puis déménagé en 1881 à St-Gerlach (Hollande) avant de revenir à la fin du siècle à Angers puis Bestin: onze de nos pères s'y sont formés. Enfin, un missionnaire a fréquenté le noviciat de Tewsbury, au Massachussets.

⁷⁴ Le chapitre général de 1856 a décidé en effet de doubler le temps de noviciat.

⁷⁵ Constitution et Règles de la Congrégation des Missionnaires Oblats de la Très Sainte et Immaculée Vierge Marie, approuvée d'abord, en même temps que l'Institut par Sa Sainteté Léon XIII et après la promulgation du Code de Droit canonique confirmées en la "forme spécifique" par Sa Sainteté Pie XI, Rome, Maison générale, 1965 (réédition de l'édition de 1930), articles 701, 702 et 718.

Si le profès prononce ses vœux temporaires, il est ensuite envoyé au scolasticat⁷⁶, où l'acquisition des sciences ecclésiastiques le prépare pendant trois ou quatre ans au sacerdoce et aux ministères propres de la congrégation⁷⁷. M. de Mazenod a rédigé la Règle des Oblats à une époque où la formation des prêtres, depuis la Révolution hâtive et médiocre, connaît une véritable restauration; c'est pourquoi tant d'articles précisent avec soin non seulement dans quel esprit doit s'effectuer l'enseignement mais également quelles matières doivent être dispensées aux scolastiques.

⁷⁶ De 1843 à 1848, le scolasticat, tout comme le noviciat, a son siège à Longueuil. Il est ensuite transporté dans une partie du collège de Bytown. Il occupe enfin en 1885 son propre édifice. Jusqu'en 1917, le personnel y est d'origines ethniques variées et provient de l'est et de l'ouest du Canada et des Etats-Unis. A partir de cette date, il est exclusivement canadien-français et le scolasticat Saint-Joseph ne dessert plus que la province du Canada est (D. Levasseur, o.m.i., op. cit., I, 180-1 et 213; II, 106). Des 93 pères de Saint-Pierre, 55 s'y sont formés, dont un Français. En France, le scolasticat est logé dans le grand séminaire de Marseille depuis 1835; déménagé à Montolivet en 1854; transporté à Autun de 1862 à 1880, puis en Irlande jusqu'en 1888, en Hollande de 1888 à 1891, enfin fixé à Liège (Belgique) à cette date. 19 pères français et un père québécois ont fréquenté ce véritable scolasticat ambulant, dont les pérégrinations doivent beaucoup aux difficultés qui sont alors faites aux communautés religieuses. Par ailleurs, trois pères français ont étudié au scolasticat de Maryvale (Angleterre) et un à celui de Rome. Quatorze pères, soit parce qu'ils étaient déjà prêtres avant de se tourner vers la vie oblate, soit parce qu'ils ont fait profession dans les débuts de la congrégation n'ont pas vraiment fait de scolasticat.

⁷⁷ Constitutions et Règles, article 751.

La fidélité aux méthodes, à la doctrine et aux principes du thomisme⁷⁸ et le dévouement au Saint-Siège⁷⁹, qui sont garantis par l'obligation faite aux professeurs de n'utiliser que des auteurs sûrs et de n'innover en rien, pas même dans les mots, hors des traditions d'enseignement de la congrégation⁸⁰, caractérisent l'esprit dans lequel sont formées les jeunes recrues. Les matières qui leur sont proposées sont la philosophie, la théologie dogmatique et morale, le droit canonique, l'Ecriture sainte, la manière de prêcher, le plain-chant et la liturgie⁸¹. Si le nombre de professeurs le permet, on peut ajouter des cours de patrologie, d'éloquence sacrée, d'archéologie religieuse, d'hébreu, de syriaque et de toute autre science utile à leur formation⁸².

Ces prescriptions de la Règle ont été uniformément appliquées dans tous les scolasticats de la communauté qui relèvent, jusqu'en 1906, directement de l'administration générale et restent, même une fois transférés aux provinces, sous la surveillance du Supérieur général⁸³. Encore au début des années 1930, plus de cent ans après la rédaction des Règles, le programme d'études du scolasticat Notre-

⁷⁸ Ibid., article 73.

⁷⁹ Ibid., article 74.

⁸⁰ Ibid., article 75.

⁸¹ Ibid., article 70.

⁸² Ibid., article 71.

⁸³ D. Levasseur, o.m.i., op. cit., I, 180-1 et 213.

Dame de Richelieu, où sont instruits une partie des Oblats québécois, s'y conforme en tous points à l'exception des leçons de syriaque remplacées par des leçons d'anglais et de l'ajout d'un cours de psychologie expérimentale. Les auteurs, Gredt et Barbedette en philosophie, Vaccari en Ecriture sainte, Hervé en dogme, Prummer en morale sont réédités depuis des décennies et ont formé des générations de scolastiques loin de toute erreur ou audace doctrinale⁸⁴.

Par ailleurs, contrairement à d'autres communautés d'origine européenne, tels les Jésuites et les Rédemptoristes, qui ont longtemps conservé l'usage d'envoyer de nombreux novices canadiens se former en France et en Belgique⁸⁵, les Oblats ont ouvert un noviciat et un scolasticat au pays dans la foulée même de leur arrivée. Hormis le père Alexandre Truteau, qui découvrit sa vocation oblate alors qu'il accompagnait Mgr Bourget lors de son deuxième voyage outre-mer et qui poursuivit ses études à Marseille⁸⁶, tous les Oblats canadiens ayant exercé leur ministère à Saint-Pierre ont pu grâce à cette mesure être formés ici; trois de leurs confrères français également. Ceci a contribué à favoriser

⁸⁴ "Programme d'études du scolasticat Notre-Dame de Richelieu", Annuaire du scolasticat Notre-Dame de Richelieu 1930-1940, M.P. O.M.I., BM/57, 10.

⁸⁵ Pierre Savard, "La vie du clergé québécois au XIXe siècle", R.S., VIII, 3, 1967, 266.

⁸⁶ G. Carrière, o.m.i., Dictionnaire..., op. cit., III, 241-2.

l'intégration rapide de la communauté et à fortement diminuer, à défaut de les empêcher totalement, les heurts et les frictions avec les Canadiens⁸⁷ qui ont si souvent accompagné l'implantation d'autres congrégations.

A simplement souligner l'esprit et énumérer les matières de l'enseignement, la formation oblats ne semble pas se distinguer beaucoup de celle que tous les aspirants à la vie religieuse ont reçue, à la même époque, au sein des congrégations qu'ils avaient choisies. Le style pourtant, qui caractérise si manifestement chaque communauté, ne lui vient pas seulement des ministères qu'elle exerce mais aussi de la formation qu'elle dispense aux jeunes qui la joignent. Alors que leurs longues études ont consommé de façon très nette la rupture entre tant de religieux et leur milieu populaire d'origine, les Oblats sont restés près de leurs fidèles en grande partie du fait de l'orientation que le fondateur a voulu imprimer à leur formation théologique et pastorale.

⁸⁷ C'est en fait sous le provincialat du père Célestin Augier, entre 1887 et 1891, que les plus grandes frictions sont survenues entre les Oblats, momentanément identifiés à ce Français assez sec et condescendant, et la population canadienne, sans que cependant les relations ne se détériorent par trop. Un petit fait en témoigne. Alors qu'à chaque nouvelle année, les prêtres de Saint-Pierre recevaient les vœux de leurs paroissiens et d'autres citoyens de la ville, le Supérieur écrit dans le Codex historicus, en date du 1er janvier 1890: "Nous avions prévu peu de visites, vu les sympathies pour le rénégat Paradis et l'antipathie contre le R.P. Provincial; de fait le nombre n'est guère inférieur aux meilleures années."

Ainsi par exemple dans le domaine de la prédication. Alors que l'époque goûte avec prédilection la prose d'orateurs brillants, capables pendant des heures de tenir captif un auditoire séduit par le panache de leur style tout en érudition, dialectique et élégance, M. de Mazenod interdit expressément à ses missionnaires d'en faire autant et leur recommande plutôt une prédication courte, simple, forte d'une doctrine d'emblée compréhensible à des auditeurs peu instruits. Au scolasticat, les étudiants apprennent à rédiger des sermons qui dureront donc ordinairement moins d'une heure, élagués de ces citations latines qui impressionnent peut-être mais restent inintelligibles, et muets sur les objections d'Ecole et les controverses théologiques qui risquent de dérouter les fidèles et de semer en eux des doutes⁸⁸. La parole oblate, qui s'adresse à des gens peu lettrés, doit être "mâchée", dit le fondateur lui-même, affirmative et imagée.

A Saint-Pierre, ces recommandations furent assez généralement suivies. Bien sûr, il y a eu des pères à qui leur naturel autoritaire a rendu la bonhomie difficile. Ceux-là se sont vus confier pendant de longues années la direction des groupes paroissiaux d'avance les plus convaincus. Le père Arthur Bernèche "avait une manière spéciale, sur un ton qui était bien connu des personnes avec lesquelles il venait en contact assez fréquent, de

⁸⁸ Constitutions et Règles, articles 103, 105 et 107.

relever le manque d'égard ou de soumission"⁸⁹; d'un "tempérament quelque peu susceptible", on lui confie la congrégation des Enfants de Marie lors de ses trois séjours à Saint-Pierre avant 1930, d'une durée totale de quatorze ans. Le père Philémon Bourassa, "excellent entraîneur" a par ailleurs "un maintien autoritaire et impérieux, combatif et cinglant"⁹⁰; c'est un homme de doctrine et de principe qui a peu de chances de réussite auprès des ouvriers; on le place donc à la tête du groupe de l'A.C.J.C. de la paroisse et c'est également lui qui rédige le Bulletin paroissial lors de son séjour à Saint-Pierre, entre 1915 et 1920. Ces deux hommes ont laissé des écrits, prônes de la congrégation des Enfants de Marie ou textes sur divers sujets dans le Bulletin paroissial, qui révèlent chez eux le désir de faire partager la très haute conception qu'ils ont de la vie paroissiale et nationale, si haute qu'elle les rend incapables de tout compromis. Mais ce sont là des cas d'exception.

En effet, Saint-Pierre a plutôt connu des hommes comme le père Octave Pelletier, vicaire dans les années 1890, et qui prêche par le bruit:

Sous ses pas surgissaient de toutes sortes et de tous côtés, des organisations ordinairement assez bruyantes, car il avait foi dans les fanfares, les clairons et les tambours

⁸⁹ "Le père Arthur Bernèche (1866-1951)", Athanase Francoeur, o.m.i., op. cit., 4, 127-8.

⁹⁰ "Le père Philémon Bourassa (1884-1964)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 6, 43-51.

pour soulever le peuple. [...] Il donna à la société de tempérance une impulsion et un relief qui en firent à cette époque la plus puissante organisation de tempérance à Montréal et peut-être même dans toute la province. Sa fanfare, qui lui doit l'existence, eut de beaux succès. Elle s'est maintenue en se transformant en Fanfare des Fusiliers Mont-Royal.⁹¹

Ou encore comme le père Simon Chênevert qui prêche aux enfants et leur enseigne le catéchisme non de façon mnémotechnique mais à l'aide de nombreux tableaux, ornements, comédies de personnages⁹². Le père Aldéric Desilets, à la messe qui leur est réservée, ne leur parle que poulains, ours ou singes et ses sermons sont autant de fables⁹³. Quant aux adultes, la prédication qui leur est destinée vise d'abord à susciter leur émotion. Chaque père a son style particulier: le père Phydime Lecompte est véhément, "sonore et tonitruant"⁹⁴, le père Nérée Laflamme-Kenmer sait moduler

⁹¹ "Le père Octave Pelletier (1860-1942)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 3, 185-187.

⁹² "Le père Simon Chênevert (1898-1965)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 6, 52-58.

⁹³ "Le père Aldéric Desilets (1863-1926)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 3, 1.

⁹⁴ "Le père Moise-Phydime Lecompte (1845-1899)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 1, 287-9. Employé surtout à la prédication des retraites dans les paroisses rurales, le père Lecompte a occasionnellement prêché à Saint-Pierre.

davantage⁹⁵, le père Tancrède Blanchard est plutôt naïf⁹⁶, mais tous ont su s'attacher leurs auditeurs.

Rédigeant les Règles à une époque où les bourgeoisies régionales se piquent de parler français et délaissent l'usage des patois, Eugène de Mazenod invite d'autre part les Oblats à étudier les parlers locaux et à prêcher ainsi aux pauvres dans la langue qui leur est familière. C'est un peu dans cet esprit que le père Lucien Lagier, qui compte parmi les fondateurs de Saint-Pierre et y a passé quatorze ans, s'est appliqué dès son arrivée au pays, lui le presque Provençal, à apprendre et à utiliser les locutions particulières aux Canadiens, qui ont fort apprécié sa prédication⁹⁷.

L'administration des sacrements est un autre domaine où les Oblats assument une position pastorale et morale conforme aux aspirations populaires. Pour ce qui concerne l'extrême-onction par

⁹⁵ "Le père Nérée Laflamme-Kenmer (1878-1957)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 8, 209.

⁹⁶ "En chaire, sa prédication aurait voulu être véhémence. Il disait assez souvent qu'il avait le genre "cinglant"; c'était un genre, oui, mais pas davantage! Avec une légère dose de naïveté, il traita certains sujets de prédication dont plus d'un paroissien gardait un souvenir quelque peu enjoué. Mais c'était là le père Blanchard et facilement on lui pardonnait ces mots dont il ne semblait pas avoir saisi toute la portée ou le double sens.". A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 2, 123-4.

⁹⁷ "Le père Lucien Lagier (1814-1874)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 1, 47-53; "Le père Lagier ouvre la retraite des hommes mariés; église comble, entrain admirable, plein succès; la communion générale à la messe de minuit en est une preuve sans réplique", Codex historicus, 1, 217, 18 décembre 1866.

exemple. Ils ne reculent pas, malgré la lourdeur de leurs autres tâches, à visiter quotidiennement les malades à domicile⁹⁸. Ils régularisent aussi les unions libres sans passer de commentaires, et pour cela on vient de toute la ville pour faire bénir les mariages tardifs⁹⁹. Mais c'est surtout dans le ministère de la confession et du sacrement de pénitence qu'ils révèlent pleinement leur disponibilité.

La restauration religieuse qui marque le XIXe siècle ne se réalise pas seulement dans la remise en question des rapports entre l'Eglise et l'Etat, dans l'augmentation des vocations sacerdotales et religieuses, dans l'amélioration de la formation des clercs et dans le resserrement de l'encadrement pastoral des fidèles. Elle s'exprime aussi par un net infléchissement de la sensibilité religieuse sous la poussée du romantisme et la généralisation d'une piété "à l'italienne". La propagation du culte des saints et des

⁹⁸ Constitutions et Règles, article 139 à 143; "Service paroissial: (...) appel aux malades: jour et nuit. Mais, pour les appels de nuit, on se fera un devoir de venir chercher le prêtre au presbytère, Bulletin paroissial, I, 50 (2ème série), 8 mai 1927, 7.

⁹⁹ "La connaissance de notre zèle pour régulariser les positions louches et coupables nous amène des cas nombreux de concubinage. Quand la fille n'est pas de notre paroisse et surtout quand les deux partis appartiennent à d'autres églises nous les renvoyons à leur curé. Or, l'expérience nous apprend que bien souvent ces coupables n'osent pas aller se manifester à leur curé. Lundi, 2 concubinaires étaient de Notre-Dame, mardi deux de Sainte-Brigide, dimanche deux de Saint-Jean-Baptiste. Ne serait-il pas plus sage de régler ces difficultés avec votre autorisation? Pouvons-nous célébrer ces mariages?", Lettre du R.P. directeur de la congrégation des Enfants-de-Marie, paroisse Saint-Pierre, à l'évêque de Montréal, Montréal, 1er septembre 1904, ACAM, 465.102/904.2.

reliques et l'essor de la dévotion aux membres de la Sainte-Famille, qui tous remplissent un rôle d'intercesseurs, contribuent en quelque sorte à humaniser un Dieu par ailleurs présenté désormais plus souvent dans sa miséricorde que dans son châtiment. Dans cet esprit, alors que jansénisme et gallicanisme reculent, recule aussi, quoique moins rapidement, la théologie morale rigoriste. Avec l'aval de Rome et pour s'adapter davantage aux réalités de la vie des catholiques, les prescriptions de l'Eglise s'adoucissent, sur la question du jeûne par exemple mais surtout sur celle de la pénitence.

Fondateur de la congrégation des pères du Saint-Rédempteur, saint Alphonse de Liguori a entrepris dès la fin du XVIIIe siècle de faire céder en Italie les conceptions rigoristes, qui mettaient l'accent sur la crainte de Dieu, le salut personnel et les peines éternelles, et sur la distinction entre le Bien et le Mal, le péché véniel et le péché mortel. Comme en témoigne le sous-titre de son ouvrage sur la Pratique de l'amour envers Jésus-Christ, qui connut durant tout le XIXe siècle de multiples rééditions, la théologie morale, pour lui, est surtout une école de perfection. En conséquence, l'absolution des péchés et la fréquentation de l'Eucharistie ne sont plus des récompenses qu'il faut mériter de haute lutte et que les prêtres doivent dispenser avec parcimonie mais plutôt la voie de la régénération morale: confessions discrètes, compréhension large, absolution immédiate et exhortations

à la communion fréquente sont autant de moyens dont le prêtre dispose pour encourager ses ouailles au salut¹⁰⁰.

Son anti-gallicanisme, sa jeunesse italienne, sa volonté de ramener dans l'Eglise des populations de plus en plus indifférentes, tout prédisposait M. de Mazenod à entrer dans les vues du théologien napolitain. Dès 1816, la Société des missionnaires de Provence choisit Alphonse de Liguori comme patron et modèle de vie¹⁰¹ et c'est par elle puis par la congrégation des Oblats que s'introduit et se répand en France la nouvelle théologie, véhiculée également par les Jésuites et finalement de plus en plus discutée dans des débats publics à partir des années 1830. Et ce sont ses principes qui sont enseignés aux scolastiques puis mis par eux en pratique dans leur ministère. Ainsi, le père Georges-Etienne Villeneuve, vicaire à Saint-Pierre entre 1901 et 1921 et très assidu au confessionnal: "Ses pénitents réguliers, le défilé des "prodiges" d'occasion, les "veilleux" retardataires, tous savaient qu'ils trouveraient le père Villeneuve au poste jusqu'à onze heures et minuit le samedi pour les absoudre"¹⁰².

¹⁰⁰ Sur toute cette question, voir G. Cholvy et Y.-M. Hilaire, op. cit., 1, 153-196.

¹⁰¹ D. Lévasseur, o.m.i., op. cit., 45.

¹⁰² A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 24-27. Il faut rappeler qu'à l'époque les journées débutaient et se terminaient plus tôt qu'aujourd'hui. Les Oblats de Saint-Pierre se couchaient généralement avant dix heures et se levaient à 4h 1/2 l'été et à 5h 1/2 l'hiver. (Maison Saint-Pierre de Montréal. Conseils 1844-1948, M.P. O.M.I., BM 948). Les paroissiens eux-mêmes commençaient leur

Cette disponibilité, dont nous n'avons voulu ici ne donner que quelques exemples, se manifeste encore dans l'assistance apportée aux nombreux pauvres de la paroisse. Les prêtres de Saint-Pierre les plus aimés, ceux à qui les paroissiens ont réservé les funérailles les plus grandioses, ont tous été des responsables de la Saint-Vincent-de-Paul, en particulier les pères Hyacinthe Charpeney¹⁰³ et Pierre Duhaime¹⁰⁴ au XIXe siècle et le père Georges-Etienne Villeneuve au XXe. En tant qu'économes locaux, ces pères reçoivent les pauvres au parloir, visitent leurs maisons, informent la Saint-Vincent-de-Paul, ou comme le père Camille Laporte, visitent les fonds de cour et les ruelles pour distribuer aux enfants des vêtements chauds et des fournitures de classe¹⁰⁵. Les notices

¹⁰³ "C'est bien vrai. Mon retour a été l'événement du jour. On s'abordait dans les maisons, dans les rues en disant: Devinez-vous ce qui est arrivé? C'est le père Charpeney. Oui, je n'aurais pas cru qu'après huit ou neuf ans on trouve les coeurs encore si chauds à mon égard. Il y a de quoi rire à entendre les réflexions qui se font." Lettre du R.P. Charpeney au R.P. Aubert, Montréal, 10 octobre 1879, M.P. O.M.I., BA 25/2, 166. "Dès sa mort, jusqu'à ses obsèques qui eurent lieu le surlendemain, les fidèles ne cessèrent d'affluer auprès de sa dépouille vénérée (...) Les fidèles encombraient l'église." Codex historicus, I, 263, 23 mai 1882.

¹⁰⁴ "Le jour de ses funérailles, l'église Saint-Pierre fut trop petite pour contenir la foule qui s'y pressait", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., I, 117-121.

¹⁰⁵ "Le père Camille Laporte (1850-1900)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., 2, 5-8.

nécrologiques qui leur sont consacrées, et dont certaines citations précédentes ont montré qu'elles n'étaient pas complaisantes, insistent toutes sur cette qualité commune de ces pères, qualité fondamentalement appréciée en milieu populaire: on les abordait sans gêne.

Une prédication simple, une grande disponibilité et un pardon facile quoique sans complaisance: les jeunes clercs développent au scolasticat, puis dans leur ministère, une attitude d'ouverture qui a assuré à la congrégation ses succès dans les milieux populaires de partout, et en particulier à Saint-Pierre-Apôtre.

* * *

Au terme de cette présentation de la maison Saint-Pierre-Apôtre, il nous apparaît que l'histoire de cet établissement est celle d'une coïncidence entre pasteurs et fidèles qui a duré trois quarts de siècle.

Coïncidence d'abord dans le champ du sacré. Dans le faubourg, les Oblats viennent prêcher la Parole, accomplir le Rituel au sein d'une population d'autant plus avide de contact avec le sacré qu'elle en est depuis longtemps privée du fait de la distance physique, sociale et culturelle qui la sépare de l'église Notre-

Dame, de la bourgeoisie qui y prie et de l'austérité rigoriste des Sulpiciens.

Coïncidence aussi entre d'une part l'ultramontanisme des Oblats, qui dans la fête et le faste est une célébration de l'unité du peuple de Dieu et de la communauté idéale, et d'autre part les aspirations des Saint-Pierrais à voir leur dignité reconnue et à se sentir eux-mêmes intégrés à l'ensemble du corps social; coïncidence en outre entre la personnalité propre de la congrégation et les valeurs de simplicité, de disponibilité et de tolérance privilégiées en milieu populaire.

Coïncidence enfin entre les besoins des uns et des autres. Les Oblats, tout au long de la période, se sentent placés dans la nécessité de s'attacher une population dont ils ont presque toujours craint qu'elle ne leur soit pas acquise; c'est, parmi d'autres raisons de nature plus pastorale, un des motifs qui les a conduits à créer un nombre impressionnant d'oeuvres de toutes sortes, institutions de loisirs, d'assistance, d'économie, d'éducation, d'intervention sociale et nationale bien propres à entretenir les Saint-Pierrais dans un sentiment d'appartenance à l'église et à la paroisse. Mais dans le même temps, ces oeuvres répondent aux besoins concrets de ceux pour qui elles ont été établies: elles favorisent l'intégration des nouveaux venus dans le faubourg puis dans la ville, elles suscitent chez tous une réelle fierté et une

valorisation collective, elles procurent prestige à ceux qui s'y impliquent et offrent aux plus pauvres le moyen de suppléer, au moins en partie, à leur manque de ressources. La longévité et la popularité de la plus grande partie d'entre elles témoignent de leur pertinence dans le milieu.

En fin de période, l'intégration de Saint-Pierre dans la ville engendre aussi, en corollaire, le relâchement de cette coïncidence entre pasteurs et fidèles et surtout le repliement progressif de leurs rapports dans le champ proprement religieux. Les institutions paroissiales, par exemple, particulièrement dans les domaines de l'assistance et des loisirs, éprouvent dès les années 1910 leur insuffisance à combler les besoins, et les désirs, d'une population amputée de ses éléments les mieux nantis et soumise à toutes les sollicitations du centre-ville. En outre, privées du secours de l'"isolement" géographique, les frontières de Saint-Pierre, désormais simples limites administratives, sont impuissantes à ancrer seules, dans un territoire entièrement traversé par la ville, l'appartenance des Saint-Pierrais à une paroisse dépouillée de sa diversité sociale et confinée toujours davantage à l'aspect plus rétréci d'une communauté de foi rattachée à l'église de la rue de la Visitation. Dès lors, si le ministère proprement religieux des Oblats continue de rejoindre tous les paroissiens, leur ministère à vocation plus sociale, qui a fourni pendant si longtemps ses cadres et ses modes d'expression à la vie sociale de la communauté, ne

réunit plus désormais qu'une fraction des Saint-Pierrais, encore importante en 1930 mais en voie irréversible de rétrécissement.

C'est à l'analyse de la constitution d'une dynamique sociale fondée sur d'intenses relations locales, de son fonctionnement et de son érosion que sera consacrée la troisième partie de cette thèse.

TROISIEME PARTIE

LA SOCIETE PAROISSIALE EN MILIEU URBAIN

CHAPITRE IV

LES DEBUTS, 1848-1870: DEPLACER LES FRONTIERES MENTALES DE LA VILLE

C'est pour amener les Bourragans à pratiquer les commandements de Dieu et de l'Eglise et à vivre d'une vie toujours plus conforme à la définition que donne leur époque de la perfection chrétienne que les Oblats s'installent dans le faubourg Québec en 1848. Soutenir et stimuler cette tension des laïques vers le mieux, l'ambition porte bien sûr en soi sa propre finalité; cependant elle s'inscrit aussi, d'une part dans la rivalité locale qui oppose d'emblée Oblats et Sulpiciens pour le contrôle du faubourg, et d'autre part dans le projet plus large de faire de Saint-Pierre-Apôtre, d'entrée de jeu, le centre du rayonnement oblat en Amérique. C'est pour toutes ces raisons conjuguées que les missionnaires tiennent à s'attacher la population et à faire du quartier une chrétienté modèle.

Aussi, dès les débuts, ne ménagent-ils pas leurs efforts. En plus d'accomplir avec beaucoup de zèle leurs fonctions sacrales, ils

se hâtent de solliciter auprès de Mgr Bourget les permissions relatives à l'établissement dans leur église de toutes les prières publiques, cérémonies et dévotions en usage dans le diocèse et en faveur à cette époque. Les voilà qui disent les messes, organisent le service religieux, instruisent au catéchisme, prêchent les retraites, reçoivent au parloir, veillent à la construction et à l'ameublement des bâtisses, planifient et coordonnent les levées de fonds, fondent, gèrent et dirigent les premières confréries pieuses et congrégations laïques, visitent les malades, assistent les pauvres, ouvrent une école privée et un cercle de loisirs, bref les voilà tout de suite qui assument à Saint-Pierre un ministère quasi-paroissial, un ministère susceptible aussi d'assurer à leur chapelle le prestige qu'ils convoitent pour elle dans la cité et au-delà.

Cette polyvalence de l'activité des missionnaires, les circonstances de leur implantation dans le faubourg, l'esprit de leurs Règles, leur ambition, les besoins et les désirs de leurs ouailles l'ont en quelque sorte imposée; à son tour cependant, le ministère qu'ils exercent influe à cette époque de manière notable sur les forces religieuses, sociales et urbaines qui le conditionnent.

Faire de Saint-Pierre une chrétienté modèle, ce projet en effet répond aux aspirations des Bourragans, qui possèdent leurs propres raisons de vouloir eux aussi le réaliser au plus près: en cette

période de renouveau religieux, ils trouvent dans une identité de groupe très fortement centrée sur l'appartenance à l'église oblate et à ses associations le moyen de s'affirmer comme citoyens, comme citadins, et de répliquer à la mésestime, voire au mépris qu'ils essuient dans la ville. C'est par milliers qu'ils saisissent chacune des occasions de démontrer la vitalité religieuse de leur quartier et témoignent ainsi de leur désir d'intégration à la ville.

Mais la présence des Oblats ne nourrit pas seulement cette commune aspiration de leurs fidèles. Dans un faubourg gros déjà des prochains bouleversements démographiques et économiques, de plus en plus peuplé de migrants ruraux, de plus en plus confronté aux écarts de conditions et même de fortune, le réaménagement des relations locales que provoquent autour d'eux l'arrivée et l'activité des pères introduit entre les Bourragans un surcroît de différenciation sociale. En cette époque des débuts, les missionnaires en effet tissent tout particulièrement des liens avec les artisans et les commerçants du quartier, certains établis depuis fort longtemps, et qui tous tirent de cette proximité une part de prestige, de notabilité, d'urbanité. A la tête des associations et des campagnes de souscriptions et en tête des donateurs, quelques centaines d'entre eux, souvent unis par de multiples liens de famille et de métier, s'investissent eux-mêmes et sont investis par les Oblats de deux importantes fonctions sociales: soutenir financièrement la congrégation et ses projets, constituer le noyau dur de la vie

locale autour duquel l'ensemble de leurs concitoyens pourront développer un sentiment toujours plus étroit d'appartenance à Saint-Pierre.

Ainsi, chacun pour ses raisons et parfois pour les mêmes, Oblats et Bourragans, avant 1870, sont décidés à déplacer, pour y englober le faubourg, les frontières mentales de la ville.

A- L'organisation religieuse et sociale

1) L'organisation religieuse

Nous sommes en juin 1849, au temps le plus agréable du printemps montréalais. Voilà six mois que les Oblats sont installés dans le faubourg Québec. C'est cet hiver, on s'en souvient, qu'ils ont pompeusement inauguré leur chapelle provisoire, avec le concours de Mgr Bourget. C'est cet hiver encore, ou du moins en ce mois de mars d'ordinaire si capricieux, qu'ils ont prêché simultanément à la cathédrale, à Bonsecours et à Saint-Pierre une grande retraite de six semaines¹. Déjà, donc, le contact est établi entre eux et leurs fidèles. Cependant, le retour de la belle saison va permettre aux missionnaires de multiplier ces rassemblements de foules. Forme de prédication qui prend tout son sens et sa mesure dans les milieux

¹ Voir note 21, chapitre III.

urbains et qui témoigne, de manière moderne, de la revitalisation de l'Eglise après les difficultés subies depuis la Conquête, les rassemblements de foules sont non seulement très appréciés, ils frappent en outre puissamment l'imagination et les consciences: aussi est-ce bien par eux que les Oblats entreprennent de posséder le faubourg et d'assurer au-delà le plus vaste rayonnement à leur église, en même temps que par eux, les Bourragans espèrent rehausser l'opinion qu'on a d'eux dans la ville.

L'an dernier, en mai 1848, Mgr Bourget a rétabli l'usage du pèlerinage annuel à Bonsecours². Mais il y a fort à parier que peu de Bourragans y ont participé car l'organisation religieuse de leur quartier est alors très relâchée. Aussi est-ce avec une curiosité nouvelle qu'en ce vendredi 8 juin 1849 les habitants assistent au défilé, sans doute par les rues de la Visitation puis Sainte-Catherine, d'un grand cortège de cinq cents jeunes filles du faubourg Québec, auxquelles se sont jointes des compagnes du faubourg Saint-Laurent. Parties de la chapelle Saint-Pierre, elles se dirigent lentement vers la cathédrale en chantant cantiques et litanies à la Vierge et en la portant en triomphe. L'évêque les attend, célèbre la messe et les fait toutes communier de sa propre main avant de les recevoir dans la toute nouvelle congrégation des

² Brigitte Caulier, Les confréries de dévotion à Montréal du 17e au 19e siècle, thèse de Ph.D. (histoire), Université de Montréal, 1986, 224.

Filles de l'Immaculée-Conception³. Après la cérémonie, la procession se reforme en sens inverse jusqu'à la chapelle Saint-Pierre, où désormais se réuniront chaque quinzaine ces Enfants de Marie⁴.

Depuis leur arrivée au pays, les Oblats avaient à l'occasion établi des associations de demoiselles dans les paroisses où ils avaient prêché des retraites⁵. Dans la ville même de Montréal toutefois, la fondation de leur congrégation de jeunes filles est la première du genre depuis celle mise sur pied en 1658 par Marguerite Bourgeoys sous le nom de congrégation de Notre-Dame de Pitié⁶. On peut alors comprendre que l'évêque, qui n'assistait pratiquement

³ Cahier de notes sur l'établissement des Oblats de Marie Immaculée à la chapelle Saint-Pierre, rue de la Visitation, faubourg de Québec à Montréal, Montréal, s.d., copie [1861] d'un document antérieur non daté, M.P. O.M.I., 2D1/1.2, 4-5 (à l'avenir Cahier de notes...).

⁴ Codex historicus des Maisons de Saint-Hilaire, de Longueuil et de Saint-Pierre de Montréal (à l'avenir Codex historicus), paroisse Saint-Pierre-Apôtre, I, 110, 8 juin 1849.

⁵ Gaston Carrière, o.m.i., Histoire documentaire de la Congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée dans l'est du Canada, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, I, 1957, 179.

⁶ B. Caulier, op. cit., 462. Cette association, dite aussi des "congrégations externes" s'est fondue en 1900 avec la congrégation des Enfants de Marie de l'église Notre-Dame de Montréal, voir Jean-Louis Bergevin, o.m.i., Saint-Pierre de Montréal, documents historiques, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, dactylographié, II-B, 1900-1950, 812. Au début du XXe siècle, elle se réunit chaque semaine à l'église Notre-Dame. Elle ne rejoint alors "vraisemblablement pas beaucoup de monde" écrit à son propos Louis Rousseau, La prédication à Montréal de 1800 à 1830. Approche religiologique, Montréal, Fides, 1976, 104.

jamais aux cérémonies de fondation, ait voulu cette fois s'y associer de très près. Mais enfin il aurait pu choisir de se transporter lui-même dans la chapelle oblate plutôt que de faire processionner la jeunesse du faubourg jusqu'à la cathédrale; après tout, et la suite le montrera à l'envi, c'est dans l'église à laquelle elles sont rattachées que les congrégations sont généralement établies. Aussi faut-il voir dans l'ampleur et le caractère solennel donné à l'événement du 8 juin le désir commun de Mgr Bourget et des Oblats de plaire aux Bourragans dans l'espoir qu'ils se lieront ainsi plus intimement aux missionnaires. C'est bien la première fois en effet que des membres des familles de l'endroit sont attendus à la cathédrale, et par l'évêque lui-même de surcroît: marche symbolique du faubourg sur la ville, réunion des faubouriens à la communauté des fidèles du diocèse, l'hommage a de quoi susciter fierté et reconnaissance chez bien des parents du quartier.

Dès le mois suivant, les rues du faubourg sont de nouveau le théâtre d'une impressionnante démonstration religieuse.

Les chaleurs, en effet, font craindre une recrudescence des cas de choléra morbus, cette maladie qui, depuis l'épidémie de 1847, n'a pas vraiment déserté Montréal. Le père Léonard, fondateur et directeur de la communauté de Saint-Pierre, sollicite alors auprès

de Mgr Bourget, qui la lui accorde⁷, la permission d'organiser une procession dans son quartier. Sur son parcours s'assemble rapidement une foule telle qu'on n'en peut réunir qu'en ville, huit mille personnes récitant le chapelet à haute voix, convaincues, disent-elles, qu'ainsi "la Sainte-Vierge va chasser la maladie du milieu de nous"⁸.

En même temps que se déroulent ces manifestations extérieures, les pères procèdent à l'amélioration du service religieux à l'intérieur de la chapelle. Là encore, malgré quelques encouragements à la piété intime, notamment par la déambulation devant le chemin de la croix, ils favorisent nettement les dévotions de masse: prière en public matin et soir, célébration solennelle des trois fêtes patronales retenues et surtout érection, dès juin

⁷ Il semble que les évêques agréaient assez aisément à ce type de requêtes lorsqu'elles étaient fondées et présentées par le curé au nom de ses paroissiens. A ce propos, voir Lucien Lemieux, Histoire du catholicisme québécois, II, Les XVIIIe et XIXe siècles, I, Les années difficiles (1760-1839), Montréal, Boréal, 1989, 306. Néanmoins, si l'on ne savait tout l'appui que consent aux Oblats Mgr Bourget, on pourrait se surprendre qu'il ait acquiescé à cette idée d'une procession dans un seul faubourg, au risque d'entraîner les Saint-Pierrais à conclure, comme ils l'ont effectivement fait, au détournement du fléau sur d'autres parties de sa ville épiscopale: "on assure qu'à dater de ce jour il n'y eut plus de morts ni de nouveaux cas, mais que le fléau (sic) se dirigea du côté de la ville et des autres faubourgs", J.-L. Bergevin, o.m.i., op. cit., I, 117, juillet 1849, cité aussi par G. Carrière, o.m.i., op. cit., 201.

⁸ G. Carrière, o.m.i., ibid..

1849, de deux confréries christiques mixtes promises à un grand avenir, la garde d'honneur et l'archiconfrérie du Sacré-Coeur⁹.

Une confrérie christique avait été établie en 1749 à l'Hôpital général de Montréal¹⁰. Même en supposant qu'elle existe encore un siècle plus tard, et même en supposant que les Jésuites aient déjà fondé la leur dans leur église du Gesù¹¹, il reste que l'archiconfrérie des Oblats est l'une des premières de la ville; quant à la garde d'honneur, elle est alors absolument nouvelle¹². De généreuses indulgences et des exercices peu contraignants (s'unir en pensée au Sacré-Coeur une heure par jour au moment de son choix, se rendre le premier vendredi du mois une heure devant le tabernacle) assurent d'emblée le succès populaire de ces deux

⁹ Ibid., 179-180. Nous aurons l'occasion, dans le chapitre prochain, de revenir sur les succès durables de ces deux confréries.

¹⁰ B. Caulier, op. cit., 462.

¹¹ Ibid., Caulier mentionne, sans en préciser l'année de fondation, l'existence d'une archiconfrérie du Sacré-Coeur au Gesù.

¹² La dévotion au Sacré-Coeur tire ses origines des grandes apparitions du Sacré-Coeur à Sainte-Marguerite-Marie Alacoque, survenues entre 1673 et 1675. Il faut attendre presque un siècle, jusqu'en 1765, pour que le pape Clément XIII institue une fête en l'honneur du Sacré-Coeur pour les diocèses intéressés, et presque un autre siècle, jusqu'en 1856, pour que Pie IX l'étende à l'Eglise universelle. En inaugurant dès 1849 des confréries christiques dans leur chapelle, les Oblats suivent donc un courant de dévotion montant mais non encore pleinement couronné. Pour ce qui concerne la garde d'honneur en particulier, ils précèdent même les religieuses de la Visitation de Bourg-en-Bresse, à qui pourtant est attribuée la première fondation, en 1863, d'une association de ce genre. Voir Louis Verheylezoon, s.j., La dévotion au Sacré-Coeur. Objet. Fins. Pratique. Motifs, Mulhouse, éditions Salvator, 1954, 5, 10-22 et 299.

confréries. Même si nous ne possédons pas la liste des adhérents, ni même leur nombre, divers indices nous permettent de présumer un recrutement massif dès les premiers temps. En effet, c'est sans nul doute leur vitalité et la ferveur des associés qui ont induit les Oblats à croire, en 1855, le moment venu d'établir une troisième confrérie pieuse, le tiers-ordre franciscain¹³; mais cette fois ses exigences en ont détourné les Bourragans et, à peine fondée, l'association disparaît faute de membres. Au contraire, les deux confréries christiques s'implantent solidement et commencent à essaimer: un mois après que Pie IX, en juin 1875, ait consacré l'ensemble des catholiques au Sacré-Coeur¹⁴, Mgr Bourget, fort de la réussite de l'unique expérience de la chapelle oblate, établit la confrérie à la grandeur de son diocèse¹⁵; quant à la garde d'honneur, on la retrouve en 1878 dans les paroisses de Saint-Jean-Baptiste et de Saint-Enfant-Jésus du Mile End¹⁶, mais ni à Notre-Dame ni à Saint-Jacques, l'évêque ayant sûrement décidé de diriger vers Saint-Pierre les paroissiens de ces deux endroits désireux de s'y agréger¹⁷.

¹³ Codex historicus, I, 148, 1855. On n'entend plus jamais parler de cette association dans l'ensemble des sources oblats dépouillées.

¹⁴ L. Verheylezoon, op. cit., 20.

¹⁵ B. Caulier, op. cit., 457.

¹⁶ Ibid., 459 et 461.

¹⁷ Certaines associations pieuses, en particulier les congrégations laïques qui regroupent les fidèles sur la base du sexe et de l'état matrimonial sont présentes dans la deuxième moitié du

Ainsi, dès leur première année dans le faubourg, les Oblats instaurent un type de ministère novateur, très ancré dans le contexte urbain et résolument ultramontain, susceptible à la fois de convenir aux Bourragans et d'élargir bien au-delà du quartier leur influence et le rayonnement de leur chapelle. Dans les années suivantes continueront de se déployer ces tendances à l'encouragement d'une piété festive, démonstrative et fortement associative¹⁸, faite essentiellement de manifestations de masses.

La décennie de 1850 est consacrée à la construction du grand complexe oblat formé de l'église (1851-1853), du presbytère (1854-1856) et enfin de la première école (1859). Les énergies des quelques pères desservant le quartier s'en trouvent grandement mobilisées. Néanmoins, l'organisation religieuse va bon train et prend un élan qu'elle gardera très longtemps. Les missionnaires, d'une part, encouragent l'assistance à la messe dominicale et même

XIXe siècle à peu près dans toutes les paroisses et églises. Par contre les confréries plus spécialisées s'implantent moins systématiquement partout, et en milieu urbain notamment, il existe une sorte de répartition des confréries entre paroisses voisines pour éviter à la fois la surcharge de travail pour les directeurs et la médiocrité d'un recrutement trop restreint géographiquement. Voir B. Caulier, op. cit., 456-462 et Louis Rousseau, Peut-on parler d'une revitalisation dans le catholicisme québécois du milieu du XIXe siècle?, communication donnée à la 142e réunion de The American Society of Church History et à la réunion de The Canadian Society of Church History, Hamilton, Ontario, 23-25 avril 1987, inédit, 17-21.

¹⁸ C'est ainsi qu'est définie la piété ultramontaine par Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, Histoire religieuse de la France contemporaine, I, 1800-1880, Paris, Bibliothèque historique Payot, 1985, 186-196.

quotidienne en multipliant les offices à des heures adaptées à la vie des Bourragans. D'autre part, ils ne lésinent ni sur les décorations ni sur les illuminations, lorsqu'il s'agit de célébrer les grandes fêtes de l'Eglise ou d'honorer les saints, et cela contribue au succès des cérémonies. Enfin, ils soignent énormément la prédication lors des temps forts des retraites annuelles, moments privilégiés d'un ressourcement de la foi, du bris de la routine religieuse et d'un mouvement massif des fidèles vers l'église.

Dès le début de la décennie en effet, les pères de Saint-Pierre offrent aux Bourragans trois messes chaque jour. Afin d'accomoder ceux d'entre eux qui travaillent de bonne heure, la première débute aussi tôt qu'à cinq heures, de Pâques à la Saint-Michel (fin septembre) et à six heures durant la saison froide. Le même motif incite à prévoir un office dès cinq heures trente en carême, à condition toutefois que les missionnaires soient suffisamment nombreux¹⁹.

Cette souplesse des horaires porte immédiatement fruit. Fin 1854, alors qu'il dresse le compte rendu de l'année écoulée, le père Jacques Santoni, supérieur provincial, se félicite:

¹⁹ Maison Saint-Pierre de Montréal. Conseils 1844-1948, 23 septembre 1853, manuscrit, M.P. O.M.I., BM/948.

Les fidèles qui fréquentent notre église grandissent en piété en même temps qu'ils augmentent en nombre. Très exacts aux offices du dimanche, ils ont contracté l'heureuse habitude de venir assister en grand nombre aux messes qui se disent tous les jours et surtout à la prière du soir. Combien de nos curés de France qui se croiraient largement récompensés de leurs peines s'ils pouvaient remarquer à leurs prônes du dimanche autant de monde qu'il s'en trouve ici au moindre exercice qui se fait dans la semaine.²⁰

Des témoignages de satisfaction, les documents oblats ne contiennent que cela, pour la période antérieure à 1870. On ouvre un triduum, trois mille personnes communient²¹. On fête le mois de Jésus, de Marie ou celui de Joseph, "les fidèles ne se (lassent) pas de s'y rendre"²². On organise une neuvaine à Saint-Antoine de

²⁰ Lettre du Père Santoni à (sans destinataire), Montréal, 19 novembre 1854, M.P. O.M.I., BA 25/9, 280-3. Cette lettre, qui prend la forme d'un compte rendu des événements accomplis en 1854 dans la maison de Montréal est vraisemblablement destinée aux autorités de la congrégation en France, peut-être à Mgr de Mazenod lui-même. Elle est reprise presque mot pour mot dans le Codex historicus, I, 146, s.d. [fin 1854].

²¹ "Le 17 juin ouverture du Triduum dans notre église S. Pierre. Il a duré trois jours et a été suivi par une foule immense. Plus de trois mille personnes ont communie. La décoration a été d'un goût rare, et l'illumination magique; c'est au point qu'il n'y a eu qu'un cri d'admiration. Le P. Rouge a été le décorateur et le P. Lagier le décorateur (sic, prédicateur)", Codex historicus, I, 150, 17 juin 1855.

²² Rapport fait par le Supérieur de la maison de Montréal à Mgr Guigues, mai 1856 à juin 1857, Montréal [19 juin 1857], M.P. O.M.I., BA 25/9, 284-5. "Le mois de mars, consacré à honorer Saint-Joseph a été suivi dans notre église Saint-Pierre d'une manière extraordinaire. Chaque soir l'église se remplissait, comme les jours de grandes solennités; le jour de la clôture, le 31 mars, on a chanté une grand'messe, et le soir salut et illumination splendide de l'autel du Saint." Codex historicus, I, 208, 1865.

Padoue, elle est "bien suivie"²³. On annonce la bénédiction des enfants, en voilà à peu près quatre mille qui envahissent le temple²⁴. Honore-t-on plutôt les morts: "Durant les fêtes de la Toussaint, notre église de Saint-Pierre a été beaucoup fréquentée et un grand nombre de personnes s'y sont approchées de la Sainte-Table"²⁵. C'est Pâques: "les exercices et les solennités de la semaine sainte et du jour de Pâques ont été suivis par une foule considérable de fidèles recueillis"²⁶. A la fin, l'habitude du succès en émousse même l'émotion: "le mois de Marie a été bien suivi, comme à l'ordinaire"²⁷.

Car en effet les foules accourent, et même accourent de plus en plus nombreuses; sans compter les communions pascales, qui se font à l'église Notre-Dame, les pères ont distribué près de treize mille

²³ Codex historicus, I, 166, juin 1857.

²⁴ Ibid., 179, 30 janvier 1859.

²⁵ Ibid., 186, novembre 1860.

²⁶ Ibid., 208, mai 1865.

²⁷ Ibid., 198, mai 1863.

hosties en 1854²⁸, et au-delà de quarante mille en 1857²⁹. Et c'est au moment des grandes retraites annuelles que leur projet de faire de Saint-Pierre une chrétienté modèle leur semble au plus près de se réaliser. Retraites des jeunes filles, des épouses, des jeunes gens ou des pères de famille, toutes, selon le témoignage des documents, se déroulent dans une église "constamment pleine"³⁰ et sont suivies avec une "avide assiduité"³¹.

Le 26 novembre. Retraite de jubilé dans l'église Saint-Pierre. Elle a duré 13 jours et a été clôturée par la communion générale à laquelle ont pris part un peu plus de 1 900 hommes; le dimanche précédent, celle des femmes avait été d'environ 1 900.³²

²⁸ Lettre du Père Santoni à (sans destinataire), Montréal, 19 novembre 1854, M.P. O.M.I., BA 25/9, 280-3.

²⁹ Rapport fait par le Supérieur de la maison de Montréal à Mgr Guigues, mai 1856 à juin 1857, Montréal [19 juin 1857], M.P. O.M.I., BA 25/9, 284-5. Il faut savoir que le Codex historicus, la correspondance et les rapports périodiques adressés par les pères de Montréal aux autorités françaises et au fondateur lui-même étaient des documents internes, d'aucune façon destinés à la publication. Ils n'étaient donc absolument pas censés concourir à la publicité des Oblats à l'extérieur de la congrégation. Leur crédibilité s'en trouve dès lors considérablement renforcée. Il est certain par ailleurs que par rapport à l'indifférence religieuse d'une partie des populations françaises, à laquelle les premiers Oblats de Saint-Pierre avaient tous été confrontés, la ferveur et la piété canadiennes ne pouvaient que soulever leur enthousiasme.

³⁰ Codex historicus, 126, 1851.

³¹ Ibid., 131, 4 décembre 1851.

³² Ibid., 148, 26 novembre 1854.

A peine cette retraite du jubilé est-elle terminée que débute le 17 décembre celle de la tempérance, où communient encore 1 800 hommes³³.

Afin d'encourager d'ailleurs la participation des hommes et des jeunes gens aux retraites, les pères imaginent des cérémonies d'un genre nouveau. En 1868, par exemple, les noms de tous les garçons ayant suivi les exercices sont enfermés dans un coeur d'argent et conservés pour la postérité; la même année, à la retraite des hommes, on monte une saynète sur le thème des offrandes et adorations des Bergers et des Rois Mages à la crèche³⁴.

Car, suivant en cela l'usage montréalais³⁵, la retraite des hommes à l'église oblate précède toujours immédiatement la fête de Noël. Les présences sont ainsi plus nombreuses et la clôture, avec sa communion générale, coïncide avec la célébration de la Nativité.

La retraite des hommes donnée en préparation à la fête de Noël a produit les plus heureux effets. Le jour de la clôture, deux Pères (sic) ont donné pendant une heure et demie la communion exclusivement aux hommes qui avaient

³³ Ibid., 153, décembre 1854.

³⁴ Ibid., 225, 1868.

³⁵ En 1862, des retraites pour les hommes ont lieu simultanément dans sept églises montréalaises. Codex historicus, I, 196, décembre 1862.

fréquenté cette retraite, ce qui donne approximativement de quinze à dix-huit cents communions.³⁶

Des mentions comme celle-ci reviennent presque chaque année; en 1858 et en 1862, deux mille hommes se sont approchés de la sainte table le jour de Noël³⁷.

Ainsi, même en faisant la part de l'exagération et de l'auto-félicitation, les documents ne peuvent tromper entièrement: dès ses débuts, l'église oblate se hisse parmi les hauts lieux de piété dans la ville.

C'est du reste pour récompenser cet enthousiasme religieux des Bourragans et leur offrir une raison supplémentaire de s'attacher aux missionnaires que Mgr Bourget, en 1859³⁸, accorde à Saint-Pierre une faveur ressentie par le faubourg comme un hommage et une reconnaissance extraordinaire, la réalisation de son désir

³⁶ Rapport fait par le Supérieur de la maison de Montréal à Mgr Guigues, mai 1856 à juin 1857, Montréal [19 juin 1857], M.P. O.M.I., BA 25/9, 284-5.

³⁷ Codex historicus, I, 178, 1858 et I, 196, 1862.

³⁸ Les documents sont partagés sur la date de la restauration de la messe de minuit. Le Codex historicus, I, 183, inscrit le fait en décembre 1859. Le Cahier de notes..., pour sa part, situe l'événement en 1860. Comme ce dernier document a été recopié en 1861 d'une première version non datée et qu'il est un résumé de l'histoire de Saint-Pierre depuis sa fondation, d'une part il paraît moins fiable, sous le rapport de la chronologie, que le Codex historicus, écrit au jour le jour ou presque, et d'autre part, il pourrait être susceptible de contenir une faute de copie. C'est pourquoi nous avons préféré la date de 1859.

d'intégration à la ville. Cette année-là, en effet, après l'avoir refusé à tous, malgré les sollicitations, et refusé à Saint-Pierre elle-même l'année précédente, l'évêque consent à lever en faveur de l'église oblate l'interdit³⁹ de messe de minuit à Noël, qui pèse sur Montréal depuis au moins quatre-vingts ans⁴⁰. Cette première, de mémoire de Montréalais, ce n'est donc pas à Notre-Dame qu'elle se déroulera, ni à la cathédrale, ni à Bonsecours, ni au Gesù ou dans l'une ou l'autre des églises de religieux, mais bien en plein coeur du faubourg Québec, à l'église Saint-Pierre-Apôtre:

Aussi, quand les fidèles ont su que Monseigneur accordait à l'église S. Pierre la faveur d'avoir la messe de minuit, ils en ont été comblés de la joie la plus vive; et ils ont tellement compris la responsabilité qui pesaient sur eux qu'ils se sont promis de ne permettre aucun trouble et aucun scandale. Jusqu'à 11h 1/2 les rues sont restées silencieuses; mais au premier coup de la messe chaque rue s'est remplie d'une foule de pieux fidèles qui se rendirent en silence à l'église; mais quoiqu'il eût foule il n'y avait ni bruit ni mouvement désordonné, on eût dit une église remplie par des religieux. La messe a été magnifique et par le recueillement et le nombre de l'assistance. [...] environ trois mille hommes ont fait la communion à l'issue de la messe de minuit; on avait fait descendre les femmes à la chapelle souterraine immédiatement après la grand-messe et cinq cents d'entre elles y ont fait la sainte communion.

³⁹ C'est le rédacteur du Codex historicus (I, 183, 18 décembre 1859) qui mentionne cet interdit épiscopal. Madame Montbriand, des archives de l'ACAM a cherché dans ses dossiers le texte de cet interdit mais ne l'a pas retrouvé. Il lui apparaît non seulement plausible mais vraisemblable que ce mandement de Mgr Jean-Olivier Briand ait été perdu.

⁴⁰ Codex historicus, I, 183, décembre 1859. Lucien Lemieux précise qu'à partir du début du XIXe siècle la messe de minuit est devenue une telle occasion d'ivrognerie que les curés obtiennent facilement de leur évêque la permission de s'en dispenser. Voir L. Lemieux, op.cit., 287.

Tout s'est passé dans l'ordre le plus parfait. On avait illuminé toutes les rues du faubourg qui avoisinent l'église, ... (on avait) placé des chandelles sur les fenêtres.⁴¹

Nous avons reproduit ce passage presque in extenso afin de rendre un peu l'ambiance, même embellie, qui a pu dominer le faubourg cette nuit-là. Décidément, Saint-Pierre a tout l'air de prendre davantage place au centre de la vie religieuse qu'à la périphérie de la ville! Les Bourragans ont conquis la respectabilité, les Oblats ont pris les Sulpiciens de vitesse, leur église attire incomparablement plus de fidèles que celle, toute nouvelle de Sainte-Brigide, et de plus elle rayonne toujours davantage dans la cité. C'est par sa vitalité religieuse que le faubourg de cette époque, dans l'esprit du commun des Montréalais tout au moins, s'est imposé comme partie intégrante de la ville.

⁴¹ Codex historicus, I, 183, décembre 1859. Le Cahier de notes..., 12-13, indique que l'église était bondée au point que ceux qui n'avaient pas de bancs ne pouvaient s'agenouiller tant les allées étaient remplies. L. Lemieux, op. cit., 287, explique que l'évêque ne consentait à rétablir la messe de minuit dans une paroisse qu'après avoir fait languir quelque temps les fidèles et s'être assuré que les promesses réitérées des marguilliers et du curé quant au respect de l'ordre seraient bien remplies. C'est dire que la levée de la prohibition prenait l'aspect d'une grande faveur dont on ne saurait être indigne. Le succès de l'expérience de 1859 ayant dépassé les espérances, Mgr Bourget autorise Saint-Pierre à la reproduire en 1860; cette fois 2 500 hommes communient dans "l'ordre et la tranquillité", Codex historicus, I, 187, 1860.

Avec des assistances record lors des fêtes, avec des confréries nombreuses, des cérémonies nouvelles ou des restaurations de célébrations prohibées très longtemps, avec sa profusion de décorations et d'illuminations, ses grandes orgues⁴² et ses chantres puissants⁴³, la vie religieuse à Saint-Pierre est populaire, urbaine, moderne.

Mais elle n'a pris un tel relief que parce que les missionnaires, dès les débuts, ont pu compter sur les épouses du faubourg.

2) Des auxiliaires indispensables: les Dames de Sainte-Anne

Ancien Sulpicien devenu Oblat, autrefois directeur à Notre-Dame de la congrégation des hommes de Ville-Marie puis de la confrérie de la Bonne Mort⁴⁴, le père Jean-Claude Léonard avait, en 1849, fondé la congrégation des Filles de l'Immaculée-Conception essentiellement dans un but de dévotion. Et c'est pour prendre le

⁴² L'église résonne dès 1858 du son puissant de l'orgue Warren.

⁴³ "Les cinq jours qui ont précédé la Toussaint ont été consacrés à donner une retraite aux hommes du faubourg Québec dans la chapelle Saint-Pierre. [...] il y a eu grande foule, effet de la retraite, de la présence de Mgr et du nouveau chantre, qu'on aime beaucoup à entendre.", Codex historicus, I, 116, 1850.

⁴⁴ B. Caulier, op. cit., 465.

relai que l'année suivante le père Jean-Baptiste Honorat fonde la congrégation des Dames de Sainte-Anne, à l'intention des femmes mariées. Mais le père Honorat est alors économe provincial, et le restera jusqu'en 1856⁴⁵. Ses fonctions font que dès l'origine la congrégation des femmes est bien davantage qu'une confrérie pieuse: la cheville ouvrière du financement des activités oblates dans le faubourg. Certes, elle vise à "procurer aux Dames de cette partie de la ville le plus d'encouragement possible dans l'accomplissement des Devoirs de leur état et dans la pratique des vertus chrétiennes"⁴⁶; mais ses membres doivent en outre s'ingénier, par des moyens divers et des industries variées, à trouver les fonds pour soutenir les oeuvres des missionnaires. Cette tâche est d'une telle importance qu'après le départ du père Honorat et quelques flottements de direction, celle-ci reviendra de nouveau entre 1863 et 1871 à l'économe provincial, le père Hyacinthe Charpeney⁴⁷, avant

⁴⁵ G. Carrière, o.m.i., Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, II, 155-6.

⁴⁶ Cahier des minutes du Conseil de la congrégation des Dames de Sainte-Anne, 1850-1873, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, 1.

⁴⁷ G. Carrière, o.m.i., Dictionnaire..., op. cit., I, 188. Le soin qu'apporte Hyacinthe Charpeney à la direction de la congrégation est rappelé dans la notice nécrologique qui lui est consacrée: "... On le vit, pendant des années, mener de front le service de l'église Saint-Pierre et l'administration du temporel de la communauté. Il avait la direction de la congrégation des femmes; à ce titre il présidait toutes les réunions, prêchait souvent, organisait les retraites; en un mot il ne négligeait rien de tout ce qui pouvait faire prospérer une association de cette importance.", "Le père Hyacinthe Charpeney (1826-1882)", Athanase Francoeur, o.m.i., Notices nécrologiques de la province du Canada est, Ottawa,

de constituer une prérogative du curé d'office puis du curé en titre.

Issus de familles "d'une honnête aisance"⁴⁸, fils de commerçants, ces deux prêtres sont bien faits pour s'entendre avec les deux présidentes de la congrégation avant 1870, Victoire Truteau puis Agathe Derome-Descarreaux, toutes deux épouses successives du même entrepreneur-peintre, Jean-Léandre-Oswald Coursol⁴⁹. Victoire Truteau est fille de maître-menuisier⁵⁰ et son frère Antoine,

éditions des études oblates, I, 134-139.

⁴⁸ "Le père Jean-Baptiste Honorat", Notices nécrologiques des membres de la congrégation des Oblats de Marie Immaculée, Paris, typographe Hennuyer et fils, 1868, I, 69-76. Le père Honorat est le fils d'un fabricant de chandelles d'Aix-en-Provence, le père Charpeney celui d'un drapier de Grande-Serre (Drôme).

⁴⁹ A l'occasion du 75^e anniversaire de la congrégation, en 1925, le Bulletin paroissial dresse un historique de l'association et mentionne les noms des présidentes successives de cette façon lapidaire: "Mme L.O. Coursol; Mme J.N. Dupuis, Mme G. Dupont; (etc.)" [B.P., XVI, 24, 2 août 1925, 6]. Des recherches dans les répertoires de mariages ont permis d'établir que Mme J.N. Dupuis, de son propre nom Alphonsine Saint-Onge, s'est mariée en 1870 à la cathédrale Saint-Jacques avec J.-Nazaire Dupuis, marchand de Sainte-Brigide. Il est donc exclu qu'elle ait pu être présidente des Dames de Sainte-Anne avant cette date; ce qui laisse à Mme L.-O. Coursol au moins vingt ans de présidence. Cependant, il appert que Jean-Léandre-Oswald Coursol s'est marié au moins deux fois à Notre-Dame de Montréal: une première en 1818 avec Victoire Truteau, et après son décès en 1852, une seconde l'année suivante avec Agathe Derome-Descarreaux. Derrière le même nom d'époux se cachent donc bien deux présidentes et non pas une, comme on serait d'abord tenté de le penser.

⁵⁰ Acte de mariage de Victoire Truteau, 14 janvier 1818, Notre-Dame de Montréal. Parents: Toussaint Truteau et Louise Papineau, mariés à la même église en 1788. Dans ce dernier acte, T. Truteau est décrit comme maître-menuisier.

charpentier-menuisier rue de la Visitation a souscrit en 1848 pour la chapelle provisoire⁵¹. Agathe Derome-Descarreaux, pour sa part, est fille de maître-charpentier⁵²; en premières noces, en 1829, elle a épousé Pierre-Joseph Beaudry, clerc de notaire, celui-là même qui, une fois à son compte, passe l'acte des souscriptions pour la chapelle provisoire. Son premier beau-père, le boucher Pierre Beaudry cède en outre en cette même année 1848 quatre lots aux Oblats pour la construction de l'église⁵³. Quant à Léandre Coursol, c'est un artisan à l'aise; comme son frère Jean-Louis, commerçant⁵⁴ et comme Pierre Beaudry fils, il compte parmi les tout premiers membres de la société Saint-Vincent-de-Paul⁵⁵; en 1853 il souscrit pour trois cent soixante livres à la construction de l'église⁵⁶, ce

⁵¹ Liste des souscripteurs par Acte devant notaire P.J. Beaudry, avril 1848, M.P. O.M.I., 2D1/4.1.

⁵² Acte de mariage d'Agathe Derome-Descarreaux, Notre-Dame de Montréal, 8 septembre 1829. Parents: François Derome-Descarreaux et Marguerite Cummings, mariés eux-mêmes à Notre-Dame en 1791. François y est mentionné comme maître-charpentier.

⁵³ J.-L. Bergevin, o.m.i., op. cit., I, 94.

⁵⁴ Jean-Louis Coursol est 2e puis 1er vice-président de la conférence Sainte-Marie en 1851 et 1852 puis président de la conférence Saint-Pierre avant 1858. Tout comme Léandre, il est le fils de François Coursol et de Françoise-Angélique Mauger, de Verchères. Premier livre des Minutes du Conseil Particulier de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, de 1848 à 1863, ANQM 06-M, P61/1-1, I, 121, 136 et 333; Répertoire de mariages de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 1658 à 1850, BMM.

⁵⁵ Premier livre des Minutes..., op. cit., ANQM 06-M, P61/1-1, 6, 16 avril 1848.

⁵⁶ Codex historicus, I, 131, 1853.

qui fait de lui à cette occasion l'un des plus généreux bienfaiteurs des missionnaires.

On l'aura compris, ces laïques ont Saint-Pierre à coeur. Le temple construit, il faut l'orner. Victoire Truteau est morte; mais Agathe Derome-Descarreaux part en campagne. Ses liens avec la famille Beaudry, son second mariage avec un entrepreneur de renom la mettent en position de solliciter des dons pour l'église auprès des Bourragans à l'aise. En 1853, par exemple, son beau-frère par les Beaudry, Antoine Dubord⁵⁷, entré dans la Saint-Vincent-de-Paul une semaine avant Léandre Coursol⁵⁸, donne aux pères le chassis de Saint-Antoine⁵⁹. D'autres "riches particuliers"⁶⁰, abordés par la présidente ou par les vincentiens, offrent aux Oblats, entre 1853 et 1854, l'ensemble des verrières de l'église, deux chemins de croix et cinq autels⁶¹. Par la suite l'église s'orne encore de stalles pour le choeur, de quelques statues, de nouveaux autels puis, en 1860, de

⁵⁷ Parmi les soeurs de Pierre Beaudry fils, Angèle épouse à Notre-Dame de Montréal en 1816 Antoine Dubord. Par alliance, celui-ci est donc beau-frère d'Agathe Derome-Descarreaux. Répertoire de mariages de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 1658-1850, BMM.

⁵⁸ Premier livre des minutes..., op. cit., ANQM 06-M P61/1-1, 6, 9 avril 1848.

⁵⁹ Codex historicus, I, 132, 1853.

⁶⁰ Ibid., 131, 1853.

⁶¹ Ibid..

trois beaux lustres montés sur cristal, offerts par les principaux citoyens du faubourg⁶².

Mais les dames de Sainte-Anne ne peuvent pas toutes se prévaloir d'alliances aussi avantageuses que celles de leurs présidentes, et à côté des dignitaires il y a le groupe, de plus en plus nombreux, des épouses du faubourg, anonymes, sans fortune, mais à tout le moins disponibles quelques heures par quinzaine. Commencée avec une centaine⁶³, la congrégation compte mille deux cents membres en 1860⁶⁴ et mille cinq cents en 1874⁶⁵. A elles d'alléger, autant que faire se peut, les difficultés financières de Saint-Pierre qui sont "souvent inquiétantes et toujours lourdes"⁶⁶; à elles de favoriser les contributions collectives à l'acquisition des ornements

⁶² Codex historicus, I, 184, 1860. Les nantis toutefois n'ont pas le monopole des dons. A l'occasion, de simples artisans se réservent aussi ce plaisir. Ainsi Charles Catelli, immigrant italien, statuaire du faubourg (mais que le document oblat cité par G. Carrière, o.m.i., Histoire..., op. cit., I, 195, note 116, qualifie de "mouleur") donne en 1858 aux Oblats une très belle statue de la Vierge, à être placée sur le faite de leur maison. Comme souvent lorsqu'il s'agit de cadeaux présentés par les bourses modestes, les missionnaires font grand cas de cette offrande: ils organisent, statue en tête, une procession solennelle à travers les rues du faubourg; y assiste tout ce qu'il compte de corps constitués et même le maire de Montréal, Charles-Séraphin Rodier, autrefois lui-même souscripteur pour la chapelle provisoire. Codex historicus, I, 154, 30 mai 1858.

⁶³ Cahier de notes sur l'établissement..., op. cit., 20-21.

⁶⁴ Ibid..

⁶⁵ G. Carrière, o.m.i., Histoire..., op. cit., VI, 37.

⁶⁶ Ibid., I, 192.

décidément hors des moyens individuels même des bienfaiteurs les mieux disposés.

A cette fin, les congréganistes multiplient les collectes à domicile, les rafles, les bazars et les fêtes de toutes sortes dans l'espoir de voir les Bourragans délier leurs bourses. La tâche n'est pas toujours aisée: des maris se plaignent; elles-mêmes essuient parfois des rebuffades⁶⁷. Mais la plupart du temps, avant 1870, leur travail est grandement satisfaisant. En 1858 par exemple les quêtes ne suffisent pas à payer le magnifique orgue Warren dont l'église s'est dotée; les dames préparent alors un bazar en septembre⁶⁸ et un autre en octobre 1859⁶⁹ pour aider à acquitter les six-cent-cinquante livres qu'il a coûtées. En 1864, elles

⁶⁷ On a des échos de ces plaintes pour la paroisse Sainte-Brigide, de qui dépendent les Oblats de 1867 à 1900. Ainsi en 1883, "Monsieur Hercule Dupré, marguillier, comptable, ne croyait pas au système constant de Bazars (sic) qui mettait leurs femmes et leurs filles tous les ans sur les rues à collecter, exposées à recevoir les insultes, la cuisine à domicile négligée et bien d'autres inconvénients.", Minutes de marguilliers, assemblée des francs tenanciers de la paroisse Sainte-Brigide de Montréal, de 1875 à 1896, paroisse Sainte-Brigide, 6 mai 1883, feuillet 74 verso. La question des maris, d'ailleurs, restera de façon permanente épineuse pour les Oblats, qui changeront à cause d'eux bien souvent les heures de réunion des Dames. Dans la journée, celles-ci, seules à la maison, peuvent difficilement laisser leurs jeunes enfants; mais le soir c'est le mari qui les réclame et "désireux de faire une promenade" en leur compagnie [B.P., XII, 22, 24 juillet 1921, 7], ils ne les laissent pas partir sans bougonner! On ne s'étonne plus de trouver tant de veuves parmi les dignitaires de la congrégation.

⁶⁸ Codex historicus, I, 171, 20 septembre 1858. Il a rapporté 100L.

⁶⁹ Ibid., 182, 5 octobre 1859. Il a rapporté "environ 400\$".

réussissent à couvrir les dépenses de balustres et de nettoyage de l'église, tout près de mille quatre cents dollars⁷⁰. En 1868, alors que tout le faubourg résonne de la construction de la maîtrise, elles organisent un bazar immense à son profit: "jamais au faubourg bazar ne fut mieux encouragé; le produit clair se monte à 2200\$"⁷¹. En 1872 enfin, l'humidité qui ravage l'église oblige les pères à une dépense de quatre mille dollars: "Tout va bien, nos gens sont très généreux. Les quêtes sont bonnes, les rafles vont à merveille. Nos Dames sont admirables de dévouement pour nos oeuvres"⁷².

Oblats, Bourragans à l'aise, Bourragans tout court, tous tiennent manifestement à faire de l'église Saint-Pierre-Apôtre ce joyau de l'architecture religieuse montréalaise qu'elle est effectivement devenue. Il faut croire que les missionnaires jouent dans le quartier le rôle de catalyseur qu'on aspirait les voir remplir.

⁷⁰ Ibid., 204, 1864.

⁷¹ Ibid., 226, 27 septembre 1868.

⁷² Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, Montréal, 11 août 1872, M.P. O.M.I., BA 25/1, 38-39.

3) L'organisation sociale

Missionnaires, desservant une chapelle publique, les Oblats dans d'autres circonstances auraient peut-être limité leur apostolat à des activités de nature religieuse. Celles de leur installation dans le faubourg dominées toutes entières, on l'a vu, par la rivalité qui les oppose aux Sulpiciens, de même qu'elles les obligent à un zèle religieux de tout instant, les conduit très tôt à doubler cet engagement religieux d'un engagement social plus complet que celui prévu dans leurs Règles et à promouvoir des activités susceptibles de convenir spécifiquement à des groupes bien identifiés du faubourg; bref, à assumer un ministère quasi-paroissial.

Organisation de congrégations laïques, assistance, éducation, loisirs de quartier, autant de moyens, bien sûr, d'incarner la Parole dans des projets concrets et certainement d'en faciliter la compréhension et le partage. Mais autant de moyens aussi de reconnaître, dans la foule des fidèles, des familles à secourir, d'autres à satisfaire, et de multiplier les contacts personnels, de nouer avec plusieurs des liens choisis et durables. Le souci d'évangélisation et celui de leur sécurité commandent l'un et l'autre aux Oblats de favoriser la constitution d'une vie sociale basée sur d'intenses relations locales.

Participation aux congrégations laïques, bénévolat charitable, inscription des enfants à l'école privée des pères, délassément au "Cercle", autant de moyens d'autre part, pour les nantis du faubourg, de se distinguer de la masse dévote. D'autres ont leurs entrées à Notre-Dame; ils auront les leurs à Saint-Pierre. On peut être marchand boucher ou maître-charpentier et ambitionner d'être notable. En s'impliquant dans les projets oblats, en réclamant des missionnaires qu'ils en lancent de nouveaux, commerçants et artisans du quartier entendent à la fois gagner leur salut, conformément à la pensée religieuse de leur temps, et faire de Saint-Pierre un "milieu" choisi, urbain, moderne, où ils seront considérés.

Fondée à la cathédrale Saint-Jacques en mars 1848 à l'instigation de Mgr Bourget, la société Saint-Vincent-de-Paul ne compte d'abord qu'une seule conférence pour soulager les indigents de la grande paroisse montréalaise. Quatre mois de ce régime suffisent à en révéler le caractère impraticable: les membres sont d'une part contraints à des déplacements de trop longue portée et incapables, de l'autre, de contrôler d'assez près à leur gré les besoins et la conduite des familles assistées. Mieux vaut former des conférences de quartier, composées de résidents. Dès juillet 1848 le faubourg Québec se trouve donc commis aux soins de la nouvelle conférence Sainte-Marie. Mais il renferme assez de pauvreté pour en occuper deux et en 1850, Sainte-Marie demande

l'autorisation de se scinder. La conférence Saint-Pierre voit le jour à son tour⁷³.

Les sursauts de l'épidémie de typhus en 1848, l'inondation et la crise commerciale en 1849 et surtout l'incendie de 1852: la jeune société a beau compter sur le soutien de l'évêque et des Sulpiciens, pour une fois réunis, et sur les ressources financières de plusieurs bienfaiteurs, c'en est presque trop et la bonne volonté des quelques centaines de membres⁷⁴ cède devant le découragement. Les désastres ont fait passer certains d'entre eux, de milieu modeste, des assistants parmi les assistés⁷⁵. Les autres, écrasés par la tâche, songent à suspendre leurs activités. Mgr Bourget doit d'urgence trouver des solutions de sauvetage. Pourquoi pas des prêtres pour encourager les troupes et leur rappeler, en propos et sur un ton bien sentis, l'importance de leur action? En 1853, réfléchissant tout haut à cette idée, l'évêque écrit au séminaire:

Afin de relancer la Société de Saint-Vincent, il serait bien, je pense, que quelques prêtres assistassent de temps en temps aux diverses conférences qui se tiennent dans la ville et les faubourgs. Je ferai en sorte que quelques prêtres de l'Evêché aillent à celle de St-Jacques.

⁷³ Huguette Lapointe-Roy, Charité bien ordonnée. Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au XIXe siècle, Montréal, Boréal, 1987, 98-99. La création de la conférence Saint-Pierre ne sera pourtant annoncée que deux ans plus tard, à l'assemblée générale du 4 avril 1852.

⁷⁴ 381 membres à la fin de 1848 et 582 à la fin de 1854. Ibid..

⁷⁵ H. Lapointe-Roy, op. cit., 104.

Quelques-uns de nos Messieurs pourraient se partager le centre de la paroisse. Au Faubourg Québec, un Père Oblat vous remplacerait au besoin.⁷⁶

C'est ainsi que les Oblats commencent en 1853 leur implication dans cette association de bénévoles laïques.

A vrai dire, ils connaissent déjà plusieurs d'entre eux. Pierre Charlebois⁷⁷ et Olivier Pichet⁷⁸ du Conseil particulier de la société, ont souscrit qui pour la chapelle provisoire en 1848, qui pour l'achat de la première cloche l'année suivante. Antoine Amyot⁷⁹, Pierre-Joseph Beaudry⁸⁰, John Smith⁸¹, Léon Hurteau⁸², les

⁷⁶ Lettre de Mgr Bourget à M. N. Perrault, du Séminaire, 1853, ACAM, Registre des Lettres, VI, 558, cité par G. Carrière, o.m.i., Histoire..., op. cit., I, 198.

⁷⁷ Commerçant, rue Saint-Denis [Lovell, 1848]; vice-président de la société, en 1848 (H. Lapointe-Roy, op. cit., 96).

⁷⁸ Commerçant, rue Montcalm (ANQM, 06M p. 61, 1-1, 1); Boucher, 25 rue Montcalm (Lovell, 1848); vice-président lui aussi de la société en 1848 (H. Lapointe-Roy, op. cit., 96).

⁷⁹ Boulanger, 120 rue Ste-Marie (Lovell, 1849); cotise pour l'achat de la première cloche en 1849 (M.P. O.M.I., 2D1/1.2); 1er vice-président de la conférence Saint-Pierre en 1852 (ANQM 06-M P61/1-1, 136).

⁸⁰ Secrétaire de la conférence Sainte-Marie, 1848-1850 (ANQM, Ibid., 97).

⁸¹ Charretier, rue Wolfe (Lovell, 1848); souscrit pour la construction de la chapelle provisoire en 1848 (M.P. O.M.I., 2D1/4.1); 1er vice-président de la conférence Sainte-Marie en 1851 et président de la conférence Saint-Pierre en 1852 (ANQM, Ibid., 121 et 136).

⁸² Commerçant, 80 rue Visitation (Lovell, 1849); cotise pour l'achat de la première cloche en 1849 (M.P. O.M.I., 2D1/1.2); trésorier de la conférence Sainte-Marie de 1848 à 1850 et président de la même avant 1858 (ANQM, Ibid., 97).

noms de presque tous les officiers des conférences Sainte-Marie et Saint-Pierre avant 1853 figurent sur la liste des premiers donateurs des Oblats⁸³; en plus de ceux d'une trentaine de simples membres. Des relations qui dureront vingt ans, trente ans, voire cinquante ans ont commencé de se nouer avec quelques-uns parmi eux. Mais en inaugurant leur ministère proprement social par l'assistance aux pauvres, leur oeuvre la plus nécessaire et la plus durable, c'est avec une bien plus grande partie du faubourg que les pères entrent en contact personnel et c'est un nombre considérable de familles qu'ils s'attachent.

Or les missionnaires ne sont pas hommes à se contenter d'exhortations. Les membres des deux conférences locales sont débordés: il faut leur trouver de l'aide, et avant que les Sulpiciens ne s'en mêlent. A partir de 1853, tout un dispositif d'interventions est rapidement mis en place qui se maintiendra presque sans modifications jusqu'au milieu des années 1920.

D'abord un local. L'église désormais construite et le nouveau presbytère bientôt achevé, les pères peuvent offrir aux membres des deux conférences Sainte-Marie et Saint-Pierre un bâtiment qui leur appartient en propre et ne doit rien aux Sulpiciens: précisément

⁸³ Ce ne sont tout de même pas tous les officiers de la société vincentienne qui sont aussi près des missionnaires; à preuve D. Deschambault, président de la conférence Sainte-Marie en 1852 et qu'on ne retrouve à aucune occasion parmi les donateurs des Oblats (ANQM, 06-M P61/7-56. Divers Finances, SSVP, 1850-52).

celui ayant abrité la chapelle provisoire. On y aménage sur le champ un "bureau des pauvres" et un entrepôt pour les denrées.

Ensuite des auxiliaires. En 1854, la ville vote une somme de quatre mille dollars pour nourrir les indigents, et elle charge la Saint-Vincent-de-Paul, déjà pressurée, de la distribution des secours⁸⁴. Le père Jacques Santoni, provincial, demande alors aux soeurs de la Providence de prêter main forte aux vincentiens du faubourg pour servir la soupe municipale dans l'ancienne chapelle. Il les y installe aussi du reste, en attendant qu'en 1861 les missionnaires leur fassent céder la bâtisse par les conférences⁸⁵.

Si les religieuses aident les disciples d'Ozanam, ceux-ci leur rendent à leur tour la pareille. En 1855, les soeurs ouvrent dans ce qui est devenu "l'asile" une salle réservée aux garçons renvoyés des écoles du faubourg; en 1860, une autre à l'usage d'une garderie pour enfants des deux sexes entre deux et sept ans; un peu plus tard enfin, elles fondent un jardin d'enfance pour jeunes de sept ans à la première communion. Les vincentiens contribuent à ces trois projets en subventionnant l'entretien des enfants pauvres qui y recourent: admission, vêtements, repas et collations⁸⁶.

⁸⁴ Le diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1900, 125.

⁸⁵ Ibid., 300.

⁸⁶ Ibid..

Tout cela coûte cher. Or, les conférences sont censées s'autofinancer. Aussi les Oblats ne leur ménagent pas leur support. Même s'ils ne tiennent pas encore paroisse et ne disposent en conséquence d'aucun revenu assuré, ils font comme les curés de la ville et autorisent les membres à quêter dans leur église au profit de la société. En 1863, en outre, le père Eugène Cauvin⁸⁷ prend l'initiative de solliciter auprès de la congrégation des Dames de Sainte-Anne la formation d'un comité de dames patronnesses. Dès lors, ces bénévoles assument une part de plus en plus grande de la recherche du financement des activités des conférences. Ce sont elles qui organisent désormais les banquets et bazars de charité périodiques; ce sont elles surtout qui, chaque jeudi pendant plus de cinquante ans, se réunissent dans la salle de couture de l'asile pour tailler de nouveaux vêtements à même les vieux morceaux qu'elles ont ramassés et pour préparer les tenues de première communion des enfants pauvres⁸⁸.

Alors que les campagnes et les villages connaissent pour longtemps encore les guignolées et les collectes à domicile au

⁸⁷ Bulletin paroissial, XIV, 37, 4 novembre 1923, 7.

⁸⁸ Le travail des dames patronnesses est résumé en ces termes: "Jeudi, salle de couture... Besoin de recevoir don de linge, vieux habits pour les défaire, les laver et en faire de bons vêtements pour les pauvres et les missions." Cahier des prônes des dimanches et fêtes, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, 1er cahier, 2 février 1902.

profit de tel ou tel indigent recommandé par le curé⁸⁹, au faubourg Québec on instaure dès le milieu du XIXe siècle un système d'assistance typiquement urbain. Oblats, messieurs charitables, soeurs de la Providence, dames patronnesses, cette organisation multiforme et institutionnelle, basée sur la spécialisation des tâches entre les congrégations religieuses et des corps de bénévoles dûment constitués, relance avant peu les deux conférences locales. Alors que la conférence Saint-Jacques réunit en 1855 une centaine de membres à peine, dont seulement la moitié sont actifs, Saint-Pierre et Sainte-Marie affichent respectivement 141 et 169 membres, tous actifs⁹⁰. Dix ans plus tard, elles sont encore largement en tête des dix conférences de la ville avec 205 et 163 membres, actifs et honoraires confondus, et secourent bon an mal an de cent à cent quarante familles chacune⁹¹, en plus de soutenir la salle d'asile.

⁸⁹ Dans l'intéressante correspondance qu'entretient, dans les années 1880, le curé de Shawinigan, alors paroisse rurale, avec un curé normand dont il a fait son cousin, on trouve ceci à propos de l'assistance aux pauvres: "Nous n'avons pas comme chez vous et dans nos villes, de charité organisée: bureau de bienfaisance, société Saint-Vincent-de-Paul, etc., il n'y a que le coeur et la bourse d'un chacun, et généralement ça suffit. Nous faisons des tournées (collectes à domicile) une semaine pour l'un, une autre semaine pour un autre et tout va bien.", La Normandie et le Québec vus du presbytère, correspondance inédite, documents présentés et annotés par Nadine-Josette Chaline, René Hardy et Jean Roy, Boréal/Publications de l'Université de Rouen, 1987, 117.

⁹⁰ Premier livre des minutes..., op. cit., 214, 7 janvier 1855.

⁹¹ Deuxième livre des minutes du Conseil Particulier de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, de 1863 à 1877, ANQM, 06-M P61/1.2, 136-7, rapport annuel de 1865-66.

Mais si les bouleversements démographiques et économiques rendent déjà bien nécessaire avant 1870 une organisation efficace de l'assistance dans le faubourg, ils aiguïsent en même temps, chez les familles plus anciennes et mieux pourvues, le désir de plus en plus net de se distinguer du prolétariat envahissant qui transforme leur quartier. Les Oblats ont besoin d'elles pour leurs oeuvres; elles, comptent sur les Oblats pour devenir notables.

Jusqu'en 1859, l'éducation des garçons du faubourg relève de deux ou trois petites écoles laïques subventionnées par Saint-Sulpice. Elles dispensent un cours général, mais sans rien de bien soigné. Les parents à l'aise désirent autre chose et ils demandent aux pères d'ouvrir une école privée où leurs fils pourraient recevoir une éducation de meilleur ton. Les missionnaires voient dans un tel projet un double avantage. D'une part ils satisfont l'une des réclamations les plus pressantes de leurs plus généreux donateurs et se les attachent ainsi davantage. De l'autre, ils se donnent le moyen de se procurer des enfants de choeur; car les relations entre les Sulpiciens et eux sont envenimées au point que les Messieurs interdisent à leurs élèves de servir à l'église oblate⁹². C'est ainsi qu'en mai 1859 est fondée "la maîtrise"; les pères ont refusé toute subvention de l'instruction publique⁹³ de

⁹² Maison Saint-Pierre de Montréal, Conseils 1844-1848, 15 avril 1859, manuscrit, M.P. O.M.I., BM 948.

⁹³ G. Carrière, o.m.i., Histoire..., op. cit., I, 198.

peur de se retrouver sous sa tutelle et parce que, somme toute, ils n'envisagent pas encore de se lancer dans une oeuvre d'éducation qui n'entre pas dans leur Règle. Soixante-dix enfants, des familles qui peuvent acquitter la rétribution mensuelle "assez élevée"⁹⁴, fréquentent dès lors cet établissement. L'instruction y est confiée à des maîtres laïques mais les pères gardent la main haute sur la direction. Parmi les attentions particulières qu'ils réservent aux écoliers, et que les parents désirent expressément, il y a la fondation d'un cercle littéraire, "bientôt lieu de rendez-vous de tout ce que le quartier Saint-Pierre [compte] de plus distingué"; et aussi, bien sûr, la constitution d'un choeur de chant destiné à orner l'église à la grand-messe: "on se rappelle encore, paraît-il, les jolis cantiques accompagnés de la clarinette [du père Basile Dédebant], s'unissant à la voix grave des orgues, le dimanche à la messe de huit heures"⁹⁵. Il faut attendre les années 1880 pour que, le quartier ayant changé, la "maîtrise" prenne véritablement de l'expansion et perde un peu de son élitisme.

Mais les familles mieux pourvues du faubourg se réservent d'autres moments de reconnaissance mutuelle et d'échange avec les Oblats que la grand-messe, les séances scolaires ou les

⁹⁴ Ecole Saint-Pierre, Historique, Archives de la Commission des Ecoles catholiques de Montréal, dossier 13, non signé, dactylographié, 1943, 5 p.

⁹⁵ "Le père Basile Dédebant (1833-1884)", A. Francoeur, o.m.i., op. cit., I, 159.

distributions de prix. Les hommes, en particulier, ont avec les pères bien des choses à discuter: des entrepreneurs proposent des soumissions pour la construction ou l'entretien des bâtisses⁹⁶, des épiciers et des bouchers parlent Saint-Vincent-de-Paul, des marchands de vaisselle débattent des insignes des congrégations⁹⁷, des artisans et des petits commerçants projettent la levée d'une nouvelle souscription, et tout ce monde s'arrache les missionnaires à souper. Au point que par deux fois au début des années 1860, le provincial Mgr Guigues puis l'assistant général et visiteur le père Vandergerghe sont obligés de rappeler aux pères de la maison que la Règle interdit les visites le soir et que le temps consacré à celles du jour serait mieux employé à des exercices de piété⁹⁸. Qu'à cela ne tienne! Les pères ne peuvent sortir, on ira les voir chez eux. Le 1er janvier, ils reçoivent les vœux de leurs fidèles du quartier et de leurs amis de la ville; mais le 31 décembre les "citoyens du faubourg" ont leur soirée bien à eux. Ils sont là, plusieurs dizaines à présenter à leurs pasteurs une adresse, à apprécier leur

⁹⁶ Rappelons que les Oblats ont systématiquement employé des entrepreneurs et des ouvriers du faubourg pour ériger leur complexe. Voir note 61, chapitre II.

⁹⁷ C'est par exemple Ludger Gariépy, propriétaire d'un commerce de vaisselle et membre de la congrégation des hommes depuis 1866 (M.P. O.M.I., 2D1/14.1) qui suggère l'idée d'utiliser, en 1877, un ruban blanc comme insigne de la société de tempérance. Voir G. Carrière, o.m.i., Histoire..., op. cit., VI, 42.

⁹⁸ Visite canonique de Mgr E.-B. Guigues, évêque de Bytown et Provincial, à la Maison de Montréal, 14 mai 1860 et Visite canonique du R.P. Vandengerghe, assistant général et Visiteur, à la Maison de Montréal, 15 avril 1864, M.P. O.M.I., BM/997.

réponse et à leur offrir des cadeaux en comestibles et une bourse qu'ils ont arrondie de porte en porte⁹⁹.

Sans renoncer à la prédilection qu'ils portent aux relations personnelles avec les pères, les plus anciens citoyens du faubourg se rendent par ailleurs en décembre 1862 à une idée souvent émise par les missionnaires mais qui leur avait jusqu'alors répugné: se réunir en congrégation laïque. Les circonstances sont "favorables"¹⁰⁰: le 8 décembre 1862, en effet, les Sulpiciens ont établi à Saint-Jacques une succursale de la congrégation des hommes de Notre-Dame¹⁰¹, et à Saint-Pierre on n'entend pas, même chez les laïques, se laisser damer le pion de la piété; d'autant plus qu'après tout, devant ce qui leur apparaît de plus en plus comme un envahissement de leur quartier par les nouveaux venus, une

⁹⁹ Chaque année le Codex historicus rapporte ces visites, à la date du 31 décembre. Voir en particulier I, 243, 1872. L'usage en remonte à l'arrivée des Oblats dans le faubourg.

¹⁰⁰ "Depuis longtemps on désirait procurer aux hommes et aux jeunes gens l'avantage précieux de se réunir en congrégation sous notre direction dans notre église mais jusqu'à présent on n'avait pu réaliser ce projet. Enfin, grâce aux circonstances favorables où l'on s'est trouvé, il a pu être mis à exécution." C.H., I, 196, 8 décembre 1862. Nous avons d'abord imaginé que ces circonstances favorables étaient l'augmentation du nombre des missionnaires desservant la chapelle; ce n'est pas le cas. Entre 1860 et 1862 inclusivement il y a six pères pour le faubourg; ce nombre descend à quatre en 1863 et 1864. (Compilation à partir des notices biographiques du père G. Carrière, ch. III). Il a donc fallu chercher ailleurs et les deux raisons que nous invoquons, à défaut d'être explicites dans les sources, nous ont semblé les plus plausibles.

¹⁰¹ B. Caulier, op. cit., 458.

congrégation offre aux Bourragans de souche moins récente un moyen de plus de se distinguer. A l'origine, hommes et jeunes gens réunis, la congrégation des hommes du Sacré-Coeur de Marie, ne devait pas comprendre plus de cent cinquante membres; en 1872, après la formation d'une congrégation autonome des garçons, établie deux ans auparavant avec vingt et un d'entre eux¹⁰², elle en rassemble deux cent cinquante¹⁰³.

En 1869 enfin, suivant en cela l'exemple d'autres pasteurs de la ville et afin encore une fois de prévenir une éventuelle initiative des Sulpiciens¹⁰⁴, les Oblats ouvrent dans le sous-sol de la toute nouvelle maîtrise une salle de loisirs, le Cercle Saint-Pierre¹⁰⁵. Dans l'espoir de les détourner des tavernes et des salles commerciales, il offre en principe à tous les hommes et jeunes gens du faubourg des amusements gratuits (sauf les parties de billard) et des délassements sans alcool.

¹⁰² Notice historique sur la Congrégation des Jeunes Gens de Notre-Dame du Sacré-Coeur, établie en 1870, à l'église Saint-Pierre, Montréal, manuscrit, 1873, 19 p.

¹⁰³ Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, Montréal, 11 août 1872, M.P. O.M.I., BA 25/1, 38-39.

¹⁰⁴ "Une oeuvre telle que le Cercle ne semble pas moins nécessaire vu qu'il s'en fonde par toute la ville, crains-là, sinon d'autres y penseront; voilà le motif de la maîtrise. Elle existe maintenant et jamais elle ne pourrait venir plus à propos. Je la considère comme l'un des plus forts liens qui nous attachent la population", Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, Montréal, 22 mars 1869, M.P. O.M.I., BA 25/1, 22.

¹⁰⁵ Codex historicus, I, 228, 14 février 1869.

Mais la cotisation annuelle élevée, deux dollars¹⁰⁶, jointe aux difficultés économiques de l'année 1869¹⁰⁷ réserve à toutes fins pratiques le "Cercle" à une centaine de membres, précisément ceux qui en avaient le moins besoin, du moins dans l'optique des missionnaires. En quelques semaines, c'est devenu le lieu de rendez-vous non des piliers de buvettes, mais plutôt des aspirants-notables:

Le Cercle S. Pierre est bien parti. Père Dédeband en est le directeur. Nos Messieurs au nombre de près d'une centaine sont très contents de lui. Ce choix des membres est délicieux, tous les soirs nos bons citoyens entourés d'un cercle de bons jeunes gens se réunissent dans la salle de jeux, les uns sont aux billards, les autres jouent aux cartes, aux dames, quelques-uns, c'est le très petit nombre lisent les journaux ou quelques livres de la petite bibliothèque; presque tous fument, enfin ils s'amuse bien, c'est le principal, et quand ils sont là ils ne sont pas ailleurs.¹⁰⁸

En 1870, trente ans donc avant que Saint-Pierre ne devienne véritablement paroisse, les Oblats ont fait de leur chapelle le centre d'une vie sociale de type réellement paroissial, en multipliant, à côté des manifestations religieuses, les engagements

¹⁰⁶ Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, Montréal, 22 mars 1869, M.P. O.M.I., BA 25/1, 22.

¹⁰⁷ "Vous n'avez pas idée de la stagnation des affaires commerciales et cela dans toutes les branches. Depuis le commencement de février, plus de 25 000 Canadiens sont partis aux Etats-Unis." Lettre du R.P. Charpeney au R.P. Aubert, Montréal, 30 avril 1869, M.P. O.M.I., BA 25/2, 56.

¹⁰⁸ Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, Montréal, 22 mars 1869.

sociaux requis dans un milieu soumis à une croissance démographique rapide et en voie de prolétarianisation. L'assistance aux pauvres, effectuée selon une gestion moderne et typiquement urbaine, l'éventail des services offerts aux citoyens à l'aise et plus anciens, toutes ces entreprises dont on espère qu'elles consolideront l'attachement des uns comme des autres font que les Oblats, déjà réputés pour la vitalité religieuse du quartier, ont réussi dans leur double projet d'ancrer leur entreprise solidement dans le faubourg tout en lui assurant un prestige plus diffus. Leur succès, ils le doivent bien sûr à eux-mêmes; mais ils le doivent aussi à ces laïques que nous avons entrevus et desquels nous allons maintenant nous approcher davantage.

B- Les familles impliquées dans la vie "paroissiale"

Toute cette organisation religieuse et sociale du faubourg, une poignée de missionnaires, si zélés et infatigables qu'ils fussent, n'aurait pu l'accomplir à elle seule. Il a fallu dès le premier jour, on l'a vu, la présence, le soutien et l'implication de plusieurs familles du quartier et de "bienfaiteurs" de la ville pour souscrire et recueillir les fonds nécessaires à la construction de la chapelle provisoire, de l'église et de la maîtrise, pour orner le temple, pour remplir les charges d'officiers des congrégations, pour faire fonctionner les conférences locales de la société Saint-

Vincent-de-Paul et l'association des dames patronnesses. Les Oblats, du reste, ont pris soin d'inscrire et de conserver les noms de presque tous ceux qui se sont associés, à une ou plusieurs occasions, aux travaux entrepris. C'est ainsi que pour la période 1848-1870 nous avons pu identifier quatre cent quatorze personnes impliquées de près ou de loin dans la mise sur pied des institutions de la vie locale. C'est à les connaître davantage que nous emploierons les prochaines pages.

1) Les sources et la méthode

Les archives de la paroisse et celles de la maison provinciale conservent, pour la période qui nous occupe, neuf listes de ce qu'on pourrait appeler les "amis des Oblats", c'est-à-dire des personnes qui ont soutenu, d'une façon ou d'une autre, l'entreprise des missionnaires dans le faubourg. C'est ainsi que nous possédons la liste des souscripteurs pour la chapelle provisoire (avril 1848), celle des donateurs de la première cloche (décembre 1849), celle des propriétaires des terrains cédés, par vente ou par don, aux Oblats pour ériger leur complexe (1837-1868)¹⁰⁹, et celle des souscripteurs pour la maîtrise (1868). Nous connaissons aussi les noms de toutes celles qui ont assumé une charge de dignitaire dans la congrégation

¹⁰⁹ Cette liste (M.P. O.M.I., 2D1/1.57) remonte jusqu'en 1817. Mais nous n'avons pas retenu les noms des premiers propriétaires des lots, qui avaient déjà vendu à d'autres avant l'arrivée des Oblats.

des Enfants de Marie (1849-1870), le nom des deux présidentes des Dames de Sainte-Anne jusqu'en 1870, les dignitaires de la congrégation des hommes pour 1863 et 1870 ainsi que les fondateurs et premiers officiers de la congrégation des Jeunes Gens (1870). Enfin, un catalogue de 1899 permet de retrouver les noms des quelques membres de la congrégation des hommes entrés en 1870 ou auparavant et encore congréganistes à la fin du siècle. Evidemment, à cause des décès et des départs, inévitables sur une aussi longue période, une telle liste ne peut fournir qu'une faible idée, et peut-être même une idée fausse, de la composition de l'association dans ses premières années d'existence. Aussi ne l'utiliserons-nous pas à cette fin mais simplement pour compléter, autant que possible, notre tableau des individus et des familles associés aux Oblats à l'époque des débuts.

On aura remarqué d'ailleurs qu'en fait cette entreprise ne peut être rendue en totalité à cause de deux trous majeurs laissés béants par les relevés. D'une part, le membership des associations pieuses et des congrégations n'est jamais connu: impossible donc d'apprécier avec précision les liens de famille ou les professions des dévots rejoints par les Oblats, ni le rayonnement des confréries; d'autre part, hormis les noms des deux présidentes, et encore sans même les dates auxquelles elles ont rempli leur mandat, rien sur les dignitaires de la congrégation des Dames de Sainte-Anne, rien sur son comité de dames patronnesses. Il s'agit là d'une

lacune particulièrement regrettable, compte tenu du rôle central que les femmes ont joué dans la mise en place et le développement des institutions "paroissiales".

La liste de 1848 mentionne dans tous les cas, moins un ou deux, la profession et l'adresse des souscripteurs pour la chapelle provisoire à côté du montant de leur contribution. Mais c'est là l'exception. En effet, les autres documents ne constituent au mieux que des nomenclatures à peine augmentées, s'il y a lieu, par les sommes consenties. Ne donnons ici que quelques exemples: la liste des souscripteurs de la première cloche, en 1849, n'indique jamais le nom des épouses, mais simplement qu'elles ont contribué avec leur mari; celles des dignitaires de la congrégation des Enfants de Marie se présente tout bonnement ainsi: "Conseil supérieur, 1849. Supérieure: Mlle Mélanie Berlinguette, 1ère (sic) assistante: Mlle Elmire Roy, 2ème (sic) assistante: Mlle Eugénie Coursolle, (etc.)"; quant à la liste des officiers de la congrégation des Jeunes Gens, elle offre une difficulté supplémentaire pour l'analyse, heureusement rarissime dans les autres sources, celle de réduire bien souvent les prénoms à l'initiale: "1870-71. Préfet: F. Bourgeois, 1er assistant: Charles Benoît, 2ème (sic) assistant: Ed. Germain, (etc.)". Pour sa part, le catalogue des hommes congréganistes de 1899 paraît d'entrée plus étoffé, puisqu'il indique bien la profession et l'adresse des membres. Mais ces informations valent évidemment pour cette année-là seulement; au

mieux ne fournissent-elles donc qu'un maigre indice lorsqu'il s'agit de retrouver celles idoines à la période antérieure à 1870, d'autant plus qu'après trente ans de congrégation, nos membres sont à la fin du siècle presque tous "bourgeois", c'est-à-dire à la retraite.

En dépit de ces limites inhérentes aux sources, notre questionnement est demeuré ambitieux. Nous voulions savoir qui, à cette époque des débuts, contribue à favoriser l'établissement des Oblats; sur qui s'appuient les missionnaires. Principalement sur les "bienfaiteurs" de la ville, les auxiliaires laïques de l'évêque, qui ont manifestement plus d'argent à offrir; ou davantage sur les Bourragans eux-mêmes? Et parmi eux, lesquels se sentent d'emblée concernés par l'entreprise des missionnaires? Les souscripteurs, les dignitaires, à quelles catégories socio-professionnelles appartiennent-ils? A partir de la présence de quelques centaines d'individus impliqués dans les organisations oblates, peut-on distinguer des familles, voire des réseaux de familles? Si oui, quelle est leur densité à chaque moment et se prolongent-ils dans le temps?

Répondre à ces questions nous a entraînée dans de longues recherches à travers des documents assez variés. Pour chaque individu nous avons dressé une fiche personnelle sur laquelle nous avons d'abord colligé tous les renseignements fournis par les sources oblates, dites du premier corpus. Le plus souvent, cela

s'est réduit au nom, prénom, parfois mais rarement incomplet, ou encore plus sommairement à la mention "épouse" ou "fils" à côté de l'identification d'un homme; puis à la raison de sa présence dans le document et à l'année d'apparition.

Puis nous avons systématiquement utilisé les annuaires Lovell pour les années qui nous intéressaient. L'annuaire de 1847-1848, par exemple, a servi à contrôler les renseignements fournis dans la liste des souscripteurs pour la chapelle provisoire, établie en avril 1848, soit avant les déménagements de mai. Les annuaires subséquents ont permis de compléter l'information sur l'adresse et la profession des individus repérés dans les diverses listes. Les cas d'homonymie étant relativement rares lorsque nous connaissons le prénom, et la présomption de résidence dans le quartier ou à ses limites particulièrement fortes dans le cas d'officiers de congrégations conviés à des réunions hebdomadaires ou bi-mensuelles à l'église, le repérage et le jumelage entre le Lovell et les sources du premier corpus s'est somme toute effectué aisément. En cas d'incertitude, nous avons reporté sur la fiche toutes les options offertes. Le recours à l'annuaire nous a également autorisée à poser quelques hypothèses préliminaires sur les liens de parenté entre certaines personnes: par exemple, Mélanie Berlinguette, présidente des Enfants de Marie à partir de 1849, a été très fortement présumée être apparentée de quelque manière au seul Berlinguette du Lovell de 1849, Louis, menuisier rue de la

Visitation; de même, dans un cas un peu moins simple, Adeline Ducharme, conseillère puis présidente des Enfants de Marie entre 1858 et 1876, était certainement liée au seul Ducharme présent dans le quartier tout au long de cette période, Dominique, menuisier rue Lagauchetière.

Cette étape terminée, nos fiches contenaient avec précision la profession et l'adresse de tous les chefs de ménages masculins recensés (88% du corpus) et l'adresse des veuves également; elles posaient aussi entre nos individus certains liens de parenté, connus avec certitude lorsqu'indiqués dans les documents, ou parfois encore hypothétiques. Mais elles interdisaient encore d'une part de trancher entre les catégories socio-professionnelles, de l'autre de regrouper les personnes apparentées. Il fallait donc poursuivre plus loin dans ces deux directions.

Nous avons alors entrepris une recherche systématique dans les répertoires de mariages, en commençant par le fichier bien connu d'Antonin Loiselle. Sans nous livrer ici à une critique détaillée de cet instrument de recherche, qui peut rendre d'incalculables services, notons que son usage ne nous a gratifiée que de satisfactions mitigées. Bien sûr, il permettait de retracer des mariages (et donc des couples et des parents de conjoints) dans des paroisses où nous n'aurions pas spontanément songé à les y chercher: ainsi Pierre Beaudry, grand bienfaiteur des Oblats,

puisque'il leur a cédé des terrains pour la construction de l'église, et ancêtre d'une lignée de dignitaires de congrégations encore représentée jusqu'aux années 1930, s'est marié en 1800 à Rivière-des-Prairies. Nous l'avions trouvé dans Loisel, les sources oblates nous l'ont confirmé, et par nous-mêmes nous n'y serions pas allée voir. Mais pour une trouvaille de ce genre, combien d'erreurs possibles, combien d'homonymes rencontrés et de décisions difficiles à prendre au moment du choix! Il nous est bientôt apparu que la méthode était trop hasardeuse.

Nous avons donc concentré nos efforts sur le dépouillement intégral des répertoires de mariages de la paroisse Notre-Dame de Montréal, de 1800 à 1870, de la cathédrale Saint-Jacques de 1863 à 1876¹¹⁰, et de la paroisse Sainte-Brigide après 1867, date de sa fondation. En effet, les Bourragans d'avant 1870 se sont en majorité mariés dans l'une de ces trois églises. Cette fois il fallait affronter le problème inverse de celui présenté par le Loisel: d'une part nous éliminions une bonne part d'homonymes, nous repérions plus fréquemment les mariages de nos individus, nous avions logiquement meilleur espoir de ne pas errer; pourtant, le danger réel existait de retenir à l'occasion parmi les mariages montréalais celui d'un Bourragan en fait marié ailleurs et de surestimer ainsi la part des faubouriens de vieille souche urbaine.

¹¹⁰ Seules dates pour lesquelles la consultation est possible à la salle Gagnon de la Bibliothèque municipale de Montréal.

Pour restreindre la part d'erreur, nous avons alors décidé de tester nos choix par une vérification dans les actes mêmes de mariage qui indiquent le plus souvent la profession de l'époux et celle des pères et même, à notre ravissement, consentent à l'occasion, dans les registres de Notre-Dame, à mentionner la rue de résidence du marié (possibilité de le situer avec certitude parmi les Bourragans). Ce travail, nous l'avons effectué pour la lettre "L", la plus fréquente, et pour la lettre "B", pour laquelle nous avons retrouvé plusieurs mariages. Nous n'avons dû rejeter le mariage d'abord retenu que dans deux cas sur quarante-neuf (4,08%) ce qui a semblé nous autoriser à nous dispenser d'une vérification complète, particulièrement ardue.

Incidentement, des précisions supplémentaires sont parfois venues enrichir notre tableau des professions et ont pu contribuer à le nuancer: une Enfant de Marie dont on ne savait rien, mariée à Notre-Dame en 1862, et dont on apprend que le père est menuisier; un homme, menuisier lui-aussi, qui épouse à Notre-Dame en 1847 une fille de commerçant, pour ne rapporter que ces deux exemples.

Cela fait, comment disposer des individus mariés à l'extérieur de Montréal? Après vérification dans les répertoires sus-mentionnés et, vu la coutume du mariage des femmes dans leur paroisse, après contrôle particulièrement pointilleux dans les répertoires de Sainte-Brigide jusqu'à une date aussi tardive que 1900, nous avons dû admettre que plus d'une dignitaire de la congrégation des Enfants de Marie est restée célibataire et nous résoudre à ne posséder sur elles que peu d'informations. Mais pour les autres? Ici s'est imposée une nouvelle consultation du fichier Loiselle qui n'a donné qu'une maigre récolte en dépit des efforts: quelques mariages à Longueuil, où les Oblats avaient résidé avant de s'installer dans le faubourg, un mariage à Pointe-aux-Trembles, un autre, plus suspect que moins, à Baie-Saint-Paul. Les répertoires avaient rendu ce qu'ils pouvaient rendre, sauf à s'engager dans des travaux généalogiques interminables et hors de notre propos.

Nous étions donc finalement en possession d'une foule de renseignements qui, convenablement étudiés, nous permettraient d'établir entre nos "amis des Oblats" des liens de parenté allant du plus simple au plus complexe. Toutefois, la parenté n'est pas le tout des relations sociales. Après tout, deux individus absolument étrangers par le sang pouvaient se connaître et rivaliser de générosité envers la congrégation. Nous avons donc imaginé comme vraisemblable que des gens impliqués auprès des Oblats soient également, à l'occasion, actifs dans des milieux connexes. Des

biographies comme celles de Bryan Young sur George-Etienne Cartier¹¹¹, de Jean-Louis Roy sur Edouard-Raymond Fabre¹¹², ou des ouvrages plus généraux comme ceux de Robert Rumilly sur l'histoire de Montréal¹¹³ ou d'Huguette Lapointe-Roy sur la bienfaisance¹¹⁴, qui insistent tous sur les protagonistes de la scène montréalaise et les liens divers qui les unissent nous ont été extrêmement précieux pour reconstituer le tableau d'ensemble du soutien laïque à l'église au milieu du XIXe siècle. De là, nous avons été presque naturellement conduite à examiner les listes des membres des premières conférences de la société Saint-Vincent-de-Paul, fondées précisément à l'époque qui nous concerne et particulièrement actives dans le faubourg Québec. A cet effet, nous avons dépouillé les livres des minutes de cette société de mars 1848, date de sa fondation, à décembre 1870. Et nous avons eu la satisfaction de retrouver parmi les disciples d'Ozanam un bon nombre de nos "amis des Oblats", présentés bien souvent les uns par les autres. Vraiment nous commençons à les serrer au plus près.

¹¹¹ Bryan Young, George-Etienne Cartier, bourgeois montréalais, Montréal, Boréal-Express, 1982, 241 p.

¹¹² Jean-Louis Roy, Edouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien (1799-1854). Contre l'isolement et la sujétion, Montréal, Hurtubise/HMH, 1974, 220 p.

¹¹³ Robert Rumilly, Histoire de Montréal, tome II, 1771-1867, Montréal, Fidès, 1970, 417 p.

¹¹⁴ H. Lapointe-Roy, Charité bien ordonnée..., op. cit..

D'autant que les minutes de la Saint-Vincent-de-Paul précisent parfois la profession de ses membres. Bien des mentions de "joiner" ou de "butcher" obtenues par le Lovell ont ainsi été nuancées par celles de "marchand de bois" ou de "marchand boucher au marché Bonsecours"; autant d'erreurs en moins au moment de passer, dans l'analyse, des professions aux catégories socio-professionnelles. Dans l'espoir de limiter encore l'incertitude en ce domaine, et l'arbitraire des décisions, nous avons finalement procédé à une dernière opération. En effet, à partir des rôles d'évaluation des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques pour l'année 1848, nous avons établi la liste des propriétaires du faubourg au moment de l'arrivée des Oblats, et nous y avons confronté les individus de notre premier corpus; de même nous les avons à nouveau jumelés avec celle des travailleurs autonomes et des commerçants de la "paroisse" en 1871, telle que la recherche effectuée à partir des rôles des valeurs locatives nous l'avait fait constituer pour le deuxième chapitre; et avec celle des propriétaires de 1871.

Et puisque nous parlons classement socio-professionnel, il nous apparaît utile de préciser dès maintenant comment nous l'avons constitué. Lorsque les liens de parenté ont pu être établis avec certitude, nous avons classé les épouses et les enfants non mariés sous la même rubrique socio-professionnelle que le chef de ménage. En fait, la difficulté principale a consisté à trancher d'une part entre employés et patrons dans le cas de certains métiers tels

bouchers ou boulangers; d'autre part entre artisans et travailleurs dans plusieurs catégories de métiers reliés en particulier à la construction, au transport (charretier) et au métal (forgeron). En dépit de la complexité du problème, nous nous en sommes tenue à quelques règles simples qui, c'est inévitable, comportent une part d'arbitraire.

Nous avons inscrit parmi les commerçants ou les artisans a) tous ceux pour qui la mention est claire: marchand boucher ou maître-charpentier, ainsi que ceux pour qui le Lovell précise l'adresse du domicile à côté de l'adresse du commerce; b) pour les mentions de 1848 et 1849, tous ceux qui possèdent au moins deux maisons ou lots d'après les informations livrées par les rôles d'évaluation de 1848; c) pour les mentions des années 1860-1870, tous ceux qui possèdent au moins une maison en 1871 ou dont on a pu retrouver le commerce ou l'échoppe dans le quartier cette année-là.

Comme un peu l'envers de l'endroit, nous avons par ailleurs classé parmi les employés ou les ouvriers a) ceux pour qui le doute est impossible, commis, journalier; b) ceux qui, pour 1848, ne sont propriétaires d'aucun lot ou maison dans le faubourg.

Malgré tout, il a fallu créer une catégorie "statut incertain" dans laquelle nous avons placé d'une part les individus résidant à l'extérieur du quartier et dont la mention professionnelle nous est

apparue ambiguë; un tonnelier, un charpentier; et surtout tous les souscripteurs de 1848 dans la même situation, et qui ne possèdent cette année-là qu'une seule maison dans le faubourg. En effet, en 1848, 44,72% des chefs de ménages habitant les rues où résident nos souscripteurs sont des propriétaires-occupants: plusieurs ouvriers et employés sont encore propriétaires de leur maison et c'est pour éviter de sur-représenter sans preuve l'une ou l'autre catégorie socio-professionnelle que nous avons fixé à deux maisons le seuil pour être classé parmi les artisans ou les commerçants, et reporté dans la rubrique "statut incertain" les propriétaires d'une seule bâtisse ou d'un lot.

Ceci dit, nous sommes consciente que quelques artisans non propriétaires sont déclassés dans notre tableau et qu'à l'inverse certains ouvriers propriétaires ont bénéficié par notre traitement d'une promotion sociale qui leur a peut-être échappé de leur vivant. Malgré tout, entre toutes, cette méthode nous a paru la moins risquée.

Au terme de cette investigation, il nous est manifeste qu'à chaque étape des erreurs de jumelage, des confusions entre homonymes, des liens de parenté inappropriés ou des octrois mal avisés de professions ont pu malencontreusement se produire; mais qu'aussi nous avons tenté le plus possible de les éviter. Il nous semble donc finalement légitime de prétendre posséder un ensemble

d'informations susceptibles d'éclairer le profil familial, professionnel et "militant" des laïques impliqués à Saint-Pierre et leurs rapports avec les missionnaires dans la période d'installation des Oblats dans le faubourg.

2) Les Bourragans-citadins, ou l'ambition de la notabilité

Les Oblats entrent officiellement dans le faubourg Québec en décembre 1848. Mais depuis trois saisons on prépare leur venue et la rue de la Visitation, au sud de Dorchester, s'anime tous les matins des travaux des ouvriers en train de convertir, sur un terrain que Mgr Bourget s'est fait céder, un hangar en chapelle et une cabane en presbytère. En avril, à cet effet, l'évêque fait lever une souscription: deux cent quatre personnes s'engagent alors devant notaire à renoncer à l'intérêt légal sur la somme qu'ils consentent pour favoriser l'établissement des missionnaires.

Dans cette affaire, on s'en doute, Mgr Bourget n'agit pas seul. Plus que probablement il s'en remet aux membres de la toute nouvelle société Saint-Vincent-de-Paul, particulièrement à ceux qui résident dans le faubourg. Un des fondateurs de cette association, André

Monarque¹¹⁵, marchand boucher rue Sainte-Marie, joue certainement dans la levée de la souscription un rôle prépondérant. Montréalais de naissance, né de parents eux-mêmes mariés à Notre-Dame, époux d'une fille de la ville ou plutôt du faubourg tout comme lui, André Monarque, c'est une image, n'a que des parents comme voisins. Par son père, il est apparenté à la famille de Pierre Beaudry, boucher lui aussi, celui-là même qui cède aux missionnaires des terrains pour construire l'église et dont le fils Pierre-Joseph¹¹⁶ enregistre dans son étude de notaire les souscriptions pour la chapelle provisoire, avant d'être introduit en mai par son cousin Monarque dans la Saint-Vincent-de-Paul. André Monarque est le cousin germain de l'épouse de Cléophas Galaise, un autre marchand boucher du

¹¹⁵ André Monarque. Membre fondateur de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Premier livre des minutes..., op. cit., 19 mars 1841, 1. Ses parents: André et Véronique Goyette, mariés à Notre-Dame en 1813. Son épouse: Marie-Léa Poitras, mariage à Notre-Dame en 1845. Les parents et grand-parents paternels de son épouse se sont mariés devant le même autel en 1816 et 1783 respectivement. Répertoire de mariages de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 1658-1850, BMM.

¹¹⁶ Voir note 80. Pierre-J. Beaudry et André Monarque sont probablement cousins du 3 au 3 et partagent une paire d'arrière-grands-parents: Jacques Monarque et Marie-Anne Lacroix. En effet, la grand-mère paternelle de Beaudry est une Monarque et nous l'avons indiqué comme la soeur du grand-père paternel d'André Monarque. Malheureusement nous n'avons pu retrouver le mariage de ce grand-père, qui aurait confirmé le tout. Répertoires de mariages de la paroisse Notre-Dame de Montréal. Souvenons-nous que l'épouse de Pierre-J. Beaudry, Agathe Derome-Descarreaux est née d'un couple uni à Notre-Dame de Montréal en 1791.

faubourg. Originaire de Longueuil, Galaise¹¹⁷ connaît les Oblats depuis leur arrivée au pays, en 1841. Parti pour la grande ville peu après le début des années 1840, il s'installe rue Montcalm, ouvre en 1847 son étal au marché Bonsecours et épouse la même année à Notre-Dame Marguerite Goyette, faubourienne de souche comme son cousin Monarque. En 1847 toujours, Galaise participe en outre avec d'autres laïques et Mgr Bourget à la fondation d'une société charitable qui préfigure pendant quelques mois l'action de la prochaine Saint-Vincent-de-Paul. André Monarque, Pierre-Joseph Beaudry, Cléophas Galaise: on a là un trio de maîtres-bouchers ou de fils de maître-boucher, établis solidement dans le faubourg (seul Galaise est encore locataire), mariés à des "filles de la place", un trio de "cousins" bénévoles fortement identifiés au quartier. Malgré l'absence d'un document qui le confirmerait formellement, il ne fait aucun doute que ce sont ces trois hommes qui organisent la souscription de 1848.

L'examen des données variées dont nous disposons sur les laïques nous permet également de reconstituer, à défaut de pouvoir

¹¹⁷ Les renseignements sur Cléophas Galaise sont tirés d'un article du journal La Presse du 28 janvier 1897, qui résume sa carrière au moment où il célèbre avec son épouse leurs noces d'or. L'existence de cet article nous a été indiquée par leur arrière-petite-fille, Suzanne Galaise, elle-même mise en communication avec nous par le père Léon Bergeron, o.m.i., curé actuel de la paroisse Saint-Pierre. Marguerite Goyette, l'épouse de Cl. Galaise, est la petite-fille de Jacques Goyette et de Madeleine Lafond, tout comme André Monarque. Ses parents, Joseph Goyette et Louise Beauchamp se sont mariés à Notre-Dame en 1813. Répertoire..., op. cit..

simplement la décrire, la liste des membres du comité de souscription de 1868. Vingt ans après leur arrivée dans le faubourg, les Oblats savent à qui s'adresser pour la sollicitation des fonds nécessaires à la construction de la nouvelle maîtrise. L'équipe cette fois comprend au moins quatre hommes, et peut-être six.

Ces six hommes présentent le même profil. Tous sont commerçants: trois bouchers, encore, un épicier, un marchand de bois et de grain, le dernier au négoce indéterminé. Tous également comptent parmi les propriétaires, voire les propriétaires importants de Saint-Pierre; car si Cléophas Galaise, de nouveau, François-Xavier Dufaut dit Lamarche et Cléophas Daunais ne possèdent que la maison qu'ils occupent, Georges Fullum, Léon Hurteau et Joseph Lorange, détiennent en revanche respectivement quatre, six et sept maisons en 1871¹¹⁸.

Des gens à l'aise, donc. Mais la ressemblance entre eux se poursuit au-delà. Tous, en effet, se multiplient aussi bien dans les projets oblats que dans la société Saint-Vincent-de-Paul. C'est à qui, dirait-on, en fera plus que l'autre. Vincentien de la

¹¹⁸ Rôles des valeurs locatives, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871, AMM.

première heure, F.-X. Dufaut-Lamarche¹¹⁹ avait souscrit autrefois pour la chapelle provisoire; membre fondateur de la congrégation des hommes, il en a été en 1863 le premier préfet. Fils d'Ozanam dès 1848 eux aussi, Léon Hurteau¹²⁰ et Georges Fullum¹²¹ apparaissent à la fois associés et rivaux. Le premier a été trésorier de la conférence Sainte-Marie entre 1848 et 1850 avant d'en assumer la présidence vers la fin des années cinquante. Au même moment, le second dirige la conférence Saint-Pierre. Tous deux sont du nombre des quelques souscripteurs de la première cloche, en 1849. Fullum a offert en outre aux Oblats le chassis de Sainte-Anne en 1853 pour décorer leur église et leur a vendu des terrains où la maîtrise sera construite. Hurteau de son côté a contribué à la fondation de la

¹¹⁹ F.-X. Dufaut dit Lamarche. Entré à la SSVP le 28 mai 1848. Premier livre des minutes..., op. cit., 8. Souscrit pour la chapelle provisoire (M.P. O.M.I., 2D1/4.1). Premier préfet de la congrégation des hommes. Voir J.-L. Bergevin, op. cit., II-B, 850. Fils de François-Xavier et de Marguerite Dauphin, unis à Notre-Dame en 1804. Seconde épouse Sophie Brazeau, mariage à Notre-Dame en 1838; elle est la fille d'un couple marié à Notre-Dame en 1810. Parmi les 414 individus de notre premier corpus, huit sont liés ou apparentés à des Brazeau.

¹²⁰ Voir note 82. Pour sa participation aux oeuvres oblates, M.P. O.M.I., 2D1/1.50; Documents historiques, II-B, 850. Ses parents sont de Contrecoeur, il épouse Esther Benoît en 1836 à Notre-Dame. Elle-même est née de parents mariés à la paroisse en 1815. On trouve cinq Benoît parmi les individus de notre premier corpus.

¹²¹ Georges Fullum. Membre de la SSVP depuis le 9 juillet 1848. Président de la conférence Sainte-Marie en 1858 et en 1863. Premier livre des minutes..., op. cit., 9 et 333; Deuxième livre des minutes..., op. cit., 13. Pour ses activités près des Oblats, voir M.P. O.M.I., 2D1/1.2; M.P. O.M.I., 2D1/1.50; M.P. O.M.I., 2D1/1.57; Codex historicus, I, 132. G. Fullum épouse Julie Berlinguette à Notre-Dame en 1835. Leurs parents à tous deux les y ont précédé en 1811 et 1812. Répertoires des mariages..., op. cit..

congrégation des hommes et en a été en 1863 le premier trésorier. Les plus jeunes à leur tour rivalisent de disponibilité. Hormis Cléophas Daunais¹²², ils sont aussi membres et même dirigeants de la Saint-Vincent-de-Paul: Cléophas Galaise¹²³ succède à Léon Hurteau à la tête de la conférence Sainte-Marie tandis que Joseph Lorange¹²⁴ se charge au début des années soixante de sa vice-présidence. Daunais et Lorange cèdent eux aussi des terrains pour la maîtrise et Lorange s'inscrit de plus parmi les fondateurs de la congrégation des hommes.

¹²² Cléophas Daunais. Nous n'avons retrouvé son mariage ni dans le fichier Loisel, ni dans le fichier Rivest, ni dans le fichier Pontbriand, ni dans les répertoires de mariages de Notre-Dame, Saint-Jacques et Sainte-Brigide, disponibles à la BBM. Par contre, nous savons par le mariage à Sainte-Brigide de deux de ses enfants dans les années 1880 qu'il a épousé Domithilde Racine. Le fait que nous ne l'ayons pas trouvé non plus parmi les vincentiens est peut-être simplement dû à la perte des documents de la société charitable. Pour son activité auprès des Oblats, M.P. O.M.I., 2D1/1.50 et M.P. O.M.I., 2D1/1.57.

¹²³ Président de la conférence Sainte-Marie avant 1863. Premier livre des minutes..., op. cit., 12.

¹²⁴ Joseph Lorange. Premier vice-président de la conférence Sainte-Marie avant 1861. Premier livre des minutes..., op. cit., 421. Pour ses activités près des Oblats avant 1870, M.P. O.M.I., 2D1/14.1, M.P. O.M.I., 2D1/1.50 et G. Carrière, o.m.i., Histoire documentaire..., op. cit., VI, 23. Nous n'avons retrouvé nulle part le mariage des parents de Joseph Lorange. Les régions de Yamachiche et de Longueuil comptent plusieurs familles de ce patronyme. Kathleen Mennie de Varennes, Bibliographie annotée d'ouvrages généalogiques au Canada, publié par Fitzhenry and Whiteside conjointement avec la Bibliothèque nationale du Canada et le Centre d'édition du Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, 1987, V, 1333. Joseph Lorange a épousé Marie Aimond en 1850 à Notre-Dame. On compte cinq Hémond dans notre corpus dont quelques propriétaires de terrains cédés aux Oblats.

Riches commerçants, militants "paroissiaux" actifs, ces hommes, finalement, poussent tous les six de solides racines dans le faubourg, soit par eux-mêmes, soit par leurs épouses. Tous les six, non: ici encore Daunais se distingue par son mariage à l'extérieur de Montréal. Nous connaissons déjà Galaise. Comme lui, Hurteau et Lorange viennent de plus loin, qui de Contrecoeur, qui probablement de Yamachiche ou de Longueuil; et comme lui ils ont épousé à Notre-Dame des faubouriennes de longue date, le premier en 1836, le second en 1850. Quant à Fullum et à Dufaut-Lamarche, ils sont nés dans le quartier, de parents mariés à Notre-Dame. Le père de Georges Fullum a donné son nom à la rue qui passe sur ses terres et qu'il cède en 1847 à la municipalité¹²⁵; la seconde épouse de Dufaut-Lamarche, Sophie Brazeau, est la nièce d'une donatrice de terrains, et porte un des patronymes les plus fréquents du faubourg.

Il appert donc que le comité de la souscription de 1868, tout comme celui de 1848, est véritablement formé de quelques-uns des plus marquants représentants de ce qu'on peut appeler la bourgeoisie ancrée du faubourg, des gens qui, par leur implication dans les projets oblats et la notoriété qu'elle leur vaut, entendent bien obtenir de leurs concitoyens la considération qu'ils estiment devoir revenir à leur statut social et à leur ancienneté.

¹²⁵ Claude Robillard, dir., D'où viennent le nom de nos rues?, publication du service d'urbanisme de la cité de Montréal, 1961, 41, BMM.

Dans le cas des dignitaires des congrégations laïques, par ailleurs, l'ambition de notabilité repose-t-elle sur une semblable position sociale et familiale? Nous connaissons déjà les deux présidentes de la congrégation des Dames de Sainte-Anne, Victoire Truteau et Agathe Derome-Descarreaux, nées à Montréal de couples unis à Notre-Dame à la fin du XVIIIe siècle. Nul doute, elles sont bien du faubourg, mais de la boutique plus que du négoce; filles de maîtres-artisans, c'est un artisan-peintre qu'elles épousent l'une après l'autre. Monde différent de celui des marchands, mais dans ce cas aisance certes comparable. Qu'en est-il des dignitaires des autres congrégations?

Nous ne possédons la liste des officiers de la congrégation des Jeunes Gens que pour l'année de sa fondation, puisque celle-ci intervient en 1870 au moment où nous arrêtons provisoirement notre enquête. La coutume qui voulait qu'on se mariât dans la paroisse de l'épouse jointe à la mention trop fréquente de la seule initiale en lieu et place du prénom complet des dignitaires a rendu difficile et incertain le repérage des mariages de ces garçons et en conséquence celui tant de leurs professions que de celles de leurs pères. Aussi nous limiterons-nous ici à l'analyse de la composition des conseils de la congrégation des hommes et de celle des Enfants de Marie.

Onze hommes ont fait partie des conseils de 1863 et de 1871, les deux seuls dont la composition nous soit parvenue avant cette

dernière date¹²⁶. Nous ignorons la profession de Joseph Martel et d'Onésime Gadouas; en tous cas, ils ne figurent pas parmi les propriétaires du faubourg en 1871. Des neuf autres, quatre sont commerçants: François-Xavier Beaudry épicier, Léon Hurteau marchand de bois et de grain, Dominique Contant maître-boucher, F.-X. Dufaut-Lamarche au négoce indéterminé. Tous sont propriétaires, respectivement de quatre, six et deux fois une maison. Maxime Garaut est avocat, propriétaire-résident de son unique bâtisse. Joseph Vincent, gros artisan menuisier laisse en 1871 quatre duplex à sa veuve. Parmi les deux employés, un teneur de livres, propriétaire-occupant, Jacques-Mathieu Marcotte, et un huissier locataire, Isaac Ringuette. Enfin un seul menuisier à gages, Joseph Verville, locataire.

Sur neuf professions connues, le négoce, les professions libérales et l'artisanat en rassemblent six, les deux tiers. Des onze hommes, sept sont propriétaires, dont quatre importants. Si les Saint-Pierrais "à l'aise", et il faut situer l'expression dans le contexte décrit au deuxième chapitre, n'accaparent pas la totalité des postes, ils restent néanmoins nettement majoritaires. Employés et ouvriers réussissent cependant une percée, encore et pour longtemps modeste.

¹²⁶ Ces listes sont consignées dans J.-L. Bergevin, o.m.i., op. cit., II-B, 850-1.

Avec son mariage à Notre-Dame, ses parents et beaux-parents unis avant lui devant le même autel, F.-X. Dufaut-Lamarche fait véritablement figure d'exception dans la congrégation des hommes. Vérification faite, les parents des dix autres dignitaires proviennent tous de l'extérieur de Montréal. Leurs beaux-parents aussi, sept fois sur dix. Malgré tout la majorité de nos officiers vivent ici depuis longtemps, en tous cas, toujours en excluant Dufaut-Lamarche, six sur dix y ont passé toute leur vie adulte, mariés à Notre-Dame et pour trois d'entre eux avec des filles de la ville¹²⁷. Première génération de Montréalais, certes, mais présente dans le faubourg depuis plus longtemps sans doute que la moyenne des Bourragans. Par ailleurs six de nos onze hommes figurent deux fois ou plus près des Oblats avant 1870¹²⁸; et trois sont des vincentiens depuis les débuts; mais à vrai dire, si la Saint-Vincent-de-Paul avait colligé systématiquement les noms de ses associés, nous sommes persuadée que ce n'est pas trois dignitaires mais bien plus que nous aurions retrouvés dans les années soixante parmi les fils d'Ozanam.

Ainsi, par leur proximité des Oblats et leur détermination à soulager quelque peu l'indigence de leurs concitoyens, ces hommes,

¹²⁷ Il s'agit de Léon Hurteau (Notre-Dame, 1836), Joseph Vincent (1827), Dominique Contant (1853), Joseph Verville (1865), Jacques-Mathieu Marcotte (1868) et Maxime Garaut (1864). Les beaux-parents de Hurteau, Contant et Marcotte se sont également mariés à Notre-Dame. Répertoires..., op. cit..

¹²⁸ Ce sont F.-X. Beaudry, D. Contant, L. Hurteau, F.-X. Dufaut-Lamarche, I. Ringuette et J. Vincent.

tout à fait pénétrés de l'esprit catholique de leur siècle, veulent faire rayonner leur foi et contribuer à assurer leur salut éternel; mais en attendant ils voient aussi dans leur implication active dans les projets locaux un moyen de consacrer l'ascension sociale qui, pour plusieurs, a suivi leur établissement dans le faubourg.

C'est une variation sur ce thème qu'offre l'analyse des conseils des Enfants de Marie. Nous connaissons les noms de toutes celles qui ont exercé une charge au petit conseil entre 1849 et 1870 inclusivement¹²⁹; il faut pourvoir à quatre-vingt-neuf postes annuels durant cette période. Le père directeur se réserve trois années durant celui de trésorier de la congrégation. En l'excluant du tableau, trente-trois dignitaires seulement ont rempli les quatre-vingt-six fonctions restantes; parmi elles, huit paires de soeurs. C'est dire qu'en plus de vingt ans, vingt-cinq familles nucléaires à peine, et moins encore si on considère les familles élargies, ont été représentées aux plus hauts offices de la congrégation.

Ce nombre restreint de conseillères s'explique, on l'aura deviné, par la longévité de leur mandat. Alors qu'en principe le séjour dans la congrégation des demoiselles n'est qu'une préparation à leur passage dans celle des femmes mariées (comme dit le père

¹²⁹ J.-L. Bergevin, o.m.i., op. cit., II-B, 812-818.

Antoine "alors on les donne à la bonne Sainte-Anne"¹³⁰), le tiers des dignitaires, onze sur trente-trois, reste au moins cinq ans dans le petit conseil avant 1870, parmi lesquelles trois plus de dix ans, et deux, les soeurs Coursol, plus de vingt ans. "[Ma congrégation] se rajeunit tous les ans, car mes chères filles se marient dru"¹³¹; nos chiffres montrent que les dignitaires en tous cas échappent à cette marche en rangs serrés et que plus d'une est restée célibataire sauf, comme Adeline Ducharme ou Alphonsine Vinet, à s'être mariées très tardivement¹³².

Et en effet nous n'avons retrouvé que huit mariages d'officières¹³³; par contre la rareté de certains de leurs noms dans le faubourg, Berlinguette, Coursol, Montmarquette par exemple, nous a permis d'identifier au total vingt et un de leurs vingt-cinq pères. Ainsi est devenue possible l'enquête sur leur situation sociale et familiale.

Des vingt et un pères connus (84% de l'ensemble), celui d'Adélia Chatel, Louis-Eusèbe, est mort. Reste vingt pères, parmi lesquels

¹³⁰ Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, Montréal, 21 juillet 1871, M.P. O.M.I., BA 25/1, 32-33.

¹³¹ Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, *op. cit.*.

¹³² Adeline Ducharme, mariage à Saint-Jacques en 1881; Alphonsine Vinet, mariage à Sainte-Brigide en 1890.

¹³³ Outre les deux qui viennent d'être indiqués, il s'agit de ceux de Julie Choquet (Sainte-Brigide, 1878), Emilie Simard (Notre-Dame, 1859) et Josephine Dupras (Notre-Dame, 1868).

on ne compte avec certitude qu'un seul "travailleur", Ignace Duclos, père de Mathilda, et un seul employé, Louis Choquet, vendeur de chapeaux et père de Marie et Julie. Aucun père de nos dignitaires n'exerce une profession libérale. En revanche cinq font du commerce: Calixte Dupras, père de Zoé et Joséphine, est épicier; Césaire Larivière, père d'Eulalie, quincailler; Georges Plamondon (Marguerite et Geneviève) est marchand de chapeaux; Narcisse Ritchot (Domithilda) est boucher et Antoine Duhamel (Louise) simplement "trader". Mais, chez les Enfants de Marie, les filles d'artisans l'emportent largement: dix filles, huit pères. Mélanie Berlinguette, Flavie Vincent, Marie Chartrand¹³⁴, Alphonsine et Euphrosine Vinet sont toutes filles de maîtres-menuisiers; Eugénie et Séraphine Coursol, filles de Léandre, artisan peintre qui n'a plus besoin de présentation; Emilie Simard et Louise Smith vivent respectivement dans une famille de charpentier et de maître-charretier et si Marie Lamoureux descend bien de Pierre, alors son père est contracteur. A ces huit pères artisans, il faut peut-être ajouter les noms de Joseph Montmarquette (Henriette et Phélonise), Dominique Ducharme (Adeline), Antoine Lefebvre (Angèle), Amable Roy (Elmire) et Arthur Ménard (Julie), respectivement charpentier, menuisier, maçons et charretier. Propriétaires d'une seule maison

¹³⁴ La probabilité est très forte que Marie soit l'enfant de Paul Chartrand; mais ce n'est pas une certitude; de même pour Marie Lamoureux, presque certainement fille de Pierre, encore que nous ne puissions pas le prouver hors de tout doute.

en 1848, ils sont peut-être artisans, mais peut-être aussi travailleurs à gages; nous n'avons pas pu véritablement trancher.

Et puisqu'on parle propriété, il faut noter que des vingt et un pères, seul Ignace Duclos, Louis Choquet, Calixte Dupras et Robert Smith sont locataires. Les dix-sept¹³⁵ autres possèdent tous au moins leur toit et sept d'entre eux, avec deux, trois, voire quatre immeubles comptent parmi les propriétaires importants. Sur vingt-cinq pères au total, 20% de commerçants, 32% au moins d'artisans, 68% au moins de propriétaires: encore une fois l'aisance, au moins relative. Par rapport aux organisateurs de souscriptions et même par rapport aux dignitaires de la congrégation des hommes, on est toutefois descendu ici d'un cran, peut-être deux. En effet, on est passé d'une majorité de commerçants à une majorité d'artisans et de 50% à 42% à 35% seulement de propriétaires de deux immeubles et plus. Or, cette décroissance intervient alors que, toutes catégories confondues, treize des vingt et un pères de nos conseillères proviennent du secteur de la construction, ce qui contribue évidemment beaucoup à leur faciliter l'accès à la propriété. Les dignitaires des Enfants de Marie appartiennent donc en majorité au monde des petits artisans d'aisance médiocre que nous avons présenté en première partie du chapitre II.

¹³⁵ Seize pères plus la veuve Chatel.

Plus d'une par ailleurs fait partie des familles en vue du faubourg. D'abord par ce qu'on a convenu d'appeler leur relative ancienneté: des vingt et un pères connus, treize, tout près de 62%, se sont mariés à Notre-Dame. Ensuite par leur implication dans les organisations oblates. Le beau-père et sans doute lointain cousin de Mélanie Berlinguette¹³⁶, Georges Fullum, est partout avant 1870; la mère puis la belle-mère des filles Coursol se succèdent à la tête des Dames de Sainte-Anne; les pères de Louise Duhamel, Emilie Simard, Flavie Vincent et des soeurs Vinet s'inscrivent plus d'une fois parmi les auxiliaires laïques des Oblats; au total 21% des demoiselles, de 24% des familles, sont très actives dans les organisations du faubourg. Mais comme dix autres pères apparaissent au moins une fois parmi les donateurs, les membres ou les officiers de congrégations, on peut affirmer sans crainte qu'en fait au moins la moitié de nos conseillères et près des deux tiers de leurs familles gravitent autour de l'église Saint-Pierre. C'est particulièrement le cas pour Mélanie Berlinguette qui a placé au moins trois de ses cousines parmi les dignitaires de sa congrégation¹³⁷.

¹³⁶ Mélanie et Julie Berlinguette, cette dernière épouse de Georges Fullum (Notre-Dame, 1835), sont toutes deux des filles de Louis Berlinguette et Marie-Anne Gagnier. Tous trois partagent des ancêtres en commun: Marguerite Couturier, d'abord épouse de Pierre Berlinguette, et par lui grand-mère de deux filles, est sans doute la soeur de Marie-Catherine Couturier, grand-mère de Georges Fullum. On parle donc d'une paire d'arrière-grands-parents communs.

¹³⁷ Une cousine germaine, Emilie Simard, dont la mère Hélène Gagnier est la soeur de Marie-Anne Gagnier, mère de Mélanie Berlinguette. Ces deux mères sont filles de Pierre et d'Elizabeth

Et en effet l'ambition de notabilité, qu'on analyse ici comme l'un des motifs sociaux de la participation aux activités des missionnaires, participation qui s'explique aussi, nous l'avons évoqué, par le désir de témoigner de sa foi et d'assurer son salut éternel, s'impose à nous comme un projet véritablement familial, celui de quelques dizaines de Bourragans liés entre eux par de multiples liens de familles: Léon Hurteau et Léandre Coursol tous deux beaux-pères des enfants du notaire Beaudry¹³⁸; J.-M. Marcotte époux de la petite-fille de cet omni-présent Léandre Coursol¹³⁹; les familles Goyette, Montmarquette, Brazeau et Berlinguette, nettement sur-représentées parmi les bienfaiteurs des missionnaires et plus ou

Lépine. Répertoires de mariages de la paroisse Notre-Dame..., BMM. Et deux cousines germaines, les filles Montmarquette. Une fois veuve de Pierre Berlinguette en effet, Marguerite Couturier s'est remariée avec Pierre Montmarquette, à Notre-Dame, en 1794; tous deux sont les grands-parents d'Henriette et Phélonise.

¹³⁸ Pierre-Georges Beaudry, fils de Pierre-Joseph et d'Agathe Derome-Descarreaux, épouse à Notre-Dame en 1853, Henriette Coursol, fille de Léandre et de Victoire Truteau; son frère Julien-Napoléon épouse au même endroit deux ans plus tard, Marie-Euchariste Hurteau, fille de Léon et d'Esther Benoit.

¹³⁹ Jacques-Mathieu Marcotte épouse en 1868 à Notre-Dame Marguerite Labelle; la mère de cette dernière, Louise Coursol, est fille de Léandre et de Victoire Truteau. Répertoire de mariages..., op. cit., BMM.

moins toutes cousines entre elles¹⁴⁰; on a là une partie des plus anciens citoyens du faubourg, des plus à l'aise également.

3) Le soutien laïque à Saint-Pierre: un tableau d'ensemble

Organisateurs de souscriptions, dignitaires de congrégations: il est temps de replacer ces auxiliaires privilégiés des missionnaires parmi l'ensemble de leurs concitoyens. Ils sont en effet quelques centaines, entre 1848 et 1870, à avoir contribué au développement dans Saint-Pierre des institutions de la vie sociale locale. Qui sont-ils, que font-ils et quel est leur ancrage dans le quartier?

Nous avons indiqué plus haut les critères qui ont présidé au classement des professions. Quoique apparemment plus simples, la question des limites territoriales de Saint-Pierre et celle de la définition d'un Bourragan ont nécessité elles aussi l'établissement de paramètres particuliers. Nous avons retenu comme appartenant à Saint-Pierre tout le faubourg Sainte-Marie; mais en plus, étant

¹⁴⁰ On a vu aux notes 136 et 137 les liens Berlinguette, Montmarquette, Fullum; la famille Goyette, représentée par ses nombreuses cousines germaines, est très présente aussi parmi les donateurs des Oblats; une autre cousine de Marguerite Goyette, l'épouse de Cléophas Galaise, Tharsile Goyette, est mariée à Antoine Amyot, qui cotise pour l'achat de la première cloche en 1849; Antoine Amyot par ailleurs est le beau-frère de Flavie Vincent, l'une des dignitaires des Enfants de Marie.

donné le grand nombre de mentions d'individus résidant dans la partie est du quartier Saint-Jacques, nous avons étendu ses limites vers l'ouest, des rues Visitation à Amherst inclusivement. Cela nous a semblé justifié d'une part par ce qui nous est apparu comme un rayonnement assez circulaire de l'église Saint-Pierre (sept ou huit rues de part et d'autre du temple entre le fleuve et la rue Sainte-Catherine), et d'autre part par l'absence durant toute cette période d'un autre lieu de culte pour les catholiques francophones de ce secteur: d'après les adresses des donateurs, il semble que les fidèles habitant sur Amherst ou à l'est sont davantage accommodés par Saint-Pierre que par Saint-Jacques. Nous avons donc considéré comme Bourragans tous ceux dont l'adresse est située sur la rue Amherst ou vers l'est. Nous avons aussi inscrit parmi eux les individus présents avant 1870 dans notre corpus, mais pour lesquels nous n'avons identifié l'adresse dans Saint-Pierre qu'après cette date. Enfin, lorsque les liens de parenté avaient été reconstitués avec certitude, nous avons situé l'épouse et les enfants non mariés à l'adresse du chef de ménage. Au terme du décompte, trois cent soixante-cinq laïques sur quatre cent quatorze figurent parmi les Saint-Pierrais; c'est plus de 88% de l'ensemble, porté encore à plus de 93% si l'on ne regarde que les actifs, c'est-à-dire ceux qui concourent au moins deux fois avant 1870 aux oeuvres des missionnaires ou entreprennent avant cette date une participation qui se renouvellera par la suite.

Le tableau VI précise le profil socio-professionnel de nos 414 individus. Au total, les trois catégories sociales supérieures en réunissent déjà 215, tout près de 52%. En leur adjoignant une partie des "statut incertain", disons arbitrairement la moitié, 243 personnes, presque 59% de l'ensemble, font partie des familles de commerçants, de professionnels et d'artisans. Alors qu'elle exige des sous, et même beaucoup, on constate donc sans réelle surprise le poids des mieux nantis dans la consolidation de l'établissement des religieux.

TABLEAU VI
DISTRIBUTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES LAIQUES IMPLIQUES A SAINT-PIERRE-APOTRE, 1848-1870

Catégorie	Une seule mention			Actifs			Total		
	Dans SP	Hors SP	Inconnu	Total	Dans SP	Hors SP	Inconnu	Total	%
Commerçants et industriels	81	19	—	100	28	2	—	30	31,40
Professions libérales et assimilées	6	10	—	16	—	1	—	1	4,11
Artisans et travailleurs autonomes	50	2	—	52	16	—	—	16	16,42
Employés	23	—	—	23	8	—	—	8	7,49
Travailleurs qualifiés ou non	52	—	—	52	5	—	—	5	13,77
Statut incertain	47	2	—	49	6	—	—	6	13,28
Population non active	15	2	—	17	1	—	—	1	4,35
Inconnu	22	1	8	31	5	—	2	7	9,18
TOTAL:	296	36	8	340	69	3	2	74	100%

Sources: Rôles des valeurs locatives, quartiers Saint-Jacques et Sainte-Marie 1871; Rôles d'évaluation, mêmes quartiers, 1848; Lovell's Montreal Directory, 1848-1870. AMM.

TABLEAU VII
L'ANCIENNETÉ DANS LA VILLE: PREMIERS MARIAGES A NOTRE-DAME, SAINT-JACQUES ET SAINTE-BRIGIDE
DES LAIQUES IMPLIQUES A SAINT-PIERRE-APOTRE, 1848-1870

	Une seule mention			Actifs			Total		
	Dans SP	Hors SP	Inconnu	Total	Dans SP	Hors SP	Inconnu	Total	Total
Nombre total d'individus	296	36	8	340	69	3	2	74	414
Nombre maximum de ceux susceptibles de s'être mariés	296	35	8	339	64	3	2	69	408
Nombre de premiers mariages retrouvés en ville	110	16	—	126	33	2	1	36	162
Concernant combien de personnes de notre corpus	118	17	—	135	38	3	1	42	177
% de la ligne 4 sur la ligne 2	39,86	48,57		39,82	59,37	100	50	60,87	43,33 52,63 10 43,38

Sources: Fichier Loisel et son complément; Répertoires de mariages des paroisses Notre-Dame de Montréal, Sainte-Brigide, Saint-Jacques et les autres fondées après 1866, salle Gagnon, BMM.

Le tableau VII, d'autre part, permet d'apprécier la part dans notre corpus des individus présents dans la cité, ville ou faubourg, depuis au moins toute leur vie adulte. La mesure, nous en convenons, est sommaire, puisqu'elle repose entièrement sur l'indication de premiers mariages consacrés à Notre-Dame, à Saint-Jacques ou à Sainte-Brigide.

Mais vu l'état si parcellaire des renseignements dont nous disposions à l'origine sur nos laïques, la recherche du lieu de baptême, dans les faits plus approprié pour déterminer l'ancienneté dans la ville, se serait avérée infiniment plus hasardeuse que celle du lieu de mariage. Nous avons donc estimé qu'un premier mariage à Montréal suffirait pour l'instant à faire considérer les personnes concernées comme relativement établies dans la cité. C'est le cas d'un minimum de 43% des membres de notre corpus. Minimum en effet, car d'une part nous ne connaissons pas la part réelle des célibataires parmi eux, ni leur ancrage dans la cité, et d'autre part nous avons perdu dans presque tous les cas les mariages montréalais de nos jeunes gens, unis dans les diverses paroisses de leurs épouses.

Or, tous les chiffres que nous venons d'avancer doivent être nuancés selon le lieu de résidence de ces laïques, le degré et le moment de leur implication.

En 1848, tout comme en 1868, les organisateurs des souscriptions pour la chapelle provisoire puis pour la maîtrise s'adressent d'abord aux Bourragans eux-mêmes. Cependant, dans l'espoir de grossir encore les bourses remises aux missionnaires, ils n'hésitent pas à solliciter également les gens de l'extérieur susceptibles à un titre ou à un autre de favoriser les oeuvres oblates. C'est ainsi qu'on remarque dans notre corpus tout près d'une quarantaine d'individus dont certains sont des militants vincentiens ou des parents simplement désireux d'inscrire leurs fils à l'école des pères, mais dont la plupart figurent plutôt soit parmi les personnalités montréalaises reconnues au milieu du XIXe siècle pour leur générosité envers l'Eglise, soit parmi les financiers et les politiciens qui espèrent, par un don bien ciblé, conforter les intérêts qu'ils ont placés dans le faubourg.

En 1848 par exemple, on retrouve au milieu des noms des deux cent quatre souscripteurs, ceux d'une douzaine des principaux citoyens montréalais. Riche marchand, ancien député de Huntingdon, fondateur de la Banque de Montréal, époux d'une bienfaitrice attitrée de l'évêque, Augustin Cuvillier, par ailleurs gros propriétaire foncier du faubourg, y va de sa contribution¹⁴¹, tout

¹⁴¹ R. Rumilly, *op. cit.*, 144. Augustin Cuvillier possède dans le faubourg sept lots et maisons en 1848, Rôles d'évaluation, quartier Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1848, AMM.

comme l'avocat Antoine Giard¹⁴², l'organiste Toussaint Cherrier¹⁴³ et Charles-Séraphin Rodier, gros commerçant, futur maire, fondateur dans les années soixante d'une section de la Caisse de Bienfaisance de Tempérance¹⁴⁴. Parmi les messieurs distingués, on note encore la présence de François Perrin, marchand et spéculateur de la rue Notre-Dame, conseiller du quartier Sainte-Marie¹⁴⁵ depuis 1842, militant actif de la société Saint-Vincent-de-Paul comme son collègue Pierre Charlebois, également donateur.

En 1868, la liste des souscripteurs de prestige s'allonge considérablement. Compte tenu de notre ignorance de l'adresse de dix des cent un contributeurs, au moins vingt-neuf d'entre eux résident hors des limites de Saint-Pierre, encore que plus d'un soit lié de très près au faubourg. George-Etienne Cartier, par exemple. Aux lendemains des luttes politiques qui ont conduit à une adhésion mitigée des Canadiens-Français à la nouvelle confédération, aux lendemains aussi de son affrontement dans le faubourg avec Médéric Lanctôt, chef ouvrier libéral, le député de Montréal-Est décide de ne rien négliger pour se gagner des appuis dans le comté. Les

¹⁴² B. Young, op. cit., 34 et 38.

¹⁴³ J.-L. Roy, op. cit., 24.

¹⁴⁴ R. Rumilly, op. cit., 334. J.-A. Plinguet, Souvenirs sur les commencements de l'Union Saint-Joseph de Montréal, Montréal, Plinguet et Laplante, 1866, 38, ACAM 780.031.

¹⁴⁵ R. Rumilly, op. cit., 278. Il possède sept maisons et lots dans le faubourg en 1848, Rôles d'évaluation, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1848, AMM.

Oblats connaissent ses liens avec Saint-Sulpice; il leur prouve que leur prospérité aussi le préoccupe: sa contribution, de quatre cents dollars, surpasse seize fois la moyenne des souscriptions pour la maîtrise. Plus encore, il implique dans le nouveau projet oblat une bonne partie de ses relations. Ses deux associés: Louis Bétournay et François Bro-Pomminville¹⁴⁶. Ses amis: l'ancien maire Benjamin-Henry Starnes¹⁴⁷, son agent politique et Maurice Cuvillier¹⁴⁸, fils d'Augustin, à la fois son parent et son agent d'affaires. Et puis certains de ses clients: Louis et Edouard E. Beaudry¹⁴⁹. Sa belle-famille, enfin, chez qui du reste le soutien à l'Eglise est affaire de tradition: sa belle-mère Luce Fabre et l'associé de son beau-frère Hector, Louis-Amable Jetté¹⁵⁰ contribuent pour l'école des pères ainsi que plusieurs autres membres de leur parenté, Jean-Marie Gravel¹⁵¹, Antoine Lévesque¹⁵²,

¹⁴⁶ Le gendre de François Bro-Pomminville, Louis-Joseph Béliveau, ainsi que le cousin de ce dernier, Hilaire Béliveau, tous deux quicailleurs en gros et détail sur la rue Saint-Paul, souscrivent également pour la Maîtrise. Répertoire des mariages..., op. cit., BMM.

¹⁴⁷ B. Young, op. cit., 38.

¹⁴⁸ Ibid., 24.

¹⁴⁹ R. Rumilly, op. cit., 334.

¹⁵⁰ B. Young, op. cit., 57.

¹⁵¹ Epoux de la belle-soeur de Luce Fabre (mariage avec Sophie Fabre-Raymond, Notre-Dame de Montréal, 1816).

¹⁵² Epoux de la soeur de Luce Perreault-Fabre (mariage à Notre-Dame de Montréal, 1831).

John Pratt¹⁵³. Pour dire vrai, tout un réseau de souscripteurs est lié à Cartier.

Mais puisqu'après tout cette maîtrise n'est pas un enjeu politique, du moins pour les missionnaires, on sollicite aussi du côté des adversaires de Cartier: Côme-Séraphin Cherrier¹⁵⁴, par exemple; ou des politiciens provinciaux, Gédéon Ouimet, solliciteur général du Québec et bientôt surintendant de l'Instruction publique¹⁵⁵. Et puis, finalement, on frappe un peu à toutes les portes: celle du Dr Pierre-Etienne Picault¹⁵⁶, bien connu dans la ville, ami mondain de Chauveau et de Fréchette, qui place dans les terrains du faubourg les revenus de sa pharmacie, celle d'Alfred Larocque, gendre du bienfaiteur Olivier Berthelet, et encore à celle de plusieurs personnalités de même envergure.

Dès lors, on ne s'étonne plus: entre 1848 et 1868, plus de 90% des bienfaiteurs hors Saint-Pierre appartiennent pour tout dire aux

¹⁵³ John, déformation de Jean. Voir R. Rumilly, *op. cit.*, 334. Propriétaire de Canadian Rubber, une des plus grosses entreprises sises dans Saint-Pierre. Allié de loin à Luce Perreault-Fabre puisqu'il a épousé la veuve de son frère.

¹⁵⁴ R. Rumilly, *op. cit.*, 381.

¹⁵⁵ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Histoire du Québec contemporain, tome 1, De la Confédération à la crise, Montréal, Boréal-Express, 1979, 242, 282-3.

¹⁵⁶ J.-L. Bergevin, *op. cit.*, I, 246-250. Possède deux grands lots dans le faubourg en 1848, Rôles d'évaluation, quartier Saint-Jacques, 1848, AMM.

fortunes canadiennes-françaises de la ville. Marchands, négociants, directeurs de banques, avocats, pharmacien, riches veuves, tout un monde lié par l'argent, les racines montréalaises (au moins 53% d'entre eux se sont mariés pour la première fois à Notre-Dame), les inter-mariages, les activités charitables. Mais à trop les mettre en évidence on pourrait oublier qu'ils ne contribuent que marginalement à la mise sur pied des institutions de Saint-Pierre. D'une part, ils ne forment somme toute que moins de 10% des laïques de notre corpus; d'autre part, en dépit de leur richesse, leurs dons en argent dépassent de bien peu l'effort du faubourg. Une fois retiré l'énorme cadeau de G.-E. Cartier, la moyenne de leur souscription s'élève en 1868 à vingt-quatre dollars; celle des Bourragans à dix-sept dollars.

C'est donc bien au faubourg que se trouvent réellement les "amis des Oblats".

Et là encore, sans surprise, on note la prédominance des plus fortunés parmi les donateurs et proches des Oblats. En adjoignant chaque fois à ceux qui apparaissent d'emblée la moitié des individus relégués dans la rubrique "statut incertain", au moins 54% des Bourragans présents une fois avant 1870 auprès des missionnaires et 68% des actifs s'inscrivent dans les trois catégories socio-professionnelles supérieures. Evidemment leur niveau de fortune n'offre rien de comparable avec celui des bienfaiteurs montréalais.

Ici le commerce c'est l'épicerie du coin, la boucherie ou les matériaux de construction et les marchands logent pour la plupart au-dessus ou à côté de leur boutique; les professionnels sont plutôt des enseignants, un notaire, un médecin de quartier, à peine un avocat. Plus d'un donateur du faubourg sur huit (12,6%) et même plus d'un sur quatre parmi les actifs (27,5%) est épicier, boucher, boulanger ou marchand de grain. Toutes catégories sociales confondues cette fois, près de 28% d'entre eux (30% des actifs) sont marchands, artisans ou travailleurs dans le secteur de la construction.

Malgré cette nette sur-représentation des milieux relativement plus favorisés, le tableau VI nous révèle une nouvelle fois ce qu'avait déjà laissé entrevoir l'analyse de la composition des conseils des congrégations: à savoir que quelques employés et ouvriers, une part infime eu égard à leur poids dans la population active, mais une part plus significative dans l'ensemble de notre corpus de laïques, ne se contentent pas de subventionner les entreprises "paroissiales" lors des quêtes à la petite semaine ou d'événements spéciaux organisés précisément à leur intention, tels les rafles ou les bazars de charité. Toujours en ajoutant à leur groupe la moitié des "statut incertain", le tiers des contributeurs du faubourg, et même encore le quart des militants actifs sont des commis, des huissiers, des vendeurs, ou des cordonniers, des hommes de la construction, voire, très rarement, des journaliers. Les moins

pourvus de Saint-Pierre, qui sont l'ingrédient même de sa vitalité religieuse et de sa santé financière quotidienne, par leurs petits dons obscurs et répétés, participent donc à l'occasion, dans une mesure qu'entrave évidemment la précarité de leurs revenus, aux grandes souscriptions pour la chapelle provisoire et la maîtrise; à défaut, en outre, de figurer souvent parmi les dignitaires des congrégations, quelques-uns d'entre eux poussent du moins leurs enfants dans cette voie.

Cette implication des gagne-petit se manifeste cependant, toutes proportions gardées, davantage dans la première décade de la présence oblate dans le faubourg. Sous plusieurs rapports en effet, les souscripteurs pour la chapelle provisoire, quoique sans doute privilégiés parmi leurs concitoyens, leur ressemblent somme toute davantage que les contributeurs de 1868.

Comme l'ensemble du faubourg, les donateurs de 1848 sont jeunes: 45,65% de ceux pour qui nous avons retrouvé le premier mariage se sont unis en 1840 ou après¹⁵⁷. C'est dire qu'au moment où ils souscrivent pour la chapelle provisoire, plusieurs sont encore célibataires ou viennent de commencer leur vie matrimoniale. Comme aussi l'ensemble du faubourg, les bienfaiteurs des années 1848-60

¹⁵⁷ Ce pourcentage a été obtenu ainsi: nous avons retrouvé 92 des 192 mariages possibles au maximum pour les Bourragans souscripteurs de 1848; de ces 92 unions, 42 ont été scellées en 1840 ou après cette date.

sont arrivés en ville depuis relativement peu de temps. Pour 246 premiers mariages possibles, nous en avons retrouvé cent à Notre-Dame, soit 40,65%¹⁵⁸. Présence dans la cité depuis au moins l'âge adulte pour une partie d'entre eux, certes, mais moins ancienne que pour les auxiliaires plus militants des missionnaires. La quasi-totalité des souscripteurs de 1848 par ailleurs, n'émerge de la masse de leurs ouailles qu'à cette seule occasion: à peine une douzaine des 192 cotiseurs Saint-Pierrais (6,25%) figureront à nouveau plus tard parmi les proches des pères. C'est qu'ils ne jouissent que d'une aisance assez modeste, quoique réelle: un peu plus souvent commerçants ou artisans que leurs cofaubouriens (57%¹⁵⁹ appartiennent aux trois catégories supérieures), un peu plus souvent qu'eux propriétaires occupants (53% contre 45%)¹⁶⁰, mais sans que les écarts soient si considérables entre les uns et les autres.

La situation s'est beaucoup modifiée en fin de période. Les donateurs et membres des congrégations présentent dans les années soixante un profil qui tranche sur celui de leurs concitoyens. En fait, ils accusent leur âge, leur ancienneté dans la ville, leur

¹⁵⁸ Deux cent quarante-huit personnes figurent parmi les auxiliaires présents avant 1860. Deux enfants de Marie sont restées célibataires, et à vrai dire c'est un minimum. Reste 246 mariages possibles; nous en avons relevé 100 à Notre-Dame.

¹⁵⁹ 54 commerçants, 2 professionnels, 30 artisans et la moitié des 47 "statut incertain", donc 110 individus sur 192 souscripteurs Saint-Pierrais: 57,29%.

¹⁶⁰ Les pourcentages exacts sont 53,12% contre 44,72%.

stabilité professionnelle et leur préoccupation de doter leur faubourg en pleine mutation d'institutions sociales significatives dont ils espèrent qu'elles soient à la fois garantes de l'ordre et de leur statut social.

Alors que les vagues continuelles de migrations rajeunissent sans cesse la population du faubourg, près des deux tiers (64,1%)¹⁶¹ des souscripteurs pour la maîtrise comptent au moins huit ans de vie matrimoniale; alors qu'elles la renouvellent aussi constamment, plus de 47% des bienfaiteurs laïques des années soixante se sont mariés à Notre-Dame ou à Saint-Jacques¹⁶². Plus âgés et plus anciens que la moyenne, ils sont aussi nettement plus à l'aise: 59% d'entre eux sont commerçants, professionnels ou artisans, 49% propriétaires dans un faubourg qui, en 1871, ne compte que 28% des uns et 25% des autres¹⁶³. Un sur trois, enfin, se multiplie depuis plus de vingt ans dans les organisations de Saint-Pierre. Au moment où, sous les coups de la révolution industrielle, les anciennes sociétés de métiers et de secours mutuels disparaissent les unes après les

¹⁶¹ Nous avons retrouvé 40 des 71 mariages possibles des souscripteurs bourragans de la Maîtrise. Nous ignorons la date d'une union; des 39 restantes, 25 ont été consacrées avant 1860.

¹⁶² En fait 47,25%. Sur un total possible de 91 mariages de dignitaires ou membres de la congrégation des hommes et souscripteurs bourragans de la Maîtrise, 43 ont eu lieu à Notre-Dame ou à la cathédrale.

¹⁶³ Voir tableau I, chapitre II.

autres¹⁶⁴, les commerçants et artisans trouvent dans les associations et les projets "paroissiaux" un nouveau créneau de solidarité, de participation à la vie locale et de reconnaissance sociale.

* * *

Dans le contexte difficile qui est celui de leur établissement dans le faubourg, éloignement du centre, hostilité des Sulpiciens, bouleversements démographiques et économiques déjà sensibles, les missionnaires poursuivent trois objectifs indissolublement liés: régénérer la foi et la vie chrétienne des Bourragans, susciter et entretenir leur attachement à la congrégation, faire de Saint-Pierre le centre du rayonnement oblat en Amérique. Les pères instaurent donc d'emblée dans le faubourg un type de ministère religieux et social novateur, profondément urbain et tout entier centré sur la constitution d'une vie sociale intense à l'échelle locale. Leur ancrage dans la réalité locale est avant 1870 le meilleur garant de leur prestige au-delà.

Dans un faubourg Québec qui, par ailleurs, vit encore au milieu du XIXe siècle relativement à l'écart de la cité, sous le rapport de

¹⁶⁴ "Quand aux sociétés (de secours mutuels), elles sont presque toutes dissoutes. Une seule vit dans le quartier et elle est bonne, c'est celle des bouchers. Elle a ses réunions dans la nouvelle Maîtrise.", Lettre du R.P. Antoine au R.P. Aubert, Montréal, 22 mars 1869, M.P. O.M.I., BA 25/1, 22.

l'appartenance symbolique en particulier, l'arrivée des missionnaires et leur action sont perçues par les laïques comme une promesse d'intégration à la ville. La vitalité religieuse qu'elles suscitent force l'admiration des autres citoyens, les oeuvres mises en place répondent aux nouveaux besoins et désirs des Bourragans, et aussi la présence des Oblats fournit le substrat des formes de la vie sociale à la base de la culture du temps: précisément celui de l'institutionnalisation des relations sociales locales. Etre de la ville, entre 1850 et 1870, pour les Bourragans, c'est activement et sans paradoxe être de Saint-Pierre. Des foules, des notables et des rapports codifiés entre eux, la ville est-elle autre chose? Avant 1870, missionnaires et fidèles ont conjointement entrepris de déplacer, pour y englober le faubourg, les frontières mentales de la ville.

Cette année-là, avec sa magnifique église, son presbytère qui est aussi maison provinciale, son organisation moderne d'assistance, son école privée, son cercle de loisirs, avec ses congrégations bien montées et ses confréries nombreuses, avec ses fidèles assidus et généreux, ses donateurs conscients de leur rôle et de leur importance, Saint-Pierre est réellement un actif foyer de vie sociale urbaine. Mais la mutation industrielle s'annonce, et avec elle l'intégration réelle cette fois à la ville, et dans la dépossession. Qu'advient-il alors de la société paroissiale?

CHAPITRE V

UNE PAROISSE URBAINE EN PLENITUDE 1870-1914

Dans le dernier tiers du XIXe siècle, le faubourg Québec, on l'a vu, se dissout progressivement dans la ville. L'explosion démographique fait déborder les secteurs anciennement urbanisés et surgir, au nord et à l'est de la cité, de nouveaux quartiers ou de nouvelles municipalités bientôt annexées à Montréal. L'amélioration des infrastructures et des moyens de transport accélère l'intégration des diverses zones urbaines en un tout métropolitain, en même temps qu'elle favorise leur spécialisation croissante et du coup accentue leur interdépendance. Tout cela contribue à effacer les frontières géographiques et psychologiques du faubourg, avalé par la ville et désormais en son centre. Considérée sous ce rapport, l'érection en 1900 de Saint-Pierre-Apôtre en paroisse, qui dote enfin la chapelle oblate d'un territoire vraiment à elle, survient bien tard: en 1900, l'intégrité de tels micro-espaces a déjà été emportée, balayée par le développement urbain.

Simultanément par ailleurs, la société industrielle qui émerge et se consolide provoque le regroupement des citoyens sur de nouvelles bases et pour de nouveaux défis. Dans l'est de Montréal, dont Saint-Pierre fait dorénavant partie, se multiplient après 1870 les associations de secours mutuels, les sections syndicales, les clubs ouvriers politiques. Parce qu'ils sont tributaires du caractère de plus en plus massivement ouvrier des quartiers de l'est, et aussi de la structure territoriale, par districts et comtés, de notre système électoral, ces nouveaux mouvements, bien sûr, sont dans les faits ancrés très localement. Mais d'une part leur vocation n'est pas tant la résolution de problèmes locaux que la lutte contre la pauvreté, la perte de dignité et la sous-représentation politique dans lesquelles la société industrielle maintient les ouvriers. Et d'autre part ces nouveaux groupements, bien que concentrés dans certaines paroisses, ne doivent rien aux cadres paroissiaux.

Noyée dans la ville, qui tend à ramener à elle le sens de l'appartenance et fait se distendre les identités locales, confrontée jusque dans son sein avec de nouvelles institutions de solidarité issues de l'industrialisation, Saint-Pierre-Apôtre, entre 1870 et 1914, s'impose pourtant pleinement comme paroisse urbaine.

Paroisse urbaine: ces deux mots apposés, qui bientôt se livreront une guerre inégale et déjà s'entrechoquent, forment encore

ensemble, à cette époque, une réalité pleine de signification sociale. Chaque Saint-Pierrais, en effet, connaît les limites de Saint-Pierre. Il les connaît parce que depuis bien longtemps les processions publiques de la Fête-Dieu et du Rosaire circonscrivent, d'année en année, l'espace "paroissial" implicite, et contesté, de la chapelle oblate¹. Il les connaît aussi parce qu'à partir de 1900 les offices des dimanches de mai comportent inévitablement la récitation des rues frontières, à l'intention des fidèles nouvellement emménagés². Mais surtout il les connaît parce que la paroisse, communauté de foi et pivot de la société locale, est profondément inscrite dans sa vie quotidienne.

¹ "Aujourd'hui fête du Saint-Rosaire; nous avons fait la procession dans les rues. Nous avons été favorisés par un temps superbe, aussi la procession était-elle nombreuse. Elle a défilé par les rues Dorchester, Maisonneuve, Lagauchetière, Wolfe, Demontigny, Papineau, Dorchester", Codex historicus, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, II, 19, 6 octobre 1895. "La procession [de la Fête-Dieu] a été magnifique; nous avons tout à y gagner à faire notre procession sans nous joindre à d'autres paroisses. Parcours: Dorchester, Panet, Notre-Dame, Beaudry, Craig, Wolfe, Demontigny, Visitation, Eglise S. Pierre", Ibid., II, 62, 16 juin 1901. Des mentions semblables reviennent chaque année. Le parcours de ces deux processions varie un peu chaque fois de façon à satisfaire tour à tour toutes les rues de la paroisse.

² "Nos limites vont de Panet à Amherst et du fleuve à la rue Demontigny. Puis nous avons Amherst côté ouest, les deux côtés de la rue Saint-Timothée et le côté est de la rue Saint-André, du fleuve à la rue Sainte-Catherine. Nous desservirons les nouveaux paroissiens comme les anciens, avec dévouement. Nous espérons qu'ils s'attacheront aussi à Saint-Pierre et se montreront fidèles, dociles et dévoués", Cahier des prônes dominicaux, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 1er cahier, 1901-1905, manuscrit, 1er mai 1904.

Certes la vie religieuse, dans un Saint-Pierre sis toujours davantage au coeur de la cité, perd après 1870 cette dimension particulière qu'elle avait revêtue à l'époque antérieure: elle apparaissait alors aux Bourragans comme un signe d'urbanité, et comme la voie qui s'est offerte à eux pour réaliser leur intégration symbolique à la ville. Bien qu'elle s'apparente de plus en plus, par sa nature et ses fonctions, à celle des autres paroisses de Montréal, la vie religieuse, à Saint-Pierre, continue pourtant de s'en distinguer. Le seul fait que l'église soit tenue par une congrégation plutôt que par des séculiers confère au ministère une unité et une continuité de style absentes dans les paroisses voisines³. Et surtout, comme on le sait, les rivalités de clochers, leur formation et leur sens apostolique poussent les Oblats à se surpasser. En une fin de siècle qui se poursuit jusqu'à la guerre, où foi et piété sont souvent jaugées à l'aune de la fréquence et de l'ostentation du témoignage qu'on rend d'elles, des services religieux ordinaires suffisent déjà partout à marquer l'empreinte de leur paroisse chez tous les fidèles. C'est dire qu'à Saint-Pierre où l'église est belle, le personnel nombreux, les cérémonies soignées et la fréquentation des sacrements encore encouragée par

³ Jean-Charles Falardeau, "The Parish as an Institutional Type", The Canadian Journal of Economics and Political Science, XV, 3 août 1949, 362.

des contacts personnels aisés avec les pères, tous participent à une intense communauté de foi⁴.

Et puis il y a tout le reste. C'est dans Saint-Pierre, comme dans les autres paroisses, qu'on tente d'atténuer toute une série de problèmes sociaux accentués par le triomphe de la société urbaine et industrielle. Ceux de la pauvreté, de la maladie et du défaut d'instruction: assistance, santé et éducation sont bien sûr des chasses-gardées de l'église, et elle en fait avant 1914 une responsabilité quasi-exclusivement paroissiale. Celui de l'infériorité politique et économique des Canadiens-Français: c'est dans le cadre paroissial, aussi, que des groupements laïques comme la société Saint-Jean-Baptiste ou les caisses populaires choisissent à cette époque de la combattre. Et celui, immense, auquel est alors absolument indifférente l'administration municipale, de l'adaptation à la ville des milliers de migrants ruraux qui grossissent chaque année la métropole: à Saint-Pierre, loisirs et associations diverses concourent tous, au-delà des objectifs spécifiques variés qu'ils poursuivent, à faire connaître la paroisse, à en faire un milieu de vie, même temporaire, et à familiariser ainsi entre 1870 et 1914 leurs milliers de participants et de membres, leurs centaines d'organiseurs et de dignitaires avec les rouages de la

⁴ Usons à notre tour de la précaution que prennent tous les analystes de la vie religieuse des populations catholiques: nous nous bornons à l'étude du for externe et ne prétendons pas tirer de cela une appréciation du for interne...

vie urbaine moderne. Bien qu'ils restent toujours contrôlés ou au moins supervisés par les missionnaires, et bien qu'ils répondent aussi au souci proprement clérical d'augmenter la dévotion et l'encadrement des fidèles et les recettes de la paroisse, associations laïques et loisirs paroissiaux constituent dans les faits, hormis les mouvements spécialisés que nous avons évoqués ci-dessus, l'un des rares outils collectifs dont dispose cette population sans pouvoir, tant pour consolider son récent ancrage urbain et manifester sa présence dans la ville que pour agir sur son propre destin et jouer un certain rôle dans l'organisation de la société moderne, toujours provisoire, des années 1870 à 1914.

Ce long moment, ce presque demi-siècle au cours duquel la société paroissiale s'impose comme une dimension essentielle, constituante, de la vie urbaine, de la même manière qu'il hérite de certains traits de la période antérieure, porte déjà en lui ce qui ne se déploiera que plus tard. Entre 1870 et 1914 la paroisse connaît des tensions internes, des difficultés financières; elle bute presque, parfois, sur ce qui deviendra après la guerre ses insuffisances. Mais ces difficultés, bien réelles, n'amoindrissent pas son rôle, qu'elle exerce encore dans toute sa force, de cadre, d'inspiratrice et d'outil tout à la fois de la vie sociale locale.

C'est précisément à tenter de démontrer ces assertions que nous consacrons le présent chapitre.

A- L'organisation paroissiale

1) Une paroisse du centre-ville

Après 1870 et surtout après 1890, quand les sources deviennent plus nombreuses et plus loquaces, tout un monde urbain, ouvrier, pauvre, émerge des documents oblats. Vu d'un certain oeil, évidemment. Celui de prêtres pour la plupart nés à la campagne, formés à se méfier des "dangers modernes", formés aussi à considérer la critique des comportements de leurs fidèles comme un excellent moyen de les guider et de favoriser leur élévation spirituelle et morale. En conséquence les missionnaires sont sans doute trop prompts à pointer et à exagérer la corrosion qu'exerce la vie urbaine sur les coutumes traditionnelles, les rapports familiaux, la moralité privée et publique dans la paroisse. Néanmoins, malgré ces biais inévitables, leur témoignage permet d'approcher un peu les bouleversements à l'oeuvre dans Saint-Pierre à cette époque.

D'abord Saint-Pierre apparaît à la fin du XIXe siècle comme une paroisse ouvrière. Une paroisse où les questions de syndicats et de grèves font partie de la vie de plusieurs familles. Les missionnaires ont beau connaître leurs fidèles et reconnaître leur docilité aux directives du clergé, ils restent habités par la crainte vague, un peu toute faite, de déchaînements appréhendés: "1er septembre. Fête des ouvriers, quelques milliers marchent en

procession. Ne vont-ils pas se compter, préparer des grèves, il n'y a pas d'office religieux"⁵. Mais les pères savent aussi très concrètement, pour en être témoins tous les jours, l'exploitation dont sont victimes les ouvriers. Aussi, s'ils se prononcent sans équivoque contre les syndicats internationaux, ils se montrent en revanche sans réserve aucune favorables aux syndicats locaux:

Nous sommes vos amis, vos pères; votre bonheur et vos intérêts sont les nôtres. Nous étudions le moyen de vous être profitables. Ecoutez: visez à la paix, n'écoutez pas les agitateurs étrangers. Les unions locales sont bonnes, nécessaires ... les unions internationales dangereuses parce que vue l'étendue de l'univers il y aurait toujours des mécontentements en un point quelconque, de plus les intérêts sont différents. Ayez un comité d'arbitrage local.⁶

Le directeur de la congrégation des hommes, celui de la Tempérance, ainsi que le curé au prône abordent fréquemment devant leur auditoire le sujet des relations de travail et des conflits ouvriers et ils ne condamnent jamais ni les grèves, ni les grévistes, ni les chefs ouvriers des unions nationales⁷.

Paroisse ouvrière, Saint-Pierre est aussi une paroisse étreinte par la pauvreté, cette pauvreté urbaine née du chômage saisonnier ou

⁵ Codex historicus, I, 406, 1er septembre 1890.

⁶ Cahier des prênes dominicaux, I, 10 mai 1903.

⁷ Voir par exemple Cahier des prênes de la congrégation des hommes de l'église Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, 24 mai 1903 et 24 avril 1910 et Cahier d'annonces concernant la Société de Tempérance, manuscrit, IV, 101, 19 mai 1907.

prolongé et des salaires insuffisants. Déjà en 1875 le père Hyacinthe Charpeney note que la crise affecte particulièrement les citadins⁸. Mais même une fois la reprise amorcée, les Saint-Pierrais restent à la merci de l'hiver et de leurs employeurs. Les cahiers de prônes de la congrégation des hommes sont pleins des sollicitations de pères de famille qui se recommandent aux prières de leurs confrères pour obtenir un emploi, et le Bulletin paroissial publie régulièrement les actions de grâces au Sacré-Coeur ou à saint Joseph offertes par des épouses et des enfants soulagés qu'ils aient ramené un salaire à la maison. Devant cette préoccupation constante du gagne-pain, devant aussi les fraudes commises par les bureaux de placements privés, un Bureau de placement municipal gratuit avait été fondé en 1896 sous les auspices du Conseil central des Métiers et du Travail. Les jeunes filles et les femmes qui s'y inscrivaient recherchaient en priorité des places en usine plutôt que du travail domestique, surtout durant les bonnes années; aussi le Bureau se plaignait-il régulièrement du manque de servantes à placer⁹. En 1905, peut-être pour compléter l'action du Bureau municipal, sans

⁸ "Vous savez donc que la misère règne en Canada. Un journal de Montréal, en parlant de cette ville, disait que de mémoire d'homme on n'avait jamais vu tant de détresse. L'Hôtel de ville a été assiégé deux fois par la foule demandant du pain. Cette misère n'est pas la faute du Bon Dieu puisqu'il a donné cette année une abondante récolte. Les pommes de terre se vendent 30 sous le minot. Mais c'est l'argent qui est rare, parce qu'il n'y a de travail dans aucune branche et que le commerce est mort à pouvoir être enterré", Lettre du R.P. Hyacinthe Charpeney au R.P. Aubert, Notre-Dame de Hull, 28 décembre 1875, M.P. O.M.I. BA 25/2, 111.

⁹ Rapports annuels du Bureau de placement municipal gratuit, 1896-1911, AMM 2230.9.

doute aussi parce qu'il se défie lui-même des agences privées, le père Arthur Bernèche se décide à tenir une sorte de banque d'emploi pour les congréganistes Enfants de Marie¹⁰. Après cette date, bien des particuliers et des commerçants, pas tous de la paroisse, recrutent là une servante, une modiste ou des commis.

Ouvrier, pauvre, Saint-Pierre apparaît enfin, et peut-être surtout, comme un milieu marqué par la ville. Parce qu'il l'est, sans nul doute; mais aussi à cause de la sensibilité de nos témoins, qui se double en outre d'une documentation nettement plus abondante après 1900 qu'auparavant. Or la ville, les pères le notent et le renotent, transforme les gens et les moeurs.

Bien sûr, les missionnaires récriminent contre les représentations du Théâtre des Nouveautés, contre les journaux à sensation, contre les salles de danse qui retiennent les jeunes trop longtemps le samedi soir et ne déposent à l'église le dimanche qu'un auditoire fatigué: "Au sortir de ces nuits licencieuses garçons et filles, plus ou moins ivres, plus ou moins turbulents viennent assister à la première messe. Alors ou ils dorment, ou ils se

¹⁰ "Il faut se défier des bureaux de placement, quelque belle et pieuse que soit l'affiche qu'ils portent", Cahier des prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 17 février 1907; "Sans vouloir tenir un bureau de placement proprement dit, je me ferai un plaisir de rendre service aux congréganistes en leur faisant part des demandes de places ou de logement qui me sont adressées. J'ai toujours par devers moi de ces demandes", Ibid., I, 31 décembre 1905.

dissipent"¹¹. Bien sûr les missionnaires ont aussi tendance à ne considérer la ville que comme le lieu de tous les désordres. Ils vitupèrent contre les buvettes, contre les "commerçants de chaire (sic) humaine"¹², contre les cartes postales érotiques¹³, contre la littérature pornographique:

Veillez sur vos enfants. Nous avons déjà le péril jaune ... des journaux à sensation, le fléau des vues, il ne manquait plus que la peste des livres à l'index et de la littérature pornographique. Nous l'avons, c'est complet. Eh bien! je le demande aux parents, où allons-nous de ce train-là? Vous n'avez pas le temps, dites-vous, de voir à cela ... les choses ne sont pas pires qu'ailleurs ... c'est le lot de la "modernisation" d'une ville! ... Dieu n'est pas d'accord.¹⁴

Pourtant, malgré ces remarques bien ponctuées, ce ne sont pas encore ces licences qui préoccupent le plus les Oblats. Plutôt, et plus profondément, ils s'alarment pour la famille et pour la religion.

Evidemment il ne faut rien exagérer. Après tout les religieux eux-mêmes s'avouent généralement satisfaits de la conduite des

¹¹ Cahier des prênes dominicaux, I, 12 octobre 1902.

¹² Cahier des prênes dominicaux, II, 8 octobre 1905.

¹³ "Les collections de cartes postales illustrées ne doivent renfermer que des choses convenables pouvant être vues par n'importe qui ... Ne pas encourager ces vendeurs de cartes tout à fait immorales qu'on voit exposées dans certains vitraux", Cahier des prênes de la Congrégation des Enfants de Marie, I, 1er avril 1906.

¹⁴ Bulletin paroissial, VI, 34, 24 octobre 1915, 8-9.

Saint-Pierrais. Et comment ne le seraient-ils pas? Avant la première guerre mondiale ils n'ont jamais à signaler à l'évêque plus de cent à cent cinquante manquements annuels à l'obligation impérative de la communion pascalle¹⁵. Ils ne peuvent de même lui rapporter que quelques cas de concubinage¹⁶, tandis que les registres des baptêmes, malgré leur insuffisance notoire en ce domaine, tendent à indiquer que les naissances illégitimes restent exceptionnelles¹⁷.

Dans ces deux champs importants, obéissance religieuse et code sexuel, les Saint-Pierrais continuent donc après 1870 à respecter à peu près les prescriptions de l'Eglise.

¹⁵ Voir les rapports pastoraux à l'évêque pour les années 1901 à 1914, ACAM, 350.102. Par exemple en 1902: Sont en retard depuis plus d'une année pour les Pâques, "97 d'après le recensement, 79 hommes, 8 femmes (sic). Il est clair que ce chiffre n'est pas strictement juste."

¹⁶ En 1905, le rapport pastoral à l'évêque parle de quinze à vingt couples non mariés, en 1908 de "quelques-uns". Après cette date, le curé se contente d'affirmer leur existence, mais ne tente plus de chiffrer cette population marginale.

¹⁷ De 1901 à 1914 inclusivement, la proportion d'enfants baptisés de parents inconnus sur l'ensemble des baptêmes oscille de 0,92% à 3,31%, pour une moyenne annuelle de 2,12%. A noter toutefois qu'en 1909 et 1913, années pour lesquelles les taux s'élèvent le plus, avec onze naissances illégitimes pour 334 puis 332 naissances, quatre puis deux enfants se sont trouvés légitimés par le mariage ultérieur de leurs parents. Evidemment, certaines jeunes filles ont pu aller cacher leur grossesse à la Miséricorde, à quelques rues de chez elles mais dans un autre monde. Voir Registres des baptêmes, 1901-1914 et Andrée Lévesque, La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres, Montréal, Remue-Ménage, 1989, 232 p..

Indéniablement toutefois, les rapports familiaux sont en train de se redéfinir. Les missionnaires, plus d'une fois, sermonnent les pères de famille qui se désintéressent de l'avenir de leurs enfants: "Soyez prévoyants pour vos enfants. Tenez à ce qu'ils s'instruisent le mieux possible. N'allez pas tenir ce langage égoïste: j'ai travaillé, ils travailleront. Ce serait dire: nos grands-pères allaient à pied, donc détruisons le chemin de fer"¹⁸. Ils s'inquiètent aussi de ce que l'éducation des enfants repose à la ville presque entièrement sur les mères alors même que la vie urbaine rend cette tâche plus ardue: "Les pères de familles ne secondent pas assez les mères. L'autorité des deux est essentielle"¹⁹. Il y a à Saint-Pierre une société des enfants, qui se déploie dans les ruelles et les fonds de cours et pratique ses propres règles: une société qui valorise l'usage hâtif du tabac, à cinq ou huit ans²⁰, et favorise les apprentissages précoces en matière sexuelle: "Clôture de la retraite de nos enfants. Les Pères sont désolés de la connaissance et de la pratique du mal. Les parents surveillent trop peu et faisons-nous assez aimer Dieu et la vertu?"²¹ Des enfants, à Saint-Pierre, arrosent les marches de l'église, chipent les pommes dans le jardin des pères, sont sales de la tête aux pieds

¹⁸ Cahier d'annonces ... Tempérance, IV, 121, 17 novembre 1907. "L'instruction est nécessaire pour prospérer dans le monde", Cahier des prênes dominicaux, I, 29 mai 1904.

¹⁹ Cahier des prênes dominicaux, I, 9 novembre 1902.

²⁰ Ibid., I, 6 avril 1902.

²¹ Codex historicus, I, 407, 2 octobre 1890.

et ne rentrent chez eux qu'à la nuit noire²². Les mères, occupées dans les maisons, ne peuvent surveiller assez leurs petits. Ni leurs grands du reste. Et les Oblats de déplorer les tête-à-tête d'adolescents, les rendez-vous à la sauvette le soir au coin des rues et même les fiançailles, qu'ils jugent trop étirées²³. Sur ce dernier point d'ailleurs, le taux de conceptions prénuptiales semble leur donner raison. En 1901, il s'établit à 8% et à 21% en 1911, en hausse continue par la suite jusqu'à la grande crise²⁴. Les

²² "Inutile d'arroser les marches de l'église, elles ne germeront pas un pois", Cahier des prônes dominicaux, I, 24 novembre 1901. "Quand nous savons que les enfants entrent dans notre jardin, soit par dessous la clôture, comme des rats, soit par dessus, comme des écureuils, qu'ils volent nos mauvaises pommes et qu'ils cassent les branches de nos arbres, nous ne les aimons pas...", Bulletin paroissial, X, 22, 27 juillet 1919, 6-7. "Les enfants ne contribuent pas peu à faire juger les citoyens d'un quartier. Que les enfants jouent, certes il le faut; mais pourquoi les voit-on si souvent sales et s'amusant d'une manière malpropre dans les rues? Pourquoi les laisse-t-on crier à tue-tête comme s'ils étaient dans la forêt jusqu'à neuf et dix heures du soir? Cela n'est pas de bon ton. Assurément nous ne voulons pas dire que tous nos enfants agissent ainsi; c'est l'exception nous voulons bien le croire. Mais n'y va-t-il pas de l'honneur et de la bonne réputation de cette partie de la ville de faire disparaître au plus tôt cette disgracieuse exception? Que d'autres quartiers soient orgueilleux de leurs beaux arbres et de leurs riches demeures: pour nous ayons au moins l'orgueil de notre propreté et de notre bonne tenue", Bulletin paroissial, I, 9, 8 mai 1910.

²³ "Les désordres ... le dévergondage ... fillettes qui veulent être plus grandes que le comporte leur âge. Elles se font un cavalier à l'insu des parents, elles le rencontrent le jour, le soir surtout au coin des rues ...", Cahier des prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 20 décembre 1908. Les retards pour se marier sont aussi fréquemment dénoncés.

²⁴ Suivant la méthode devenue classique en démographie historique, nous avons calculé le taux de conceptions prénuptiales en rapportant à l'ensemble des premières naissances retrouvées à Saint-Pierre pour les couples mariés en 1901 et 1911, celles survenues dans les huit premiers mois du mariage. Comme le souligne

missionnaires regrettent aussi que plusieurs couples vivent séparés sans permission et que les vieux parents soient de plus en plus souvent confiés à l'hospice Gamelin plutôt que soignés chez leurs enfants²⁵. Bref, parce qu'elle provoque l'éloignement des pères retenus au travail, la surcharge des mères et l'émancipation rapide des jeunes, la ville semble aux religieux moins propice à l'harmonie familiale. Heureusement les méfaits graves demeurent des actes

Réal Bates, "le calcul repose sur le postulat que les possibles conceptions d'avant mariage ainsi perdues (une partie des naissances du neuvième mois non prises en compte) compensent pour les premiers-nés conçus après le mariage et nés avant le neuvième mois (prématurés ou enfants à la gestation plus courte que la moyenne). Ce procédé ne peut être qu'approximatif, mais il est celui généralement utilisé et qui permet donc les comparaisons entre les populations." Voir "Les conceptions prénuptiales dans la vallée du Saint-Laurent avant 1725", R.H.A.F., 40, 2, automne 1986, 255. Soixante-cinq mariages ont été célébrés dans la paroisse en 1901, cent trente-cinq en 1911. Nous avons donc dépouillé les registres de baptêmes de Saint-Pierre de 1901 à 1905 et de 1911 à 1915 inclusivement, à la recherche des premiers-nés de ces couples. Compte-tenu de la grande mobilité inter-paroissiale, nous n'avons retrouvé respectivement que vingt-cinq et trente-trois premiers-nés. De ces nombres, deux et sept étaient nés avant la fin du huitième mois du mariage, et même, sauf un en 1901, avant la fin du septième mois. Dans quatre cas en 1911, les enfants étaient même nés quelques mois avant le mariage, auxquels cas les registres de publications de bans ont mentionné la légitimation. On obtient donc 8% de conceptions prénuptiales en 1901 et 21,2% en 1911. Les mêmes calculs effectués pour 1921 et 1931 donnent 25% et 33% de premiers-nés conçus avant les noces! Voir Registres des baptêmes et mariages, 1901-1935 et Registres des publications de bans, 1901 et 1911.

²⁵ Les séparations sans permission font partie des "abus" que les missionnaires rapportent chaque année à l'évêque. "Que les enfants s'entendent pour garder leurs vieux parents. C'est une bénédiction. Ne devraient aller dans les hospices que les vieillards sans proche parent. Quant aux autres, leur place est chez eux ou à leurs frais dans des maisons d'asile", Cahier des prônes dominicaux, I, 14 septembre 1902.

isolés: sur toute la période nous n'avons relevé qu'une fois des violences à la veille d'un mariage et un seul meurtre conjugal²⁶.

Le relâchement des mœurs, pour employer les mots de nos témoins, se manifeste aussi dans le rapport des paroissiens à l'église et à la religion. On ne compte plus les avertissements de ne pas quitter les offices avant la fin ou de se conduire dans le temple au moins aussi proprement que dans les "petits chars", où il est interdit de cracher par terre²⁷. Ou encore, de se méfier des voleurs. Les menus larcins, en effet, se répètent dans l'église à une fréquence jusque là inconnue. Si bien que les missionnaires, qui déjà exhortent leurs ouailles à la prudence lors des grandes manifestations de foules²⁸, en viennent aussi à recommander aux femmes de ne pas conserver d'argent, pendant les offices, dans les poches arrière de leur robe et aux hommes de prendre canne, gants et

²⁶ "Fait de la semaine: enterrement d'une vie de garçon, 1 mort, 17 blessés, réflexions!", Cahier de prônes... hommes, 1er juin 1907. "Un affreux meurtre a été commis cette semaine dans la paroisse, 209 Montcalm. Un mari a égorgé sa femme. Ce crime retombe sur la malice de l'ivrognerie qui a rendu fou furieux un homme d'ordinaire vraiment pacifique. [...] Femmes mariées, hâtez-vous de convertir vos époux à la tempérance et ne provoquez pas à la colère vos maris ivres", Cahier des prônes dominicaux, I, 17 avril 1904.

²⁷ Bulletin paroissial, I, 8, 1er mai 1910; I, 23, 14 août 1910, I, 45, 15 janvier 1911.

²⁸ "A l'occasion de la visite du Prince anglais, soignez tempérance et dignité. Allez poche vide voir passer le défilé du cortège royal, sinon vous seriez exposés à des dévalisements", Cahier des prônes dominicaux, I, 15 septembre 1901.

chapeau avec eux avant d'entrer dans les confessionnaux²⁹. Et puis la ville fait décliner bien des coutumes: l'eau bénite disparaît des maisons depuis qu'on ne la recueille plus soi-même le jour des Rameaux, la bénédiction paternelle du Jour de l'an tombe en désuétude³⁰. Surtout, les fêtes et les cérémonies religieuses subissent de plus en plus la concurrence des nouvelles interprétations qu'en élabore une culture commerciale en émergence. Au début du XXe siècle, les pères appellent "à la grève" contre Santa Claus, en voie de supplanter l'enfant Jésus à Noël³¹. Et contre Teddy Bear, "qui nous vient des Etats-Unis. A Montréal même on est en train d'imiter cette sotte manie de nos voisines et nous acceptons tout cela sans difficulté!³²" Le parc Sohmer ruine les vêpres même à la Fête-Dieu³³. Les commerçants commencent à faire de Pâques et de la première communion de véritables fêtes de la mode.

²⁹ Cahier des prônes dominicaux, I, 8 juin 1902; 15 novembre 1903; II, 29 avril 1906; 27 décembre 1908: "Gare aux voleurs dans l'église, il ne se passe pas une semaine sans que quelqu'un soit victime de leurs exploits."

³⁰ "L'eau bénite et ses effets. [...] Hélas! encore une belle coutume qui disparaît dans nos villes. Dans nos campagnes canadiennes, Dieu merci, on ne va jamais prier "au corps", comme on dit, sans l'asperger d'eau bénite", Bulletin paroissial, I, 17, 3 juillet 1910, 5. "Enfants, demandez la bénédiction à vos parents, auriez-vous 40 et 50 ans. Parents, préparez-vous à bénir au nom de Dieu et vous serez exaucés", Cahier des prônes dominicaux, I, 29 décembre 1901.

³¹ Bulletin paroissial, IV, 41, 14 décembre 1913, tiré du Droit d'Ottawa.

³² Cahier des prônes de la congrégation des Enfants de Marie, 15 décembre 1907.

³³ Codex historicus, I, 402, 5 juin 1890.

Les missionnaires imposent alors un costume aux communiantes, pour éviter le "fla-fla"³⁴; mais ils sont déjà en voie de perdre la bataille des chapeaux de paille d'Italie et celle des décolletés. La ville, on le voit, palpite de plus en plus jusque dans l'église.

Or, au centre-ville comme ailleurs, dans les milieux pauvres comme dans les plus aisés, le nerf de la vie paroissiale après la foi, c'est l'argent. Il faut entretenir les prêtres, soutenir la beauté du culte et de l'église et financer les oeuvres.

2) Questions d'argent

A vrai dire les fidèles ne remplissent pas ces trois obligations avec un égal empressement. Les missionnaires peuvent toujours attendre, l'église parfois, mais les pauvres jamais.

Il appert vite que les Saint-Pierrais dépensent fort peu pour leurs pasteurs. Les pères ont beau attendre au printemps pour réclamer le support, cet impôt en argent qui en ville remplace la dîme, quelle que soit la saison le quart de ce qui est dû, à peine, est effectivement payé chaque année. Un petit nombre de familles vraiment très démunies ferment la porte aux pères lors de la visite

³⁴ Bulletin paroissial, I, 7, 24 avril 1910, 1. A la page 7 du même numéro, le magasin Au bon marché fait une publicité pleine page sur "les nécessités" vestimentaires de la première communion.

annuelle³⁵, les autres promettent de venir porter leur support au presbytère, et puis oublient:

Savez-vous que la paroisse se compose de 1800 familles? Que le support devrait rapporter \$ 3600? Qu'il s'est élevé l'an dernier à \$ 1100 seulement? Que le chauffage de l'église coûte \$ 150? Que la taxe d'eau s'élève à \$ 130? C'est bon à savoir!³⁶

Les autres revenus sont à l'avenant. Les collectes pour le clergé rapportent chaque fois des sommes insignifiantes³⁷, à peine un paroissien sur trois offre aux quêtes dominicales les deux sous exigés³⁸ et plusieurs trichent avec le panier, donnent du mauvais argent ou une pièce de vingt cents sur laquelle ils prennent monnaie comme si c'était un vingt-cinq cents³⁹. En outre, ils recourent à mille combines pour éviter d'acquitter le prix des places aux messes payantes, ne louent que le tiers des bancs, stationnent dans l'escalier qui descend au baptistère ou attendent que les collecteurs soient passés pour s'asseoir: "Franchement, il semblerait que notre libéralité dans le culte pût être reconnue

³⁵ Cahier des prônes dominicaux, I, 25 septembre 1904.

³⁶ Bulletin paroissial, I, 5, 10 avril 1910.

³⁷ "La collecte pour le clergé a rapporté la somme de trente-sept piastres. J'ai peine à croire que ce soit là l'équivalent de l'appréciation du travail de notre curé et des sept vicaires de la paroisse", Bulletin paroissial, I, 4, 3 avril 1910.

³⁸ Cahier des prônes dominicaux, I, 22 juin 1902 et 22 février 1903 par exemple.

³⁹ Ibid., I, 15 novembre 1903.

autrement que de cette manière-là"⁴⁰, s'indigne le père Joseph Jodoin. Mais dans cette paroisse pauvre où, en l'absence de fabrique, tous les revenus de l'église reviennent en propre à la congrégation, on estime les curés assez riches pour se dispenser de les entretenir.

Avant 1870, la construction du complexe immobilier avait rassemblé une grande partie des énergies des missionnaires et des Bourragans et avait contribué, de concert avec les oeuvres, à développer et à cultiver le sentiment d'appartenance à l'église oblate. L'époque nouvelle bâtit encore, mais beaucoup moins. D'une part les principaux besoins sont désormais comblés. En outre la crise, qui anémie les années 1870, et l'appauvrissement continu des Saint-Pierrais freinent les ambitions toujours vives des Oblats. En 1875, en pleine dépression, la tour de l'église n'est complétée qu'après bien des attermolements et des difficultés: devant les murmures des fidèles du faubourg, priés au même moment de soutenir aussi la paroisse naissante du Sacré-Coeur, Mgr Bourget se ravise et fait suspendre la collecte en faveur de la tour, qu'il avait d'abord autorisée et que mènent de porte en porte, depuis le printemps, quelques membres de la congrégation des hommes⁴¹. En 1887, alors que la maîtrise éclate de son trop-plein d'élèves et qu'un nouveau

⁴⁰ Bulletin paroissial, I, 19, 17 juillet 1910.

⁴¹ Gaston Carrière, o.m.i., Histoire documentaire de la congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée dans l'est du Canada, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, VI, 15-16.

bâtiment s'impose de toute nécessité, les pères savent qu'une souscription coûterait trop d'efforts pour ce qu'elle pourrait rapporter et ils se décident momentanément à contracter une importante dette qu'ils espèrent rembourser à long terme à même le revenu de la maison⁴². Même chose en 1905 lorsqu'il s'agit d'agrandir l'école une fois encore⁴³. Entre 1900 et 1903 enfin, les gros travaux d'électrification de l'église, de changement des châssis et de pose des ventilateurs soulèvent une nouvelle fois des mécontentements parmi les paroissiens, trop souvent sollicités, et si ces projets se réalisent, c'est sans qu'ils y participent massivement⁴⁴. Ainsi, les années 1870-1914 connaissent déjà un peu des difficultés qui feront basculer ensuite la paroisse dans la dépendance financière. Durant toute la période les revenus de l'église permettent encore de financer la dette, mais déjà en 1911 le père Servule Dozois, assistant général et visiteur de la province du Canada, s'inquiète de la disproportion entre les montants dus et

⁴² Ibid., VI, 30.

⁴³ C'est une dépense prévue de 25 000\$. Cahier des prônes dominicaux, I, 23 avril 1905.

⁴⁴ "La majeure partie des fidèles n'a rien donné pour l'électricité", Cahier des prônes dominicaux, I, 23 février 1902; "Le printemps, l'été, l'automne nous ont prouvé cette année le succès de la ventilation par nos vitraux. Nous n'avons pas souffert de la chaleur ni d'aucune mauvaise odeur. L'air vif ne vient plus directement et n'incommoder plus les voisins. L'air pénètre jour et nuit, beau et mauvais temps sans crainte de pluie introduite dans l'église. Toute critique serait injuste et dénoterait inadvertance et ignorance de l'hygiène bien organisée", Ibid., I, 20 septembre 1903.

la capacité financière des paroissiens⁴⁵. Comme nous l'avons indiqué au chapitre III, la paroisse bientôt ne réussira à équilibrer son budget qu'avec l'aide de l'ensemble de la province oblate.

D'une manière générale toutefois, l'enthousiasme des Saint-Pierrais envers la beauté du culte et de l'église ne se dément pas au cours de cette période. Car après tout il ne se passe guère d'année sans qu'ils consentent à déboursier pour une statue ou un autel, un tapis ou un dais, des chandeliers, des restaurations ou des réparations. Ils savent qu'ils prient dans l'une des plus belles églises de la ville et, dans la mesure de leurs faibles moyens, ils acceptent volontiers de continuer à la parer.

De l'été 1889 à l'été 1890 par exemple, c'est la mobilisation pour garnir le clocher d'un carillon et d'une horloge électrique. Et même si "la dureté des temps paralyse l'élan", on réunit en quelques mois les sept mille sept cents dollars requis pour couvrir le prix des treize cloches commandées à la célèbre fonderie Paccard

⁴⁵ Acte de la visite canonique du T.R.P. Servule Dozois, o.m.i., assistant-général et visiteur de la province du Canada. S. Pierre de Montréal, 4 octobre 1911, M.P. O.M.I., Bibliothèque.

d'Annecy⁴⁶. Ecrasées à leur tour celles de Sainte-Brigide, qui enterraient à quatre, depuis 1886, l'unique voix de Saint-Pierre⁴⁷.

En 1907-1908, autre exemple, missionnaires et fidèles sont unanimes: l'orgue Warren serait avantageusement remplacé par un instrument des frères Casavant. On choisit une pièce de dix mille dollars, parmi les plus perfectionnées réalisées par ces facteurs, un orgue plus puissant même que celui de Notre-Dame⁴⁸. Pendant plus d'un an, entre mars 1907 et mai 1908, les quêtes spéciales pour l'orgue, le premier dimanche du mois, rapportent quatre fois les sommes ordinaires des autres dimanches, de cent dix à cent trente dollars plutôt que trente⁴⁹ et toutes les industries organisées en sa faveur remportent du succès.

⁴⁶ Codex historicus, I, 329, 5 mai 1889, cité par G. Carrière, o.m.i., op. cit., VI, 19; Ibid., I, 410, 9 novembre 1890.

⁴⁷ "Nos fidèles semblent animés de quelque zèle pour les cloches et l'horloge. Que la gloriole ne domine pas nos démarches", Ibid., I, 380, 7 juillet 1889. Sur le clocher de Sainte-Brigide, voir Le Diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1900, 290.

⁴⁸ Codex historicus, II, 74, 22 mai 1908. La puissance de l'instrument de Saint-Pierre et la comparaison avec celui de Notre-Dame ont été établies oralement devant nous par M. Jean Bergeron, organiste à Saint-Pierre en 1986 et qui a pratiqué les orgues de plusieurs églises montréalaises.

⁴⁹ Entre 1905 et 1909, le curé révèle au prône le montant recueilli par les quêtes, toutes messes confondues, le dimanche précédent. Voir Cahier des prônes dominicaux, II, 1905-1909.

Jusqu'aux réparations et aux restaurations de l'église, projets pourtant beaucoup moins grandioses, qui rencontrent l'intérêt des paroissiens. En 1872, avant la crise, un seul bazar avait permis de consacrer quatre mille dollars à l'entretien du temple. Par la suite la pauvreté entraîne quelques délais, mais somme toute on trouve facilement en deux ans, en 1883 et 1884, cinq mille cinq cents dollars pour les réparations⁵⁰ et un autre sept mille dollars en trois ans, de 1909 à 1911, pour le lavage, la préparation et la peinture des murs, le décrassement de la voûte et les incrustations qu'on désire y coller⁵¹.

Ces sommes sont impressionnantes. En elles-mêmes d'abord. En considération, ensuite, des milliers et des milliers de "trente sous" qui les composent. Car ce n'est que par l'accumulation de dons minimes, mais répétés, répétés, répétés encore, que le temple se conserve et se garnit. Ces sommes, enfin, sont d'autant plus

⁵⁰ "Les travaux de l'église avancent rapidement et nous espérons gagner un mois sur le temps fixé pour l'achèvement. Ce sera joli et notre église sera plus salubre. Les ressources ne feront pas défaut; les habitués de l'église ne négligent rien, ils sont pleins de bonne volonté, d'ardeur et de zèle", Lettre du R.P. Philémon Provost au R.P. [?], Montréal, 18 octobre 1883, M.P. O.M.I., BA 25/4, 56.

⁵¹ "En général on nous a bien accueilli [lors de la quête à domicile pour la restauration de l'église] et si le métier de quêteur a ses ennuis, ses épreuves bien souvent amères, il nous a réservé des consolations très douces dans la manifestation de foi et d'amour pour la maison de Dieu que l'on a trouvée", Bulletin paroissial, II, 5, 9 avril 1911, 10. Le programme des restaurations à entreprendre avait été annoncé dès 1902. Voir Cahier des prônes dominicaux, I, 23 février 1902.

impressionnantes que les Saint-Pierrais n'ont pas que leurs pasteurs à entretenir, ni leur église à embellir. Surtout, ils doivent soutenir les oeuvres. Et à Saint-Pierre, après 1870, des oeuvres, il y en a.

Il y a d'abord toutes les oeuvres non paroissiales, qui nous intéressent moins ici mais dont il faut garder mémoire pour mesurer plus justement encore l'ampleur de l'effort paroissial. Chaque année, ou à peu près, Saint-Pierre s'attend à recevoir la visite d'un quelconque moine ou d'un curé, venu quêter pour son monastère à construire ou son église à rebâtir⁵². Chaque année aussi, à date fixe, les soeurs de la Providence et celles de la Miséricorde effectuent pour leurs hospices des collectes à domicile⁵³. Chaque année, encore, les Saint-Pierrais contribuent, généreusement d'ailleurs, aux missions oblates du grand Nord⁵⁴. Et puis il y a l'immense charité spontanée lors des grands désastres: cinq cents

⁵² Codex historicus, I, 406, 14 septembre 1890.

⁵³ Cahier des prônes dominicaux, II, 10 mai 1908 et 28 mai 1908. Les soeurs de la Providence quêtent en avril, celles de la Miséricorde en juin.

⁵⁴ "La Propagation de la Foi. Saint-Pierre est la paroisse qui a récolté le plus d'argent, de toutes les paroisses du diocèse de Montréal, pour cette oeuvre. Nous enverrons \$ 240 aux Oblats de la Baie d'Hudson. Mais Saint-Pierre a fait plus: il a donné des caisses de vieux linge, des revues, des livres", Bulletin paroissial, II, 1, 12 mars 1911, 8.

maisons incendiées à Saint-Sauveur de Québec en 1889, Hull dévasté aux trois-quarts en 1900, Caughnawaga sinistré en 1907⁵⁵.

Mais évidemment c'est d'abord pour les entreprises mêmes de Saint-Pierre que les paroissiens sont priés de donner. Le Cercle de loisirs et la bibliothèque par exemple: en principe, ils s'autofinancent par abonnement; cependant il arrive que la population toute entière soit conviée à les supporter. Et l'école: après 1870 et surtout après l'ouverture en 1887 de la nouvelle bâtisse, elle perd son allure d'institution privée, devient de plus en plus simple école paroissiale, fréquentée par plus de six cent cinquante garçons en 1901. La pratique d'y admettre gratuitement un certain nombre d'enfants pauvres, la réduction aussi, en 1906, de la contribution mensuelle, l'abandon la même année des droits d'inscription, tout cela fait en sorte que les cotisations des élèves ne suffisent vraiment plus à acquitter la dette encourue pour sa construction, les frais d'entretien et le traitement des maîtres laïques puis des frères maristes: dès les années 1870 et toujours davantage par la suite, les Oblats doivent donc combler l'écart soit en faisant organiser des bazars et autres activités spéciales à cet

⁵⁵ "Grand nombre de personnes nous ont apporté des offrandes pour les incendiés de Hull de sorte qu'à 11 heures a.m. j'ai pu remettre à Mgr Bruchesi un chèque de \$ 720. C'était le plus fort montant rapporté dans le diocèse: ensuite vient S. Louis de France avec \$ 700", Codex historicus, II, 54, 30 avril 1900; voir aussi Ibid., I, 378, mai 1889 et Cahier des prônes dominicaux, II, 15 septembre 1907.

effet, soit à même le revenu de la maison⁵⁶. Or ces expédients, à la longue, ne sont pas suffisants et c'est pourquoi ils finissent par accepter en 1892 ce qu'ils avaient refusé en 1859, à savoir les subsides des pouvoirs publics⁵⁷. On a là un premier exemple, comme une préfiguration, d'un phénomène qui prendra après la première guerre de plus amples proportions: une institution paroissiale qui ne peut plus se développer sans le concours d'organismes extra et supra-paroissiaux.

Mais à Saint-Pierre, après 1870, la grande oeuvre, celle qui mobilise avec un succès constant, durable, répété, les énergies et les ressources, c'est l'assistance. Les Soeurs de la Providence, dans l'asile de la rue de la Visitation, et les Vincentiens des conférences Sainte-Marie et Saint-Pierre s'occupaient déjà avant

⁵⁶ En 1886, dernière année où les garçons étudient dans la maîtrise, deux cent cinquante enfants seulement peuvent être admis; faute de place suffisante, deux cents autres doivent être refusés. Dès l'année suivante, dans la nouvelle école Saint-Pierre, quatre cents se présentent le premier jour. Ce nombre augmente sans cesse par la suite jusqu'au début du XXe siècle. Voir Codex historicus, I, 338, 30 août 1886 et Programme souvenir 1887-1927. Premier conventum des anciens élèves des Frères maristes de l'école Saint-Pierre, imprimé, 29 janvier 1928, 44 p.. Alors que les frais de scolarité variaient de un à deux dollars par mois en 1870, selon le niveau des classes, ils ne sont plus que de vingt-cinq cents par mois dans toutes les classes en 1906, sauf la plus haute où ils sont de un dollar. Voir Cahier des prônes dominicaux, II, 12 et 19 août 1906. Pour la pratique d'admettre gratuitement les enfants pauvres, Ibid., II, 17 septembre 1905 et 13 septembre 1908. Pour la contribution des missionnaires au soutien de l'école, Codex historicus, II, 49, 4 septembre 1899. Pour celle des congrégations féminines, Ibid., I, 346, 9 juin 1887.

⁵⁷ Rapport de la maison S. Pierre de Montréal, fait par le R.P. Joseph Jodoin, manuscrit, s.d. [1892], 2 p..

1870 des indigents du quartier. La crise, à partir de 1873, provoque tant de misère que tous sont bientôt débordés. Dans cette situation d'urgence les Oblats, exceptionnellement, consacrent alors une partie des revenus de la maison à nourrir et à secourir quelques-uns des malheureux de la paroisse⁵⁸. Mais la dépression et la pauvreté persistante qui lui succède obligent à réviser l'organisation de la charité et en quelque sorte à l'institutionnaliser davantage.

Missionnaires, religieuses, messieurs de la société Saint-Vincent-de-Paul, tous soutenus comme nous le verrons tout à l'heure par le travail des dames de Sainte-Anne, les mêmes acteurs qu'avant continuent après 1870 à oeuvrer dans l'assistance. Cependant les responsabilités se répartissent entre eux un peu différemment. Ainsi par exemple à partir de 1876, les malades pauvres à domicile, jusque là, si l'on peut dire, de juridiction vincentienne, passent sous les soins des soeurs de la Providence⁵⁹, qui joignent dès lors les visites à cette nouvelle clientèle et à leurs oeuvres enfantines du faubourg. Par contre, pour aider les religieuses dans la recherche du financement nécessaire à cette entreprise supplémentaire, les Oblats sollicitent en 1881 auprès de la Saint-Vincent-de-Paul la création d'une troisième conférence rattachée à

⁵⁸ Maison Saint-Pierre de Montréal. Conseils, 1844-1848, 14 septembre 1874, M.P. O.M.I., bibliothèque.

⁵⁹ Le Diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, op. cit., 301.

l'église Saint-Pierre, la conférence Saint-Thomas, occupée tout particulièrement au soulagement des vieillards et des orphelins⁶⁰. En lui confiant cette attribution spécifique et en en réservant l'accès aux seuls jeunes garçons congréganistes, plutôt qu'aux pères de famille, les Oblats, plus directement impliqués dans cette conférence que dans toute autre, espèrent limiter entre les groupes charitables des piétinements d'autant plus inévitables que s'activent en outre dans le quartier la conférence Sainte-Brigide et celle de St. Bridget's pour les Irlandais⁶¹. Avec tout ce monde sur un territoire si restreint et si démuné, on pressent déjà les jalousies, les mesquineries et les chicanes de partage des rues où quêter et des pauvres à secourir qui vont faire éclater le système après la première guerre mondiale⁶². Mais pour l'instant tout est encore à essayer, d'autant que le succès est immédiat: en 1885 les paroissiens ne donnent pas moins de 1565,62\$ aux trois conférences⁶³.

⁶⁰ Ibid., 126. Cette conférence est fondée le 9 octobre 1881 et agrégée en mars 1882.

⁶¹ Ibid., 125-126. La conférence Sainte-Brigide est fondée en 1868, dix ans avant celle de St. Bridget's. Toutes deux relèvent d'abord de la paroisse Sainte-Brigide, mais en 1879, la conférence irlandaise passe à la paroisse nouvelle de St. Mary's.

⁶² Codex historicus, II, 274, 28 décembre 1930. Baisse de la population paroissiale, jalousies et mesquineries entre les conférences sont explicitement rapportées pour expliquer le déclin de l'oeuvre.

⁶³ Rapport du Conseil supérieur du Canada pour l'année 1884, Québec, Typographie de C. Darveau, 1885, ACAM, 792-002, Société Saint-Vincent-de-Paul. Entre les quêtes, les dons des particuliers et les recettes tirées d'industries diverses, la conférence Sainte-

En 1891 d'autre part, l'augmentation des besoins, le déclin-- au moins relatif -- de l'usage de garder chez soi ses parents âgés, le désir aussi de repousser au-delà de la rue Saint-Laurent les envahissantes soeurs grises et de conserver l'exclusivité des aumônes versées pour les hospices dans la partie orientale de la ville⁶⁴, tous ces facteurs conduisent les soeurs de la Providence à conclure une entente avec sept paroisses de l'est. Parmi elles Sainte-Brigide, de qui Saint-Pierre relève encore. En retour du privilège d'y mener des quêtes à domicile et de bénéficier du produit de diverses activités organisées par les paroisses, elles se chargent de leurs vieillards, qu'elles logent d'abord à la maison-mère puis, à partir de 1894, dans le nouvel hospice Gamelin⁶⁵. Après 1900 Saint-Pierre y compte toujours une vingtaine de pensionnaires pour le soin desquels les religieuses exigent mille dollars par année⁶⁶. Enfin, dans la paroisse même, les soeurs entreprennent en 1898 de compléter d'un orphelinat pour fillettes

Marie a cette année-là recueilli 425,42\$ auprès des Saint-Pierrais, la conférence Saint-Pierre 431,49\$ et la jeune conférence Saint-Thomas 708,71\$.

⁶⁴ Les soeurs grises n'ont jamais accepté d'être confinées à l'ouest de la ville après la fondation de la congrégation des soeurs de la Providence. Ces dernières s'adressent donc constamment à l'évêque pour qu'il fasse respecter la frontière marquée par la rue Saint-Laurent. Voir entre autres les lettres des supérieures à Mgr Bourget puis à Mgr Fabre, ACAM, 525.106/874.47; 525.106/880.7 et 525.106/885.2, du 4 décembre 1874, 5 juin 1880 et 7 décembre 1885.

⁶⁵ Le Diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, op. cit., 263.

⁶⁶ Etat de la paroisse Saint-Pierre pour 1907, Montréal, 17 janvier 1908, ACAM, 350.102/907.106.

leurs activités auprès des enfants de Saint-Pierre⁶⁷. Une soixantaine d'orphelines y sont placées aux frais de la paroisse. Et même si les Saint-Pierrais trouvent les religieuses bien chiches, ils leur remettent trois mille, quatre mille dollars, chaque année, parfois même encore plus, pour l'asile et l'hospice⁶⁸.

Paroisse ouvrière, paroisse pauvre, paroisse du centre-ville: dans ce milieu situé au coeur même de la société industrielle et urbaine triomphante et de plus en plus profondément traversé par elle, pasteurs et fidèles-citadins sont, entre 1870 et 1914, confrontés à des défis encore proprement paroissiaux: entretien des pères, préservation et embellissement du patrimoine immobilier, financement des oeuvres. Parce qu'ils tiennent à ce que le temple et les autres bâtiments paroissiaux gardent le lustre qui convient à une maison provinciale, les Oblats de Saint-Pierre ne lésinent ni sur les constructions, ni sur les ornements. Parce que l'église est déjà magnifique, parce qu'ils sont fiers de la richesse du culte et

⁶⁷ Le Diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, op. cit., 301.

⁶⁸ "Donnez, et pas de critique sur les hospices, qui donnent beaucoup et reçoivent peu", Cahier des prêches dominicaux, I, 25 septembre 1904. "10 février. Les Soeurs sont satisfaites de leur bazar. Le faubourg est vraiment généreux", Codex historicus, I, 399, 10 février 1899. En 1899, les dons pour l'asile et l'hospice s'élèvent à 3000\$, Ibid., II, 42, 3 février 1899. "Les banquets de charité au profit de l'orphelinat Saint-Vincent-de-Paul ont produit la jolie somme de 4280.00\$. C'est un beau résultat. C'est cent et quelques piastres de plus que l'année dernière", Ibid., II, 70, 31 janvier 1906.

satisfaits des services de leurs prêtres⁶⁹, les fidèles les suivent tant bien que mal dans leurs projets dispendieux. Entre 1870 et 1914, la paroisse s'endette considérablement. Mais elle sait encore faire face à ses obligations et même parfois s'offrir, comme dans le cas des cloches, quelque luxe au comptant. Elle est par ailleurs aux prises avec des difficultés naissantes: l'incapacité de financer seule l'éducation des garçons à l'école Saint-Pierre, la nécessaire coopération avec les paroisses voisines pour les cas lourds comme le soin des vieillards pauvres, les tensions à l'intérieur même de ses frontières entre les groupes charitables. Déjà la paroisse porte les germes de son insuffisance à régler en son sein les problèmes sociaux nés de l'industrialisation et de l'urbanisation. Mais seulement les germes, car elle sait encore irriguer sans cesse de ressources importantes ses nombreuses institutions et en particulier celles qui sont vouées à l'assistance. Entre tiraillements et solidarité, la vie paroissiale est une dimension réelle de la vie urbaine entre 1870 et 1914. Tout cela traduit une organisation des relations sociales locales qu'il convient maintenant de mettre au jour.

⁶⁹ "Nos cérémonies religieuses sont belles. St-Pierre est très pauvre, mais son zèle dévoué réalise des démonstrations très solennelles. Les riches églises ne nous surpassent guère", Cahier des prônes dominicaux, I, 21 décembre 1902; "Vous vous plaisez à dire notre zèle, le dévouement de vos Pères pour le culte, les cérémonies, les visites aux malades. Ah! si vous vouliez seulement nous le dire en payant votre support, combien vous nous rendriez service!", Bulletin paroissial, IV, 2, 16 mars 1907, 13.

3) La vie sociale

Amoindrissement de la visibilité et de l'influence des notables, implication massive des Saint-Pierrais dans toutes les activités paroissiales, la dynamique des relations sociales à Saint-Pierre, malgré un héritage partiel de l'époque des débuts, se transforme en profondeur après 1870.

Les vieux amis des Oblats, on s'en doute bien, ne cessent pas abruptement en 1870 leur collaboration aux oeuvres paroissiales. Joseph Lorange père, par exemple, qui avait en 1868 donné des terrains pour la maîtrise, ou madame Jean Lincourt, que nous avons connue à l'époque où elle était encore Julie Choquet, dignitaire des Enfants de Marie, continuent jusqu'à leur mort, survenue pour tous deux en 1909, à figurer parmi les personnalités les plus en vue de la paroisse, en raison notamment de leur vive implication dans les groupes charitables⁷⁰. Cléophas Galaise, maître des cérémonies dans

⁷⁰ "Nous avons fait aujourd'hui les funérailles de M. Joseph Lorange, père. Encore un de nos anciens qui vient de disparaître. C'était un homme de bien qui a été mêlé à toutes les bonnes oeuvres qui se sont faites dans le faubourg Québec depuis 60 ans. Aussi ses concitoyens ne lui ont pas marchandé leurs sympathies; ses funérailles ont été des plus solennelles et des plus imposantes; l'église était pleine comme aux grands jours de fête. Requiescat in pace", Codex historicus, II, 48, 18 mars 1909; "Aujourd'hui est survenue une mort qui a fait une vive impression dans la paroisse. Mme Jean Lincourt, née Julie Choquet, est tombée foudroyée par un coup d'apoplexie dans les rangs de la grande procession du S. Sacrement juste au moment où elle allait entonner le beau cantique "C'est notre Dieu". Transportée chez elle par l'ambulance, elle expirait ce soir à cinq heures. Cette mort est une perte irréparable pour les pauvres de la paroisse et en particulier pour l'oeuvre de

la société de tempérance de 1877 à sa mort en 1900, Adeline Ducharme, pilier de la congrégation des Enfants de Marie pendant plus de vingt ans, Jacques-Mathieu Marcotte, plusieurs fois conseiller puis préfet de la congrégation des hommes, François Martineau, très actif lui aussi dans la même association⁷¹, ils sont une dizaine, déjà près des missionnaires avant 1870, à poursuivre bien après cette date leurs relations avec eux. Quelques dignitaires et donateurs des débuts, dont certains viennent d'être nommés, peuvent aussi se rappeler au souvenir des Oblats à travers leurs fils, leurs gendres et même leurs petits-fils ou leurs neveux, une cinquantaine de descendants, directs ou par alliance, qui assument à leur tour divers offices dans les congrégations⁷². Chez les Courtois, les Lorange, les Hurteau, les Reed et les Giard en particulier, le bénévolat dans les mouvements paroissiaux prend même après 1870 l'allure d'une tradition familiale.

Certains groupes paroissiaux conservent par ailleurs fort longtemps, parfois même jusqu'à la guerre, un caractère élitaire. Surtout ceux qui se rattachent aux sociétés laïques juridiquement

chant dans la congrégation des Dames", Ibid., II, 81, 13 juin 1909.

⁷¹ Jean-Louis Bergevin, o.m.i., Saint-Pierre de Montréal, documents historiques, dactylographié, II-B, 818, 851-858, 974-979.

⁷² Comme nous aurons l'occasion de le détailler plus loin, nous avons recherché les noms des parents et grands parents des 496 dignitaires des associations laïques paroissiales identifiés pour la période 1870-1914. Il a ainsi été possible de rattacher 51 d'entre eux à 24 des donateurs et officiers des congrégations du corpus 1848-1870. Pour les détails, voir l'appendice F.

indépendantes des missionnaires, telles la Saint-Vincent-de-Paul ou la Saint-Jean-Baptiste. Nous possédons la liste des officiers de la section Sainte-Brigide puis de la section Saint-Pierre de cette association patriotique pour les années 1889, 1890, 1893, 1894, 1910 et 1911⁷³. Au total pour ces six moments, trente hommes, quelques-uns durant plusieurs mandats annuels, ont occupé les fauteuils du conseil. Parmi eux quinze commerçants et manufacturiers, quatre professionnels et deux artisans menuisiers, soit 70% de l'ensemble dans une paroisse qui, en 1901, ne réunit dans ces trois catégories socio-professionnelles que 17,5% des chefs de ménages⁷⁴. Et si douze d'entre eux paraissent, du moins à ce qu'en livre le croisement des sources, avoir limité à la Saint-Jean-Baptiste leur présence dans les associations paroissiales, six autres en revanche figurent au moins quatre fois entre 1870 et 1914 parmi les auxiliaires laïques des Oblats⁷⁵. Du reste vingt et un de ces nationalistes comptent au moins un parent du premier ou du second

⁷³ Membres et officiers des sections 1893-1895, ANQM, 06-M P82/48-500. Curieusement, ce dossier renferme aussi les noms des officiers de la section Sainte-Brigide pour 1889 et 1890. Bulletin paroissial, I, 42, 25 décembre 1910 et II, 2, 19 mars 1911.

⁷⁴ Cinq employés et quatre ouvriers figurent aussi parmi les dignitaires de la société patriotique entre 1889 et 1911.

⁷⁵ Il s'agit de J.-William Harris et Olivier Daoust, qui ont épousé tous deux dans la famille Lorange, de Pierre Gauthier, Arthur Ethier, Joseph Jubinville et de Trefflé Charpentier. Tous ont occupé des charges dans la congrégation des hommes avant 1914, sauf Pierre Gauthier, militant de la première heure de la section locale de l'A.C.J.C., fondée en 1910. Arthur Ethier en outre préside la conférence Saint-Pierre de la Saint-Vincent-de-Paul à partir de 1910.

degré dans l'ensemble des dignitaires de la période et pour douze c'est même deux ou plusieurs membres de leur famille qu'ils accompagnent, précèdent ou suivent dans le bénévolat militant⁷⁶.

Les présidents et vice-présidents des trois conférences de la Saint-Vincent-de-Paul présentent le même profil. Nous possédons leurs noms pour les années 1900, 1906 et 1910⁷⁷. Durant cette décennie onze hommes au moins ont rempli ces deux charges. Lorsqu'on sait que les pères de Saint-Pierre ne cessent de les presser d'appartenir à cette société charitable, on ne s'étonne guère de remarquer parmi ces dignitaires presque uniquement des "citoyens à l'aise"⁷⁸: six marchands et un courtier d'assurances, soit 64% du groupe, à côté de deux teneurs de livres, d'un cordonnier et d'un journalier. Les Vincentiens les mieux nantis persistent d'ailleurs plus longtemps dans la société et leurs noms reviennent durant la décennie; ils s'intéressent aussi plus activement aux autres mouvements de Saint-Pierre: hormis Wilfrid Déziel, teneur de livre, investi dans la congrégation des jeunes gens de 1893 à 1905 puis après son mariage conseiller de la congrégation des hommes, les cinq militants les plus actifs auprès

⁷⁶ Voir appendice F.

⁷⁷ Le Diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, op. cit., 310-311; Cahier des prônes dominicaux, II, 28 octobre 1906 et Bulletin paroissial, I, 42, 25 décembre 1910.

⁷⁸ "Les citoyens à l'aise devraient tous être de cette société", Cahier des prônes dominicaux, I, 16 février 1902.

des missionnaires, tant dans la société que dans les autres groupes paroissiaux, sont tous des commerçants moins Joseph Courtois, le courtier. Et comme les officiers de la Saint-Jean-Baptiste, les fils d'Ozanam retrouvent le plus souvent d'autres membres de leur famille parmi les dignitaires des oeuvres: neuf comptent au moins un parent, et quatre même plusieurs dans l'ensemble des paroissiens ayant exercé une charge entre 1870 et 1914⁷⁹.

A ne considérer que ces données on pourrait conclure à la continuité de la dynamique des relations sociales paroissiales identifiée pour la période des débuts. Dans certaines vieilles familles, la tradition d'implication dans les organisations de Saint-Pierre remonte en effet au milieu du XIXe siècle et se poursuit jusqu'à la guerre; chez certains citoyens, d'ancienne ou plus récente souche, l'aisance en outre oblige en quelque sorte, selon le vieux principe catholique, au paiement de sa personne. Contrairement à l'époque antérieure, toutefois, ces attitudes concernent davantage un noyau d'individus plutôt que l'ensemble des fidèles engagés. Entre ce noyau et les Oblats, du reste, les relations ne sont pas toujours harmonieuses. L'ampleur des besoins, la rareté de l'argent dans ce milieu démuné mais qui doit encore s'auto-suffire, la solidarité que cela impose entre les divers acteurs paroissiaux oeuvrant dans l'assistance, la lenteur du renouvellement aux postes de responsables de la Saint-Vincent-de-

⁷⁹ Voir appendice F.

Paul, la disponibilité, même, des Vincentiens dans les autres associations de Saint-Pierre, tout ce coudolement serré et inévitable entre eux et les missionnaires ne manque pas d'engendrer des frictions. A la fin du XIXe siècle le chroniqueur de la maison témoigne des tensions auxquelles cette situation conduit de plus en plus:

9-10-11 mars. Séance dramatique au profit d'une conférence de Saint-Vincent-de-Paul. Les principaux de cette conférence nous forcent la main pour faire des améliorations coûteuses et solliciter des services aussi difficiles à concéder qu'embarrassants à refuser. Une indépendance totale de ces obséquieux intéressés serait préférable. Les services rendus sont payés plus chers que les achats indépendants.⁸⁰

Les Conférences S. Pierre et Ste-Marie ont un bel office à Notre-Dame au profit de leurs pauvres. Echec parce que peu d'assistants et \$ 57 à partager en deux après avoir déduit les frais divers. Que ne se sont-ils pas contentés de S. Pierre! La vanité voulait du nouveau et du grand, notre modestie les eut mieux servis.⁸¹

Autour de ce groupe restreint de paroissiens, et même avec lui, un nouveau tissu de relations sociales est à prendre forme.

L'église, le presbytère et la nouvelle maîtrise achevés, les principales confréries et congrégations mises en route et bien rodées, les Oblats s'étaient sentis prêts, à la fin des années soixante, à entreprendre le rapprochement d'un groupe plus

⁸⁰ Codex historicus, I, 376, mars 1889.

⁸¹ Ibid., I, 407, 21 septembre 1890.

récalcitrant de paroissiens, celui des jeunes gens. Et ils avaient commencé par ceux d'entre eux qui malgré tout risquaient d'être moins réfractaires: les fils des familles plus à l'aise. Ces garçons et leurs pères avaient monopolisé le Cercle Saint-Pierre à son ouverture, en 1869; pour les finissants de la maîtrise les missionnaires avaient aussi fondé l'année suivante une congrégation laïque⁸². En 1872, dans la droite ligne de ces deux oeuvres, ils inaugurent une bibliothèque réservée justement aux garçons congréganistes.

A bien des égards cette nouvelle entreprise se rattache à la décennie écoulée davantage qu'à la nouvelle. Les missionnaires, bien sûr, veulent favoriser l'accès des jeunes aux "bonnes lectures"; mais il n'est pas interdit de penser qu'une fois encore, la dernière puisque les Sulpiciens s'apprêtent à quitter le faubourg, la vieille rivalité entre eux et les Oblats a joué un rôle dans l'établissement de la bibliothèque. Depuis 1856 en effet, les Messieurs ont installé chez les Frères des écoles chrétiennes, à deux pas de la rue de la Visitation, le plus important des cinq

⁸² "Le désir de conserver dans le coeur des élèves de la maîtrise après leur sortie de l'école les sentiments de religion et de piété qu'on s'efforçait de leur communiquer pendant le cours de leurs études fut la raison principale de la fondation de la congrégation des jeunes gens", Notice historique sur la Congrégation des Jeunes Gens de Notre-Dame du Sacré-Coeur établie en 1870, à l'église Saint-Pierre, année 1873, Montréal, manuscrit, 19 p., M.P. O.M.I. 2D1/11.1. On saisit par là qu'à l'origine la congrégation visait plutôt les fils des familles à l'aise que la masse des adolescents.

dépôts montréalais du Cabinet de lecture paroissial⁸³. La bibliothèque oblate tente sans doute en partie de lui faire pièce. Et puis de toutes façons une bibliothèque cela pose, et cela répond à la fois au souci de prestige des Oblats et au désir de distinction de certaines familles plus fortunées de Saint-Pierre, celles-là mêmes qui avaient réclamé la création d'un cercle littéraire pour les écoliers de la maîtrise. C'est du reste un "bienfaiteur" du quartier qui donne le fonds initial de quatre cents volumes, sans doute un membre influent de la congrégation des hommes, peut-être Léon Hurteau lui-même car son fils, le premier, occupe le poste de bibliothécaire. Lui succèdent du reste, dans les années soixante-dix, plusieurs fils des familles que nous avons vues actives auprès des missionnaires dans les années antérieures⁸⁴.

⁸³ Marcel Lajeunesse, Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIXe siècle, Montréal, Fides, 1982, 54. En 1856 ce dépôt comptait déjà mille cinq cents volumes. Après 1867 l'école des Frères prend le nom d'école Sainte-Brigide, pour les garçons. Par ailleurs, de concert avec les religieuses de la congrégation de Notre-Dame, les Sulpiciens ont établi en 1870 une petite bibliothèque dans l'école modèle pour filles de la rue de la Visitation. A ce propos, voir Yvan Lamonde, Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-19e siècle), Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979, 88.

⁸⁴ Les principaux documents relatifs à l'histoire de la bibliothèque de Saint-Pierre sont la Notice historique sur la Congrégation des Jeunes Gens, déjà citée, et le Cahier des Minutes de la congrégation des Jeunes Gens que nous n'avons pas retrouvé mais dont le R.P. J.-L. Bergevin rapporte de larges extraits dans ses documents historiques, op. cit., II-B, 957 et ss. Au fils de Léon Hurteau succèdent par exemple celui de Cléophas Galaise et celui de Joseph Lorange.

La bibliothèque, cependant, déçoit d'emblée ses promoteurs. Oblats et donateurs y engouffrent des sommes importantes grâce auxquelles le fonds passe à mille vingt volumes en 1880 et à deux mille deux cent cinquante entre 1902 et 1912⁸⁵. Avec ses ouvrages d'histoire, ses vies de saints, ses romans en anglais "du genre Fabiola" complétés après 1880 d'une collection de littérature canadienne, des classiques français du grand siècle, d'une pléthore de romans moraux et de romans d'aventure, la bibliothèque de Saint-Pierre, si l'on en juge d'après les informations compilées par Yvan Lamonde⁸⁶, se hisse rapidement parmi les plus complètes du genre. Or, en dépit de tous ces efforts, les abonnés, rares dès les débuts, se clairsemèrent encore par la suite, au point que les pères se résolvent à fermer l'oeuvre de 1896 à 1900⁸⁷. On a beau ensuite

⁸⁵ Cahier des Minutes de la congrégation des Jeunes Gens, I, 198, 1880; Règlement et catalogue de la bibliothèque de la Congrégation des Jeunes Gens sous le vocable de Notre-Dame du Sacré-Coeur, Montréal, Napoléon Giroux imprimeur, 1902, 4. M.P. O.M.I. 2D1/14.2; Etat de la paroisse Saint-Pierre de Montréal pour l'année 1913, ACAM 350.102/913.139. Après un don de mille volumes offerts par la section locale de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, la bibliothèque compte cette année-là trois mille volumes.

⁸⁶ Y. Lamonde, op. cit., 30, suggère même une analyse détaillée de son contenu, facilitée par les nombreux catalogues qui nous sont parvenus. Voir aussi Règlement et catalogue..., op. cit., 56 p.. "Le R.P. [directeur] fait remarquer qu'il y a quelques vies de saints dans notre bibliothèque mais que personne n'a encore demandé un seul de ces volumes", Cahier des Minutes de la congrégation des Jeunes Gens, I, 132-133, 29 décembre 1878.

⁸⁷ "Malheureusement, malgré tous les efforts que l'on fit, cette oeuvre ne fut pas comprise comme elle aurait dû l'être et un petit nombre de congréganistes seulement s'y abonnèrent. Il est pénible de constater que notre jeunesse canadienne n'aime pas assez à s'instruire", Notice historique..., 14-5, M.P. O.M.I.

autoriser les Enfants de Marie à emprunter des ouvrages, leur confier l'organisation de séances en faveur de la bibliothèque et même faire tirer des abonnements gratuits⁸⁸, rien n'y fait: au début du siècle, quatre-vingt-dix-huit abonnés seulement, dont quinze chantres, y empruntent, et même au plus fort de la fréquentation le nombre de lecteurs ne dépasse pas deux cents avant la première guerre⁸⁹. Comme le constate le curé Pierre Drouet: "Nos fidèles lisent peu"⁹⁰.

⁸⁸ "Jeudi 21 déc., nous avons eu une jolie séance dramatique et musicale donnée par les demoiselles de la congrégation au profit de la bibliothèque paroissiale. La pièce avait pour titre "Madeleine ou l'orpheline des Pyrénées". Il y a eu aussi une comédie "La veille des nocces". Bulletin paroissial, II, 45, 14 janvier 1912, 7; "Une séance sera donnée vers la mi-novembre par les Dlls E. Marie. Réservez vos petites épargnes pour encourager les oeuvres de la congrégation; toute personne qui vendra 3 billets réservés ou 4 billets à 25 cents aura droit à un abonnement d'un an à la bibliothèque paroissiale; si on ne veut pas d'un abonnement, alors chaque billet vendu donne droit à une autre sorte de billet pour la rafle", Cahier des prônes de la Congrégation des Enfants de Marie de l'église Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, I, collage de remarques faites le 30 septembre, le 11 novembre et le 18 novembre 1911.

⁸⁹ Y. Lamonde, op. cit., 89; Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1902, ACAM 350.102/902.3; Etat de la paroisse Saint-Pierre de Montréal pour 1908, ACAM 350.102/908.109.

⁹⁰ Rapport pastoral... pour 1902. Le père Drouet est curé à Saint-Pierre entre 1901 et 1904. Il y avait fait auparavant deux séjours, en 1869-71 et en 1873-81. Gaston Carrière, o.m.i., Dictionnaire biographique des Oblats au Canada, Ottawa, Université d'Ottawa, 1976, I, 300.

Bien sûr, de l'avis même du directeur, l'abonnement est cher, cinquante cents par année en 1894, soixante en 1902, un dollar en 1910⁹¹. Mais bien d'autres activités promues dans la paroisse ne coûtent pas vraiment meilleur marché et sont plus florissantes. Non, les raisons de l'insuccès de la bibliothèque doivent être cherchées plutôt du côté des transformations sociales à l'oeuvre dans Saint-Pierre après 1870, transformations qui rendent caducs le plus grand nombre des moyens de distinction choisis autrefois par des familles de "notables" plus nombreuses et relativement plus fortunées que celles qui résident dans la paroisse à l'époque qui maintenant nous occupe. Le changement de vocation de la maîtrise, qui devient pratiquement école paroissiale publique, en était déjà un indice. L'échec de deux autres oeuvres fondées à l'intention de la jeunesse à la toute veille de la première guerre, le Cercle Desormeaux de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française et l'Association dramatique Saint-Pierre, le confirme à son tour. Les missionnaires misent sur elles pour conserver les "bonnes" familles, qui prennent de plus en plus le chemin du nord de la ville, et pour donner à leur paroisse décidément très ouvrière un petit air d'Immaculée-Conception, la paroisse respectable des Jésuites qui borde le parc Lafontaine. Mais l'Association

⁹¹ Cahier des Minutes de la congrégation des Jeunes Gens, II, 179, 1894; Cahier des prênes dominicaux, I, 10 août 1902; Bulletin paroissial, I, 2, 20 mars 1910.

dramatique est mort-née et le Cercle ne survit que porté à bout de bras pendant vingt ans par les Oblats⁹².

D'autres exemples encore appuient cette interprétation d'une banalisation ou d'un affaïssement des moyens de distinction que s'étaient donnés les notables du faubourg avant 1870. La pratique des dons privés à l'église, notamment, disparaît presque complètement: à peine si deux "bonnes filles" offrent en 1873 une couronne pour coiffer la statue de saint Joseph et si un ou deux paroissiens, en 1911, contribuent pour cent ou deux cents dollars à

⁹² Le Cercle de Mazenod de l'A.C.J.C. est fondé en novembre 1910. Son conseil de sept membres réunit des représentants des familles Courtois, Cadieux, Giroux, Dépatie, toutes très actives dans les organisations paroissiales. Des sept membres, quatre sont des professionnels ou des fils de professionnels, courtier d'assurances, architecte ou avocat, un est le fils d'un marchand libraire, un autre d'un contracteur menuisier et un seul d'un ouvrier cordonnier. Dès le début le ton est donné. En vingt ans d'existence, le Cercle rassemblera surtout les fils des familles à la fois nanties et engagées dans les oeuvres. En 1930, à l'occasion de sa dissolution, le rédacteur du Bulletin paroissial indique que seulement cent soixante-douze jeunes hommes sont passés en tout par le Cercle, dont une soixantaine à peine ont persisté les trois ans requis pour une véritable formation. Bulletin paroissial, I, 37, 20 novembre 1910 et IV 2ème série, 38, 9 février 1930. L'Association dramatique, fondée pour sa part en novembre 1913, se promet d'augmenter les ressources dévolues aux oeuvres paroissiales en présentant des pièces de théâtre au public de Saint-Pierre. Son premier conseil se compose de huit élèves de l'école des frères maristes appartenant pour la plupart à des familles très actives auprès des Oblats: de nouveau les Giroux et les Courtois, aussi les fils de J.-William Harris et de Napoléon Bluteau. L'Association ne vit que pour une seule représentation, en janvier 1914, au profit du monument du Sacré-Coeur qu'on veut placer devant l'église; rescussitée en 1918 le temps d'un four à l'intention de l'oeuvre de l'assistance des garçons à la messe du samedi. Bulletin paroissial, IV, 37, 16 novembre 1913; IV, 45, 11 janvier 1914 et VIII, 51, 17 février 1918.

la restauration de l'église⁹³. Toutes les autres décorations du temple et des chapelles sont désormais le fait des congrégations, surtout celles des Dames et des Enfants de Marie.

Dans le même temps, le Cercle Saint-Pierre s'ouvre davantage. En fait la documentation manque qui permettrait de connaître véritablement son recrutement. Cependant, il faut croire que le succès est venu car en 1905 le conseil de la maison est saisi d'une requête des usagers du Cercle qui veulent agrandir leur local et ajouter une salle de billard vu que "le nombre des membres qui le fréquentent augmente toujours"⁹⁴. Déjà en 1887 la fermeture du Cercle pendant les deux soirées des 7 et 8 décembre, pour permettre aux Enfants de Marie de revêtir leurs costumes à l'occasion de la fête de l'Immaculée-Conception, avait provoqué la colère de certains membres et même des menaces⁹⁵, ce qui laisse supposer qu'on n'est plus tout à fait au temps où seul s'y délassait le gratin du quartier. Autre indice, le dernier, de la popularité grandissante du Cercle et en conséquence de sa dépréciation sociale, la composition de son conseil en 1900. En effet, même si la moitié des officiers de cette année-là sont commerçants ou artisan, ce sont de tout petits entrepreneurs. Toussaint Gauthier est peintre à son

⁹³ Codex historicus, I, 245, 19 mars 1873; Bulletin paroissial, II, 30, 1er octobre 1911; Ibid., II, 35, 5 novembre 1911.

⁹⁴ Maison Saint-Pierre de Montréal. Conseils 1844-1848, 21 août 1905, M.P. O.M.I., BM 948.

⁹⁵ Codex historicus, I, 349, décembre 1887.

compte, Adolphe Rocheleau tient boutique dans une partie de son domicile, Joseph Cousineau fils habite au-dessus de son atelier de tailleur, Alfred Germain vit d'un commerce de souliers. Des quatre autres conseillers, deux sont employés, David Monette dans une banque et Pierre Forget comme chauffeur et deux sont ouvriers, Joseph Cousineau père cordonnier et Antoine Lévesque confiseur. Seul Cousineau père se classe parmi les propriétaires de Saint-Pierre en 1901, mais avec une seule maison. A peine quatre des huit hommes adhèrent à d'autres mouvements paroissiaux et si quatre d'entre eux comptent de la parenté parmi l'ensemble des quatre cent quatre-vingt-seize dignitaires des congrégations identifiés pour la période 1870-1914, il ne s'agit le plus souvent que d'un seul oncle ou d'un cousin lui-même peu actif auprès des missionnaires⁹⁶. Ainsi le

⁹⁶ Pour les noms des conseillers, voir Le Diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, op. cit., 305; pour leur profession, Lovell's Montreal Directory, 1900-1901; pour leur implication dans les mouvements paroissiaux, Jean-Louis Bergevin, o.m.i., op. cit., II-B, 850 et ss.; pour les relations de famille: Alfred Germain, petit-fils d'Henri Germain et d'Aglaé Fontaine, est le neveu d'Ephraïm Germain et de Zotique Germain, tous deux fils d'Henri et d'Aglaé Fontaine; seul Zotique peut être considéré comme un militant paroissial actif, avec dix apparitions dans les archives entre 1882 et 1931. Adolphe Rocheleau est le cousin germain de Pierre Poulin, tous deux petits-fils de Louis et de Thérèse Déziel; Pierre Poulin est préfet de la congrégation des hommes au moment où son cousin est officier du Cercle Saint-Pierre. Joseph Cousineau père ne compte que son fils parmi les officiers. Joseph Cousineau fils est par son second mariage avec Victorine Rhéaume, fille d'Etienne et de Marie-Anne Beaudoin, l'oncle de Valère Rhéaume, conseiller des précurseurs de la tempérance en 1892; il est aussi le beau-frère de François-Xavier-Georges Crépeau qui a épousé la soeur de Victorine Rhéaume et qui est assistant du maître de chapelle de la congrégation des hommes en 1912. Pour tous ces liens, voir Fichier Loisel et son complément, Bibliothèque municipale de Montréal et Fichier de l'état civil, district judiciaire de Montréal, des origines à 1900, ANQM.

Cercle Saint-Pierre apparaît en 1900 comme une oeuvre à laquelle il n'est plus distingué d'appartenir et qu'en tous cas les militants zélés ont désertée.

La congrégation des hommes elle-même change peu à peu de nature après 1870. L'augmentation continue de ses effectifs, que nous détaillerons dans la prochaine section, la fin de l'époque des grandes souscriptions publiques, le roulement obligatoire des dignitaires imposé par les missionnaires, tout conduit à un amoindrissement du prestige de cette association. Au début, les citoyens à l'aise s'y étaient enrôlés, partie par conviction religieuse, partie par souci de distinction; à présent que tous les fidèles, ou presque, y font au moins un bref séjour, les Oblats insistent de plus en plus sur son rôle de promotion de la piété masculine et multiplient à cet effet les honneurs qu'ils lui accordent: ces "nouveaux apôtres" jouissent de fêtes et de cérémonies toujours beaucoup plus fastueuses que celles réservées aux femmes, et de privilèges exclusifs comme la messe de minuit à Noël, jusqu'en 1900, ou la proximité du clergé et du dais lors des processions⁹⁷. La congrégation rassemblait autrefois surtout

⁹⁷ "Notre Seigneur a prêché à tous; mais il n'a formé dans sa paroisse, la Judée, qu'une congrégation ... non pas de jeunes filles, non pas même de vénérables dames, mais une congrégation de douze apôtres, de soixante-douze disciples, des hommes, tous des hommes!", Bulletin paroissial, I, 31, 9 octobre 1910, 2. "Les congrégations d'hommes. Dans une paroisse il faut des "élites" qui soient comme un ferment salutaire pour surnaturaliser la masse", Cahier des prônes de la congrégation des hommes, 14 novembre 1909; "Aujourd'hui, à 2 1/2 h procession de la Sainte-Vierge si le temps

l'élite sociale de la paroisse; elle en réunit plutôt maintenant la masse pieuse.

Une autre institution que les "citoyens du faubourg" s'étaient donnée: la soirée du 31 décembre avec les missionnaires, décline aussi après 1870:

1er janvier 1901. A cause des confessions, etc. nous n'avons pas reçu les citoyens la veille. Nous étions contents d'avoir ce prétexte pour abandonner la vieille habitude de recevoir les vœux et surtout les cadeaux du Jour de l'an. Les citoyens eux-mêmes s'en réjouissaient, car une vingtaine, toujours les mêmes, faisaient la quête à domicile et allaient bien au-delà des limites de la paroisse Saint-Pierre et recueillaient à peine \$ 200; ils étaient parfois très mal reçus. Ils parvenaient à recueillir par 5 cts et par 10 cts une somme relativement minime. Ayant maintenant droit au support, nous croyons avoir le droit de vivre de notre travail, il serait peut-être mieux de laisser

le permet. [...] Ordre: Croix de Saint-Pierre, asile, congr. N.D., école S.P., Diles congr, Dames S. Anne, fanfare de la Tempérance, Précurseurs, membres de la Tempérance, congr. des Hommes, Statue de la Sainte-Vierge portée par les jeunes gens congréganistes, clergé, hommes et jeunes gens non congréganistes", Cahier des prônes dominicaux, I, 6 octobre 1901; "11 mai 1913, 50e anniversaire de la fondation de la Congrégation des hommes. [...] La deuxième cérémonie, la plus belle, eut lieu le soir à 7 1/2 dans l'église Saint-Pierre. Le chiffre "50" en lumières électriques surmonte la croix de l'autel; palmes, fougères, fleurs naturelles, drapeaux et banderolles. Les congrégations de la ville de Mtl ont envoyé des délégations, l'église est remplie. A l'extérieur, les maisons du presbytère à l'église sont bien décorées et des centaines de personnes se placent sur le passage de Monseigneur. A 7.30 on se rend en procession de la maison à l'église: les zouaves, commandés par M. L. Bussièrès, ouvrent la marche, nos congréganistes de S. Pierre marchent trois par trois, les préfets et assistants de toutes les congrégations précèdent la statue de la Sainte-Vierge. [...]", Codex historicus, II, 98-99, 11 mai 1913. Par comparaison, les archives oblates ne conservent pas le plus petit témoignage du cinquantième anniversaire des Dames de Sainte-Anne, en 1900.

tomber cette vieille habitude qui semble vouloir tomber d'elle-même.⁹⁸

Ainsi, malgré les persistances que nous avons soulignées tout à l'heure et qui font que l'année 1870 ne marque pas, évidemment, une césure infranchissable entre les deux périodes que nous étudions successivement, la dynamique des relations sociales se transforme notablement dans la paroisse après cette date. Ce n'est pas que les vieux amis des Oblats disparaissent tout à coup, que les réseaux de familles se désagrègent, que les fidèles mieux nantis se détournent des associations paroissiales ni, enfin, que les missionnaires étouffent les ambitions qu'ils nourrissent pour Saint-Pierre. Cependant l'heure est de moins en moins aux aspirations d'urbanité, aux petits groupements des plus vieilles familles du faubourg qui, sans la résumer et de loin, avaient tout de même coloré l'époque antérieure et particulièrement les années 1860. L'explosion démographique par l'arrivée à Montréal de milliers de ruraux, la crise puis l'appauvrissement continu des Saint-Pierrais, la mutation du faubourg en quartier du centre-ville, tous ces éléments ne détruisent pas la structure première mais ils l'infléchissent, la relativisent, et l'inscrivent désormais dans le cadre d'une dynamique des relations sociales caractérisée par une implication massive des citoyens dans les institutions et les activités paroissiales.

⁹⁸ Ibid., I, 60, 1er janvier 1901.

Foules, loisirs, recettes, congrégations et oeuvres paroissiales: de la grande crise à la grande guerre l'essentiel de la vie sociale, à Saint-Pierre, est faite des interrelations très étroites entre tous ces éléments. Les loisirs paroissiaux sont organisés par des dizaines et des dizaines de bénévoles des congrégations. Ils attirent des centaines, et pour certains même plus d'un millier de participants. Et c'est ainsi que s'amassent les importantes sommes nécessaires au soutien de l'église et des oeuvres.

Les associations masculines promeuvent à l'occasion diverses activités. Lorsqu'ils veulent s'assurer une soudaine affluence de fonds, les messieurs de la Saint-Vincent-de-Paul sollicitent des Oblats qui maugréent parfois, on l'a dit, la permission d'inviter à Saint-Pierre un prédicateur renommé qui saura captiver son auditoire et l'inciter à la générosité⁹⁹. Ils convient aussi les paroissiens aux courses de chevaux du parc royal Viauville, ou à une excursion pique-nique à Lanoraie¹⁰⁰. Les jeunes gens de leur côté montent quelquefois sur les planches pour aider la section locale de la

⁹⁹ "Ce soir à 7 1/2 h à l'église, fête de charité au profit de la société Saint-Vincent-de-Paul, conférence Sainte-Marie. Mgr l'archevêque [Fabre] assistait ainsi qu'une quinzaine de prêtres. Sermon de circonstance par le R.P. Langevin [Adélarde]. Foule énorme. Profit net \$ 100", Codex historicus, I, 428, 22 février 1891. Ce profit représente presque le double de ce que les deux conférences d'adultes avaient réalisé quelques mois auparavant à Notre-Dame; voir note 81.

¹⁰⁰ Cahier des prônes dominicaux, I, 2 août 1903 et II, 7 juillet 1907.

Saint-Jean-Baptiste ou pour le nouvel orgue¹⁰¹. De même il arrive que le corps de musique de la société de tempérance donne pour son propre profit ou pour celui des pauvres une soirée de concert ou une pièce de théâtre: ainsi, en février 1896, il joue "le drame si connu Félix Poutré. Salle comble."¹⁰²

Cependant le gros sinon la quasi-totalité de la responsabilité des loisirs incombe aux Dames de Sainte-Anne et aux Enfants de Marie. Elles étaient déjà la cheville ouvrière du financement des activités oblates dans le faubourg avant 1870; leur rôle d'auxiliaires indispensables des missionnaires s'amplifie encore après cette date.

A Saint-Pierre vivent quelques-unes de ces vieilles demoiselles que les anti-cléricaux se plaisent à caricaturer: elles consacrent leurs économies de modiste ou de professeur de piano à entretenir les séminaristes pauvres, elles passent leur temps libre à diriger la chorale des Enfants de Marie ou à inventorier les livres délaissés de la bibliothèque paroissiale, elles acceptent de se voir interdire, vu leur âge, de processionner avec leur congrégation à la Fête-Dieu et au Rosaire et, avant de mourir, elles cèdent leurs

¹⁰¹ Ibid., I, 22 février 1902 et II, 22 juillet 1907.

¹⁰² Codex historicus, II, 21, 17 février 1896.

biens aux religieux de la rue de la Visitation, qui parfois le leur ont suggéré¹⁰³.

Les Enfants de Marie, toutefois, sont très majoritairement des jeunes filles juste sorties des écoles et bientôt promises au mariage. A elles de parcourir les rues de porte en porte pour la quête annuelle de charité, pour la distribution des Annales de la propagation de la Foi, pour la vente mensuelle et parfois bi-mensuelle des billets d'admission aux soirées organisées à la salle Saint-Pierre par les diverses associations paroissiales. A elles de la décorer chaque fois et d'y placer les chaises¹⁰⁴. A elles surtout d'y attirer le public, quelques fois par année, en lui présentant des saynètes comiques ou plus souvent dramatiques, mi-catho mi-mélo et tout à fait populaires. Des pièces amusantes comme

¹⁰³ "Une congréganiste âgée voulait abandonner sa congrégation à cause de son âge ... il ne le faut pas ... mais bien ne plus porter les insignes de la congrégation i.e. (sic) ne plus prendre part aux processions", Cahier des prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 31 mars 1907; "Décès de Léa Lachapelle, congréganiste. Encore une bonne fille qui s'est amassé un peu d'argent par son travail ... a fait son testament, à ma demande, peu de temps avant sa mort", Ibid., I, 19 septembre 1909. Parmi celles dont le nom est parvenu jusqu'à nous, Mlle Mathilda Giroux, modiste, s'occupe de la bibliothèque paroissiale de 1910 à 1950, J.-L. Bergevin, o.m.i., op. cit., II-B, 968; Mlle Marie-Louise Laurier, professeur de piano, organiste à l'église au début du siècle, Codex historicus, II, 79, 26 avril 1909; Mlle Georgiana Courtois, soeur de Joseph le courtier d'assurances, directrice du chœur de chant des Enfants de Marie de 1895 à 1931. Lorsqu'elle meurt en 1932, tous ses biens vont à Saint-Pierre, Bulletin paroissial, V, 42, 8 mars 1931 et Registre des décès, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, II, janvier 1932.

¹⁰⁴ Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 1905-1918. De telles invitations reviennent constamment.

Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son ou Deux heures d'ermitage ou la fausse vocation plaisent autant aux paroissiens que les drames d'orphelins, de noblesse malheureuse ou d'amitié héroïque qui forment le répertoire toujours renouvelé de la congrégation. Avec ses vingt personnages, Le chemin des larmes est une histoire de comtesse qui complotte pour épouser le promis d'une autre, est ensuite envahie par le remords, tente de se suicider, perd ses enfants, sa fortune, sa vue, est capturée par des Bohémiens au fond d'une forêt, se retrouve plus tard à mendier aux portes d'une chapelle et au bout de dix ans, après avoir redécouvert Dieu, retrouve en prime la vue et ses enfants¹⁰⁵. De même La fille du martyr "est un de ces drames remplis de situations poignantes qui font souvent monter les larmes aux yeux. L'attachement au devoir filial et l'amitié telle qu'elle devrait être nous y apparaissent constamment sous un jour qui provoque l'admiration"¹⁰⁶. En multipliant de telles soirées les Enfants de Marie accumulent quelques centaines de dollars chaque année pour les cloches, des

¹⁰⁵ Bulletin paroissial, IV, 34, 26 octobre 1913. Comme est obligé de le rappeler le directeur de la congrégation: "Permettez-moi cette remarque à l'occasion de la séance des D[emoise]lles congr[é]ganistes]. Il ne convient pas de rire durant une scène mélancolique ou tragique", Cahier de prênes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 20 mai 1906.

¹⁰⁶ Bulletin paroissial, I, 12, 29 mai 1910.

bannières, l'école Saint-Pierre, l'orgue, la fête du curé et même la bibliothèque paroissiale¹⁰⁷.

En outre les jeunes congréganistes épaulent les amples entreprises des Dames de Sainte-Anne. En plus de contribuer au financement des missions oblates du Nord-Ouest, les Dames sont commises à l'embellissement de l'église et à l'entretien des enfants et des vieillards placés à l'asile Saint-Vincent-de-Paul et à l'hospice Gamelin.

Elles passent parfois pour des quêtes à domicile. Elles se préparent entre elles des soirées théâtrales ou des soupers de trois cent cinquante convives¹⁰⁸. Elles partent à mille en pèlerinage à Sainte-Anne de Beaupré¹⁰⁹. Elles visitent les commerçants du quartier et les pressent d'offrir les prix de présence et les lots à tirer lors des rafles, des tombolas ou des veillées de cartes:

¹⁰⁷ Par exemple 500\$ pour les cloches en 1890, 600\$ pour quinze bannières en 1893, 464,15\$ en 1911 pour la fête du curé. Codex historicus, I, 410, 9 novembre 1890 et I, 452, 28 mai 1893 et Bulletin paroissial, II, 10, 14 mai 1911.

¹⁰⁸ Bulletin paroissial, I, 7, 24 avril 1910. Les recettes nettes de ces soupers, le plus souvent organisés lors de la fête du directeur, forment la bourse que les Dames lui offrent en cadeau, 177\$ en 1896, 307\$ en 1899 et 240\$ en 1900 par exemple. Codex historicus, II, 19 mars 1896, 14 mars 1899 et 2 septembre 1900.

¹⁰⁹ A Sainte-Anne de Beaupré, 1100 pèlerines en 1886, 800 en 1888 et 1889, 768 en 1890, 815 en 1891, 800 en 1892, 700 en 1895. Codex historicus, I, 5 juillet 1886, 25-26 juin 1888, 30 juin au 2 juillet 1889, 1er juillet 1890, 6 juillet 1891, 4 juillet 1892; Ibid., II, 4 juillet 1895.

chapelets, crucifix, statues de saints ou de la Vierge, petit autel, portrait du curé, lingerie d'enfants, pièces en or de deux dollars cinquante ou de cinq dollars, plus de cent prix parfois en une seule soirée¹¹⁰. Elles cuisinent les gâteaux qui régaleront les mille ou mille deux cents joueurs de cartes ou de dés¹¹¹. Elles ramassent, trient, lavent, réparent ou raccomodent les objets et les vêtements vendus lors des bazars annuels de charité. Et lorsqu'à la fin du siècle ceux-ci disparaissent, ce sont encore les Dames qui transforment la salle paroissiale en salle de réception, dressent les tables et préparent les mets des grands banquets de rues du mois de janvier, où se rassasient côte à côte des centaines de voisins¹¹². Enfin, tous les jeudis après-midi, les plus libres et

¹¹⁰ Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 11 novembre 1906 et Bulletin paroissial, IV, 5, 6 avril 1913.

¹¹¹ "Nous recevrons avec reconnaissance les cadeaux que les personnes dévouées à nos oeuvres paroissiales voudront bien nous envoyer pour nos deux soirées de "euchre". [...] Merci également, dès maintenant, aux bonnes dames qui aimeraient à nous donner des gâteaux, etc., etc., pour ces deux soirées. Il y a mille manières de nous aider à assurer le succès de nos deux parties de "euchre" au profit de l'église et des pauvres", Bulletin paroissial, II, 34, 29 octobre 1911. A ces deux parties, il s'est présenté mille quatre cents joueurs de cartes, Ibid., II, 38, 26 novembre 1911.

¹¹² "Les banquets en faveur de la salle d'asile commencent. Il y en aura six dont quatre et demi par S. Pierre et un et demi par S. Brigide. L'égalité serait plus juste. Un par les rues Amherst et Wolfe, un par la rue Montcalm, un par la rue Beaudry, un par la rue Visitation, un autre par la rue Panet et Plessis et le dernier par les autres rues de Ste-Brigide. Qui de ces rues l'emportera? Encouragez les dames directrices de chaque banquet. L'asile doit nous être cher parce que fondé et entretenu par ce quartier. Il rend de grands services aux enfants et aux malades de cette localité (sic). Je vous invite à venir manger aux banquets, vous y rencontrerez des Pères, ils ne payeront pas pour vous et vous ne payerez pas pour eux", Cahier des prônes dominicaux, I, 5 janvier

les plus charitables consacrent deux heures à défaire et reprendre de vieux vêtements et à en tirer bon an mal an cinq cent dix-huit morceaux de linge pour adultes, huit cent quatre-vingt-dix morceaux pour enfants, quarante-huit habits de première communion en plus de confectionner huit couvre-pieds¹¹³.

Ainsi, événements spéciaux ou plus ordinaires, les loisirs paroissiaux offrent aux bénévoles qui les organisent comme aux participants qui y accourent, occasion sur occasion de donner de leur temps et de leur bourse en faveur de l'église et des oeuvres. Tous se divertissent, rencontrent leurs voisins, courent la chance de tirer un prix de présence ou de faire une aubaine. Tous aussi, à travers les loisirs, contribuent activement par eux-mêmes à atténuer, sinon à résoudre, leurs problèmes de pauvreté, de maladie, d'ignorance, peut-être d'isolement. Après 1870 le bénévolat paroissial et la fréquentation de la salle Saint-Pierre sont parmi les seules possibilités non contestataires d'implication sociale pour cette population ouvrière, peu instruite, chargée maintes fois de lourdes familles et disposant de peu de temps libre¹¹⁴, et parmi

1902. "Je vous remercie d'avoir envoyé vos enfants au banquet de jeudi dernier en faveur de l'asile. Nous étions au moins six cents convives", Ibid., I, 15 février 1903.

¹¹³ Bulletin paroissial, IV, 21, 27 juillet 1913.

¹¹⁴ C'est vrai particulièrement pour les femmes. Les hommes en effet peuvent faire partie des nombreuses associations de secours mutuels présentes dans le quartier: "Plusieurs membres de la Tempérance trouvent que ça serait une bonne chose si dans la Soc[iété] de T[empérance] nous avions une caisse de secours pour nos

ses seuls moyens de combattre, à défaut de la surmonter, sa marginalisation économique. Grâce aux loisirs notamment, la paroisse, milieu de foi, devient aussi un milieu de vie attachant, connu, circonscrit, dynamique, motivant. Une médiation essentielle entre l'Eglise et les citadins; une médiation non moins importante, avec d'autres qui ont nom travail, consommation, presse, syndicalisme, etc., entre des citadins souvent de fraîche date et une métropole en constante expansion.

Avant 1914 par ailleurs, les loisirs paroissiaux appuient leur succès non seulement sur les Saint-Pierrais mais encore sur les "étrangers", c'est-à-dire sur les résidents des paroisses voisines, toujours attirés par le nombre et la variété des activités à Saint-Pierre. Toutes les pèlerines ne vivent pas dans la paroisse, tous les amateurs de euchre non plus, et lorsqu'après 1911 certaines des parties de cartes se jouent dans la salle de l'Assistance publique, sur la rue Lagauchetière, il y a fort à parier que bien des hommes de Saint-Jacques se joignent aux Saint-Pierrais¹¹⁵. Le dynamisme

malades et une caisse de dotation pour donner une assurance de \$ 1000 à la mort d'un membre. J'ai trouvé cette idée excellente à tous les points de vue, je l'ai trouvée surtout inspirée par une grande charité et je crois pouvoir vous dire ce soir que désormais il vous sera possible d'entrer en plus grand nombre dans une de ces sociétés de secours si nombreuses et si belles que nous avons ici dans le quartier. [...] Je vous recommande d'une manière toute spéciale la société de Saint-Roch dont je suis le chapelain", Cahier d'annonces de la société de Tempérance, II, 91-92, 15 novembre 1896.

¹¹⁵ "Notre pèlerinage annuel des Dames à S. Anne de Beaupré a eu lieu le 4 du présent mois. [...] Nous avons 740 pèlerines. C'est un peu moins que l'année dernière. Mais vu le grand nombre de

des Dames de Sainte-Anne et des Enfants de Marie permet donc à la paroisse de tirer quelque profit de sa situation au centre-ville, car elle réussit à drainer vers elle des ressources extra-paroissiales sans lesquelles ses oeuvres auraient déjà du mal à faire face aux besoins croissants de sa population démunie.

Cette réelle réussite des loisirs paroissiaux, rien ne l'entame encore à cette époque, pas même les quelques difficultés qu'ils rencontrent à l'occasion. Dans les années 1880, par exemple, les Dames acceptent de plus en plus difficilement de se charger des bazars annuels de charité et de tenir les kiosques pendant les soirées de janvier¹¹⁶. La foule se presse entre les tables, met

pèlerinages qui se font cette année à Montréal, nous estimons que c'est un succès", Codex historicus, II, 9, 6 juillet 1894; "Un autre moyen de nous faire plaisir c'est de travailler activement à faire réussir le pèlerinage des hommes. Il se fait un pèlerinage dans la paroisse voisine; ils font tout en leur pouvoir pour réussir. C'est leur droit. Que devons-nous faire nous-mêmes laissés aux seules ressources du "Faubourg"? S'unir [...] Pour cela il faut que chacun y mette la bonne volonté que nous avons droit d'attendre de vous", Cahier de prônes de la Congrégation des Jeunes Gens de l'église Saint-Pierre-Apôtre, 28 mai 1882. Ces deux citations révèlent que la concurrence est vive entre les paroisses dans l'organisation des pèlerinages: il s'agit pour chacune de conserver ses paroissiens et d'attirer le plus d'étrangers possible dans les pèlerinages qu'elle promeut. Le Bulletin paroissial publie aussi régulièrement les noms et adresses des gagnants des prix de présence ou des objets à rafler lors des soirées de cartes. C'est ainsi qu'on constate que les activités paroissiales attirent beaucoup de monde des alentours en plus bien sûr des Saint-Pierrais. Voir par exemple Bulletin paroissial, IV, 5, 6 avril 1913.

¹¹⁶ En 1884, déjà, la paroisse Sainte-Brigide avait cessé d'organiser ce genre d'événement "vu la répugnance presque invincible des Dames et Demoiselles pour les bazars", Cahier des minutes des marguilliers. Assemblée des francs-tenanciers de la paroisse Sainte-Brigide de Montréal, manuscrit, 1 vol., 1875-1896, feuillets

tout sens dessus dessous, s'arrache parfois les objets. Il faut ensuite tout replacer, ramasser les dégâts, inventorier les pertes car le vol n'est pas rare. En période d'élections le métier devient franchement dangereux. Les candidats se livrent la guerre dans la salle, les fiers-à-bras de la "bande des pieds noirs"¹¹⁷ provoquent des bagarres et parfois renversent les étalages. En 1879, le père Pierre Duhaime avait consacré à l'entreprise "ses restes de santé"; en 1888 le père Alphonse Dazé s'y dévoue chaque soir mais il a peur¹¹⁸. Aussi missionnaires et congréganistes décident-ils peu après de remplacer ces bazars par des banquets.

"Les soupers donnés trois soirs par semaine pour des rues différentes établit (sic) une rivalité qui égalera bientôt les votations des candidats¹¹⁹", se félicite en 1890 le rédacteur du Codex alors qu'on étrenne la nouvelle formule. Elle résiste une

87 verso et 88 recto, assemblée du 17 février 1884.

¹¹⁷ "Guerre au bazar de l'Asile entre les candidats d'une élection. Que ne puissions-nous nous exempter cette source de désordre", Codex historicus, I, 354, 26-31 janvier 1888. "[En 1885] des groupes de rustauds, de fiers-à-bras, connus sous les élégants noms de "bande des pieds noirs", du "cheval blanc" et des "nombrils jaunes" avaient respectivement leurs quartiers dans le Faubourg Québec, le Mile-End et le Griffintown. Leur principal but était de provoquer des bagarres, de servir aux élections où les coups de poing, les garcettes étaient en jeu, de s'immiscer dans les manifestations qui n'étaient pas purement catholiques, etc. etc.", J.-J. Gagnier, Le Passe-temps, mai 1947, AMM, 1901, 231, Parc Sohmer.

¹¹⁸ Codex historicus, I, 290, 14 janvier 1879 et I, 353, 15-16 janvier 1888.

¹¹⁹ Ibid., I, 398, 20 janvier 1890.

vingtaine d'années. Bientôt pourtant les frustrations surgissent. Car au jeu des banquets, la rue de la Visitation part d'avance gagnante¹²⁰: c'est là que réside la poignée de paroissiens à l'aise, là aussi que logent davantage de congréganistes de tous genres au mètre que dans toute autre rue de la paroisse. Plus grave encore, ces banquets exigent une telle logistique de préparation et d'exécution qu'un petit nombre de Dames seulement, armées d'une expérience qu'elles paufinent d'une fois à l'autre, dirigent la troupe des solliciteuses de vivres, de vendeuses de billets, des cuisinières, des placières et des laveuses de vaisselle. Vers 1904-1905, après quelques années de ce régime, les voilà vieilles et fatiguées. Le curé attise alors la relève¹²¹. Mais elle est clairsemée, et en 1911 les banquets, à leur tour, sont abandonnés au profit des soirées de cartes.

Les Enfants de Marie, elles aussi, finissent par trouver leur tâche lourde, et onéreuse. En 1906 elles se plaignent collectivement de devoir soutenir trop d'oeuvres. A entendre le père Arthur Bernèche, pourtant sévère, nier mollement le fait, on sent bien

¹²⁰ Ibid., II, 42, 3 février 1899.

¹²¹ "Que les jeunes Dames apprennent le zèle! Le succès des banquets pour l'asile dépend de quelques Dames. Il leur faut des aides pour leur succéder quand l'âge ou d'autres empêchements nécessiteront leur remplacement. L'esprit de zèle est la preuve d'un esprit vraiment catholique", Cahier des prêches dominicaux, I, 20 mars 1904.

qu'au fond il est assez d'accord avec ses dirigées¹²². A deux occasions au moins, en 1906 encore et en 1912, elles protestent carrément: c'est qu'en plus de donner à la quête du dimanche matin à l'église, comme tout un chacun des fidèles, elles sont priées de donner l'après-midi lors de leur assemblée hebdomadaire¹²³.

Déjà soumis aux humeurs de leurs organisatrices, les loisirs, en toute fin de période, doivent compter en outre avec un nouveau défi: combattre l'érosion de l'intérêt des Saint-Pierrais. Séances, concerts, banquets, fêtes de charité, messes orchestrées, excursions, pèlerinages, il ne se passe plus guère de mois, après 1900, où ils ne soient conviés massivement à quelque activité. D'effort en effort, de vingt-cinq cents en vingt-cinq cents, de poussée de zèle en poussée de zèle, de plus en plus souvent sollicités, les paroissiens sont près de la saturation.

D'autant plus qu'à la surabondance des divertissements paroissiaux s'ajoute désormais toujours davantage la nouveauté des

¹²² "Toutefois je n'approuve pas entièrement les plaintes au sujet d'oeuvres trop nombreuses ... une fois seulement ou deux tout au plus on a pu vous offrir ... Quant aux quêtes pour bonnes oeuvres missionnaires, une fois depuis le commencement. [...]", Cahier des prônes de la Congrégation des Enfants de Marie, 25 novembre 1906.

¹²³ Ibid.; "Ca coûte trop cher, mon Père, pour se faire congréganiste! Nous sommes pauvres et puis ..." La contribution et l'insigne coûtent seulement cinquante cents par année. Qu'est-ce qui coûte trop cher? Ne le dites pas à votre voisine, je vais vous le dire. C'est un peu de générosité de votre part. "O Marie, Mère du Bon Conseil, priez pour nous"", Bulletin paroissial, II, 50, 17 février 1912.

distractions commerciales. En 1890, alors que tout Montréal ne connaît encore que les séances de panorama, le père Albert Lacombe intéresse aisément quatre cents paroissiens avec ses images commentées du grand Nord¹²⁴. Mais en 1905, lorsque les vues s'animent sur le nouvel écran de la salle Saint-Pierre, cela fait déjà presque dix ans qu'elles émerveillent les Saint-Pierrais au parc Sohmer¹²⁵. Les missionnaires, qui présentent dans leur salle basse des vues sur la Passion ou la Nativité au temps de Pâques et de Noël doivent parfois battre en retraite même sur ce terrain: les cinémas du quartier, le Ouimetoscope en tête, ou la magnifique salle de la Lune Rousse, renchérissent en effet sur les mêmes thèmes durant les grandes fêtes¹²⁶. Et puis Georges Gauvreau, le directeur du Théâtre National, membre et trésorier de la congrégation des

¹²⁴ Codex historicus, I, 408, 14 octobre 1890.

¹²⁵ Cahier de prônes de la Congrégation des Enfants de Marie, 3 décembre 1905; Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, Le parc Sohmer de Montréal, 1899-1919, un lieu populaire de culture urbaine, Québec, I.Q.R.C., 1986, 128.

¹²⁶ "La Passion aux vues animées. Quid de hoc sentio!!!, Cahier de prônes de la congrégation des Hommes, 13 mars 1910; aussi Cahier des prônes dominicaux, II, 4 avril 1909. Les salles commerciales sont presque toujours richement décorées; elles font du coup paraître bien sobre la trop familière salle Saint-Pierre: "La Lune Rousse. Ce nouveau théâtre de vues animées sera situé rue Ontario est, tout près de la rue Plessis et M. Raoul Gariépy vient d'en terminer les plans. La salle aura 45 pieds par 80 et pourra contenir 1000 personnes. [...] Les décorations intérieures seront de toute beauté", "Un scope moderne", article d'un journal non identifié, 23 février 1913, AMM, R.3062.2, rue Ontario est.

hommes, donateur de prix de présence aux euchres des Oblats¹²⁷, n'en produit pas moins sur ses planches des vedettes qui, par contraste, jettent pleine lumière sur l'amateurisme des Enfants de Marie¹²⁸.

Dans la première décennie du XXe siècle toutes ces nouveautés commencent à malmener les loisirs paroissiaux, mais ils ne les ébranlent pas encore vraiment, leur succès en témoigne éloquemment. Avec la lucidité que donne la prescience du danger, les missionnaires, néanmoins, se défendent par l'attaque, durcissent le ton, s'élèvent contre des divertissements qu'ils jugent coûteux, rappellent les condamnations de l'archevêque au sujet du Théâtre Royal ou des excursions sans prêtre le dimanche¹²⁹. Ils savent à

¹²⁷ Trésorier de la congrégation des hommes en 1916, Bulletin paroissial, VI, 43, 26 décembre 1915; Donne à rafler une pièce en or de 2,50 \$ aux euchres de 1913, Ibid., IV, 5, 6 avril 1913.

¹²⁸ "Séance dramatique et musicale hier soir à la salle Saint-Pierre par les D[emoise]lles de la Congrégation. Salle comble, succès dramatique assez pâle. Ces D[emoise]lles n'ont pas de bonnes actrices", Codex historicus, II, 76, 2 mars 1909. Pour avoir une idée de la vie des théâtres montréalais de la rue Sainte-Catherine au début du siècle, voir L. Desbiens, "Les débuts du théâtre et du cinéma", Le Devoir, 24 février 1940 et Léon Trépanier, OBE, "Georges Gauvreau, initiateur du théâtre populaire canadien-français à Montréal", La Patrie, 14 mars 1948. Le Théâtre National, Le Théâtre Renaissance, celui de la Duchesse et quelques autres sont tous sur le territoire de Saint-Pierre.

¹²⁹ "L'Eglise n'est pas l'ennemie de tout plaisir mais elle proteste contre les réjouissances qui nécessitent des dépenses trop fortes", Cahier de prônes de la congrégation des hommes, 14 février 1909; "Le Théâtre Royal de Montréal, condamné par Mgr l'Archevêque. A propos de représentations, à l'époque de la première communion, une mère y conduit sa première communiant vêtue de blanc! Pauvre mère!!", Ibid., 16 mai 1909; "Je dois vous rappeler la défense faite par Mgr l'Archevêque au sujet des excursions le dimanche. Elles sont absolument défendues. Il n'y a de permis que les vrais

l'évidence que les Saint-Pierrais, toujours plus pauvres et désormais moins nombreux, ne pourront plus soutenir l'église ni les oeuvres s'ils cèdent à la fascination monnayable des distractions commerciales. La question des loisirs est donc loin d'être seulement affaire morale. Pour la paroisse, elle est aussi et au moins autant affaire temporelle et sociale.

Dans trois mille dollars, on l'a vu, il y a des milliers de "trente sous", et des centaines de dévouements. Entre 1870 et 1914, Oblats et Saint-Pierrais savent ce qu'il faut de travail, ce qu'il faut de bonne volonté aussi pour réunir chaque année les sommes nécessaires à la conservation et à l'embellissement de l'église, au maintien et à l'expansion des oeuvres. Leur sentiment d'appartenance à Saint-Pierre stimule leur générosité communautaire, celle-ci à son tour nourrit celui-là et tous deux, indispensables au succès des entreprises paroissiales, sont en même temps constamment ravivés par elles. Alors que des milliers de ruraux font à Saint-Pierre connaissance avec la grande ville, alors que des Montréalais de plus vieille date continuent de s'y enraciner, la paroisse, milieu de foi et indissolublement encore milieu de vie connu et attachant, s'impose à cette époque comme médiation essentielle entre l'Eglise et les fidèles-citadins, comme médiation aussi entre eux et la métropole.

pèlerinages qui se font avec l'autorisation de l'archevêque ou de son grand vicaire", Cahier des prônes dominicaux, II, 3 juin 1906.

Une dynamique sociale caractérisée par d'intenses relations locales, par une implication massive des paroissiens dans les institutions et les activités de Saint-Pierre, connaît alors son plein épanouissement. A travers elles, les Saint-Pierrais sont les agents actifs de leur adaptation à la ville; à travers elles, ils combattent, s'ils ne les vainquent pas, leurs problèmes sociaux qu'accentue le triomphe de la société urbaine et industrielle. Cela ne signifie pas que la vie paroissiale se développe sans tensions internes, sans difficultés financières, ou sans le pressentiment, parfois, de ses prochaines insuffisances. Mais avant 1914 ces obstacles, pourtant grandissants, n'altèrent encore ni sa vitalité ni ses fonctions. La vigueur des associations paroissiales nous en donne une autre preuve.

B- Les associations paroissiales

1) Les sources et la méthode

Auxiliaires indispensables et zélées des Oblats de la rue de la Visitation, les Dames de Sainte-Anne sont néanmoins à jamais confinées aux oubliettes de l'histoire paroissiale. Aucun de leurs directeurs successifs qui, rappelons-le, est toujours en même temps le curé d'office puis le curé en titre de Saint-Pierre, n'a en effet jugé bon de conserver pour nous les noms de celles qui, comme

membres ou conseillères, ont contribué plus que quiconque à faire de la paroisse, entre 1870 et 1914, le milieu de vie que nous avons décrit. Au hasard des dépouillements surgissent à peine, çà et là, une dame couturière, une organisatrice de banquets ou une quêteuse à domicile toujours désignées, comme le voulait l'usage, non par son nom ni même son prénom propres mais par l'initiale du prénom et le nom de son époux. Il en va de même pour les présidentes, qu'énumère un article du Bulletin paroissial, mais sans délimiter le moment ni la date de leur mandat.

Il s'agit là d'une lacune monumentale. Mais aussi d'une exception. Car après 1870 les missionnaires s'attachent avec un soin presque scrupuleux à garder la trace des laïques impliqués à Saint-Pierre. Membres et officiers des associations paroissiales nous sont ainsi présentés dans des documents multiples et variés.

Nous possédons six listes de membres, tous de groupes masculins. Nous connaissons les noms des cent quarante-deux membres de la congrégation des jeunes gens qui, du fait de leur mariage, ont demandé entre 1881 et 1883 leur entrée dans celle des hommes. Deux catalogues de 1900 nous font par ailleurs connaître sept cent quatre-vingt-douze des huit cent quarante et un membres que compte alors cette association de pères de famille et quatre cent dix des huit cents tempérants de la même année. Quarante-six des cent trente-neuf membres de la première heure de la Tempérance font

encore partie de cette société une vingtaine d'années après sa fondation en 1877: un document de 1898 nous les énumère. Nous détenons en outre la liste des membres de la section Sainte-Brigide de la société Saint-Jean-Baptiste pour l'année 1889-1890 et celle des jeunes conscrits dans le cercle Desormeaux de l'A.C.J.C. à partir de 1910, date de son ouverture.

Tous ces relevés sont d'une grande qualité. D'une part ils mentionnent pour ainsi dire toujours non seulement le nom des membres mais aussi leur prénom en entier. Hormis les deux derniers, ils sont d'autre part bien davantage que des nomenclatures. Ils précisent en effet l'adresse de résidence de chacun des membres. La liste des approbanistes dans la congrégation des hommes nous donne en plus la profession et une piste très nette sur l'année du mariage de ces garçons. Le manuel de la congrégation des hommes, en 1900, nous renseigne non seulement sur leur profession mais même sur la date d'entrée de chacun des associés.

Déjà attentifs aux simples membres, les Oblats ont tenu tout particulièrement à garder mémoire des dignitaires. Le père Jean-Louis Bergevin, au milieu de ce siècle, a eu accès à des sources perdues depuis, notamment à un grand nombre de cahiers des procès-verbaux des congrégations laïques. Dans ses Documents historiques, indispensables au chercheur, il a reconstitué avec beaucoup de soin la composition de plusieurs conseils. Demoiselles, hommes, jeunes

gens de 1871 à 1914, bibliothécaires de la congrégation des jeunes gens de 1872 à 1911, Tempérants à partir de 1877, Précurseurs après 1892, les nom, prénom et fonction de chacun des officiers nous sont connus année après année jusqu'à la première guerre. A peine si les prénoms de quelques hommes congréganistes sont parfois réduits à l'initiale: les directeurs des associations, auprès de qui le père Bergevin s'est directement informé, inscrivaient tout au long l'identité des élus.

Le corpus déjà considérable constitué par cet historien oblat peut en sus être complété pour d'autres groupes grâce au Bulletin paroissial principalement. De 1900 à 1914, la chorale de Saint-Pierre n'obéit qu'à un seul directeur, Charles-Emmett Wayland, et Joseph-Louis Bussièrès est le seul chef des zouaves. Après 1910 par ailleurs, le Bulletin paroissial publie toujours, sauf pour les Dames, -- c'est à se demander s'il y en avait chez elles --, le résultat des élections annuelles et la composition de chacun des conseils des congrégations. Nous avons ainsi appris les noms des officiers de la congrégation de Notre-Dame du Très Saint Sacrement, établie en 1910 pour les garçons de dix à seize ans, ceux des dignitaires du cercle Desormeaux de l'A.C.J.C. après 1910, ceux des conseillers de l'Association dramatique Saint-Pierre en 1913 de même que ceux des responsables du cercle de Mazenod de l'Association franco-américaine en 1910. Le Bulletin paroissial nous a aussi permis de compléter les archives de la société Saint-Jean-Baptiste

et de la société Saint-Vincent-de-Paul, qui nous avaient introduite auprès de certains officiers de la section locale et des conférences pour le XIXe siècle, et de rencontrer ainsi jusqu'en 1910 quelques-uns des principaux de ces deux groupes.

Enfin la consultation du Diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle nous a donné l'occasion de faire le point pour l'année 1900, pour le cercle Saint-Pierre d'une part, mais aussi pour ce qui concerne certaines sociétés de secours mutuels si liées aux Oblats qu'elles sont pour ainsi dire elles aussi des associations paroissiales: nous avons ici croisé les responsables de la section locale du comité CMBA du Canada et des cercles Saint-Pierre et Sainte-Marie de l'Alliance nationale. La source, malheureusement, se contente le plus souvent de n'indiquer que l'initiale du prénom de tous ces officiers.

Au total, donc, c'est grâce à près de mille six cents congréganistes, grâce aussi à quatre cent quatre-vingt-seize dignitaires, qui tous ensemble forment notre premier corpus, que nous avons pu approcher les laïques impliqués à Saint-Pierre entre 1870 et 1914. Malgré cette abondance, nous avons maintenu le questionnement ambitieux qui nous avait guidée dans la période antérieure.

Sur les congrégations elles-mêmes d'abord. Leurs membres sont-ils nombreux? Comment évolue le recrutement? Qui y adhère? Les associés sont-ils aussi les nantis de la paroisse? Sont-ils au contraire représentatifs, sous le rapport socio-professionnel, de l'ensemble des Saint-Pierrais? La situation est-elle semblable dans tous les groupes paroissiaux? Dans quelle mesure et dans quel rayon les congrégations attirent-elles aussi des non paroissiens? Comment évolue cette tendance au cours de la période?

Sur les dignitaires ensuite. Qui sont-ils? Des commerçants cossus qui poussent de vieilles racines dans Saint-Pierre? Des journaliers récemment arrivés à Montréal? Entre ces deux extrêmes, toutes les conditions sont représentées. Nous nous sommes interrogée sur le statut socio-professionnel et l'origine géographique de ce demi-millier d'individus. Nous avons questionné aussi le degré et la durée de leur implication dans les conseils des congrégations et reconstitué leur cursus dans les institutions paroissiales. Nous nous sommes, enfin, demandé quels liens de famille les unissent et avons voulu mesurer l'étendue, la signification et le poids des réseaux de familles militantes dans les oeuvres entre 1870 et 1914.

Comme à l'accoutumé nous avons alors fiché chaque individu rencontré dans nos sources: nom, prénom, presque toujours complet, profession et adresse lorsque mentionnées, raison de sa présence

dans le document, année d'apparition, année d'entrée dans la congrégation des hommes ou dans la Tempérance le cas échéant. Lorsqu'un même individu figurait dans diverses listes, nous avons ordonné chronologiquement les mentions le concernant. Dans quelques cas d'homonymie d'une liste à l'autre, quand il était d'emblée impossible de savoir s'il s'agissait d'un seul individu ou de deux, nous avons dressé deux fiches que nous avons brochées en attendant de pouvoir trancher.

Cela fait nous avons dans un premier temps concentré tous nos efforts sur l'origine géographique des dignitaires et les liens de parenté les unissant entre eux.

Fichier Loiselle, de nouveau, registres d'état civil de la paroisse Saint-Pierre après 1900, répertoires de mariages des paroisses Notre-Dame et Sainte-Brigide mais aussi de quarante-quatre autres paroisses de la ville et de la région de Montréal, fichier de l'état civil du district judiciaire de Montréal pour la période antérieure à 1900 et, quoique dans une moindre mesure, pour le XXe siècle également, tous ces outils ont été dépouillés aussi méthodiquement que possible.

Nous en avons tiré deux séries de renseignements.

D'abord sur le mariage proprement dit des dignitaires: lieu, date, nom du conjoint, nom des parents et des beaux-parents. En cas d'homonymie nous n'avons d'abord exclu nulle hypothèse. Des pères et des fils, des frères, des beaux-frères sont ainsi apparus; à l'occasion, nous apprenions qu'un officier avait épousé la veuve d'un autre. De là, nous avons cherché les mariages des parents et beaux-parents de tous les conseillers pour lesquels nous les connaissions: leurs grands-parents repérés, ceux de leur conjoint également, des cousins, des oncles et des neveux, des aïeux et des petits-fils se sont joints au groupe des parents du premier degré. Les besoins de la thèse se satisfaisant de cette démarche, nous avons, sauf rare exception, arrêté là une opération généalogique qui menaçait de nous mener jusqu'à Adam et Eve. Ainsi, les liens de parenté les plus significatifs, ceux des deux premiers degrés, directs ou par alliance, ont pu être établis avec une honnête certitude.

L'autre type d'informations touche la date et le lieu du baptême des dignitaires. Par souci d'exactitude, du moins autant que possible, nous avons attendu d'avoir identifié leurs parents avant de dépouiller le fichier des baptêmes des Archives nationales. Dans le cas des célibataires ou d'officiers trop jeunes pour s'être mariés avant la première guerre, cette enquête, vu l'absence des noms des parents, s'est avérée plus hasardeuse. Heureusement des indices indirects nous ont parfois guidée et ont permis d'éliminer

d'éventuels homonymes. Les associés de la congrégation Notre-Dame du Très Saint Sacrement ou des précurseurs de la tempérance sont obligatoirement âgés de moins de seize ans, et d'au moins cet âge les garçons studieux de l'A.C.J.C. et les fils pieux de la congrégation des jeunes gens. Somme toute, dans cette investigation sur les lieux de baptêmes, deux situations, seulement, ont présenté un risque réel: les baptêmes d'Enfants de Marie demeurées filles, ceux d'hommes veufs dont nous connaissions le second mariage mais pas le premier, qui seul précise les noms des parents. Nous avons décidé dans ces cas de ne pas tenter l'aventure et préféré inscrire "lieu de baptême inconnu" en regard de leur noms.

Puis nous avons une fois encore repris toutes nos fiches et confronté toutes les informations dont nous disposions sur la naissance et la famille de chaque dignitaire. Les parents dont nous l'avions gratifié s'étaient-ils vraiment mariés avant sa naissance? Le mariage que nous lui avions imposé était-il survenu à une date raisonnable par rapport à son âge? Des homonymes ont été éliminés, d'autres non, auquel cas nous avons procédé ainsi: si nos deux Emma Beaudoin, restées célibataires, étaient nées toutes deux à Montréal ou toutes deux à l'extérieur, nous avons gardé l'information; mais si l'une venait de la ville et l'autre d'un village de la plaine, nous avons inscrit "lieu de baptême inconnu". Même procédé pour le mariage de deux Joseph Giroux dont manifestement l'un était de trop: le nôtre est président des précurseurs de la tempérance en 1895-

1896, seul poste qui l'autorise à être âgé de plus de seize ans mais lui interdit quand même d'être marié. Le voilà membre de la congrégation des hommes à partir de 1897. Il s'est donc forcément présenté devant l'autel en 1896 ou au début de 1897. Or deux Joseph Giroux se sont mariés en premières noces dans le district judiciaire de Montréal à ce moment-là, tous deux dans la ville même de Montréal. Nous avons donc pointé ce tempérant dans la colonne des "mariés à Montréal" même si nous n'avons pu trancher définitivement son identité. Compte-tenu que les sources nous renseignent abondamment sur le cursus des dignitaires, il n'est plus resté en fin de course que onze de ces cas d'homonymie, dont dix parmi les conseillers peu actifs.

Cette enquête familiale, pour ardue qu'elle nous ait parfois semblé, ne laisse pas cependant de produire d'incalculables bénéfices. Non seulement, en effet, autorise-t-elle à déterminer la provenance géographique de notre demi-millier de dignitaires, avec précision s'ils sont nés dans le district judiciaire de Montréal, dans les autres cas en sachant au moins qu'ils n'y sont pas nés; non seulement favorise-t-elle l'analyse des relations de parenté parmi eux; mais encore, comme nous en témoignerons à l'instant, renforce-t-elle l'étude de leur statut socio-professionnel, étude qui forme le dernier volet de notre investigation sur les officiers des associations laïques.

Dans un premier temps nous avons, de nouveau, utilisé systématiquement les annuaires Lovell pour toutes les années qui nous intéressaient. L'annuaire de 1899-1900, par exemple, a servi à retrouver sans risque de méprise la profession des dignitaires de la Tempérance dont le catalogue de 1900 révèle l'adresse; il a en outre rendu possible la vérification des dires du manuel de la congrégation des hommes, qui date de la même année et qui, lui, mentionne la profession à côté de l'adresse de chaque membre et officier. Les cas d'homonymie étant relativement rares et la présomption de résidence dans la paroisse ou à ses limites encore une fois singulièrement forte pour les conseillers des congrégations laïques, le repérage et le jumelage entre les données du Lovell et celle du premier corpus s'est effectué aisément du moins pour les deux cent soixante-huit chefs de famille. Deux cent vingt-huit officiers, toutefois, sur les quatre cent quatre-vingt-seize, n'entrent pas dans cette catégorie: ce sont huit Dames de Sainte-Anne, quatre-vingt-onze Enfants de Marie, quarante-deux adolescents de dix à seize ans, quatre-vingt-sept garçons de plus de seize ans. Dans ces cas, il s'est avéré très précieux de connaître leur mari ou leur père grâce à l'enquête familiale que nous avons décrite: nous avons ainsi été à même de les relier avec beaucoup plus de probabilité à des chefs de ménage figurant dans l'annuaire. En cas d'homonymie, ici encore, nous avons reporté sur la fiche toutes les options offertes.

Cette étape terminée, notre fichier nous informait avec précision de l'adresse et de la profession des dignitaires de nos associations ou de celle de leur père ou de leur mari, mais nous interdisait encore tout classement socio-professionnel. Le catalogue de la congrégation des hommes, en 1900, avait beau distinguer entre les charpentiers et les maîtres-charpentiers, entre les bouchers et les maîtres-bouchers, ces indications, qui à première vue pouvaient sembler liées autant à l'âge qu'à la propriété, encore que les deux vont souvent de pair, méritaient examen. Dans les autres listes, ce mince indice, même, était absent. Nous avons donc entrepris de jumeler les individus de notre premier corpus avec la liste des travailleurs autonomes et des commerçants de la paroisse en 1871 puis en 1901, telle que l'enquête dans les rôles des valeurs locatives nous l'avaient fait constituer pour le chapitre II; et avec celles des propriétaires à ces deux moments.

Comme pour la période antérieure la principale difficulté a consisté à distinguer d'une part employés et patrons dans certains métiers comme bouchers, imprimeurs ou tailleurs, à séparer d'autre part artisans et travailleurs dans plusieurs autres, tels charpentiers, charretiers, plâtriers ou forgerons. Contrairement à l'époque des débuts, toutefois, la dépréciation générale de la condition sociale des Saint-Pierrais et l'amoindrissement

significatif du travail autonome dans plusieurs secteurs d'activités ont réduit sensiblement la marge d'incertitude.

Nous avons placé parmi les commerçants et les artisans a) tous ceux pour qui le doute est impossible, surtout parce que le Lovell indique l'adresse du domicile à côté de celle du commerce; b) ceux qui, en 1871 ou en 1901, louent ou possèdent dans la paroisse un espace nécessaire à leur profession; c) ceux qui, aux mêmes moments, sont propriétaires d'au moins une maison dans Saint-Pierre.

Tous les dignitaires ne remplissent pas ces deux dernières conditions, et tous les autres qui étaient manifestement des salariés, ont été quant à eux inscrits avec les ouvriers et les employés.

Ne restaient finalement qu'une quinzaine de cas incertains.

Nous avons, par ailleurs, procédé de la même façon pour établir le profil socio-professionnel des membres des associations paroissiales: recherche dans les annuaires, confrontation le cas échéant avec les données tirées des sources, comparaisons avec notre enquête sur les chefs de ménages de 1901. A ce propos, il faut saluer la coïncidence entre cette investigation pour 1901 et la date de 1900, à laquelle ont été dressés nos deux catalogues de membres les plus importants, celui des hommes congréganistes et celui des

tempérants. Notre assurance s'en est trouvée grandie pour estimer le poids des diverses catégories socio-professionnelles dans ces deux groupes masculins, grandie mais aussi tempérée par les vérifications moindres auxquelles ont été soumis les membres non paroissiens.

Au terme de cette longue présentation des sources et de la méthode par laquelle nous avons circonvenu notre corpus de membres et de dignitaires, les remarques qui concluaient cette section du précédent chapitre valent de nouveau pour celui-ci. Malgré notre désir de limiter l'erreur et l'arbitraire, la prudence, cette fois encore, s'impose dans cette entreprise de mieux connaître les laïques impliqués dans les associations paroissiales entre 1870 et 1914.

2) Les membres

Dix mille Saint-Pierrais en 1871¹³⁰, sept mille quatre cents en 1901¹³¹, de nouveau dix mille en 1905¹³², huit mille quatre cents en

¹³⁰ Ce nombre représente la population catholique canadienne-française de la partie sud du faubourg Québec, telle qu'évaluée au début du chapitre II. Voir notes 9, 10 et 12.

¹³¹ Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1901, ACAM, 350.102/901.6.

¹³² En fait 10 473, selon l'Etat de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre de Montréal pour l'année 1905, ACAM, 350.102/905.95.

1914¹³³: durant ces quarante et quelques années, en somme, la tendance est au maintien, voire au fléchissement de leur nombre. En 1866 Saint-Jacques devient paroisse, l'année suivante naît Sainte-Brigide puis à son tour Sacré-Coeur-de-Jésus, en 1875. L'ancienne cathédrale, les églises nouvellement bâties, à mesure qu'elles sont ouvertes au culte et qu'une vie paroissiale prend forme autour d'elles, disputent aux Oblats une partie de leurs ouailles. Il faut l'énorme accroissement démographique du secteur pour que les missionnaires, sur un territoire incertain et grugé par les paroisses voisines, réussissent à en conserver tout de même de huit à dix mille avant 1900. A cette date, le décret de fondation de Saint-Pierre, qui enferme leur ministère dans des limites plus étroites que leur influence réelle¹³⁴, fait chuter brusquement le nombre de leurs paroissiens officiels. L'agrandissement de 1904 le rétablit provisoirement mais les expropriations ferroviaires et l'exode vers les quartiers du nord, qui s'amplifient par la suite, le font à nouveau déprimer, cette fois sans retour.

¹³³ Plus précisément 8 408, une fois retirés les soixante-dix-neuf pères, frères et religieuses vivant cette année-là dans la paroisse. Etat de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre de Montréal pour l'année 1914, ACAM, 305.102/914.76.

¹³⁴ Nous aurons plus loin l'occasion de démontrer qu'au moment du décret de fondation, en 1900, plusieurs centaines de congréganistes habitent sur la bordure extérieure des frontières de la nouvelle paroisse. C'est du reste en se réclamant de la persévérance de ces fidèles envers Saint-Pierre que les Oblats sollicitent sans relâche après 1900 auprès des autorités archiépiscopales un élargissement de leur territoire.

En dépit de ces conditions défavorables, les pères, sachant combien leur oeuvre dans le faubourg "se repose avant tout sur les congrégations qu'ils ont fondées [et combien] tout ce qui se fait en ce sens ne peut que fortifier leur ascendant sur ce quartier et faciliter le bien des âmes"¹³⁵, se préparent à l'orée des années 1870 à encadrer encore davantage la foi de leurs fidèles, et le désir qu'ils ont de l'exprimer dans des manifestations collectives. Entre 1870 et 1914 il se fonde à Saint-Pierre, en sus de ce qui existait déjà et qui se consolide, quatre confréries pieuses, quatre congrégations laïques, une conférence de la société Saint-Vincent-de-Paul, une section de la société Saint-Jean-Baptiste et une chorale paroissiale.

Les Saint-Pierrais, en premier lieu, se rassemblent dans les confréries pieuses. Les deux confréries christiques érigées dès l'arrivée des Oblats continuent de recuter dans les décennies suivantes. A vrai dire, le sort de l'archiconfrérie du Sacré-Coeur demeure inconnu. Peut-être est-elle, selon le voeu du chapitre général de 1898, associée au mouvement de piété de Pontmain est reliée à l'oeuvre de Montmartre dont les Oblats ont la charge à Paris jusqu'en 1903¹³⁶. Peut-être se fond-elle plutôt vers la fin

¹³⁵ Lettre du R.P. Florent Vandenberghe au supérieur général, Montréal, 1er décembre 1870, citée par G. Carrière, o.m.i., op. cit., VI, 28.

¹³⁶ Donat Levasseur, o.m.i., Histoire des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée. Essai de synthèse, Montréal, Maison provinciale, tome I, 1983, 185-6.

du XIXe siècle avec la garde d'honneur du Sacré-Coeur. En 1892, cette dernière compte de sept à huit cents membres¹³⁷, qui s'engagent, en gros, à venir passer une heure chaque premier vendredi du mois devant le Sacré-Coeur exposé dans l'église.

Plus populaire encore la dévotion mariale, à Saint-Pierre comme ailleurs dans le monde catholique. Présente ici par les confréries du Scapulaire et celles du Rosaire. Entre 1902 et 1908, la confrérie du Scapulaire bleu, dit de l'Immaculée-Conception, recueille deux mille trois cent soixante et onze inscriptions¹³⁸, hommes, femmes et enfants souvent agrégés par famille entières. L'équivalent du quart de la paroisse, ce n'est pas encore assez aux yeux des missionnaires et déçus, ils décident en 1908 d'interrompre le recrutement, tout comme ils l'avaient déjà fait en 1892 pour la confrérie du Scapulaire du Mont-Carmel, au membership aussi

¹³⁷ Joseph Jodoin, o.m.i., Rapport de la maison Saint-Pierre de Montréal, 1892, manuscrit, 2 p., M.P., 2D1/8.2.

¹³⁸ Erection de la confrérie du Scapulaire bleu, dit de l'Immaculée Conception, dans l'église Saint-Pierre, par Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal, Montréal, 1er février 1902, M.P. O.M.I., 2D1/13.2. Ce cahier s'ouvre avec le mandement d'érection. Il comporte 33 pages manuscrites sur lesquelles sont consignés par ordre chronologique d'entrée les noms et prénoms de tous les associés. Avec une moyenne annuelle de 629 adhérents entre 1902 et 1904 inclusivement, les premières années de cette nouvelle confrérie sont assurément les meilleures. De 1905 à 1908, la moyenne des entrées pique du nez à 121. C'est sans doute ce qui incite les missionnaires à conclure leur cahier, en 1908, sur cette phrase lapidaire: "on ne demande plus d'inscriptions".

insatisfaisant¹³⁹! Ils concentrent plutôt leurs efforts sur la dévotion au Rosaire, qui leur procure un tout autre contentement. En effet, dès sa fondation en 1884, la confrérie du Très Saint Rosaire attire environ quatre mille associés¹⁴⁰, dont on peut d'autant plus justement présumer qu'ils résident tous dans Saint-Pierre que les paroisses limitrophes de Sainte-Brigide et de Saint-Jacques sont elles-mêmes dotées d'une telle confrérie depuis la fin des années 1860¹⁴¹. Sa popularité ne fait que grandir par la suite:

Nous sommes heureux de signaler encore le grand bien que fait ici la confrérie du Saint-Rosaire. Les réunions et les communions de chaque mois sont toujours très nombreuses et le chapelet qui, de tout temps, a été une des dévotions favorites de ce pays, se popularise chaque jour davantage.¹⁴²

¹³⁹ Erection de la confrérie du Saint-Scapulaire du Mont-Carmel dans l'église Saint-Pierre à Montréal, par Mgr Ch.-Edouard Fabre, archevêque de Montréal, Montréal, 5 janvier 1890, M.P. O.M.I., 2D1/13.1. Cette confrérie existait sans doute depuis 1879; en effet, au moment de sa fondation officielle en 1890, on demande aux gens reçus depuis onze ans de bien vouloir remettre leurs noms. Aucun d'entre eux ne nous est malheureusement parvenu. G. Carrière, o.m.i., op. cit., 45. Brigitte Caulier mentionne que la dévotion au Scapulaire, malgré un recrutement généralement assez bon, cède peu à peu du terrain à Montréal au profit du Rosaire; voir Les confréries de dévotion à Montréal du 17^e au 19^e siècle, thèse de Ph.D. (histoire), Université de Montréal, 1986, 37.

¹⁴⁰ Codex historicus, I, 322, 7 septembre 1884.

¹⁴¹ B. Caulier, op. cit., 458 et 459.

¹⁴² Lettre du R.P. Joseph Lefebvre au supérieur général, Montréal, 25 février 1887, citée par G. Carrière, o.m.i., op. cit., 47.

Au point que cinq ans plus tard, en 1889, les pères décident d'ériger une autre confrérie mariale, l'association du Rosaire perpétuel. Mais la dévotion au Rosaire, avec ses exercices publics des mois de mai et octobre, sa grande procession extérieure d'octobre qui couronne les petites processions mensuelles dans l'église, sa garde d'honneur de la Vierge tous les 29 du mois et sa récitation quotidienne du chapelet, en privé ou à l'église, reste si attirante que la nouvelle association ne réussit qu'à soulager de peu son aînée, dont le nombre de membres se stabilise à trois mille entre 1890 et 1910¹⁴³. Après la fusion, dans la première décennie du XXe siècle de ces deux confréries mariales, il reste donc à Saint-Pierre à la veille de la première guerre mondiale deux associations pieuses en pleine vitalité: la garde d'honneur et le Rosaire.

Non contents de s'enrôler massivement dans les confréries, les Saint-Pierrais s'inscrivent aussi très volontiers dans les congrégations laïques. Les unes comme les autres visent en premier lieu la sanctification personnelle de leurs membres; mais les congrégations sont plus que des groupes de dévotion puisqu'elles

¹⁴³ Dans le rapport cité à la note 136, le père Jodoin estime à 3 000 le nombre de confrères du Rosaire dans Saint-Pierre. C'est ce même nombre que fournissent, sans doute un peu machinalement, les rapports du curé à l'évêque entre 1905 et 1908. Etat de la paroisse Saint-Pierre de Montréal pour l'année 1905, pour l'année 1906, pour 1907, pour 1908, ACAM, 350.102/905.94, 350.102/906.101, 350.102/907.106 et 350.102/908.109.

participent activement, on l'a vu, à la vie et aux oeuvres paroissiales.

Comme l'atteste le tableau VIII, entre 1870 et 1910 dates rondes, les rangs partout s'étoffent. La congrégation des Jeunes Gens passe de cent trente à trois cents membres, ce qui reste peu: il est difficile, même à la fin du XIXe siècle, d'exiger un surplus de ferveur chez des garçons de vingt ans. Un an après la fondation à leur intention, en 1910, de la congrégation de Notre-Dame du Très Saint Sacrement, les adolescents de dix à seize ans, en revanche, s'y comptent déjà à plus de cinq cents¹⁴⁴. La congrégation des hommes, de son côté, augmente de deux cent cinquante à six cents membres durant la période. En 1900, pour ne donner qu'un seul exemple, environ un chef de famille de Saint-Pierre sur sept, parmi les non encore agrégés¹⁴⁵, est admis dans la congrégation du Très

¹⁴⁴ A vrai dire, cette congrégation avait été fondée en 1887 sous le nom de congrégation de la Sainte-Vierge, à l'intention des élèves des frères maristes, en charge de l'école Saint-Pierre depuis l'année précédente. Le changement de nom intervient en 1910 suite au décret de Pie X permettant la communion fréquente: on modifie alors le but de la congrégation en y ajoutant la dévotion à l'eucharistie et dès lors on modifie aussi son nom. Voir Cinquantenaire de la fondation de l'école Saint-Pierre, 1886-1936, imprimé, 1936, 40 p., Archives provinciales des Frères Maristes, province d'Iberville.

¹⁴⁵ Il s'agit d'une estimation. Pour l'obtenir il a fallu déterminer deux termes: le nombre des Saint-Pierrais qui sont entrés en 1900 dans la congrégation des hommes, celui des chefs de ménages masculins canadiens-français dans Saint-Pierre cette année-là. Le premier calcul s'effectue aisément. En effet, le catalogue de 1900 nous indique l'adresse et l'année d'admission de chacun des congréganistes: parmi la cuvée de 1900, il a suffi de compter les paroissiens, qui sont 167. Le second, en revanche, ne devient

Saint Coeur de Marie alors qu'au total, anciens et nouveaux membres réunis, entre le quart et le tiers¹⁴⁶ de tous les hommes mariés de la paroisse sont congréganistes. En trente ans, quant à elle, la Tempérance explose: de cent quatre-vingts à mille deux cents membres, adultes et précurseurs confondus. Dans les associations féminines, même profil. Les Enfants de Marie sont mille où elles étaient six cents et en 1911, presque une jeune épousée de Saint-Pierre sur trois appartient aux Filles de l'Immaculée-Conception¹⁴⁷. Les Dames de Sainte-Anne, enfin, imbattables et de loin, atteignent une fois de plus les deux mille membres en 1908, alors que la

simple qu'une fois qu'on s'est décidé à considérer comme valables pour 1900 des données qui sont en fait de 1901. Les rôles des valeurs locatives recensent à cette dernière date 1 462 hommes chefs de ménages canadiens-français dans Saint-Pierre. Parmi eux, le catalogue en donne 258 déjà congréganistes avant 1900. Reste donc 1 204. 167 sur 1 204 donne 13,87% ou un sur sept. Voir Manuel de la Congrégation des Hommes du Très Saint-Coeur de Marie. Eglise Saint-Pierre, Montréal, imprimé, 1900, 13-32, M.P. O.M.I., 2D1/14.1; Rôles des valeurs locatives, quartiers Saint-Jacques sud et Sainte-Marie ouest, 1901, AMM.

¹⁴⁶ Le catalogue mentionné à la note précédente affirme que la congrégation des hommes compte alors 841 membres; il n'en identifie cependant que 792. Parmi les 746 dont on connaît l'adresse, 400 habitent à l'intérieur des étroites frontières de la paroisse nouvellement fondée. En appliquant aux 46 autres la même proportion de Saint-Pierrais, on obtient 425 paroissiens sur 792 congréganistes. Ce nombre nous apparaît d'autant plus sûr qu'il correspond presque parfaitement à celui de 430 rapporté pour 1900 dans Le diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle (voir tableau VIII). Il représente 29,07% des 1 462 hommes canadiens-français chefs de famille de Saint-Pierre recensés dans les rôles des valeurs locatives.

¹⁴⁷ En 1911, 135 mariages sont célébrés à Saint-Pierre. De ce nombre, 115 impliquent une paroissienne qui se marie pour la première fois. Parmi elles, 33 sont Enfants de Marie (29,70%). Registre des publications de bans, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 1911.

TABLEAU VIII

EFFECTIFS DES CONGREGATIONS LAIQUES, SAINT-PIERRE-APOTRE, 1870-1912

SOURCE	ANNEE EM	DSA	H	JG	TEMP	PREC. ADO.
<u>Notice historique sur la congr. des J.G., M.P. O.M.I. 2D1/11.1</u>	1870			50		
<u>Lettre de Antoine à Aubert, Montréal, 11-08-1872 M.P. O.M.I. BA25/1</u>	1872	600	250			
<u>Lettre de Tortel à la maison générale, cité par Carrière, VI, 33, 37 et 40</u>	1874	700	1500	130		
<u>Codex historicus, I 320</u>	1876			250		
<u>Cahier d'annonces de la Société de Tempérance, I, 18</u>	1877				180	
<u>Minutes de la congr. des J.G., 152-153, cité dans Doc. hist., II-B, 892</u>	1879			308		
<u>Acte de la visite du R.P. Soullier, M.P. O.M.I. BM/997</u>	1884	1600			550	
<u>Cahier d'annonces de la Société de Tempérance, I, 46</u>	1885				443	
<u>Codex historicus, I, 338, juillet 1886</u>	1886	2000				
<u>Minutes de la congr. des J.G., II, 46. cité dans Doc. hist., II-B, 892</u>	1886			560		
<u>Cahier d'annonces de la Société de Tempérance, I, 64</u>	1887				en moy. 440 depuis 10 ans	
<u>Documents historiques, II-B, 892</u>	1890			600		
<u>Cahier d'annonces de la Société de Tempérance, I, 150</u>	1891				458	

TABLEAU VIII

EFFECTIFS DES CONGREGATIONS LAIQUES, SAINT-PIERRE-APOTRE, 1870-1912 (suite)

SOURCE	ANNEE EM	DSA	H	JG	TEMP	PREC. ADO.
<u>Cahier d'annonces de la Société de Tempérance, I, 163</u>	1892				509	
<u>Rapport de la maison Saint-Pierre, M.P. O.M.I. 2D1/8.2</u>	1892	1000	2000	450	300	500 200
<u>Le Diocèse de Montréal à la fin du XIXe s., 292-293</u>	1900	900	1800	430	350	800 250
<u>Manuel de la congr. des hommes, M.P. O.M.I. 2D1/14.1</u>	1900		841 (425)			
<u>Prônes du directeur de la congr. des hommes, 8 février</u>	1903		525			
<u>Prônes du directeur des E.M., 31 décembre</u>	1905	1015				
<u>Etat de la paroisse Saint-Pierre, ACAM 350.102/906.101</u>	1906	800	1550	700	250	1150
<u>Prônes du directeur des E.M.</u>	1906	1000 en règle				
<u>Prônes du directeur des E.M.</u>	1907	1099 en règle				
<u>Etat de la paroisse Saint-Pierre, ACAM 350.102/908.109</u>	1908	1000	2000	600	300	1200
<u>Prônes du directeur des E.M., 18 octobre</u>	1908	980				
<u>Bulletin paroissial, I, 32 16 octobre</u>	1910					300
<u>Bulletin paroissial, II, 45 14 janvier</u>	1912					530

paroisse compte cette année-là deux mille soixante-huit familles canadiennes-françaises¹⁴⁸. Comment interpréter tous ces chiffres?

Malgré la diversité des sources utilisées dans la réalisation du tableau VIII, toutes, en dernière analyse, renvoient aux directeurs des congrégations. C'est à eux, en effet, qu'incombe la tâche des dénombrements. Toute la question de la validité des effectifs se résume donc à savoir comment ils évaluent leurs troupes.

Or, d'après les informations parcellaires que nous avons recueillies, il semble que les directeurs reconnaissent généralement parmi les membres non seulement ceux qui se sont acquittés de leur contribution pour l'année en cours mais également ceux qui cumulent des arrérages d'un ou deux ans.

Afin de forcer un peu la main des négligents, les pères grondent et ne cessent de les menacer de les priver de leur service de congrégation advenant leur décès subit:

Ce n'est pas lorsqu'on est dangeureusement malade que l'on doit payer sa contribution. Vouloir payer alors, c'est faire comme celui qui veut faire assurer sa maison lorsqu'elle est déjà en feu. Que l'on paie dans le temps assigné par le Manuel, c'est fort bien, mais se laisser arriérer et attendre que l'on soit mourant pour envoyer sa contribution au trésorier, je vous préviens que cela ne doit

¹⁴⁸ Etat de la paroisse Saint-Pierre de Montréal pour 1908, op. cit..

pas se faire et que les contributions offertes sous de telles circonstances seront refusées.¹⁴⁹

De tels propos n'effraient cependant personne car dans les faits on sait bien que les missionnaires se montrent compréhensifs: "Dame Sophie Poirier, veuve Aimé Dugast, décédée 22 courant à 78 ans, congréganiste de Sainte-Anne. Son service sera annoncé dès l'arrivée de son reçu"¹⁵⁰. Plusieurs congrégations ont été fondées en hiver. Le temps du renouvellement des cotisations survient donc en plein durant la période de fort chômage saisonnier et les pères savent que les familles éprouvent alors des difficultés à trouver les vingt-cinq ou cinquante cents qui les rendraient quitte aux yeux des trésoriers. Hormis, donc, l'inflexible père Arthur Bernèche, à la tête une première fois entre 1905 et 1909 de la congrégation des Enfants de Marie et pour qui on est "en règle" ou à la porte, les directeurs sont généralement coulants. Celui de la congrégation des hommes, le père Aldéric Desilets, par exemple: sur les cinq cent vingt-cinq membres qu'il recense au 1er janvier 1903, seuls trois cent cinquante-six ont payé pour 1902, cent trente et un doivent l'année écoulée, et trente-huit 1901 et 1902¹⁵¹. En novembre 1903,

¹⁴⁹ Cahier de prênes de la congrégation des Jeunes Gens, 23 octobre 1902.

¹⁵⁰ Cahier des prênes dominicaux, I, 23 février 1902.

¹⁵¹ Cahier de prênes de la congrégation des hommes, 8 février 1903.

nouveaux comptes: "environ 300 membres ont payé contribution; encore 250 qui n'ont pas payé. Négligence"¹⁵².

Au total, donc, les chiffres avancés dans le tableau VIII nous paraissent fiables à la condition de ne pas exiger des congréganistes ce que leurs directeurs n'exigeaient pas eux-mêmes, à savoir qu'ils s'acquittent régulièrement de leur contribution annuelle.

Ces congréganistes, par ailleurs, résident-ils tous dans la paroisse? Non, encore que le nombre des membres de l'extérieur varie notablement selon les associations.

Prenons le cas de la société de tempérance. Son objet spécifique la distingue des groupes à vocation proprement paroissiale. Pourtant les missionnaires l'ont toujours considérée tout à fait parmi les congrégations de Saint-Pierre car ses membres, majoritairement, sont aussi leurs paroissiens. En 1877, ses premiers associés lui viennent des congrégations des hommes et des jeunes gens, pour ainsi dire tous Saint-Pierrais¹⁵³. Dès lors le ton est donné. "Le règlement exige qu'on assiste [à l'assemblée mensuelle]. Règle facile. Un peu d'exercice ne fait pas de tort à

¹⁵² Ibid., 15 novembre 1903.

¹⁵³ G. Carrière, o.m.i., Histoire documentaire..., op. cit., VI, 41.

la santé, les rues sont en assez bon état, bien éclairées"¹⁵⁴: de telles remarques, qui reviennent fréquemment et laissent entendre qu'on se rend à pied, si l'on y va, aux réunions de la société, nous induisent à conclure à un recrutement plutôt local. Sa renommée, toutefois, finit par attirer aussi les autres Montréalais. Le catalogue de l'année 1900 confirme que la Tempérance a commencé à recruter par toute la ville. A cause des réticences des membres à livrer leur adresse, ce dont se plaignent constamment les directeurs successifs, ce bottin, malheureusement, n'est qu'à moitié complet. Seuls quatre cent dix des huit cents associés¹⁵⁵ y figurent. Seize parmi eux habitent à l'extérieur de Montréal, parfois même très loin, à Saint-Lin des Laurentides, à Malone, Etat de New-York ou à Saint-Boniface au Manitoba. Deux cent quarante vivent dans tous les quartiers de la ville, à Saint-Henri comme à Hochelaga et des vieilles rues du centre jusqu'au Mile End. Et cent cinquante-quatre autres, à peine 38% de l'ensemble, sont des Saint-Pierrais. Il faut néanmoins corriger rapidement cette évaluation. D'une part, en effet, cent trois membres résident juste aux frontières de l'étroite paroisse nouvellement fondée, entre Champlain et Panet à l'est, entre Demontigny et Logan au nord, entre Amherst et Saint-Timothée à

¹⁵⁴ Cahier d'annonces... Tempérance, I, 118, 16 novembre 1890.

¹⁵⁵ Nous reconnaissons d'autant plus volontiers cette estimation tirée du Diocèse de Montréal... (voir tableau VIII) que le catalogue de la société pour l'année suivante la porte à 1 100 membres, adultes et précurseurs confondus. Catalogue de la société de Tempérance, église Saint-Pierre, 1900-1901, imprimé, 3, M.P. O.M.I., 2D1/12.5.

l'est, cette dernière portion étant incorporée à Saint-Pierre dès 1904. Tous près des deux-tiers de ceux qui ont consenti à révéler leur adresse sont donc des fidèles des Oblats, deux cent cinquante-sept sur quatre cent dix. Malgré tout la tendance observée en 1900 reste significative. Saint-Pierre est au centre-ville, sa société de tempérance y est active et réputée: la fanfare du père Octave Pelletier, dans les années 1890, son choeur de chant, la campagne contre l'ivrognerie qu'entreprend en 1905 Mgr Bruchesi¹⁵⁶ font que des hommes de tous les coins de la ville vont y affluer.

Rattachée d'abord à une église sans territoire puis à une paroisse sans fabrique les congrégations laïques, de leur côté, jouent le rôle crucial que nous savons dans l'entretien du temple et le soutien des oeuvres paroissiales. Or à vocation locale, recrutement local, et d'autant plus local que dans le dernier tiers du XIXe siècle toutes les paroisses alentour se dotent l'une après l'autre de telles associations¹⁵⁷. Entre août 1881 et novembre 1883, cent quarante-deux jeunes hommes, tout juste mariés, sollicitent leur admission dans la congrégation du Très Saint Coeur de Marie; tous habitent à moins de cinq à sept minutes de marche de

¹⁵⁶ En 1905 et 1906 on parle partout de cette campagne de l'évêque contre l'intempérance. La Presse, Le Moniteur du commerce la commentent, des industriels comme Charles M. Hayes, du Grand Tronc ou sir Thomas Shaughnessy du Canadian Pacific y souscrivent publiquement. Voir ACAM, 782.003, Tempérance.

¹⁵⁷ B. Caulier, op. cit., 458, 459 et 461.

l'église¹⁵⁸. Des trente-trois Enfants de Marie, par ailleurs, qui célèbrent leurs noces à Saint-Pierre en 1911, vingt-huit sont des paroissiennes et les autres, maintenant de Saint-Jacques ou de Sainte-Brigide, l'étaient encore peu auparavant. En 1900, enfin, quatre cents des sept cent quarante-six membres de la congrégation des hommes dont nous connaissons l'adresse habitent Saint-Pierre, un maigre 54%. Ce sont eux qui paraissent au tableau VIII et eux qui ont servi de base pour le calcul de la proportion de congréganistes parmi les hommes mariés de la paroisse. Pourtant six cent quarante et un d'entre eux, soit 86%¹⁵⁹, franchissent en moins de huit minutes à pied la distance entre leur domicile et l'église. La plupart des autres hommes congréganistes, du reste, sont d'anciens fidèles des Oblats, certains même très actifs en leur temps: ils

¹⁵⁸ Cahier de prônes de la congrégation des Jeunes Gens, août 1881 à novembre 1883, 80 p.; se rendre du domicile à l'église à pied prend, en 1907, "de huit à dix minutes pour les plus loins", Etat de la paroisse Saint-Pierre pour 1907, ACAM, 350.102/907.106. Le plus loin, à cette date, c'est l'angle des rues Saint-André et Demontigny. En 1881-1883, nos jeunes hommes résident tous plus près que cela de l'église. La moitié vivent sur les rues Visitation, Wolfe, Montcalm et Panet, tandis que les dix-sept plus éloignés habitent sur Champlain, Plessis, Robin, Lafontaine, Jacques-Cartier [Saint-Timothée] et Campeau [Saint-André sud].

¹⁵⁹ Manuel de la congrégation des hommes..., op. cit.; ce catalogue nous indique que la congrégation compte à cette date 841 membres, mais ne donne les noms que de 792 et l'adresse que de 746 d'entre eux. Outre les 400 qui résident de façon connue à l'intérieur du territoire de Saint-Pierre, trente-neuf habitent entre Amherst et Saint-André, du fleuve à la rue Sainte-Catherine. Ces quadrilatères seront annexés en 1904 à la paroisse. Par ailleurs, 148 autres congréganistes résident à moins d'un coin de rue des frontières de la paroisse telles qu'établies en 1900 et 54 à moins de deux coins de rues vers l'est ou le nord. Ainsi, 641 adresses sur 746, soit 85,92%, sont situées dans un rayon très étroit autour de l'église.

n'ont pas voulu, en déménageant dans d'autres quartiers, couper tous leurs liens avec leur ancienne église ni se priver du service funèbre offert par la congrégation, ce service dont ils peuvent imaginer pour eux-mêmes le déroulement dans tous ses détails tant ils y ont participé souvent pour leurs confrères décédés avant eux. C'est le cas de François-Xavier Beaudry, marchand que nous avons déjà rencontré au chapitre précédent, retraité sur la rue Saint-Hubert et membre depuis 1866, d'Edmond Desmarais, ancien manufacturier désormais à Saint-Lin, membre depuis 1873, de Sévère Lafleur, boulanger rue Champlain, membre depuis 1874 et de bien d'autres encore.

Ces quelques exemples illustrent le caractère essentiellement local du recrutement des congrégations laïques. Contrairement à ce qui a été observé dans la société de tempérance, il y a tout lieu de croire que cette nette prédominance des Saint-Pierrais s'accroît encore ici après 1900 puisque de chapelle publique l'église devient simplement paroissiale.

Notons par ailleurs, afin de compléter ce commentaire du tableau VIII, que les congrégations laïques masculines et la société de Tempérance suivent chacune leur chemin sans que leurs membres ne se croisent vraiment. Des mille deux cent deux noms que renferment pour 1900 les catalogues de la Tempérance et de la congrégation des hommes, à peine soixante-quatorze sont communs aux deux listes. En

ne retenant même que les seuls résidents de Saint-Pierre, tels que les définissent les limites de 1900, trente-sept congréganistes du Très Saint Coeur de Marie, sur quatre cent vingt-cinq, adhèrent en même temps à la société de Tempérance, soit 8,7%¹⁶⁰.

On aura remarqué que les congrégations laïques à vocation proprement paroissiale réunissent leurs membres sur la base de leur sexe, de leur état matrimonial voire, chez les garçons, de leur âge. Cela rend tout à fait impossible les adhésions multiples. Sauf pour ce qui regarde les deux groupes de la tempérance, et encore on vient de voir qu'ils sont somme toute assez indépendants des associations masculines, les chiffres du tableau VIII représentent donc, pour chaque année, des individus réellement distincts dont aucun ne peut figurer à la fois dans deux colonnes. Ainsi, en 1908, pour ne donner qu'un seul exemple, non comptés les tempérants, un Saint-Pierrais sur deux en âge de communier, davantage chez les épouses,

¹⁶⁰ Nous avons supposé que les membres de la société de Tempérance qui n'ont pas livré leur adresse personnelle à leur directeur ne faisaient pas partie de la congrégation des hommes. Pourquoi, en effet, auraient-ils refusé à l'un le renseignement qu'ils ont donné à l'autre, en sachant que les catalogues des membres étaient imprimés? C'est ainsi que nous sommes parvenue à fixer le pourcentage d'hommes congréganistes également tempérants. Par contre l'opération inverse n'est pas possible: ne connaissant pas exactement le nombre de tempérants résidant dans les limites de la paroisse, la proportion de ceux qui sont en plus congréganistes ne peut être établie.

moins chez les maris et surtout chez les jeunes gens, appartient aux congrégations laïques¹⁶¹. Cela en dit long sur leur popularité.

A plusieurs égards par ailleurs, les congrégations apparaissent comme des mouvements ouverts et souples.

Le roulement des membres, d'abord, y est continu, ce qui tend à amoindrir l'éventuel soupçon qu'à la pression sociale serait imputable la faveur dont elles jouissent. Inévitable dans les groupes de jeunes, destinés à les quitter au moment du mariage, ce remplacement des membres caractérise aussi les associations d'adultes.

En 1887, à l'occasion du dixième anniversaire de la société de Tempérance, le père Ludger Lauzon, son fondateur et directeur durant toute la décennie, entreprend de faire le point sur cette question. En dix ans la société s'est maintenue avec un nombre annuel moyen de quatre cent quarante membres, non comptés les précurseurs; dans le même temps, continue-t-il, mille deux cent quarante hommes y sont

¹⁶¹ Etat de la paroisse Saint-Pierre de Montréal pour 1908, ACAM 350.102/908.109. Le curé rapporte 6 346 paroissiens en âge de communier; le total des membres des congrégations donne 3 900, tempérance non incluse. En supposant que 80 à 85% d'entre eux habitent le territoire de la paroisse, supposition qu'autorisent les estimations effectuées à partir des Registres de publications de bans pour l'année 1911 et du Manuel de la Congrégation des hommes..., on obtient de 3 100 à 3 300 congréganistes dans Saint-Pierre, soit environ la moitié de la population âgée de plus de dix ans.

entrés¹⁶². C'est donc dire que chacun y est resté une moyenne de deux ans et dix mois. Une moyenne en effet, et qui cache deux types de tempérants: les étoiles filantes et les persévérants. Le plus grand nombre abandonne après quelques mois: on doit déménager, on trouve l'abstinence trop difficile ou, simplement, on ne se plaît pas dans la société. Déjà, pour ces mêmes raisons, les trois-quarts des aspirants s'étaient désistés avant la fin des trois mois de probation précédant l'admission: quatre mille sept cent douze hommes, précise encore le père Lauzon, se sont présentés à lui au cours de ces dix ans, si bien qu'il faut trente-huit aspirants pour donner dix membres. A l'inverse, d'autres associés persistent lustre après lustre. Le catalogue de 1898-1899¹⁶³ indique en effet que quarante-six des cent trente-neuf membres fondateurs, une faible partie des effectifs de la Tempérance en cette fin de siècle, mais le tiers tout de même du noyau premier, cotisent cette année-là pour la vingt-deuxième année consécutive.

La congrégation des hommes vit une situation semblable. Son directeur recrute presque tous les approbanistes de l'année au moment bien émouvant de la retraite: "25 décembre. La retraite des hommes a été suivie avec entrain, la clôture a été imposante et les résultats consolants. Grand nombre d'hommes ont donné leur nom pour

¹⁶² Cahier d'annonces... Tempérance, I, 20 mars 1887, 63-64.

¹⁶³ Catalogue de la société de Tempérance pour l'année 1898-1899, cité dans J.-L. Bergevin, o.m.i., Documents historiques, op. cit., II-B, 1009.

la congrégation et la Tempérance"¹⁶⁴. Le Manuel de 1900 nous donne quelques indications supplémentaires. Des sept cent quatre-vingt-cinq membres pour lesquels il précise la date d'introduction dans la congrégation du Saint Coeur de Marie, deux cent quatre-vingt-dix-sept, soit près de 38%, ont été admis dans l'année même. En supposant qu'un nombre égal d'approbanistes ait été reçus membres en 1899, force est de constater qu'au-delà de 80% d'entre eux ont rapidement déserté: il n'en reste plus que cinquante-six après un an. Ce cap passé, la situation se stabilise. Faute de données, il est impossible de calculer la durée moyenne du passage dans la congrégation de tous les membres; le catalogue de 1900 n'a conservé en effet que les noms de ceux qui ont persévéré jusqu'à cette date. Nous pouvons néanmoins constater que deux cents des membres de cette année-là, le quart du total, compte plus de dix ans de congrégation et trois cent vingt-huit, soit 42%, plus de cinq ans. Nous voulons voir là un signe de l'attachement que lui portent ces pères de famille.

Ils ont beau être membres et membres somme toute assez fidèles de leurs congrégations, les Saint-Pierrais en sont-ils pour autant des membres assidus?

A simplement écouter leurs directeurs lors des assemblées, on serait bien tenté de répondre non. Car ils ne cessent de gronder et

¹⁶⁴ Codex historicus, II, 28, 25 décembre 1896.

de menacer: l'absentéisme peut entraîner le renvoi ou la privation des honneurs¹⁶⁵. C'est d'ailleurs souvent parce qu'ils ne disposaient que des cahiers de prônes que les historiens qui se sont penchés sur cette question ont conclu au désintéressement des paroissiens, voire à une manifestation de "résistance" de leur part aux tentatives de "contrôle social" clérical¹⁶⁶.

Il ne s'agit évidemment pas de nier la fonction très réelle d'encadrement social impartie aux congrégations laïques et à la société de tempérance. Les cahiers de prônes témoignent que les directeurs ne ratent jamais l'occasion fréquente qu'ils se donnent à eux-mêmes de rappeler la pensée sociale et nationale de l'Eglise, de s'interroger tristement à haute voix sur la tournure du monde et de

¹⁶⁵ "Mes filles, rappelle le père Arthur Bernèche, n'oubliez pas que tous les dimanches à 2 hrs, il y a réunion ici pour vous. Dans tous les cas on ne doit pas oublier que nous tenons compte des présences pour chaque dimanche et que ces présences seront comptées quand il s'agit de donner les honneurs à une congréganiste", Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 22 septembre 1905. "Je suis décidé à proposer au grand conseil la mesure adoptée par les congréganistes de S. Jacques: celui qui, sans raison valable, n'aura pas assisté au moins six fois dans l'année à sa congrégation perdra son titre de congréganiste", Cahier de prônes... hommes, 7 novembre 1909.

¹⁶⁶ Serge Gagnon et René Hardy, L'Eglise et le village au Québec, 1850-1930, Montréal, Leméac, 1979; Claude Wintgens-Kimov, Pouvoir social et encadrement religieux et moral des curés de Nicolet d'après les cahiers de prônes, 1875-1910, mémoire de M.A. (études québécoises), U.Q.T.R., 1981, 106 p.; Gilles Laberge, La vie religieuse dans la paroisse de la Nativité de Laprairie, mémoire de M.A. (sciences religieuses), U.Q.A.M., 1987, 226 p. Pour une problématique de l'encadrement et de la résistance dans le domaine des loisirs paroissiaux, voir aussi Roger Levasseur, Loisir et culture au Québec, Montréal, Boréal Express, 1982, 11-40 en particulier.

tenter d'influencer le comportement familial et social de leurs fidèles.

La documentation conservée à Saint-Pierre nous permet toutefois de doter en sus les congrégations de nouvelles dimensions. Les Enfants de Marie, on l'a dit, y trouvent un bureau d'emploi et de logement. Tous y apprennent les rudiments de la prononciation du latin, et aussi le chant grégorien. Tous s'y font raconter les épisodes les plus mouvementés de l'histoire sainte, de l'histoire de l'Eglise et des luttes des Canadiens-Français. Tous y trouvent finalement cent motifs d'attachement: valorisation des congréganistes par les missionnaires, sentiment d'être utiles au développement des oeuvres paroissiales, établissement de relations de connaissance avec les autres associés, privilèges au mariage pour les jeunes et pour tous au décès, distinction de l'insigne ou du costume lors des grandes fêtes et des processions.

Aussi ne faut-il pas se fier aux lamentations des directeurs. Plutôt que d'un réel désenchantement, elles proviennent davantage de leur intention d'aiguillonner toujours leurs dirigés vers les sommets qu'ils fixent à la vie chrétienne laïque.

En effet, dès qu'ils sont entre eux ou du moins entre prêtres, les missionnaires se frottent les mains de satisfaction: leurs congréganistes sont vraiment pieux et zélés. En 1878, en 1884, en

1901 encore, ils avouent leur contentement. Écoutons le père Louis Soullier, assistant général, venu de France en 1884 pour faire la tournée des maisons du Canada et avertir sans complaisance le père Joseph Fabre, supérieur général, de ce qu'il y a trouvé; aux pères de Saint-Pierre, il écrit:

Nous avons vu avec bonheur l'état florissant de vos oeuvres. Vos congrégations d'hommes et de femmes, de jeunes gens et de jeunes filles, ainsi que la société de Tempérance remplissent admirablement leur but. Il y a là une efflorescence de piété, de préservation morale et d'oeuvres chrétiennes de tout genre vraiment digne d'admiration. Nous sommes fier d'un si beau et si grand résultat.¹⁶⁷

Certains directeurs, parfois, s'oublent même à féliciter les congréganistes: "Les vacances achèvent, nos congréganistes vont revenir à la ville et nos réunions reprendront désormais leur beauté

¹⁶⁷ Acte de la visite canonique du R.P. L. Soullier, assistant-général, visiteur du 6 au 13 janvier 1884, Maison Saint-Pierre, Montréal, 19 mars 1884, M.P. O.M.I., bibliothèque. En 1878, le père Adolphe Tortel écrivait lui-même au supérieur général: "Le travail se continue à S. Pierre malgré la complète indifférence et l'oubli où l'autorité diocésaine laisse nos intérêts. Nous avons pu faire communier il y a huit jours proche de 1 100 jeunes gens alors qu'à S. Jacques il y en avait à peine une centaine qui formait tout l'auditoire; il faut dire que c'est la gens aristocratique et la classe lettrée; pourtant à S. Joseph c'est une classe ouvrière comme la nôtre et les Messieurs se plaignent que c'est dur. [...] Nous avons en marche depuis dimanche la retraite de nos hommes. Plus de deux mille têtes se massent autour de la chaire chaque soir. Jamais la société de tempérance n'a été aussi prospère qu'aujourd'hui; elle se recrute avec de magnifiques spécimen de l'intempérance et de l'ivrognerie", Lettre du R.P. J.-Adolphe Tortel au R.P. Joseph Fabre, Montréal, 18 décembre 1878, M.P. O.M.I., BA 25/5, 130-131. Cette affirmation est à ... tempérer. Le catalogue de 1900 indique en effet que 70% des membres admis depuis la fondation n'avait pas l'habitude de l'intempérance. Voir aussi Rapport pastoral de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre pour l'année 1901, ACAM, 350.102/902.6.

ordinaire"¹⁶⁸, annonce avec confiance celui de la congrégation des hommes en 1907; "Il est temps de vous dire que votre présence en si grand nombre aux assemblées m'encourage ainsi que votre fidélité aux recommandations que je crois devoir vous faire"¹⁶⁹, avoue même en 1906 le père Arthur Bernèche à ses Enfants de Marie.

D'ailleurs, il faudrait être bien difficile pour n'être pas heureux. Tous les dimanches matins, à six heures, la chapelle de la maîtrise ouvre ses portes à trois cents pères de familles qui doivent se confesser et réciter le chapelet avant le début de la réunion, à six heures trente; à sept heures trente, c'est le début de l'assemblée des jeunes gens: deux cents s'y retrouvent; à deux heures, cinq cents jeunes filles à leur tour s'y rassemblent alors qu'il faut rien de moins que l'église pour contenir, tous les deux mercredis, les Dames de Sainte-Anne¹⁷⁰. Le directeur de la

¹⁶⁸ Cahier de prônes... hommes, 18 août 1907.

¹⁶⁹ Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 18 février 1906.

¹⁷⁰ "Le tableau de la congrégation contient 500 noms. 300 membres à peine assistent aux réunions", Cahier de prônes... hommes, 2 février 1908; il s'agit là, on l'aura remarqué de 60% de présence assidue. "La congrégation Notre Dame du Saint Sacrement pour les Jeunes Gens compte 300 membres. Environ 200 assistent aux réunions chaque dimanche", Rapport de la maison Saint-Pierre de Montréal fait par le père J. Lefebvre, 1898, manuscrit, 5 p., M.P. O.M.I., 2D1/8.1; cette fois nous sommes à deux-tiers ... "Les absences trop fréquentes et sans motif raisonnable de la congrégation feront l'objet de mon attention cette année car il ne sert à rien d'avoir 980 noms dans les registres et d'en avoir la moitié aux assemblées. Je dis sans raison", Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, I, 18 octobre 1908; cette année là en plus de la retraite et de la grande fête de l'Immaculée-Conception, où la présence est

Tempérance redit son message tous les mois, celui des dames toutes les deux semaines, les autres chaque dimanche: les aspirants qui se désistent, les membres courant d'air, ceux qui oublient de payer leur contribution annuelle ou d'assister aux réunions, autant que les vrais dévôts, tous finissent par l'entendre et le réentendre. Les directeurs sont très exigeants pour eux-mêmes expressément pour se montrer plus indulgents envers les congréganistes, qui peuvent ainsi assister aux assemblées, en quelque sorte, presque selon leur convenance. Il suffit pour un homme congréganiste de venir six fois l'an aux réunions pour garder tous ses droits, et aux jeunes filles de continuer à n'être présente qu'une fois sur deux pour bénéficier des honneurs au mariage¹⁷¹. Les congrégations sont sans nul doute des écoles de "bonne conduite"; mais ce sont des écoles souples et ouvertes, seul véritable gage de réussite en milieu populaire.

Car, au fait, à quels milieux socio-professionnels appartiennent donc nos congréganistes?

obligatoire, il y a eu quarante-trois réunions dominicales, l'été faisant relâche. C'est dire que les Enfants de Marie se présentent une fois sur deux en moyenne à chacune. Toutes ces réunions se font à la chapelle de la maîtrise, trop petite cependant pour asseoir toutes les dames; on peut donc estimer à près de mille au moins celles qui assistent aux assemblées du mercredi.

¹⁷¹ Cahier de prênes... hommes, 7 novembre 1909; "A l'avenir, pour avoir droit aux honneurs du couronnement [lors du mariage], les congréganistes devront assister aux moins deux fois par mois aux assemblées du dimanche", Bulletin paroissial, II, 16, 25 juin 1911. On vient de voir que c'est précisément ce qu'elles ont, en moyenne, coutume de faire.

D'abord lieu d'incarnation du désir de rapprochement de Dieu et de l'Eglise et des aspirations à l'intégration sociale et à l'urbanité qui animaient les Bourragans de 1850, les groupements volontaires tendaient dans les années soixante à se cristalliser davantage. Sous la pression démographique accrue et devant à la fois la prolétarianisation galopante du faubourg et la disparition des anciennes sociétés de métiers, les congrégations laïques d'hommes et de jeunes gens, en particulier, avaient commencé à constituer pour les artisans et les commerçants plus anciens et pour leurs familles un nouveau mode d'implication religieuse et sociale, un nouveau créneau de solidarité et un instrument de distinction. Ce mouvement d'"embourgeoisement", si l'on peut dire, des associations paroissiales, perdure dans certains petits groupes après 1870: en 1889-1890 par exemple, les seize membres de la section Sainte-Brigide de la société Saint-Jean-Baptiste, non comptés les dignitaires, appartiennent à plus de deux contre un aux catégories socio-professionnelles privilégiées¹⁷². Mais d'une manière générale, il s'interrompt plutôt: en gonflant tant leurs effectifs, elles recrutent de plus en plus dans toutes les catégories socio-professionnelles. Dans la congrégation des dames et celle des demoiselles, très populeuses, les membres, à la limite, ne se

¹⁷² Cette année-là, la section compte sept membres marchands, deux professionnels, deux artisans, en regard de deux employés et trois ouvriers seulement. Ces membres habitent généralement dans les limites du territoire oblat tel que défini en 1900; tout de même trois commerçants résident un peu trop à l'est et sont plutôt des fidèles de Sainte-Brigide.

distinguent plus guère du tout venant des paroissiennes. Mais même les congrégations d'hommes se popularisent à cette époque.

Entre 1881 et 1883, cent quarante-deux des garçons qui quittent leur congrégation à l'occasion de leur mariage souhaitent entrer dans celle des hommes. Le directeur des Jeunes Gens a consigné leurs noms, adresses et professions. Nous avons croisé ces informations avec celles du Lovell lorsque c'était possible. A la lumière de ces deux sources, vingt-deux d'entre eux sont des commerçants (15,49%), un seul est professionnel et douze, artisans (8,45%). Vingt-cinq autres sont employés (17,7%) et quarante-neuf travailleurs (34,51%). On compte cependant un nombre exceptionnellement élevé de cas incertains: trente-trois ou 23,24%. Cette situation s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs. D'une part ces garçons sont jeunes: plusieurs pensionnent, même la première année suivant leur mariage, et n'apparaissent donc pas dans l'annuaire. Cette première confrontation souvent interdite, une autre l'est encore: nous ne disposons pas pour ces années-là d'une répartition par catégories socio-professionnelles de l'ensemble des chefs de famille de Saint-Pierre à partir d'une analyse approfondie des rôles des valeurs locatives. Mais l'eussions-nous en main que son intérêt aurait été limité cette fois par l'absence d'enquête familiale susceptible de lier de façon sûre nos approbanistes à leur père. Le nombre de cas incertains nous apparaît cependant artificiellement gonflé. Presque tous, d'abord, sont des

cordonniers ou des menuisiers, professions déjà largement prolétarisées dans les années 1880. Ensuite, encore une fois, ces nouveaux mariés sont jeunes; ils ne commencent pas leur vie professionnelle mais n'ont quand même pas encore eu le temps, ni les moyens, de se mettre à leur propre compte. Aussi, sauf quelques-uns, les aspirants classés parmi les cas incertains seraient plutôt des travailleurs.

Le classement socio-professionnel des membres de la congrégation des hommes et de la Tempérance pour 1900 satisfait bien davantage, comme en témoigne le tableau IX.

Ce tableau est construit à partir des informations contenues dans les rôles des valeurs locatives de 1901, les annuaires Lovell de 1900 et 1901 et les catalogues des deux associations masculines pour l'année 1900. Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer au chapitre II à quel traitement nous avons soumis les documents municipaux avant de risquer la répartition des mille huit cent quarante-six chefs de ménages recensés dans Saint-Pierre en 1901. Parmi eux mille quatre cent soixante-deux sont des hommes canadiens-français: ils figurent dans les colonnes de droite. A noter aussi que la colonne la plus faible de ce tableau illustre l'estimation du profil socio-professionnel des associés non Saint-Pierrais de la Tempérance, dont nous ne connaissons la profession que par

TABLEAU IX

LES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES:
CONGREGATION DES HOMMES ET SOCIÉTÉ DE TEMPERANCE, 1899-1900

	CONGREGATION DES HOMMES			SOCIÉTÉ DE TEMPERANCE			Tous les chefs de ménages CF de St-Pierrais masculins de SP 1901		
	TOUS (792)	425 Saint-Pierrais	394 Mt-lais	154 St-Pierrais masculins de SP 1901	TOUS	17,51	36	23,38	189
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
I- Commerçants et industriels	134	16,92	78	18,35	60	17,51	36	23,38	189
II- Professions libérales et assimilées	14	1,76	8	1,88	2	0,52	2	1,30	30
III- Artisans et travailleurs indépendants	52	6,56	22	5,18	29	7,36	12	7,78	67
IV- Employés du commerce et des services	134	16,92	72	16,94	54	13,70	20	12,99	279
V- Travailleurs (qualifiés ou non)	388	48,93	206	48,47	180	45,68	63	40,91	859
VI- Population non active	30	3,79	18	4,23					29
VII- Inconnu	40	5,05	21	4,94	60	15,23	21	13,64	9
TOTAL	792	100	425	100	394	100	154	100	1462

Sources: Rôles des valeurs locatives, quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud 1901; Lovell's Montreal Directory, 1899-1900 et 1900-1901; Manuel.... congrégation des hommes ... 1900; Catalogue de la société de Tempérance.... 1900.

l'annuaire, sauf pour les trente-sept d'entre eux qui sont aussi congréganistes du Très Saint Coeur de Marie.

En 1900, la congrégation des hommes et la société de tempérance attirent véritablement des hommes de tous les milieux, parmi les Saint-Pierrais comme chez les non résidents.

De tous les milieux? Pourtant non. Les professionnels, on le constate, les boudent résolument. Déjà peu nombreux dans la paroisse, ils se tiennent presque tous éloignés de ces associations où l'on prie par fanfare, défilés et cantiques et où l'on ne peut assumer que pour une seule année chaque poste au conseil. Les très pauvres, à leur tour, ne les fréquentent pas non plus. Le secteur au sud de la rue Lagauchetière n'envoie pas une douzaine de congréganistes en 1900. La population misérable du bord de l'eau ne peut pas payer la contribution annuelle ni l'insigne, ni peut-être le coût du complet noir, ou au moins foncé, requis lors des processions; elle ne peut surtout pas donner à toutes les quêtes et collectes spéciales si souvent recommencées parmi les associés.

En fait, les membres de ces deux groupes paroissiaux appartiennent proprement à ce milieu populaire composé d'ouvriers, et même parfois de journaliers, d'employés, de petits artisans et commerçants. Plus des deux tiers des congréganistes et plus de quatre tempérants sur six, après répartition des cas inconnus, sont

des travailleurs ou des employés. Environ le quart de tous les travailleurs de Saint-Pierre sont membres de la congrégation des hommes, et cette proportion monterait encore si l'on défalquait du total des chefs de ménages ceux qui résident au sud de la paroisse. Les catégories plus à l'aise, de leur côté, tiennent à souligner leur différence par une adhésion encore plus marquée aux associations, notamment à la société de tempérance. Il faut dire que cela ne peut pas nuire: en plus de tous les avantages spirituels et du côté plaisant d'y appartenir, cela paraît bien dans un petit milieu, et puis aux assemblées, ou surtout lors des veillées funèbres, l'occasion finit toujours pas se présenter d'offrir ses services commerciaux ou même sa carte d'affaires.

Contrairement à des groupes restreints comme la section locale de la société Saint-Jean-Baptiste, ces deux associations rejoignent bien, au total, l'ensemble des Saint-Pierrais chefs de famille. La société de tempérance compte plus de commerçants, plus d'artisans sans doute que la moyenne paroissiale. Mais la congrégation des hommes est fortement implantée partout.

Entre 1870 et 1914, confréries pieuses, congrégations laïques et société de tempérance concernent vraiment les Saint-Pierrais. Quelques groupes gardent un caractère élitaire, nous avons parlé de la Saint-Jean-Baptiste; mais les autres intéressent les paroissiens de toutes les catégories socio-professionnelles. A partir d'un

noyau important de Saint-Pierrais, la Tempérance recrute dès la fin du siècle dans toute la ville; les autres touchent de plus en plus exclusivement les fidèles des Oblats. Jusqu'à la guerre, sans faiblir, tous ces mouvements paroissiaux sont un succès. Cette réussite, ils la doivent à leur souplesse et à leur ouverture: tous les paroissiens, ou presque, sont un jour ou l'autre aspirants; la majorité se désiste; ceux qui deviennent membres quittent en grand nombre durant les premiers mois; les autres n'acquittent pas toujours leur contribution et n'assistent pas tout le temps aux assemblées. Et ce cycle recommence toujours, nourri de ceux qui s'essaient à diverses reprises, nourri aussi des nouveaux paroissiens qui chaque année arrivent dans Saint-Pierre. A la fin, tous ont entendu, et réentendu, le message des directeurs. Avant la première guerre mondiale, à en juger d'après leurs membres, les associations paroissiales sont véritablement des associations populaires. Voyons-les maintenant à travers leurs dignitaires.

3) Les dignitaires

Chaque année, peut-être un peu moins souvent chez les Dames de Sainte-Anne, nous l'ignorons, les membres des congrégations sont appelés à élire leurs conseillers. Parmi eux des portiers, des porte-oriflamme, des lecteurs, des ostiaires, des infirmiers, des zélateurs, des chefs de section, jusqu'à une quinzaine d'officiers

plus ou moins subalternes, davantage encore chez les Enfants de Marie, peuvent ainsi se joindre aux principaux dignitaires. Lorsque tous sont réunis, alors siège le grand conseil.

Nous n'avons pas retenu les noms de ces fonctionnaires secondaires, mais seulement ceux des élus au petit conseil, instance décisionnelle et administrative habituelle de chaque congrégation. Président, supérieure ou préfet, assistants ou vice-présidents, secrétaire, maître ou maîtresse des approbanistes, trésorier, maîtres des cérémonies ou sacristines, les appellations varient mais tous les petits conseils se composent d'une dizaine de personnes environ, chapeautées par un directeur oblat. Nous connaissons, nous l'avons dit, les noms de quatre cent quatre-vingt-seize de ces laïques ayant assumé une fonction supérieure au sein de leurs associations.

Le petit conseil joue un rôle tout à fait différent dans les congrégations masculines et féminines.

Dans les sociétés d'hommes et de jeunes gens, Tempérance comprise, le roulement des dignitaires est obligatoire: nul ne peut conserver son poste pour plus d'une année à la fois¹⁷³. Comme la

¹⁷³ Manuel à l'usage du Directeur de la Société de Tempérance de l'église S. Pierre de Montréal, imprimé, s.d., 15 p., M.P. O.M.I., 2D1/12.7; Nouveaux règlements et statuts de la congrégation des Jeunes Gens de la paroisse S. Pierre, dactylographié, s.d., 16 p., M.P. O.M.I., 2D1/11.3; Manuel. Congrégation des Hommes du Très

multiplication des offices au grand conseil, cette disposition de leurs constitutions vise implicitement à encourager l'implication du plus grand nombre de membres, moyen jugé irremplaçable pour fortifier encore leur attachement à leurs associations. Car il faut bien dire que même au petit conseil les postes ont surtout un caractère honorifique. Pour accroître la considération que leur valent ces charges chez les associés mais aussi dans la paroisse, les conseillers, déjà très complimentés par les Oblats pour leur zèle chrétien, à défaut de se présenter de nouveau dans les mêmes fonctions, peuvent néanmoins postuler dans de nouvelles. Ainsi, par exemple, le secrétaire d'une année peut s'offrir comme second puis premier assistant et viser, s'il est élu pour une quatrième année, la présidence de sa congrégation.

Le succès des Enfants de Marie et des Dames de Sainte-Anne, au contraire, repose avant tout sur la stabilité et la longévité des mandats des principales conseillères. A cet égard, malgré leurs effectifs nombreux, elles ressemblent aux groupes d'hommes spécialisés, telles les conférences de la société Saint-Vincent-de-Paul ou la section locale de la société Saint-Jean-Baptiste, où les dignitaires peuvent occuper longtemps leurs fauteuils. Entre 1870 et 1914, les demoiselles et sans doute aussi les dames se renouvellent souvent dans les postes moins importants; mais en

quarante-cinq années celles-ci n'ont connu que quatre supérieures et cinq celles-là. Ces offices et même ceux d'assistantes ou de trésorières sont bien trop stratégiques pour qu'on les transforme en distinctions annuelles ronflantes. L'embellissement du temple, le financement des oeuvres exigent le sens de l'organisation, le goût de quêter, une grande disponibilité aussi, toutes qualités qui ne comptent pas parmi les choses au monde les mieux partagées. Quand les missionnaires tombent sur les perles rares qui les réunissent, pas question d'un article dans les constitutions qui limiterait leur zèle à une seule année. D'autant moins qu'à la différence des hommes, les femmes n'ont pas le choix de la congrégation où se dévouer. Autre différence: les missionnaires n'honorent pas souvent les "vieilles filles" et réussissent à oublier les Dames; ce n'est pas aux gratifications des pères mais bien à leur travail qu'elles doivent la considération qu'elles finissent par acquérir dans la paroisse.

Ces points de règlement expliquent que parmi nos quatre cent quatre-vingt-seize dignitaires, deux cent cinquante et un, près de 51%, n'ont laissé qu'une seule trace dans les archives oblates. Membres d'une ou plusieurs congrégations, ils n'ont accédé qu'une fois, et pour une seule année, à un poste au petit conseil. Quatre-vingt-seize autres, à peine plus de 19%, ne figurent que deux fois dans nos sources, qu'ils aient rempli deux charges pour un seul mandat, ou un seul office pendant deux ans. Ainsi, signe d'une

ouverture incontestable, sept conseillers sur dix n'ont servi qu'occasionnellement dans les associations paroissiales après 1870.

A côté d'eux, une minorité plus active: soixante-six conseillers ou 13,3% sont mentionnés à trois reprises, trente (6%) à quatre et cinquante-trois (10,7%) cinq fois ou davantage. C'est dans ces deux derniers sous-groupes qu'on rencontre ceux qui, en quelque sorte, mènent une seconde carrière dans les organisations paroissiales.

A divers degrés, toutefois. Charles-Emmett Wayland consacre tous ses dimanches et fêtes durant dix-huit ans à diriger la chorale de la paroisse et pendant au moins seize ans, à partir de 1906, Joseph-Louis Bussièrès rehausse toutes les cérémonies solennelles de la présence de ses zouaves. Membres tous deux de la congrégation des hommes, Bussièrès membre aussi de la Tempérance, ils n'ont jamais brigué d'honneurs dans ces deux sociétés.

D'autres hommes, au contraire, ont milité partout. Napoléon Giroux par exemple. Préfet de la congrégation des Jeunes Gens en 1883, maître des cérémonies en 1890 lors de la bénédiction des cloches, il entre après son mariage dans la congrégation des hommes et occupe au conseil plusieurs fauteuils à partir de 1902, jusqu'à son élection à la préfecture en 1906. Il est aussi président de la conférence Sainte-Marie de la société Saint-Vincent-de-Paul entre

1900 et 1911 et même conseiller du cercle Saint-Pierre en cette dernière année. Joseph Jubinville, pour sa part, concentre en quelques années de multiples activités. Entre 1910 et 1913, il est à la fois secrétaire puis vice-président de la société de tempérance, conseiller de la section paroissiale de la Saint-Jean-Baptiste et officier successivement dans divers postes de la congrégation des hommes.

Mais évidemment, parmi tous ces messieurs, le pilier le plus solide de la vie sociale à Saint-Pierre entre 1870 et 1914, c'est Joseph Courtois. Nous l'avons croisé précédemment; il vaut la peine de s'arrêter un instant à son cheminement, du reste exceptionnel. Issu d'une famille déjà près des missionnaires avant 1870, on le rencontre une première fois mêlé aux membres fondateurs de la société de tempérance; il n'est alors âgé que de treize ans. Jusqu'à la fin du siècle au moins, il lui renouvellera son engagement annuel. En 1884, à vingt ans, le voilà premier assistant de la congrégation des Jeunes Gens, puis préfet l'année suivante, juste avant son mariage. En 1890 il est à la fois conseiller de la Tempérance et de la congrégation des hommes. A ce double titre il agit la même année comme maître des cérémonies lors de la bénédiction des cloches. Puis il occupe diverses fonctions au petit conseil de la congrégation du Très Saint Coeur de Marie jusqu'en 1895. Entre deux, en 1893, on le reconnaît comme premier vice-président de la section locale de la société Saint-Jean-Baptiste.

Chancelier en 1900 de la succursale Sainte-Brigide du comité CMBA du Canada qui, rappelons-le est une société de secours mutuel, il est aussi la même année vice-président de la conférence Sainte-Thomas, dont il assume la plus haute charge à partir de 1910. Deux ans plus tard, enfin, peu de temps avant sa mort, il sert une fois de plus la congrégation des hommes au poste de préfet de quartier, tâche peu exigeante recherchée par les conseillers âgés.

Le cursus des femmes est forcément moins varié. Soulignons néanmoins que vingt et une d'entre elles se distinguent parmi les cinquante-trois conseillers les plus actifs. Emma Beaudoin a siégé vingt-deux ans, entre 1884 et 1905 au petit conseil des Enfants de Marie; Joséphine Pellerin, Alphonsine Vinet, Sophronie Renaud, chacune plus de dix ans. Et nous avons parlé de la durée des mandats des présidentes des Dames de Sainte-Anne.

Ces exemples témoignent de la diversité des engagements des dignitaires. Les conseils, surtout ceux des associations masculines, se caractérisent par un mouvement constant d'arrivées et de départs. Mais ils attirent aussi quelques laïques prêts à consacrer pendant de longues années tout leur temps libre à la vie sociale paroissiale.

TABLEAU X

L'ANCIENNETÉ DANS LA VILLE: LIEU DE BAPTEME DES DIGNITAIRES
DES ASSOCIATIONS PAROISSIALES, SAINT-PIERRE-APOTRE, 1870-1914

LIEU DE BAPTEME	NOMBRE DE FONCTIONS ASSUMÉES OU DE MANDATS ANNUELS										TOTAL	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
A MONTREAL	107	42,63	33	34,38	21	31,82	13	43,33	29	54,72	203	40,93
HORS MONTREAL	112	44,62	61	63,54	38	57,57	15	50	20	37,73	246	49,60
INCONNU	32	12,75	2	2,08	7	10,61	2	6,67	4	7,55	47	9,47
TOTAL	251	100	96	100	66	100	30	100	53	100	496	100

Sources: Fichier Loisel et son complément, salle Gagnon, BMW. Répertoires des mariages de diverses localités du Québec, salle Gagnon, BMW. Fichier de l'état civil, district judiciaire de Montréal, des origines à 1900, ANQM.

Actifs et moins actifs, d'où origine donc ce demi-millier de conseillers? Pour répondre à cette question, nous avons dû nous contenter d'une enquête sur le lieu de mariage des "amis des Oblats" de l'époque des débuts. Cette fois nous avons pu procéder à la recherche du lieu de baptême, naturellement plus appropriée, d'autant plus que deux cent vingt officiers sont encore célibataires au moment où ils sont en fonction.

L'investigation dans le fichier des baptêmes des Archives nationales a laissé moins du dixième des cas sans réponse, quarante-sept sur quatre cent quatre-vingt-seize. Deux cent trois dignitaires seulement sont nés à Montréal, 41% du total, un peu plus si l'on défalque les inconnus. Quatre ou cinq autres ont vu le jour dans les paroisses Saint-Roch ou Saint-Jean-Baptiste, à Québec. Mais tout le reste, la majorité absolue, est née dans des petits villages ou dans les rangs avoisinants: aucun ne vient de Trois-Rivières, aucun de Saint-Hyacinthe, aucun de villes un peu importantes comme Nicolet, Sherbrooke, Valleyfield, Granby, Sorel ou Joliette. Du reste la grande région de Montréal, le long des deux rives du fleuve ceignant l'île même et l'île Jésus, constitue presque à elle seule le bassin d'où originent ces migrants et citadins de fraîche date.

Vraies dans l'ensemble, ces affirmations méritent toutefois d'être nuancées selon le degré d'implication des conseillers dans

les organisations paroissiales. En effet les officiers moins actifs, ceux qui ne donnent à Saint-Pierre qu'un ou deux ans, proviennent plus souvent de l'extérieur que les auxiliaires les plus près des missionnaires: une fois soustraits les inconnus, 43,3% des premiers contre 54,5% des seconds sont Montréalais de naissance. Parmi le sous-groupe des cinquante-trois les plus déterminés, six sur dix même sont nés en ville, voire dans le quartier; cette trentaine de Saint-Pierrais, cependant, ne représente que 5,7% de l'ensemble des dignitaires.

Vus sous l'angle de l'origine géographique, les conseils des congrégations laïques nous paraissent après 1870 beaucoup plus ouverts qu'auparavant aux migrants et aux nouveaux citoyens. Du fait de leur naissance dans le quartier, de leur précoce connaissance des Oblats et du sentiment d'appartenance à la paroisse qui se fortifie de la conjugaison de ces deux facteurs, il n'est pas étonnant par contre que les Saint-Pierrais d'origine, à défaut d'être les plus nombreux, soient encore les plus fidèles collaborateurs des missionnaires.

Cette ouverture des conseils se manifeste-t-elle aussi par une plus grande présence des Saint-Pierrais moins fortunés? Le tableau XI tente de répondre à cette question.

TABLEAU XI
DISTRIBUTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES DIGNITAIRES
DES ASSOCIATIONS PAROISSIALES,
SAINT-PIERRE-APOTRE, 1870-1914

	Nombre de fonctions assumées ou de mandats annuels					Total	
	1	2	3	4	5 et +	Nbre	%
Commerçants et industriels	53	23	19	6	19	120	24,19
Professions libérales et assimilées	20	9	4	5	6	44	8,87
Artisans et travailleurs indépendants	17	10	5	4	6	42	8,48
Employés	57	17	19	8	11	112	22,58
Travailleurs (qualifiés ou non)	72	23	8	5	6	114	22,98
Incertains	3	6	3	1	2	15	3,02
Inconnus	29	8	8	1	3	49	9,88
TOTAL:	251	96	66	30	53	496	100

Sources: Rôles des valeurs locatives, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871; quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud 1901; Lovell's Montreal Directory, 1870-1914; Manuel. Congrégation des hommes... 1900; Catalogue de la société de Tempérance... 1900.

Au vu de ce tableau, le doute est interdit: entre 1870 et 1914, comme à l'époque antérieure, commerçants et petits manufacturiers, professionnels et artisans dominent encore le cercle pourtant bien élargi des "amis des Oblats".

En 1901, les trois catégories socio-professionnelles plus favorisées réunissent 17,5% des chefs de ménages de Saint-Pierre. Les conseillers d'un seul mandat s'y rattachent déjà deux fois plus souvent et trois fois plus, même, les cinquante-trois officiers du sous-groupe le plus actif. Compte-tenu justement de l'intensité de leur participation, on doit conclure que l'énorme accroissement des membres, après 1870, et l'élargissement du recrutement des congrégations laïques à l'ensemble ou presque des paroissiens n'ont pas entraîné un mouvement similaire dans les petits conseils, qui restent plus ou moins réservés jusqu'à la première guerre mondiale aux Saint-Pierrais les mieux nantis. Tout au plus situés dans la petite classe moyenne à l'échelle de la ville, ces petits marchands, notaires, instituteurs et contracteurs acquièrent du fait de leur étroite implication dans les organisations paroissiales une considération qui leur paraît rehausser leur statut.

Ces propos, toutefois, appellent la nuance. Car bien que surreprésentés partout, les paroissiens les plus à l'aise ne se donnent pas également dans toutes les associations. Nous avons déjà pu comparer, sous ce rapport, le conseil du Cercle Saint-Pierre et

ceux de la section locale de la société Saint-Jean-Baptiste ou des conférences vincentiennes pour le début du XXe siècle. Les différences de coloration socio-professionnelle des conseils se remarquent aussi ailleurs.

Commerçants et artisans s'impliquent dans tous les groupes paroissiaux. Mais parmi les professionnels, les médecins les boudent résolument; lorsqu'on en repère un, c'est invariablement qu'il siège à ce titre au conseil d'une société de secours mutuels assez liée aux missionnaires. Les autres professionnels, quant à eux, préfèrent nettement les mouvements les plus spécialisés et les moins repliés sur la paroisse. En 1910, ils tiennent à trois contre un le conseil du cercle de Mazenod de l'association canado-américaine; l'année suivante leurs fils dominent à quatre contre trois celui du cercle Desormeaux de l'A.C.J.C..

Dans les congrégations laïques, la situation se présente un peu différemment. Entre 1870 et 1914, tout près de 56% des dignitaires Enfants de Marie pour lesquelles nous connaissons la profession du père sont filles d'employés ou de travailleurs, trente-quatre sur soixante et un; il faut dire par contre que trente autres, près du tiers du total, ont dû être exclues de cette répartition parce que nous n'avons pas découvert le métier de leur père¹⁷⁴. Dans la

¹⁷⁴ On a identifié 91 dignitaires Enfants de Marie entre 1870 et 1914: 15 sont filles de commerçants ou industriels, 3 viennent de familles de professionnels et sept d'artisans; douze sont filles

congrégation des hommes, pour l'ensemble de la période, soixante-quatre des cent trente-cinq officiers, soit 47,7%, proviennent des catégories socio-professionnelles moins nanties¹⁷⁵. Paradoxalement, compte-tenu du profil de ses membres, la société de tempérance est de toutes les associations de Saint-Pierre celle qui suscite la participation la plus nourrie des employés et des travailleurs: après 1877, trente-neuf des soixante-quatre conseillers repérés, ou 61%, appartiennent à ces deux groupes¹⁷⁶.

Entre 1870 et 1914, le service dans les fonctions les plus prestigieuses, ou les plus exigeantes, au sein des petits conseils des associations paroissiales, reste encore principalement l'affaire des Saint-Pierrais plus fortunés. Néanmoins, on peut noter que l'accès aux fauteuils des dignitaires est moins fermé aux employés et aux travailleurs qu'à l'époque antérieure, du moins dans les congrégations laïques et la société de tempérance.

d'employés et 20 de travailleurs. Dans quatre cas le classement demeure incertain, dans 30 autres il est impossible.

¹⁷⁵ Des 135 officiers répertoriés de la congrégation des hommes, 41 sont commerçants ou industriels, 12 professionnels, 12 autres artisans, 29 employés et 33 travailleurs; 4 cas sont incertains et 4 inconnus.

¹⁷⁶ Dans la Tempérance la répartition est la suivante: 14 commerçants et industriels dignitaires, 4 professionnels, 5 artisans, 14 employés, 24 travailleurs, 2 incertains et 1 inconnu, pour un total de 64. Pour les sources utilisées dans tous ces décomptes, voir tableau XI.

S'ils se distinguent relativement peu, sous le rapport socio-professionnel, de ceux qui ont siégé avant eux, les dignitaires d'après 1870 forment-ils autant que leurs prédécesseurs des réseaux de familles proches des missionnaires?

Dès le premier coup d'oeil, il nous avait paru que non. L'abondante diversité des patronymes, la nouveauté de plusieurs d'entre eux par rapport à ceux reconnus à l'époque antérieure semblaient nous autoriser presque d'emblée à conclure à l'affaiblissement relatif du poids de certaines familles représentées aux conseils par plusieurs de leurs membres. Une telle constatation préliminaire, d'ailleurs, cadrerait bien avec le tableau des dignitaires brossé jusqu'ici, dans lequel un petit groupe d'officiers plus actifs, Montréalais depuis plus longtemps, parfois plus à l'aise, devait composer avec une majorité significative de collègues prêts à servir dans les associations mais pour un seul mandat, deux tout au plus, des collègues, aussi, venus de partout vers Saint-Pierre.

Cette pente était d'autant plus glissante qu'il suffisait d'un relâchement de l'enquête familiale pour faire gagner à ces conclusions un semblant de crédit. Nous avons donc procédé comme l'on sait; avec les limites que l'on va voir.

Nous avons identifié 421 fois sur 496 les parents de nos officiers (84,88%). Compte-tenu de la rareté de certains patronymes, ou de l'origine étrangère, belge ou française le cas échéant, de certains pères et mères, nous avons ensuite cherché dans trois cents seulement des quatre cent vingt et un cas les noms des grands-parents de nos conseillers; deux cent trente-deux fois nous les avons trouvés. Ainsi, nous connaissons leurs aïeux dans 46,77% des cas totaux.

Nous avons aussi, bien sûr, repéré les conjoints, 389 fois. Puisqu'au moins dix-neuf dignitaires sont morts avant un éventuel mariage, ont choisi la vie religieuse ou simplement sont restés célibataires laïques, l'opération a réussi au minimum à 81,55%. Dans 355 de ces 389 cas nous avons en outre rencontré les beaux-parents de nos conseillers, et les grands-parents de leur conjoint 170 fois sur les 221 cas cherchés. Au total, nous connaissons les beaux-parents dans 74,42% des cas maximum possibles et les grands-parents du conjoint dans 43,7% des cas.

De toutes ces compilations on retiendra deux informations essentielles. L'enquête sur les parents au premier degré, directs ou par alliance, a pu être menée dans de bonnes conditions. Avec moins de la moitié des grands-parents connus, tant du dignitaire que de son conjoint, l'étude des relations du second degré de parenté est pour sa part forcément moins complète.

Pour contrebalancer cette défaillance, et pour éviter de minimiser l'importance des réseaux familiaux, nous avons choisi de considérer comme certaines, aux fins de nos calculs, mêmes les relations de parenté qui ne nous semblaient à vrai dire que probables. Ainsi pouvions-nous espérer que les véritables rapports du second degré restés secrets faute d'avoir pu identifier tous les grands-parents seraient compensés par d'autres, vraisemblables sinon vérifiés. Imparfaite, la mesure s'est néanmoins imposée comme celle qui favorisait le plus une appréciation générale du poids des réseaux de familles parmi les dignitaires.

Or, au terme de toute cette entreprise, les intuitions du départ se sont trouvées presque confirmées. Dans notre définition, il suffisait de trois dignitaires apparentés pour créer un réseau. Très étroits, leurs liens pouvaient aussi être assez distendus: deux officiers, par exemple, ont été classés comme apparentés même si leurs épouses étaient simplement cousines germaines, de façon sûre ou probable. Malgré, donc, l'ouverture de nos critères, à peine cent quarante-six conseillers, 29,4% de l'ensemble, forment des réseaux familiaux.

Comme l'on pouvait s'y attendre, ce sont surtout des Montréalais de naissance. Groupés dans une quarantaine de familles, certains ont même élevé la leur dans Saint-Pierre. Une proportion significative d'entre eux figurent dans le groupe des plus assidus

auxiliaires des Oblats: les cinquante-trois conseillers qui affichent le plus grand zèle forment 10,7% des dignitaires; or vingt-cinq d'entre eux, soit 17,7%, appartiennent à des réseaux, un écart de sept points, ce qui témoigne de leur sur-représentation parmi les individus alliés. On pense aux Courtois et aux Lorange, bien sûr, mais aussi aux frères Jeannotte, très présents dans la congrégation des hommes, à François Martineau, un autre ancien lié aux Roy et aux Bouthillier, aux quatre cousines Pellerin, à l'indéracinable Alphonsine Vinet, conseillère des Enfants de Marie, et à Edgar Cadieux, parents d'autres vieilles familles, les Trudeau, les Reed et les Giard.

La reconstitution détaillée de toutes ces relations familiales risque de nous faire oublier, toutefois, que cent sept dignitaires (21,57%) ne sont liés qu'à un seul autre et que tout près de la moitié des conseillers de 1870-1914, ne peuvent citer aucun membre de leur famille ou de celle de leur conjoint qui les ait précédés, accompagnés, ou suivis dans les fauteuils principaux des associations.

Comme à l'époque antérieure, donc, les dignitaires des associations sont plus nantis que la moyenne des Saint-Pierrais. C'est indiscutablement un point commun aux deux groupes. Par contre, à l'image cette fois de la paroisse de leur temps, les conseillers sont plus souvent qu'autrefois originaires de

l'extérieur de Montréal. Si certaines familles font encore de l'implication dans les organisations de Saint-Pierre un projet véritablement familial, la plus grande partie des officiers, cependant, se présentent seuls aux conseils, et n'y siègent que pour des mandats généralement courts. En tenant compte des nuances que nous avons signalées, l'étude du corpus des dignitaires de 1870 à 1914 révèle que jusqu'à leurs sommets, les associations sont plus ouvertes après 1870.

* * *

1870-1914: un demi-siècle qui prolonge, par certains traits, l'époque des débuts et par quelques autres, annonce déjà l'après-guerre. Un demi-siècle aussi où, de solidarités en frictions et de frictions en solidarités, la vie sociale se déploie en plénitude dans une paroisse qui s'impose comme médiation essentielle entre l'Eglise et les fidèles-citadins, et entre eux et la grande ville.

Entre 1870 et 1914, Saint-Pierre doit encore remplir presque seule des mandats considérables, sur le plan proprement religieux mais également sur le plan social. C'est à la paroisse d'assurer la subsistance de ses pasteurs, l'entretien et l'ornementation de son église. En cette époque où l'industrialisation et l'urbanisation élargissent leurs assises et bouleversent de proche en proche toute la société, c'est à la paroisse, encore, que revient la tâche

d'atténuer des problèmes qui s'accusent au centre-ville: la pauvreté, le défaut d'instruction, la maladie; à elle, surtout, d'accueillir les milliers de migrants ruraux qui envahissent et grossissent la métropole, à elle, parmi d'autres institutions plus ou moins nouvelles, de favoriser leur adaptation à la ville et de consolider les attaches des plus anciens.

Avant la première guerre mondiale, Oblats et Saint-Pierrais relèvent ces défis. Ils achèvent l'édification d'un complexe de bâtiments paroissiaux sans équivalent dans la ville à cette époque. Ils continuent de parer un temple parmi les plus beaux de Montréal. Surtout ils s'inscrivent en grand nombre dans les congrégations laïques, encouragent plus massivement encore toutes les industries paroissiales et luttent ensemble, activement, par eux-mêmes, pour l'éducation, les soins de santé, l'assistance. En contribuant ainsi à l'organisation de la société moderne, ils prennent possession de la ville et agissent sur leur propre destin.

Tout cela ne s'accomplit pas sans heurt. Après 1870, les employés et les travailleurs participent plus qu'avant aux petits conseils des associations paroissiales. Si les moyens de distinction choisis autrefois par les notables du faubourg déclinent presque tous, ce sont néanmoins encore les Saint-Pierrais les plus à l'aise, ceux qui appartiennent à la petite classe moyenne, qui s'impliquent le plus activement dans les mouvements paroissiaux

spécialisés et même, quoique à un degré moindre, dans les congrégations laïques. Les militants les plus dévoués sont parfois aussi les plus exigeants, quand ils ne finissent pas par être les plus las: dans ce milieu confronté à la fois, forcément, à l'ampleur des besoins et à la rareté de l'argent, missionnaires, Vincentiens, Dames de Sainte-Anne et Enfants de Marie ont à faire pour harmoniser leurs inextricables rapports.

Tout cela, non plus, ne se fait pas sans difficultés, des difficultés qui s'accroissent du reste à l'orée du nouveau siècle, et plus encore après 1910. Paroisse ouvrière, paroisse pauvre, envahie et transformée par la ville, sise en son coeur même, Saint-Pierre, déjà, achoppe sur ses insuffisances.

En 1892 les missionnaires sont heureux d'accepter le coup de main de la commission scolaire, qui désormais subventionne l'école Saint-Pierre; vingt ans plus tard en 1912, elle l'a louée pour quatre-vingt-dix-neuf ans, l'a prise entièrement à charge ... mais aussi sous son contrôle¹⁷⁷. En 1911, une clinique de la Goutte de lait voit le jour dans la paroisse, grâce à une subvention municipale¹⁷⁸. Bien sûr il s'agit d'une oeuvre négligée par les conférences vincentiennes et par les soeurs de la Providence; bien

¹⁷⁷ Programme souvenir 1887-1927. Premier conventum des anciens élèves des Frères Maristes de l'école Saint-Pierre, 29 janvier 1928, imprimé, 40.

¹⁷⁸ Bulletin paroissial, II, 10, 14 mai 1911.

sûr il faut un certificat d'indigence du curé pour recevoir le lait gratuitement; bien sûr les apparences sont sauves, mais voilà quand même une intervention directe de la municipalité dans le cadre d'assistance paroissial. En 1912, c'est au tour de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste de se manifester à Saint-Pierre, et deux fois plutôt qu'une. Dans l'intention louable d'accorder un peu de répit aux demoiselles, Sophronie Renaud, nouvelle présidente des Enfants de Marie mais conseillère déjà depuis quinze ans, obtient de la Fédération, dont elle est aussi membre, la somme de neuf cents dollars qu'elle remet aux Oblats pour les vieillards et les orphelines des religieuses¹⁷⁹. Avant la fin de l'année, l'organisme laïque a aussi ouvert dans la paroisse un comité de l'Assistance maternelle¹⁸⁰. Malgré les lacunes des Vincentiens, tous des hommes, dans ce domaine, c'est cette fois carrément marcher sur leurs plates-bandes et les missionnaires ne voient pas cet établissement d'un bon oeil. D'ailleurs, si l'on n'y prend garde, c'est à une réorganisation générale de la charité qu'on assistera, et qui laissera peut-être la portion congrue aux associations proprement paroissiales.

¹⁷⁹ Ibid., II, 38, 26 novembre 1911. Sophronie Renaud est conseillère de la congrégation des Enfants de Marie depuis 1897; J.-L. Bergevin, o.m.i., Documents historiques, II-B, 823-827.

¹⁸⁰ "Le 25ème anniversaire de l'Assistance maternelle", Le Devoir, 1er juin 1937, AMM, R.3218.2, rue Saint-Hubert.

Heureusement, peuvent se dire les religieux, on n'en est pas encore là! Les loisirs paroissiaux, ce noyau dur de la vie sociale à Saint-Pierre, ont peut-être à vaincre un début de désintérêt de la part des paroissiens, invités de plus en plus souvent à réserver leur siège à la salle Saint-Pierre. Ils ont aussi à affronter la concurrence de plus en plus inégale des divertissements commerciaux. Mais ils résistent bien et savent encore se renouveler: c'est une idée nouvelle, au début du XXe siècle, de faire du "euchre" l'occasion de soirées paroissiales, et l'engouement pour ce jeu de cartes ne faiblit pas avant la guerre. La société paroissiale, pourtant, a déjà amorcé une autre de ses transformations.

CHAPITRE VI

L'EROSION DE LA SOCIÉTÉ PAROISSIALE, 1914-1930: UN APERÇU

Pendant et après la première guerre mondiale, les tendances démographiques déjà entrevues dans la période antérieure se poursuivent et s'accroissent. La compagnie du Canadian Pacific exproprie entre 1912 et 1916 des dizaines d'acres de terrain au sud de la paroisse, pour faire place à de nouvelles voies ferrées. Le caractère industriel de cette zone, par ailleurs, continue de s'accroître. La population du bord de l'eau est donc contrainte de remonter au nord de la rue Notre-Dame, où elle remplace les familles un peu mieux pourvues qu'elle, déjà prédisposées à quitter le quartier. De 1914 à 1930, le nombre de Saint-Pierrais décroît constamment. Au début de la crise, ils sont mille de moins qu'au début de la guerre, sept mille cinq cents¹ plutôt que huit mille quatre cents, une baisse de 11% en une quinzaine d'années.

¹ Voir note 59, chapitre II. Depuis 1904, rappelons-le, les limites de la paroisse n'ont pas changé.

En déclin démographique, la paroisse, de plus, s'appauvrit toujours davantage. En 1930, on l'a vu précédemment, il y a longtemps que les vrais propriétaires de Saint-Pierre, ceux qui possèdent le patrimoine industriel, commercial et résidentiel, n'y habitent plus. Après 1914, les fidèles des Oblats sont des journaliers, des débardeurs et autres ouvriers non qualifiés, des employés, mêlés à de tout petits commerçants, épiciers, dépanneurs, barbiers, cordonniers et à quelques manufacturiers qui n'ont de l'état que le nom, population pauvre, de plus en plus enracinée au centre-ville.

Les missionnaires se désolent moins souvent qu'avant la guerre du mode de vie trop urbain, trop moderne à leur goût, de leurs paroissiens: ils s'y sont peut-être résignés. En 1927, pourtant, l'incendie du Laurier Palace ravive en eux contre les "salles de vues" les accents d'éloquence du début du siècle, et les années folles ne les voient pas déroutir contre "l'exposition universelle" des modes, à Pâques mais aussi toute l'année².

² "La période de Pâques, d'ordinaire, ne porte pas aux réflexions profondes ... au contraire! L'exposition des modes (elle est presque une exposition universelle) fait rude concurrence à toute idée sérieuse ...", Bulletin paroissial, XVI, 8, 12 avril 1925. Dans les années 1920, le père Arthur Bernèche, de nouveau directeur des Enfants de Marie, fait de la mode un sujet continu de ses observations. Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, manuscrit, II, 1918-1934.

Si les pères s'en prennent moins qu'avant à toutes les nouveautés, s'ils se prononcent même, avec un réalisme né de leur connaissance concrète des exigences de la société moderne, pour l'éducation poussée des jeunes filles et souhaitent une plus grande ouverture des professions aux femmes célibataires³, l'érosion de la famille traditionnelle, sa perméabilité aux influences américaines, les émeuvent toujours autant: "Ne baptisez pas vos enfants Johnny, Mary, Anny mais Jean, Marie, Anne. Nous sommes Canadiens"⁴. Ils s'attristent aussi de constater que sitôt terminée la messe à laquelle ils ont tous tenu à assister, leurs catholiques marchands

³ "A propos du travail de la femme en dehors du foyer, il y aurait une sorte de cruauté, à tout le moins une légèreté insigne, à ne pas tenir compte du caractère précaire qu'ont pris aujourd'hui beaucoup de situations de famille. [...] En conséquence les pères et mères de famille ont le devoir d'orienter leurs filles vers une carrière qui leur permette, si cela devient nécessaire, de se créer une situation honorable et la plus avantageuse possible au point de vue économique. [...] Donnons à la jeune fille une formation générale tendant à la rendre aussi propre à la vie de famille qu'à l'exercice d'une carrière proprement dite. Toutes les carrières qu'elle peut physiquement et moralement remplir doivent lui être accessibles, afin qu'elle ne soit pas une charge à la famille et à la société", Bulletin paroissial, I, 50 (2ème série), 8 mai 1927. Sur cette question comme sur bien d'autres, les Oblats témoignent d'une ouverture aux réalités sociales beaucoup plus grande que la hiérarchie ecclésiastique de leur temps. C'est cette même connaissance de la vie des laïques qui les conduira en 1932 à réserver un local dans les bâtiments paroissiaux à une clinique de soins des maladies alors appelées vénériennes.

⁴ Bulletin paroissial, XIV, 5, 25 mars 1923. "On sait qu'à la ville un très grand nombre de papas et de mamans permettent à leurs enfants de les tutoyer. De temps immémoriaux on a toujours dit "vous" à ses parents, mais la mode s'en mêle et après celle des noms de baptêmes ridicules, absurdes ou tout simplement idiots, voilà qu'on devient plus moderne, dans la mauvaise acceptation (sic) du mot, et qu'on se laisse tutoyer par ses enfants", Ibid., V, 26 (2ème série), 23 novembre 1930.

de Saint-Pierre, le jour de l'Immaculée-Conception, vont désormais à leurs affaires comme les autres jours⁵.

Dans cette paroisse du centre-ville, la guerre et l'après-guerre n'attiédissent pas la piété, qui reste très fervente. Que certains accusent l'Eglise de pratiquer une religion d'argent⁶, la critique est séculaire; que d'autres, ou parfois les mêmes, refusent de se confesser au prêtre, en qui ils voient davantage un fonctionnaire ecclésiastique que le représentant de Dieu sur terre⁷, voilà une protestation d'inspiration bien plus moderne, et plus dangereuse du point de vue des pères. Mais ces frondes sont le fait de marginaux, et jusqu'en 1930 les Oblats ont laissé des centaines de témoignages de satisfaction: les dévotions mensuelles, les processions, les pèlerinages, les offices de Pâques, de Noël et du Nouvel An trouvent toujours les Saint-Pierrais aussi empressés. Dans les années 1920,

⁵ Codex historicus, II, 148, 8 décembre 1917.

⁶ "Le père Mathieu croit, pour l'avoir entendu dire, que notre religion est une religion d'argent; et avec les prêtres, répète-t-il, sans argent, il n'y a rien à faire. Il dit cela un jour à son curé lui-même, qui lui répondit: "Père Mathieu, pour la confession, les visites aux malades, le catéchisme, combien avez-vous payé? Essayez d'aller déranger un médecin, un avocat, un homme d'affaires, un notaire aussi souvent que vous avez dérangé votre curé et vous saurez me dire si cela ne vous coûtera rien." Ne dites donc plus que notre religion est une religion d'argent", Bulletin paroissial, XII, 33, 9 octobre 1921.

⁷ "Venez vous confesser! Il est des hommes qui refusent d'aller se confesser. "Pourquoi me confesserai-je? La confession a été inventée par les prêtres!" Or l'Eglise n'a institué que l'obligation de la confession une fois par année, mais c'est Jésus-Christ qui a inventé la confession", Ibid., XII, 1, 27 février 1921.

les religieux distribuent plus de deux cent mille communions par an, une moyenne de cinq cent cinquante chaque jour. Et le nombre ne cesse d'augmenter des hosties consommées, malgré l'exode des paroissiens: en 1923, chacun d'eux communie en moyenne trente-deux fois, trente-cinq fois en 1924 et trente-neuf fois en 1926⁸. Alors que seule la communion pascale est obligatoire, le clergé de la fin du XIXe siècle, conquis à une théologie et à une pastorale du rapprochement, avait favorisé la communion mensuelle; nous voilà bien près maintenant de la généralisation de la communion hebdomadaire⁹.

De même qu'ils négligent, comme avant, la subsistance de leurs pasteurs, les paroissiens, comme avant, tiennent à conserver beau leur temple et à le parer à leur tour. En 1931, en pleine crise, le

⁸ Les rapports pastoraux envoyés à l'évêque parlent de 200 000 communions en 1923 pour 6 317 communicants à Saint-Pierre; de 230 000 communions en 1924 pour 6 331 fidèles en âge; et de 250 000 communions deux ans plus tard pour 6 445 communicants. Voir Etat de la paroisse S. Pierre-Apôtre pour l'année 1923, pour l'année 1924, pour l'année 1926, ACAM, 350.102/923.146, 350.102/924.149 et 350.102/926.164.

⁹ "Ne vous troublez pas à cause du peu de temps que vous laissez votre travail pour la préparation de votre communion. Les braves ouvriers et commerçants qui prennent leur communion fréquente sur le pouce, c'est-à-dire à la hâte, sont les grands chrétiens d'aujourd'hui", Bulletin paroissial, V, 49 (2ème série), 26 avril 1931.

père curé Eugène Guérin ne doute pas un instant de recueillir deux mille dollars pour les deux nouveaux autels de l'église¹⁰.

Les activités paroissiales, de leur côté, font à l'occasion peau neuve. Préfigurant en quelque sorte l'oeuvre des terrains de jeux, fondée en 1929 par des prêtres séculiers de Québec¹¹, les frères maristes de l'école Saint-Pierre organisent dès 1917 des loisirs d'été pour leurs élèves, et plutôt que de les laisser à leurs ruelles, ils les conduisent une fois par semaine au parc Lafontaine ou à l'île Sainte-Hélène¹². En 1912 par ailleurs, Jean Goulet¹³, chef d'orchestre bien connu à Montréal, fonde à Saint-Pierre, sa paroisse, le Cercle symphonique, composé de musiciens amateurs. A

¹⁰ "23 août. Dimanche. A date la souscription pour les autels des SS Martyrs canadiens et S. Thérèse de l'Enfant Jésus atteint le chiffre de \$1 562,54 payés. Les deux autels dont le plan a été dessiné par M. Guido Nincheri, notre décorateur, sont fabriqués par un marbrier du quartier, M. Jobin. L'autel des SS Martyrs sera en marbre blanc veiné italien et l'autel de Ste-Thérèse de l'Enfant Jésus en marbre rosé espagnol. Les lignes sont sobres et harmonieuses, et s'adaptent bien à l'architecture de l'église. La souscription se continue et va certainement dépasser les deux mille dollars", Codex historicus, II, 287, 23 août 1931. Comme on peut le constater, cette paroisse pauvre sait encore s'offrir, de temps en temps, la beauté et même le luxe.

¹¹ Roger Levasseur, Loisir et culture au Québec, Montréal, Boréal Express, 1982, 58.

¹² Bulletin paroissial, VIII, 19, 8 juillet 1917.

¹³ Pour les débuts du Cercle symphonique, voir Bulletin paroissial, I, 51 (2ème série), 15 mai 1927. Jean Goulet, musicien né en Belgique mais venu jeune à Montréal, dirige en 1905 au Monument national la création de Cain d'Alexis Contant. Carol Bergeron, "Une oeuvre pleine de charme et d'allure", Le Devoir, 15 novembre 1988, 12.

partir de 1922, il dispense de plus gratuitement aux Enfants de Marie qui le désirent des leçons hebdomadaires de violon, ce qui ajoute quelques ... cordes à leur répertoire. Ainsi, après guerre, les concerts se joignent plus souvent aux parties de cartes, aux soirées théâtrales et aux autres divertissements paroissiaux dont les recettes financent les oeuvres¹⁴.

Ces quelques indéniables succès ne parviennent toutefois pas à masquer l'évidence: dans le Saint-Pierre d'après 1914 la vie sociale, à la différence de la vie religieuse, ne bat plus que d'un médiocre allant. Non qu'elle perde toute sa vitalité ni sa capacité de renouvellement; mais les difficultés qui s'annonçaient naguère l'entravent désormais plus décisivement, si elles ne l'étouffent pas encore. Organisations, recettes, participation aux congrégations laïques, tout, maintenant, périclité.

La bibliothèque étant déjà si peu fréquentée, on ne s'étonne guère, à vrai dire, de l'oubli dans lequel les Saint-Pierrais persistent à la tenir: malgré des acquisitions régulières, qui

¹⁴ "Notre soirée du 14 Les Chrétiens aux Lions a été un succès sous tous rapports. Bonne et belle représentation devant une salle comble. Merci. Résultat \$230 profit net qui va dans la caisse des Enfants de Marie pour le moment. Il en sortira doublé, quadruplé, décuplé, centuplé même pour être remis à la paroisse à la fête du 8 décembre. Ainsi nos euchres du mois d'octobre et autres petits euchres donnés à la Bibliothèque paroissiale qui ne causent pas grand trouble et vous font passer une veillée agréable. Peut-être que les conseillères voudront en faire un dans la semaine du 16 mai", Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, II, 18 avril 1926.

portent son fonds à sept mille volumes en 1930, cent vingt-cinq paroissiens à peine y sont abonnés au début de la crise¹⁵. Quant au cercle Saint-Pierre, nos hommes le boudent depuis la guerre:

Venez au Cercle Saint-Pierre. Ici, à côté du presbytère, nous avons une belle salle d'amusements, grande, spacieuse, bien chauffée, bien éclairée, où dorment tranquillement de belles tables de billard et de pool; l'on y trouve aussi des échiquiers, des tables pour jouer aux cartes, pas à l'argent, entourées de ... chaises, et voilà, c'est ici le désert! ... le vrai celui-là. Cependant, tout cela n'a pas été préparé, à grands frais, uniquement pour servir de sous-sol à la chapelle des congrégations des hommes et des demoiselles! C'est pour vous, hommes et jeunes gens, que le Cercle existe.¹⁶

En fait la salle du Cercle, comme la salle Saint-Pierre, se ressentent du poids des ans. Elles sont basses et leurs murs affichent des couleurs fanées, peu propres à séduire les habitués des cinémas rococo du centre-ville. En 1929, les missionnaires veulent croire que ce défraîchissement est la cause de la défaveur dont pâtiennent les soirées paroissiales, et ils espèrent qu'en transformant le sous-sol de l'église en nouvelle salle communautaire

¹⁵ Etat de la paroisse Saint-Pierre pour 1930, ACAM, 350.102/930.177. En 1913, un don du Cercle Desormeaux de l'A.C.J.C. portait le fonds de la bibliothèque à 3 000 ouvrages; de nouvelles acquisitions sont réalisées en 1917, 1924, 1926 et 1928. Le nombre d'abonnés varie toutefois fort peu et ne dépasse jamais deux cents. En 1929, c'est à peine même s'il atteint la centaine. Voir les rapports paroissiaux annuels à l'évêque de 1915 à 1930, ACAM, 350.102.

¹⁶ Bulletin paroissial, VIII, 40, 2 décembre 1917.

le public reviendra plus nombreux¹⁷. Il y a de la nostalgie dans l'air à la fin des années 1920: on organise des soupers "du bon vieux temps", et des épluchettes de blé d'Inde grâce auxquelles on cherche à "revivre une bonne veillée d'autrefois"¹⁸; ce sentiment, absolument nouveau dans la paroisse, habite des religieux plus âgés qu'à aucune époque antérieure, dont plusieurs exerçaient déjà leur ministère dans le dynamique Saint-Pierre d'avant 1914¹⁹.

Les participants ne sont pas seulement plus clairsemés, ils sont aussi plus pauvres, si bien que les recettes provenant de toutes les industries paroissiales piquent du nez après la guerre. Du coup, la paroisse se voit contrainte d'abandonner certains de ses mandats sociaux.

¹⁷ "Le R.P. Supérieur nous démontre qu'il faut absolument des organisations paroissiales rémunératrices pour maintenir les finances de la paroisse et arriver à solder la dette qui autrement ne fera que s'accroître. Il propose de transformer le sous-sol de l'église en salle paroissiale", Maison Saint-Pierre de Montréal. Conseil, 1844-1948, manuscrit, 23 novembre 1929. Sur l'aspect fatigué de l'ancienne salle Saint-Pierre, voir Codex historicus, II, 237, 24 septembre 1928. Les difficultés financières de la paroisse sont telles qu'en janvier 1928, les pères se résignent à exiger une contribution pour les places de bancs à toutes les messes, même au jubé hors les messes de l'aurore et la grand'messe. C'est un "pis-aller" qu'ils ne peuvent plus reculer. Voir Ibid., II, 229, 12 février 1928.

¹⁸ Bulletin paroissial, V, 16 (2ème série), 7 septembre 1930 et V, 38 (2ème série), 8 février 1931.

¹⁹ Voir page 175.

Après l'école Saint-Pierre, c'est au tour de l'asile de passer sous le contrôle de la commission scolaire, en 1919, à la demande même du supérieur, le père Joseph Dozois²⁰. On a procédé à une réorganisation par laquelle Oblats et soeurs de la Providence acceptent de sacrifier leur droit de regard sur l'éducation contre l'espoir que les redevances versées par la commission scolaire contribueront à soutenir l'autre vocation de l'asile, les oeuvres caritatives.

Car même dans ce domaine privilégié de la solidarité paroissiale, l'insuffisance des moyens est devenue criante. Non que les Saint-Pierrais se désistent; jusqu'à la toute fin de la période, ils réservent à l'assistance le meilleur de leurs énergies et toutes les ressources dont ils disposent. Pour la charité, il reste toujours un sou à donner. Alors que les Enfants de Marie ne laissent jamais plus de sept dollars trente ou sept dollars quarante en 1924 aux quêtes passées au moment de leurs assemblées, celle pour les pauvres rapporte près de trente-quatre dollars²¹. En 1925, les

²⁰ "Ouverture des écoles. Sur demande du Supérieur, l'Asile est converti en une école enfantine avec l'assentiment de la commission scolaire. De ce fait les deux académies remettent à l'Asile tous les enfants qui n'ont pas fait leur première communion et qui ne sont pas préparés pour la première classe du cours. Par contre les enfants de l'Asile qui ont fait leur première communion et qui sont capables de faire la première classe sont envoyés soit à l'Académie S. Pierre, soit à l'Académie Visitation selon leur sexe. Au point de vue pécuniaire, l'Asile, grâce à la commission scolaire, retirera plus de \$1 200 de plus que l'an dernier", Codex historicus, II, 183, 4 septembre 1919.

²¹ Cahiers de prêches des Enfants de Marie, II, 2 mars 1924.

messieurs de la Saint-Vincent-de-Paul recueillent quatre cent dix dollars lors de leur collecte annuelle à domicile²².

Mais qu'est-ce que ces aumônes en regard de l'ampleur des besoins? En cette même année 1925, les Vincentiens dépensent plus de mille cent dollars pour assister quatre-vingt-seize familles. Il faut combler le déficit en s'adressant au tronc de Saint-Antoine, aux membres honoraires et aux amis de la ville, dont la libéralité, partout sollicitée, n'est pas inépuisable²³.

L'asile et l'hospice Gamelin ne sont pas en meilleure posture. L'inflation se jette sur l'après-guerre; or les dons des Saint-Pierrais plafonnent dès 1916, puis s'amoindrissent. En 1928, l'année la plus généreuse depuis la guerre, les paroissiens ne trouvent pour les orphelines et les vieillards pas plus de quatre mille dollars, tandis que la moyenne de leur effort, pour toute la décennie 1921-1930, s'établit à trois mille cinq cents dollars²⁴.

²² Bulletin paroissial, XVI, 35, 18 octobre 1925.

²³ Ibid..

²⁴ Pour les sommes ramassées dans la paroisse en faveur des oeuvres des soeurs de la Providence, voir Codex historicus, 1er février 1916, 9 février 1919, 11 décembre 1928 (qui donne les chiffres pour 1926 à 1928). Voir aussi Bulletin paroissial, 18 novembre 1917, 10 février 1918, 1er mai 1921, 26 décembre 1926 (qui rappelle les montants donnés en 1922 et 1923), 20 décembre 1925 (qui compare 1924 et 1925) et 21 décembre 1930 (qui témoigne aussi pour l'année précédente). Enfin, voir le rapport paroissial à l'évêque de 1921, qui indique les dons pour 1920 et 1921.

Dans ces conditions, le soupçon et l'étau se resserrent sur les plus démunis. Dès 1917 le Bulletin paroissial avertit ses lecteurs que la Saint-Vincent-de-Paul ne nourrit pas les cigales. Ni les chiens; après 1918, il suffit de la présence au foyer d'un tel compagnon pour que l'aide soit coupée²⁵. En 1918 toujours, sur un ton mesquin rare jusqu'alors chez les pères de Saint-Pierre, le chroniqueur de la maison se félicite: la supérieure de l'asile, en effet, trie soigneusement ses orphelines²⁶.

Or un problème ne survient jamais seul, surtout dans un type d'organisation sociale dont tous les éléments sont si inextricablement liés. Comme si ses difficultés financières ne lui suffisaient pas, voilà que Saint-Pierre, après la guerre, doit aussi composer avec la désaffection croissante des paroissiens envers leurs congrégations.

²⁵ Bulletin paroissial, VIII, 31, 30 septembre 1917 et IX, 33, 13 octobre 1918.

²⁶ "Grâce au discernement de la Supérieure, qui n'accepte à l'orphelinat que de vraies orphelines de la paroisse Saint-Pierre, le nombre des orphelines est moins grand que d'habitude. Le temps où on élevait à peu près gratuitement à l'orphelinat des enfants de couples séparés et d'ivrognes semble être fini. La vraie charité y gagnera", Codex historicus, II, 164, 3 septembre 1918.

Le père Dozois peut bien se moquer des zouaves en 1916²⁷; en 1930 nul ne trouve plus de quoi rire. Durant ces quinze années, en effet, la population paroissiale décroît du dixième; mais les congrégations des Enfants de Marie, des jeunes gens et des hommes perdent la moitié de leurs effectifs, la société de tempérance et les Dames de Sainte-Anne les trois quarts²⁸. Quant à la congrégation des adolescents, active encore en 1920, elle disparaît au cours de la décennie²⁹.

Moins nombreux, les congréganistes sont également bien moins assidus qu'autrefois. On a beau, dès 1917, déplacer plus tard en matinée l'assemblée dominicale des jeunes gens; ne plus convier les Enfants de Marie, à partir de 1922, qu'à deux réunions par mois;

²⁷ "Pâques. Les zouaves assistent à la grand'messe. A l'élévation, ils font un épouvantable charivari. Le père Bussièrès, commandant, a l'air d'une poule dont les poussins se déciment graduellement par le choléra", *Ibid.*, II, 119, 23 avril 1916.

²⁸ En 1929, la congrégation des Enfants de Marie compte 525 membres en règle. Cahiers de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, II, 29 décembre 1929. Les Dames sont 562 en 1932. Cahier des minutes du Conseil de la congrégation des Dames de Sainte-Anne de l'église Saint-Pierre, 1921-1949, manuscrit, 2. En 1926, 200 jeunes gens à peine et 400 hommes appartiennent aux congrégations à eux destinées. Etat de la paroisse Saint-Pierre pour l'année 1926, ACAM, 350.102/926.164. Enfin 600 adultes et précurseurs adhèrent en 1931 à la société de tempérance. Etat de la paroisse Saint-Pierre pour 1931, ACAM, 350.102/931.177.

²⁹ Bulletin paroissial, XI, 29, 19 septembre 1920 et V, 33 (2ème série), 4 janvier 1931.

retarder aussi la messe des hommes en 1930³⁰, rien n'y fait. Les directeurs ne peuvent endiguer l'indifférence qui gagne leurs congréganistes. En 1921, le quart seulement des demoiselles assiste aux assemblées; en 1930, le Bulletin paroissial parle de la congrégation des hommes comme d'une mode qui s'en va³¹.

Ce discrédit qui frappe après la guerre les associations paroissiales, plusieurs facteurs concourent à l'expliquer et à l'accentuer. Les Saint-Pierrais, d'abord, sont de plus en plus souvent, de naissance, des familiers du monde urbain. Dans les années 1920, plus du tiers des nouveaux époux unis dans l'église oblate, pour nous en tenir à eux, sont nés à Montréal, voire dans le quartier; un autre cinquième a vu le jour dans des paroisses du même type que Saint-Pierre, à Notre-Dame de Hull, Saint-Sauveur ou Saint-Roch de Québec, ou dans les petits Canadas de Salem et de Lowell³².

³⁰ Ibid., VIII, 34, 21 octobre 1917 et V, 31 (2ème série), 21 décembre 1930. Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, II, 17 septembre 1922.

³¹ Cahier de prônes de la congrégation des Enfants de Marie, II, 21 novembre 1921. À partir de cette date jusqu'à la fin de la période, le directeur consigne chaque semaine dans son cahier le nombre des présences. Celui-ci oscille de deux à trois cents durant toute la décennie. Pour les hommes voir Bulletin paroissial, IV, 38 (2ème série), 9 février 1930.

³² À défaut de pouvoir nous appuyer sur une investigation approfondie des origines géographiques de la population paroissiale après la guerre, nous avons choisi d'analyser les registres de publications de bans pour les années 1921, 1926 et 1931. En effet, durant toute la décennie avant la crise, le vicaire registraire indique toujours la paroisse du baptême des promis. Au cours de nos trois années-témoin, 228 mariages ont été célébrés à Saint-Pierre; ils ont impliqué 294 paroissiens des Oblats (215 femmes et 79

Les générations précédentes, formées davantage de ruraux récemment immigrés à Saint-Pierre, trouvaient dans les congrégations laïques un moyen de faciliter leur adaptation à leur nouveau milieu, soumis à une urbanisation et à une industrialisation accélérées; pour les paroissiens des années 1920, bien souvent, ce défi ne se pose plus, et avec lui disparaît une des fonctions sociales attirantes des associations paroissiales.

En 1914, d'autre part, le curé Ernest Tourangeau pouvait compter sur douze vicaires; le père Guérin, curé en 1930, n'en dirige plus que six³³. Ce resserrement du nombre de prêtres commis au ministère paroissial, à lui seul, en dit long sur la contraction des activités à Saint-Pierre entre ces deux dates. Mais en même temps, il contribue à l'aggraver encore. Ramener à deux par mois les assemblées des Enfants de Marie, cela libère le père Bernèche pour d'autres tâches mais c'est aussi, en quelque sorte, autoriser les demoiselles à considérer les réunions moins nécessaires qu'auparavant; donner congé aux hommes congréganistes durant l'été,

hommes). Nous ignorons six fois seulement le lieu de leur baptême (2,04%); 107 sont nés à Montréal, le plus souvent à Saint-Pierre même ou dans les paroisses limitrophes (36,40%); 53 viennent de paroisses urbaines situées hors de Montréal (18,03%); et seulement 128 (43,53%) sont d'origine rurale ou villageoise. Registres de publications de bans, paroisse Saint-Pierre-Àpôtre, manuscrit, 1921, 1926 et 1931.

³³ Gaston Carrière, o.m.i., Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, 3 vol., 1976, 1977 et 1979.

faute de personnel³⁴, risque de les conduire à la même conclusion. Et de l'absentéisme, on passe vite à l'abstention.

D'autant plus qu'avec l'essoufflement des loisirs paroissiaux les congrégations sont en voie de perdre une autre de leurs raisons d'être. L'hémorragie de leurs membres pousse en 1920 les Dames de Sainte-Anne à renoncer aux grandes soirées de euchre en faveur de l'asile et de l'hospice. A l'avenir les dames patronnesses se présentent chaque lundi de l'automne, pendant dix semaines, au domicile de ceux qui souscrivent pour ces deux oeuvres un dollar par dix sous³⁵. Cette nouvelle organisation coûte moins d'efforts que les bazars, banquets, rafles, parties de cartes et concours d'autrefois. Mais elle procure aussi bien moins de plaisir, favorise moins les échanges et les conversations qui agrémentaient les préparatifs de ces grandes rencontres communautaires; elle prive en outre les Saint-Pierrais d'un temps fort de leur vie sociale. De participants, de convives, ils deviennent des donateurs individuels; les Dames de leur côté ne sont plus que des quêteuses: cela suffit à en rebuter plusieurs. A la fin, chute des effectifs et

³⁴ "Vu l'absence de plusieurs pères employés au ministère paroissial, vu aussi les deux retraites qui ont lieu en juillet et août, vu également le pèlerinage de la paroisse au Cap-de-la-Madeleine dans le mois d'août, le R.P. Directeur de la congrégation des hommes se voit obligé d'accorder deux mois de vacances à ses congréganistes. C'est donc entendu: les hommes congréganistes n'auront pas de messe à la maîtrise pendant les mois de juillet et d'août", Bulletin paroissial, V, 6 (2ème série), 29 juin 1930.

³⁵ Ibid., XII, 10, 1er mai 1921.

affaiblissement de la vie paroissiale s'entraînent et s'enchaînent l'un l'autre. En 1930 d'autre part, les pères, qui ont entrepris de se délester de certaines charges, cèdent aux soeurs de l'asile la responsabilité de la salle de couture. Celles-ci croient s'éviter de la peine en la fermant, tout simplement, quitte à porter elles-mêmes chez les bienfaitrices les paquets de linge à transformer³⁶. Recluses chacune dans sa maison, privées du plaisir de rencontrer leurs amies et de causer en cousant, les zélatrices perdent leur entrain et l'oeuvre disparaît bientôt.

Ainsi, de proche en proche, toute la vie sociale ralentit dans la paroisse. La vigueur des congrégations et le succès des loisirs avaient à la fin du XIXe siècle remplacé l'éloignement géographique de la vieille ville et les aspirations d'urbanité des Bourragans comme ferment et support du sentiment d'appartenance des Saint-Pierrais à leur paroisse. Sise en plein centre-ville, ouverte à toutes les influences urbaines, sevrée du stimulant d'associations et d'activités paroissiales entraînantes, réduite à calculer de plus en plus chichement l'aide aux démunis, Saint-Pierre ne suscite plus le même attachement chez des citoyens qui possèdent moins de moyens et de raisons de lui rester fidèles.

³⁶ *Ibid.*, IV, 40 (2ème série), 23 février 1930 et V, 38 (2ème série), 8 février 1931.

Et d'autant moins que plusieurs des mandats sociaux autrefois remplis par la paroisse sont en train d'être réorganisés sur une base supra-paroissiale. Alors que le développement urbain finit de faire éclater la cohésion des quartiers, la paroisse, confinée dans ses limites territoriales, apparaît de moins en moins, aux yeux de Montréalais mieux ancrés, aux yeux d'organismes civils et même à ceux des administrateurs diocésains, comme une institution adaptée au nouveau déploiement de la ville.

Nous avons tout à l'heure évoqué comment la commission scolaire prend peu à peu sous son contrôle les principaux établissements d'enseignement de Saint-Pierre. La réorganisation de la charité, pour survenir plus tard, n'en est pas moins complète.

Faute de membres et de ressources, jalouses les unes des autres³⁷, les trois conférences de la société Saint-Vincent-de-Paul décident en 1925 de fusionner. Désormais n'existe plus que la conférence Saint-Pierre, qui vivote, capable seulement de soulager dans la paroisse une infime partie de la pauvreté. En ville, toutes les personnes sensibilisées à la question se rendent bien compte que le principe de l'autonomie des conférences, instauré à l'époque où les quartiers étaient moins homogènes socialement, n'aboutit plus maintenant qu'à confier le sort des démunis à d'autres démunis. En 1931, Olivar Asselin, rédacteur en chef du Canada, homme de

³⁷ Codex historicus, II, 274, 28 décembre 1930.

structures, aux réalisations assez centralisatrices, réclame la création d'un office central de la charité, et la réunion des conférences vincentiennes en fédération³⁸.

A la même époque naît la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises. Mgr Gauthier, archevêque de Montréal, pèse de tout son poids pour que la Saint-Vincent-de-Paul en fasse partie. Comme le soulignent l'historien Francis Radenac et ses collaborateurs, cela signifie le bouleversement complet de la tradition des conférences: désormais les fonds viennent de haut en bas, au lieu d'être quêtés par les membres à l'intention des pauvres des paroisses où ils oeuvrent³⁹. La paroisse, dont on avait pu constater depuis la guerre les insuffisances dans le domaine de la charité, la paroisse, absolument dépassée par la crise, se voit obligée de partager dorénavant l'assistance, sa fonction sociale la plus fondamentale dans les quartiers pauvres.

A Saint-Pierre, par ailleurs, les préoccupations nationalistes des Oblats ne trouvaient qu'un faible écho, à en juger par le nombre limité d'adhérents à la section locale de la société Saint-Jean-

³⁸ Olivar Asselin, "L'organisation de la charité", Le Canada, 22 octobre 1931. AMM 1585.A. Bien-être social. Entraide. Général.

³⁹ Francis Radenac, c.m., Albert Joly et Raymonde Dubois, "Les conférences de Saint-Vincent-de-Paul à Montréal", L'Eglise de Montréal: aperçus d'hier et d'aujourd'hui, 1836-1986, Montréal, Fides, 1986, 292.

Baptiste. En 1914, sous la présidence d'Olivar Asselin, cette association procède à la réorganisation de ses structures.

A première vue cette réforme paraît raviver les sections paroissiales, tombées un peu en désuétude depuis leur création en 1878. A première vue seulement. D'abord parce que les nouvelles sections ne recoupent pas les limites des paroisses; ainsi la section Saint-Pierre, rebaptisée Montcalm dans le nouveau plan, recrute après 1914 ses membres jusque dans Maisonneuve⁴⁰. Ensuite parce que Asselin ne restaure les sections que pour les fédérer aussitôt et faire des délégués de chacune d'elles la courroie de transmission des décisions du Bureau central⁴¹. Bien sûr, chaque section peut continuer de promouvoir des projets locaux; en 1918 par exemple, la section Montcalm fonde à Saint-Pierre un comité pour la location des logements, sorte d'agence gratuite destinée à faciliter aux mères de famille la recherche d'un logement dans la paroisse⁴².

⁴⁰ Correspondance aux sections, 1915-1920, ANQM, 06-M P82/38.379. Dans ce dossier sont entre autres réunies les listes de membres (avec adresses) que confectionnait le secrétaire de chaque section à l'intention du chef du secrétariat du Bureau central, chargé d'expédier à tous les sociétaires la revue de l'association.

⁴¹ Index des sections de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal avant 1950, ANQM, 06-M P82/43.441, 25, janvier 1915. Ce document mentionne que la réforme des structures a été votée lors de l'assemblée générale du 18 juin 1914. Pour les détails de cette réorganisation, voir Robert Rumilly, Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Des Patriotes au Fleurdelysé, 1834-1948, Montréal, L'Aurore, 1975, 234 et ss.

⁴² Bulletin paroissial, VIII, 48, 27 janvier 1918. Cette initiative a été grandement encouragée par les Oblats qui voyait en elle le moyen de freiner l'exode de leurs paroissiens.

Mais dans l'optique du centralisateur Asselin, les sections sont plutôt des émanations du Bureau central, qui détermine seul l'orientation et les politiques de l'association. En ce sens, leur autonomie est restreinte à la portion congrue ... tout comme l'influence de l'aumônier local. Et c'est bien ce qui met de mauvaise humeur les Oblats de Saint-Pierre.

Education, assistance, action nationale, adaptation à la ville: on le voit, après la guerre, nombre de fonctions sociales assurées jusqu'au début du siècle en grande partie par la paroisse se sont réorganisées en profondeur. Dans les années 1920, la vie sociale paroissiale n'est plus une dimension aussi constituante, aussi fondamentale de la vie urbaine; et la paroisse de moins en moins une médiation essentielle entre l'Eglise et les fidèles-citadins et entre eux et la ville.

C'est ici que nous nous arrêtons. Non sans noter cependant qu'après la guerre, les Oblats de Saint-Pierre promeuvent encore, comme aux époques passées, les idées les plus ouvertes nées au sein de l'Eglise montréalaise. En 1918, Philippe Laganière se voit confier par le Bureau central de la société Saint-Jean-Baptiste le poste de directeur des sections⁴³. C'est un Saint-Pierrais; il a

⁴³ Rapports du directeur des sections, 1918-1920, ANQM, 06-M P82/43.440.

fréquenté cinq ans le Cercle Desormeaux de l'A.C.J.C.⁴⁴ et il sait conserver dans la société l'afflux des membres provoqué en 1917 par la crise de la conscription. C'est un autre ancien habitué du Cercle, Emile Pigeon, qui fonde en 1920 le syndicat catholique des commis-marchands chez Dupuis Frères, le grand magasin à rayons de l'est⁴⁵. Avec Laganière, avec Pigeon, avec d'autres de ces militants catholiques d'un genre nouveau, les Oblats de Saint-Pierre s'emploient activement après 1923 à assurer le succès des retraites fermées de la Villa Saint-Martin, où l'on réfléchit dans une perspective neuve aux rapports de l'Eglise avec les ouvriers⁴⁶. Enfin, c'est dans Saint-Pierre que naît aussi, en 1930, le premier cercle montréalais de la Jeunesse ouvrière catholique, organisation importée au Québec par les Oblats et promise après 1930 à de beaux succès⁴⁷. Si Saint-Pierre, comme paroisse, voit s'essouffler après la première guerre mondiale le rôle de médiatrice qu'elle avait jusqu'alors remplie entre les fidèles-citadins et la ville, elle sait encore, au moment où s'amorce un renouveau des oeuvres de l'Eglise, de plus en plus souvent maintenant coordonnées à l'échelle

⁴⁴ Bulletin paroissial, V, 5 (2ème série), 22 juin 1930.

⁴⁵ Ibid., et aussi IV, 41 (2ème série), 2 mars 1930.

⁴⁶ Ibid., XIV, 4, 18 mars 1923; XVI, 11, 3 mai 1925. Voir aussi Cinquante ans d'action ouvrière. Les mémoires d'Alfred Charpentier, Québec, P.U.L., 1971, 156, 161 et 162. Ces pages évoquent l'action de Philippe Laganière.

⁴⁷ Codex historicus, II, 273, 23 décembre 1930.

du diocèse, s'imposer grâce à ses pasteurs et à ses militants comme une médiation nouvelle entre l'Eglise et les fidèles-citadins.

CONCLUSION

Une longue et riche réflexion, nourrie des observations d'autodidactes éclairés, du questionnement et des enquêtes des sociologues et des historiens, stimule depuis presque cent ans un des plus vieux débats de notre production intellectuelle et savante: le Québec d'avant la grande crise, et particulièrement le Québec urbain, est-il encore une société traditionnelle ou déjà une société moderne?

Parmi les arguments qu'ils avancent à l'appui de leur position, les tenants de la première option mentionnent la grande et durable vigueur, à la ville, d'une vie paroissiale envisagée, mais sans que cela ne soit étayé par des études approfondies, comme une réplique presque intacte d'un type d'encadrement des fidèles et d'un type de vie sociale inspirés du milieu rural et d'une époque ancienne.

De leur côté, ceux qui voient dans le Québec une société modernisée somme toute au même degré et au même rythme que bien d'autres en Occident se désintéressent de la question paroissiale, et préfèrent souligner la rapidité de la mise en place et la

vitalité des rapports sociaux et des institutions issus du nouvel ordre industriel et urbain.

Concernée par les interrogations qui ont habité tant de travaux avant elle, cette thèse ne prétend ni épuiser ce débat, ni même le grossir d'une autre interprétation globale. Elle a voulu simplement attirer l'attention sur quelques aspects de la question d'autant plus curieusement négligés qu'ils sont pourtant incontournables. Elle s'est donc intéressée au rôle de la paroisse dans la ville, à la nature et à l'évolution de la vie paroissiale en milieu urbain depuis les prémises de la révolution industrielle jusqu'au plein épanouissement de la ville industrielle. Et elle l'a fait à travers l'étude d'un cas concret, celui de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, entre 1848 et 1930.

Dans un premier temps, nous avons considéré Saint-Pierre strictement comme un espace montréalais. Jusque dans les années 1840, le faubourg Québec était peuplé essentiellement de vieilles familles établies là depuis la fin du XVIIIe siècle, et d'artisans ou de travailleurs trop peu fortunés pour aménager dans les quartiers du centre. En 1870 encore, les circonscriptions municipales de Saint-Jacques et dans une moindre mesure Sainte-Marie conservent un aspect artisanal et entretiennent avec le reste de la ville des liens somme toute assez lâches. Durant ces trente années, pourtant, des milliers de ruraux s'y installent ou y passent,

faisant de l'est de Montréal leur porte d'entrée dans un nouveau monde urbain qu'ils sont venus, à la fois, rejoindre et créer. En 1871, la prolétarianisation galopante de ces migrants côtoie encore la stabilité, très menacée mais provisoirement réelle, des petits possédants arrivés moins récemment dans le faubourg.

Or la consolidation de la société industrielle accélère encore, dans les dernières décennies du siècle, cette croissance phénoménale de la population et de la superficie de Montréal. Dans le même temps, l'amélioration des communications intra-urbaines, en particulier dans le domaine des transports, fait que se tissent entre les différentes parties de la ville des relations d'interpénétration et d'interdépendance toujours plus étroites. Bientôt Saint-Pierre se retrouve au centre-ville, l'artisanat y cède la place à l'industrie, les possédants fuient, laissant derrière eux ces ouvriers non qualifiés, ces employés, ces tout petits commerçants, ces semblants de manufacturiers, tous ces Canadiens-Français pauvres qui forment désormais l'essentiel de la population paroissiale. Davantage peut-être que dans des paroisses moins anciennes, se déploie pleinement, à Saint-Pierre, ce processus de développement qui fait perdre aux espaces urbains leur autonomie, les mue en quartiers, définit leur vocation et leur fait acquérir une personnalité sociale et nationale qu'on ne peut plus saisir qu'en référence au système urbain global. Dès la fin du XIXe siècle

et toujours davantage par la suite, Saint-Pierre, paroisse du centre-ville, est ouverte à toutes les influences urbaines.

C'est par ses desservants que nous avons ensuite abordé Saint-Pierre. Lorsque les Oblats s'installent en 1848 dans le faubourg Québec, ses habitants vivent pratiquement sans encadrement socio-religieux. A des Bourragans avides de contact avec le sacré, les Oblats apportent la Parole, et le Rituel. Cette population pleine du désir de voir sa dignité reconnue et d'être intégrée à l'ensemble du corps social, les missionnaires la convient à une célébration festive et fastueuse, toute ultramontaine, de l'unité du peuple de Dieu et de la communauté idéale. Ces Saint-Pierrais simples, les pères les abordent avec la bonhomie, la disponibilité et la tolérance qui caractérisent si distinctement leur congrégation. Entre pasteurs et fidèles, la rencontre est immédiate, authentique et durable.

Mais si les Saint-Pierrais attendent beaucoup des Oblats, ceux-ci, à leur tour, espèrent beaucoup de Saint-Pierre. Leur ambition apostolique, l'esprit de leurs Règles, leur formation missionnaire, mais aussi les circonstances de leur établissement à Montréal, dominées par la rivalité qui les oppose aux Sulpiciens, puis au curé de Sainte-Brigide, enfin au développement industriel et urbain qui transforme leur paroisse et la saigne, tout les pousse à vouloir faire de Saint-Pierre une chrétienté modèle et un modèle de

paroisse, projets qui reçoivent du reste l'aval et le support des autorités épiscopales.

Tout au long de la période, un contexte difficile fait que les Oblats se sentent placés dans la nécessité de s'attacher une population dont ils ont presque toujours craint qu'elle leur soit enlevée. C'est parmi d'autres raisons de nature plus pastorale, un des motifs qui les conduit à susciter à Saint-Pierre toute une organisation religieuse et sociale bien propre à entretenir les Saint-Pierrais dans un sentiment d'appartenance à l'église et à la paroisse. Mais dans le même temps, les oeuvres mises en place répondent aux besoins et aux aspirations des paroissiens, qui parfois les réclament, et longtemps les supportent.

Ainsi tout un faisceau de circonstances, qui tiennent à la situation géographique relative de la paroisse dans un Montréal en plein développement, à l'attitude des Sulpiciens puis du clergé séculier, aux projets de l'évêque Bourget et de ses successeurs, au style de la congrégation des Oblats, à son zèle apostolique et à ses ambitions, qui tiennent aussi aux attentes, aux aspirations et aux besoins des paroissiens, vieilles familles du faubourg autant que migrants récemment arrivés dans la ville, tout un faisceau de circonstances, donc, explique que Saint-Pierre, comme paroisse d'un faubourg puis paroisse du centre-ville, remplisse dès le milieu du XIXe siècle un rôle essentiel de médiation entre l'Eglise et les

fidèles-citadins d'une part, entre eux et la ville d'autre part. La ville, et la ville moderne, après 1850, c'est aussi la vie sociale paroissiale, dimension constituante de la vie urbaine. L'analyse de la formation, du fonctionnement et de l'érosion de la dynamique sociale paroissiale, d'une vie sociale fondée sur d'intenses relations à l'échelle locale, forme la dernière partie de notre étude.

Dans le contexte difficile qui est celui de leur établissement dans le faubourg, les Oblats, dès leur arrivée, poursuivent trois objectifs indissolublement liés: régénérer la foi et la vie chrétienne des Bourragans, susciter et entretenir leur attachement à la congrégation, faire de Saint-Pierre le centre de son rayonnement en Amérique. Tant dans son volet religieux que social, les pères instaurent donc d'emblée dans le faubourg un type de ministère novateur, profondément urbain et tout entier centré sur la constitution d'une vie sociale intense à l'échelle locale.

Dans un faubourg Québec qui, par ailleurs, vit encore au milieu du XIXe siècle relativement à l'écart de la cité, sous le rapport de l'appartenance symbolique en particulier, l'arrivée des missionnaires et leur action sont perçues par les laïques comme une promesse d'intégration à la ville. En cette période de renouveau religieux, ils trouvent dans une identité de groupe très fortement centrée sur l'appartenance à l'église oblate et à ses associations

le moyen de s'affirmer comme citoyens, comme citadins, et de répliquer à la mésestime, voire au mépris qu'ils essuient dans la ville.

Mais la présence des Oblats ne nourrit pas seulement cette commune aspiration de leurs fidèles. Dans un faubourg gros déjà des prochains bouleversements démographiques et économiques, de plus en plus peuplé de migrants ruraux, de plus en plus confronté aux écarts de condition et de fortune, le réaménagement des relations locales que provoquent autour d'eux l'arrivée et l'activité des missionnaires introduit entre les Bourragans un surcroît de différenciation sociale. En cette époque des débuts, qui se prolonge jusqu'en 1870, artisans et commerçants du quartier tirent de la proximité des Oblats une part de prestige, de notabilité, d'urbanité.

Ainsi, chacun pour ses raisons et parfois pour les mêmes, Oblats et Bourragans, avant 1870, font de Saint-Pierre un actif foyer de vie sociale urbaine, décidés qu'ils sont à déplacer, pour y englober le faubourg, les frontières mentales de la ville.

Ce rôle de médiatrice que joue la paroisse entre l'Eglise et les fidèles-citadins et entre eux et la ville, Saint-Pierre l'exerce en plénitude entre 1870 et 1914. Durant ce demi-siècle, Saint-Pierre doit encore remplir presque seule des mandats considérables. Sur le

plan religieux, elle doit assurer la subsistance de ses pasteurs, l'entretien et l'ornementation de son temple. Sur le plan social, c'est à elle que revient la tâche d'atténuer les problèmes qui s'accusent au centre-ville, en cette époque d'urbanisation et d'industrialisation accélérées: pauvreté, défaut d'instruction, maladie. Surtout, c'est à elle d'accueillir les milliers de migrants ruraux qui envahissent et grossissent la métropole, à elle aussi, parmi d'autres institutions plus ou moins nouvelles, de favoriser leur adaptation à la ville et de consolider les attaches des plus anciens.

Avant la première guerre mondiale, à travers des heurts et des difficultés, réels mais non encore insurmontables, Oblats et Saint-Pierrais relèvent ces défis. Ils continuent d'entretenir, de parer et de compléter un complexe de bâtiments qui comptent parmi les joyaux de l'architecture paroissiale montréalaise. Surtout, à travers loisirs et associations paroissiales, ils luttent ensemble, activement, par eux-mêmes, pour l'éducation, les soins de santé, l'assistance. En contribuant ainsi à l'organisation de la société moderne, ils prennent possession de la ville et agissent sur leur propre destin.

A partir des années 1910, cependant, et davantage encore après la première guerre, en déclin démographique et en voie d'appauvrissement rapide, ouverte plus que jamais à toutes les

influences urbaines, la paroisse achoppe de plus en plus sur ses insuffisances, et ne remplit plus aussi adéquatement qu'auparavant son rôle de cadre, d'inspiratrice et d'outil tout à la fois de la vie sociale locale. D'autant plus que la première guerre mondiale marque dans plusieurs domaines la réorganisation sur une base supraparoissiale, tant par l'administration municipale et des organismes laïques que par les autorités diocésaines elles-mêmes, de plusieurs fonctions sociales autrefois assumées à l'échelle locale. Encore très vive communauté de foi, encore médiation pertinente entre l'Eglise et les fidèles-citadins, la paroisse voit s'éroder son rôle de médiation entre eux et la ville.

A bien des égards Saint-Pierre-Apôtre est un cas particulier. Le phénomène que nous y avons étudié, la paroisse comme médiation entre l'Eglise et les fidèles-citadins et entre eux et la ville, un concours rare de circonstances de tous ordres en a favorisé l'épanouissement le plus plein, en même temps peut-être qu'un déclin plus rapide. Il ne nous semble pas mal avisé, pourtant, de penser que, pour être moins anciennes, moins bien situées, souvent aussi moins dynamiques, d'autres paroisses aient assumé le même rôle. En ce sens nous avançons l'idée que l'Eglise montréalaise, par le biais justement de la paroisse, a contribué activement, avec d'autres institutions d'emblée considérées comme plus modernes, à façonner l'identité urbaine des Canadiens-Français, leurs rapports sociaux et

leur rapport à la ville, à l'époque de l'émergence puis de la consolidation d'une société québécoise industrielle et urbaine.

Car à Saint-Pierre, et ailleurs sans doute également, autorités diocésaines, pasteurs et fidèles ont su jusqu'à la première guerre mondiale environ, peut-être plus longtemps dans les parties moins centrales de la ville, faire de la paroisse le cadre, le moteur et l'instrument tout à la fois d'une vie sociale résolument moderne (d'une modernité toujours provisoire), en prise réelle et large sur un milieu urbain en mutation, qu'elle contribue même pour une part à façonner. Il faut réviser l'idée selon laquelle la paroisse urbaine n'aurait été dans la ville industrielle qu'une transposition de la paroisse rurale; nous espérons avoir au contraire apporté la preuve de sa capacité d'innovation et de sa pertinence durable dans son nouveau milieu. Il faut réviser aussi, plus profondément, cette conception qui fait de l'Eglise une institution traditionnelle entre toutes, dressée contre la modernité et la refusant pour elle-même. Pendant longtemps, une paroisse inventive a été le moyen que l'Eglise s'est donné pour aborder la ville, et les citoyens. Lorsque, dans les années 1910 et plus encore après la guerre, une nouvelle recrudescence de développement urbain achève de faire éclater la cohésion des quartiers et rend inadéquates les institutions strictement locales, sans renier la paroisse, désormais essentiellement une communauté de foi, l'Eglise se donne des outils nouveaux de préhension du monde urbain.

Par la paroisse, avons-nous dit également, l'Eglise montréalaise a contribué, avec d'autres institutions, à faire des Canadiens-Français des urbains. Lorsqu'elle s'est intéressée à cette question, l'historiographie des dernières années, fort opportunément, a insisté sur le travail industriel, le syndicalisme, la participation à la vie politique, la presse à grand tirage et les loisirs commerciaux. Par le tableau qu'elle brosse des aspirations et des attentes des Saint-Pierrais, de leurs enthousiasmes et de leurs lassitudes, des oppositions qui les séparent et des solidarités qui les lient, des difficultés qu'ils rencontrent et des moyens qu'ils se donnent pour au moins les atténuer, notre étude de la société paroissiale apporte, nous semble-t-il, une dimension supplémentaire à la connaissance de la culture populaire urbaine avant 1930.

Après avoir consacré, comme peuple, quelques décennies à magnifier, puis à décrier, le rôle et la place de l'Eglise dans le façonnement de notre être collectif, et à méconnaître l'influence des anciens sur l'évolution et la conformation de l'Eglise d'ici, l'heure devrait être venue d'assumer simplement pour ce qu'elle fut cette part de notre héritage. Dans les étroites limites qui sont les siennes, cette thèse a voulu contribuer à la nécessaire et continuelle entreprise de restauration de notre mémoire.

BIBLIOGRAPHIE

A- Sources

1) Paroisse Saint-Pierre-Apôtre de Montréal

Codex historicus des Maisons de Saint-Hilaire, de Longueuil et de Saint-Pierre de Montréal, copie dactylographiée de l'original manuscrit, 1949, vol. I, 1841 au 5 juillet 1893, 453 p.; vol. II, 5 juillet 1893 à 1940, 523 p.

BERGEVIN, Jean-Louis, o.m.i., Saint-Pierre de Montréal, documents historiques, dactylographié, vol. I, 1841-1900, 266 p.; vol. II-A et II-B, 1900-1950, 1259 p.

Cahiers des prônes des dimanches et fêtes de l'église Saint-Pierre de Montréal, manuscrit, vol. I, 1er septembre 1901 au 12 mars 1905, 394 p.; vol. II, 19 mars 1905 au 15 août 1909, 398 p.; vol. III, 22 août 1909 au 28 avril 1915, non paginé.

Bulletin paroissial de l'église Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1ère série, 17 vol., 3 mars 1910 au 2 mai 1926; 2e série, 6 vol., 30 mai 1926 au 28 février 1932.

Registres des baptêmes et mariages, 11 vol., 1900-1931.

Registres des décès, 2 vol., 1900-1931.

Registre des confirmations, 1 vol., 1900-1955, consulté jusqu'en 1931.

Registres des publications de bans, 4 vol., 1900-1932.

Cinquantenaire des Oblats de Marie Immaculée en Canada. Fêtes jubilaires les 7, 8 et 9 décembre 1891, Montréal, C.O. Beauchemin et fils, [s.d.], 176 p.

Cinquantenaire, 1900-1950, Paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 8 décembre 1950, imprimé, 40 p.

Souvenir des fêtes du 75e anniversaire de la Fondation de la Congrégation des Filles de l'Immaculée Conception. Eglise Saint-Pierre, 8 et 9 décembre 1924, imprimé au Devoir, 1925, 16 p.

Cahiers des prênes de la Congrégation des Enfants de Marie de l'église Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, 2 vol., 1905-1918 et 1918-1934.

Cahiers des minutes du Conseil de la Congrégation des Dames de Sainte-Anne de l'église Saint-Pierre, manuscrit, 2 vol., 1850-1873 et 1921-1949.

Cahier des prênes de la Congrégation des Hommes de l'église Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, 1 vol., septembre 1902 à septembre 1910, 398 p.

Cahier des prênes de la Congrégation des Jeunes Gens de l'église Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, 1 vol., août 1881 à novembre 1883, 80 p.

Cahier des minutes du Conseil de la Société des Précurseurs de la Tempérance. Eglise Saint-Pierre, manuscrit, 1 vol., 1893-1902, 68 p.

Cahier des minutes du Conseil de la Société de Tempérance. Eglise Saint-Pierre, manuscrit, 1 vol., 11 juin 1899 au 11 juin 1911, 349 p.

Règlement des aspirants de la Société de Tempérance de l'église Saint-Pierre, Montréal, imprimé par Louis Lépine, 1886.

Cahiers d'annonces concernant la Société de Tempérance, église Saint-Pierre-Apôtre, manuscrit, vol. I, 18 mars 1877 au 21 avril 1895, 202 p.; vol. II, 19 mai 1895 au 17 avril 1898, 173 p.; vol. IV, juin 1905 au 19 août 1917, 428 p.

Adresses des membres de la Société de Tempérance, manuscrit, 1 vol., 1899-1900, 87 p.

2) Archives administratives de la Maison provinciale (province Saint-Joseph) des Oblats de Marie Immaculée, à Montréal

a) Dossiers 2D1: Saint-Pierre de Montréal

Chemises 1 à 14, indexées, 1848-1900.

Chemises 15 à 21, non indexées, 1900-1930.

b) à la bibliothèque

Constitutions et Règles de la Congrégation des Missionnaires Oblats de la Très Sainte et Immaculée Vierge Marie, approuvées d'abord, en même temps que l'Institut, par Sa Sainteté Léon XII et après la promulgation du Code de Droit canonique confirmées en la "forme spécifique" par Sa Sainteté Pie XI, Rome, Maison générale, 1965, réédition de celle de 1930.

BA 25/1 à BA 25/10 Correspondance des premiers Pères de la Province, 1818-1898, copie dactylographiée des lettres manuscrites des pères, classées par ordre alphabétique et chronologique.

BM/57 Annuaire du scolasticat Notre-Dame de Richelieu, 1930-1940.

BM/152 Province du Canada. Actes des visites des assistants-généraux, 1844-1922, dactylographié, 1 vol., compilation par Jean-Louis Bergevin, o.m.i..

BM/948 Maison Saint-Pierre de Montréal. Conseils 1844-1948, manuscrit, 1 vol., 376 p. [Photocopies des procès-verbaux des réunions du conseil local de Saint-Pierre de Montréal].

BM/997 Actes des visites canoniques faites par les assistants-généraux et les provinciaux à Saint-Pierre de Montréal, 1844-1906, dactylographié, 1 vol., compilation par Jean-Louis Bergevin, o.m.i..

BM/1003 Codex historicus des retraites et missions prêchées par les RR.PP. Oblats de la Maison de Montréal, manuscrit, 1 vol., 1er septembre 1898 au 18 août 1901.

3) Archives de la chancellerie de l'archevêché de Montréal

Registres des Décrets d'érection canonique des paroisses, vol. IV, 1865-1878; vol. VI, 1887-1907.

Registres des lettres de Mgr Bourget, vol. 9,

350.102 Rapports paroissiaux, paroisse Saint-Pierre-Apôtre, 1900-1931

355.129 Paroisse Sainte-Brigide

355.152 Paroisse Saint-Pierre-Apôtre

465.102 Révérends Pères Oblats
 515.105 Frères Maristes
 525.101 Soeurs de la Congrégation Notre-Dame
 525.106 Soeurs de la Providence
 771.021 Dames de Sainte-Anne
 780.003 Société Saint-Jean-Baptiste
 780.031 Union Saint-Joseph de Montréal
 782.003 Tempérance
 786.047 Union Saint-Pierre
 788.011 Confrérie du Saint-Rosaire
 791.024 Union de prière
 792.002 Société Saint-Vincent-de-Paul
 796.001 Zouaves pontificaux

4) Archives municipales de Montréal

a) Rôles des valeurs locatives

quartier Sainte-Marie, 1871, 1895.
 quartier Sainte-Marie ouest, 1901.
 quartier Saint-Jacques, 1871, 1895, 1931.
 quartier Saint-Jacques sud, 1901.
 quartier Papineau, 1931.
 quartier Ville-Marie, 1931.

b) Rôles d'évaluation

quartier Sainte-Marie, 1848.
 quartier Saint-Jacques, 1848, 1931.
 quartier Papineau, 1931.
 quartier Ville-Marie, 1931.

c) Montreal Lovell's Directory

1848, 1871-1872, 1872-1873, 1895-1896, 1901-1902, 1902-1903, 1931-1932, 1932-1933.

d) Dossiers des quartiers

3035.32-1	quartier Papineau
3035.69 et 3035.69-A	quartier Sainte-Marie
3035.71	quartier Lafontaine
3035.72-A	quartier Saint-Jacques
3035.79 et 3035.79-1	quartier Saint-Eusèbe
3035.102	quartier Bourget

e) Dossiers des rues

R-3021.2 rue Amherst
 R-3062.2 rue Ontario est
 R-3067.2 rue Notre-Dame
 R-3068.2 rue Saint-Timothée
 R-3082.2 rue Saint-Antoine (Craig)
 R-3094.2 rue Lagauchetière
 R-3147.2 rue Lafontaine
 R-3153.2 rue Sainte-Catherine
 R-3165.2 boul. Dorchester
 R-3211.2 rue Delorimier
 R-3247.2 rue Saint-André
 R-3341.2 rue Fullum
 R-3522.2 rue Beaudry
 R-3523.2 rue Visitation
 R-3525.2 rue Champlain
 R-3657.2 rue Panet
 R-3728.2 rue Logan
 R-4075.2 rue Wolfe
 R-4323.2 rue Sainte-Rose
 R-4460.2 rue Martineau
 R-4605.2 rue Bonaparte
 R-4825.2 rue Maisonneuve

f) Dossiers divers

1500-1-1 (1900-1914)	Bien-être social
1580.30	Bien-être social. Entraide [pour la SSVP]
1585.30	Société Saint-Vincent-de-Paul
D-1905 (.... à 1969)	Parcs et terrains de jeux
1901.231	Parc Sohmer
3455-A	Education. C.E.C.M. Général

Rapport annuel concernant l'assistance municipale pour l'année 1907,
Montréal, Imprimerie A.-P. Pigeon, 1908.

Idem, pour les années 1908 à 1914 inclusivement.

Rapports annuels du service de la police (parus sous divers noms),
consultés pour 1871 à 1932 inclusivement.

Rapports annuels du Bureau de placement municipal gratuit, 1896-
1911.

SAINT-PIERRE, Guillaume, c.r., Règlements de la Cité de Montréal.
Compilation de tous les règlements à date, Montréal, [s. éd.],
1931, 1360 p.

5) Bibliothèque municipale de Montréal, salle Gagnon

929.3 Répertoires des mariages de plusieurs paroisses de la ville, de l'île et de la grande région de Montréal.

Fichier Loiselle et son complément, index généalogique des mariages catholiques célébrés dans plus de cinq cents paroisses du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Est ontarien.

Fichier Rivest, mariages dans plus de deux cent trente-huit paroisses des comtés de Berthier, Joliette, l'Assomption, etc.

Fichier Pontbriand, mariages dans environ trois cents paroisses de la province de Québec.

6) Archives nationales du Québec, dépôt de Montréal

a) Fichier de l'état civil

Fichier de l'état civil, district judiciaire de Montréal, des origines à 1900.

b) Registres d'état civil

06-M 601 Registres de mariages de plusieurs paroisses catholiques de la ville, de l'île et de la grande région de Montréal

c) Archives de la Société Saint-Vincent-de-Paul

06-M P61/1-1 Premier livre des minutes de la Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, du 19 mars 1848 au 9 février 1863.

06-M P61/1-2 Deuxième livre des minutes de la Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, du 22 février 1863 au 3 novembre 1877.

06-M P61/7-56 Divers Finances, 1850-1852.

d) Archives de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

06-M P82/38-379 Correspondance aux sections, 1915-1920

06-M P82/38-384 Correspondance Section Montcalm, 1921-1926

06-M P82/43-439 Rapports des secrétaires des sections, 1894-1895

06-M P82/43-440 Rapports du directeur des sections, 1918-1920

06-M P82/43-441 Index des sections avant 1950

- 06-M P82/44-448 Circulaires aux sections, 1915-1920
- 06-M P82/44-449 Circulaires aux sections, 1924-1929
- 06-M P82/48-485 Correspondance. Goutte de lait, 1918-1919
- 06-M P82/48-500 Membres et officiers des sections, 1893-1895
- 06-M P82/57-584
à 57-595 Fête nationale, 1915 à 1923
- 06-M P82/58-611 Donateurs des sections, Fête nationale, 1925
- 06-M P82/58-623 Donateurs des sections, Fête nationale, 1926

7) Archives de l'état civil, Palais de Justice de Montréal

Fichier de l'état civil, district judiciaire de Montréal, après 1900.

8) Bibliothèque Nationale du Québec, annexe Marie-Claire Daveluy

- G 3454 M65 1846 C3 CANE, James, Topographical and Pictorial Map of the City of Montreal, Lithographed by Matthews and McLees, 1846.
- G 1144 M65 1879 HOPKINS, H.-W., Atlas of the City and Island of Montreal including the Counties of Jacques-Cartier and Hochelaga, Provincial Surveying and Pub. co., 1879.
- G 1144 M65 G 475P5 PINSONNEAULT, A.-R., Atlas of the Island and City of Montreal and Ile Bizard, The Atlas Publishing co. ltd, 1907.

9) Paroisse Sainte-Brigide de Montréal

Cahier des minutes des marguilliers. Assemblée des francs-tenanciers de la paroisse Sainte-Brigide de Montréal, manuscrit, 1 vol., 1875-1896.

10) Archives Notman, musée McCord

MP 857 (2) Dossier "Montreal Churches".

11) Archives provinciales des Frères Maristes, province d'Iberville

Cinquantenaire de la fondation de l'école Saint-Pierre, 1886-1936; Programme souvenir 50e, Montréal, Imprimerie des Sourds-Muets, 1936, 40 p.

B- Etudes

ANGERS, François-Albert et Patrick ALLEN, Evolution de la structure des emplois au Canada, Montréal, service de documentation économique, école des H.E.C., 1954.

AUCLAIR, Elie-J., Précis historique de la paroisse Saint-Edouard de Montréal, 1895-1945, Montréal [s.éd.], 1944, 116 p.

BALANDIER, Georges, Anthropologie politique, Paris, P.U.F., 1967, 244 p.

BALANDIER, Georges, Sens et puissance, Paris, P.U.F., 1971, 2e édition, 1981, 334 p.

BALANDIER, Georges, Anthropo-logiques, Paris, librairie générale française, 1985, 319 p.

BATES, Réal, "Les conceptions prénuptiales dans la vallée du Saint-Laurent avant 1725", R.H.A.F., 40, 2, automne 1986, 253-272.

BELLAVANCE, Marcel, "Les structures de l'espace montréalais à l'époque de la Confédération", Cahiers de géographie du Québec, 24, 63, décembre 1980, 363-384.

BLANCHARD, Raoul, Montréal, esquisse de géographie urbaine, Grenoble, Imprimerie Allier, 1947, 198 p.

BLANCHARD, Raoul, L'ouest du Canada français. Montréal et sa région, Montréal, Beauchemin, 1953, 401 p.

BONVILLE, Jean de, Jean-Baptiste Gagnepetit. Les travailleurs montréalais à la fin du XIXe siècle, Montréal, L'Aurore, 1975, 293 p.

BOUCHARD, Gérard, "Les prêtres, les capitalistes et les ouvriers à Chicoutimi (1896-1930)", Le Mouvement Social, no 112, juillet-sept. 1980, 5-23.

BOUCHARD, Gérard, "La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux XIXe et XXe siècles. Construction d'un modèle", R.H.A.F., 40, 1, été 1986, 51-71.

BRADBURY, Bettina, "L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation: Montréal dans les années 1870", FAHMY-EID, Nadia et Micheline DUMONT, dir., Maîtresses de maison, maîtresses d'école: femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec, Montréal, Boréal Express, 1983, 287-318.

- BRADBURY, Bettina, "Women and Wage Labour in a Period of Transition: Montreal 1861-1881", Histoire Sociale/Social History, XVII, 33, mai 1984, 115-131.
- BRADBURY, Bettina, "Pigs, Cows and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861-1881", Labour/Le Travailleur, no 14, automne 1984, 9-46.
- BRADBURY, Bettina, The Working-Class Family Economy, Montreal 1861-1881, thèse de Ph.D. (histoire), Université Concordia, 1985.
- BROWN, Peter, Le culte des saints. Son essor et sa fonction dans la chrétienté latine, Paris, éditions du Cerf, 1984, 164 p.
- BURGESS, Joanne, L'industrie de la chaussure à Montréal 1840-1870, de l'artisanat à la fabrique, mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1977, 150 p.
- BURGESS, Joanne, Work, Family and Community. Montreal Leather Craftsmen, 1790-1831, (Métiers, famille et communauté: les artisans du cuir de Montréal, 1790-1831), thèse de Ph.D. (histoire), U.Q.A.M., 1986, 2 vol., 725 p.
- CARRIERE, Gaston, o.m.i., Histoire documentaire de la congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée dans l'est du Canada, Ottawa, éd. de l'Université d'Ottawa, tome I, 1957, tome VI, 1967.
- CARRIERE, Gaston, o.m.i., "Mgr Ignace Bourget et les Oblats", Revue de l'Université d'Ottawa, XXX, 4, 1960, 400-420.
- CARRIERE, Gaston, o.m.i., Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, 3 vol., 1976, 1977 et 1979.
- CAULIER, Brigitte, Les confréries de dévotion à Montréal du 17e au 19e siècle, thèse de Ph.D. (histoire), Université de Montréal, 1986, 586 p.
- CHALINE, Jean-Pierre, Les bourgeois de Rouen. Une élite urbaine au XIXe siècle, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1982, 511 p.
- CHAUSSÉ, Gilles, Jean-Jacques Lartigue, premier évêque de Montréal, Montréal, Fides, 1980, 275 p.
- CHEVALIER, Louis, Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle, Paris, Plon, 1958, 651 p.

CHOLVY, Gérard et Yves-Marie HILAIRE, Histoire religieuse de la France contemporaine, tome I, 1800-1880, Toulouse, Privat, 1985, 352 p.

Cinquante ans d'action ouvrière. Les mémoires d'Alfred Charpentier, Québec, PUL, 1971, 540 p.

CLICHE, Marie-Aimée, Les pratiques de dévotion en Nouvelle-France. Comportements populaires et encadrement ecclésial dans le gouvernement de Québec, Québec, P.U.L., "Ethnologie de l'Amérique française", 1988, 354 p.

COPP, Terry, Classe ouvrière et pauvreté, Montréal, Boréal Express, 1978, 213 p.

CRUBELLIER, Maurice, avec la collaboration de Maurice AGULHON, "Les citadins et leurs cultures", Histoire de la France urbaine, Seuil, tome IV, 1983, 359-469.

DAIGLE, Jean-Guy, La culture en partage: Grenoble et son élite au milieu du XIXe siècle, Ottawa et Grenoble, P.U.G. et éd. de l'Université d'Ottawa, 1977, 186 p.

DEBES, J., Naissance de l'Action catholique ouvrière, Paris, les Editions ouvrières, 1982, 286 p.

Le diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle, Montréal, Eusèbe Sénecal, 1900, 800 p.

DUMONT, Fernand et Yves MARTIN, dir., Situation de la recherche sur le Canada français, Québec, P.U.L., 1962, 296 p.

DUMONT, Fernand et al., dir., Idéologies au Canada français 1900-1929, Québec, P.U.L., 1974, 377 p.

DUMONT, Fernand, "Histoire du catholicisme, histoire d'une société", R.S., XXVII, 1, 1986, 115-125.

DUSSAULT, Gabriel, Charisme et économie. Les cinq premières communautés masculines établies au Québec sous le régime anglais: 1837-1870, mémoire de M.A. (sociologie), Université Laval, 1981, 149 p.

L'église Sacré-Coeur-de-Jésus, Montréal, Imprimerie Pierre Desmarais, inc., 1987.

Entre l'usine et la cuisine, Montréal, coll. "Centre-Sud; c'est toute une histoire!", 1984, 47 p.

Faire croire: Modalités de la diffusion et de la réception des modèles religieux du XIIe au XVe siècle, Table ronde organisée par l'Ecole française de Rome en collaboration avec l'Institut d'histoire médiévale de l'Université de Padoue (Rome 22-23 juin 1979), Ecole française de Rome (diffusion De Boccard), 1981, 430 p.

FALARDEAU, Jean-Charles, "The Parish as an Institutional Type", The Canadian Journal of Economics and Political Science, XV, 3, août 1949, 353-367.

FALARDEAU, Jean-Charles, éd., Essais sur le Québec contemporain, Québec, P.U.L., 1953, 260 p.

FALARDEAU, Jean-Charles, "Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec", R.S., XV, 2-3, mai-décembre 1974, 135-165.

FECTEAU, Jean-Marie, Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime, l'Etat de la fin du 18e siècle à 1840, Montréal, VLB éditeur, 1989, 287 p.

FERRETTI, Lucia et Daniel LEBLANC, Cadre religieux et univers culturel dans une paroisse ouvrière montréalaise: Sainte-Brigide, 1880-1914, mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1982, 320 p.

FORTIN, Gérauld, "Le Québec: une ville à inventer", R.S., IX, 1-2, janvier-août 1968, 11-22.

FOURNIER, Daniel, "Consanguinité et sociabilité dans la zone de Montréal au début du siècle", R.S., XXIV, 3, septembre-décembre 1983, 309-323.

FOURNIER, Marcel, "Essai en sociologie: littérature sociale et luttes politiques au Québec", GALLAYS, François, Sylvain SIMARD et Paul WYCZYNSKI, dir., L'essai et la prose d'idées au Québec, Montréal, Fides, "Archives des lettres canadiennes", tome VI, 1985, 143-179.

FRANCOEUR, Athanase, o.m.i., Notices nécrologiques de la province du Canada est, Ottawa, éditions des Etudes oblates, 12 vol. depuis 1957.

GAGNON, Serge et René HARDY, L'Eglise et le village au Québec, 1850-1930, Montréal, Leméac, 1979, 174 p.

- GARIEPY, Wilfrid, s.j., "La paroisse urbaine", La paroisse, cellule sociale. Compte-rendu des cours et conférences, Semaines sociales du Canada, 1953, 76-97.
- GARIGUE, Philippe, "Mythes et réalités dans l'étude du Canada français", Contributions à l'étude des sciences de l'homme, no 3, 1956, 123-132.
- GARIGUE, Philippe, Etudes sur le Canada français, Montréal, Université de Montréal, Faculté des sciences sociales, économiques et politiques, 1958, 110 p.
- GARIGUE, Philippe, La vie familiale des Canadiens-Français, Montréal-Paris, P.U.M.-P.U.F., 1962, 142 p.
- GERIN, Léon, Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de traditions françaises, Montréal, Fides, 2ème édition 1948, 221 p.
- GERMAIN, Annick, Les mouvements sociaux de réforme urbaine à Montréal de 1880 à 1920, thèse de Ph.D. (sociologie), Université de Montréal, 1980, 415 p.
- GERMAIN, Annick, "L'émergence d'une scène politique: mouvement ouvrier et mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle. Essai d'interprétation", R.H.A.F., 37, 2, septembre 1983, 185-200.
- GERVAIS, Gaétan, "Le commerce de détail au Canada (1870-1880), R.H.A.F., 33, 4, mars 1980, 521-556.
- GIGUERE, A., o.m.i., Etudes statistiques de la province oblate de Saint-Joseph de Montréal, Montréal, Centre canadien de sociologie religieuse, 1960.
- GRANDMAISON, Jacques, La paroisse en concile: coordonnées sociologiques et théologiques, Montréal, Fides, 1966, 300 p.
- GRENON, Hector, Chroniques vécues: des modestes origines d'une élite urbaine, Montréal, Ed. de l'homme, 1966, 494 p.
- Groupe de chercheurs sur l'histoire des travailleurs québécois, L'Action politique des ouvriers québécois (fin XIXe siècle à 1919), Montréal, P.U.Q., 1976, 176 p.
- HAMELIN, Jean, Histoire du catholicisme québécois, vol. III, Le XXe siècle, tome II, de 1940 à nos jours, Montréal, Boréal Express, 1984, 420 p.

- HAMELIN, Jean et Nicole GAGNON, Histoire du catholicisme québécois, vol. III, le XXe siècle, tome I, de 1898 à 1940, Montréal, Boréal Express, 1984, 504 p.
- HAMELIN, Louis-Edmond, "Evolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec", R.S., II, 2, avril-juin 1961, 189-241.
- HANNA, David et Sherry OLSON, "Métiers, loyers et bouts de rues: l'armature de la société montréalaise de 1881 à 1901", Cahiers de géographie du Québec, 27, 71, septembre 1983, 255-275.
- HARVEY, Fernand, "Les enfants de la révolution industrielle au Québec", Critère, 25, printemps 1979, 257-270.
- HEAP, Margaret, "La grève des charretiers de Montréal, 1864", R.H.A.F., 31, 3, décembre 1977, 371-395.
- HILAIRE, Yves-Marie, Une chrétienté au XIXe siècle? La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras (1840-1914), Villeneuve-d'Ascq, P.U. Lille, 1977, 2 vol., 1017 p.
- HUGUES, Everett-C., Rencontre de deux mondes, Montréal, Boréal Express, 1972, 384 p.
- ISAMBERT, François, Le sens du sacré. Fête et religion populaire, Paris, Minuit, "Le sens commun", 1982, 320 p.
- LABERGE, Gilles, La vie religieuse dans la paroisse de la Nativité de Laprairie, mémoire de M.A. (Sciences religieuses), U.Q.A.M., 1987, 226 p.
- LACROIX, Benoît et Jean SIMARD, Religion populaire, religion de clercs?, Québec, I.Q.R.C., "Culture populaire" no 2, 1984, 444 p.
- LAJEUNESSE, Marcel, Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIXe siècle, Montréal, Fides, 1982, 278 p.
- LAMONDE, Yvan, Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-19e siècle), Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979, 139 p.
- LAMONDE, Yvan, "Une problématique de culture urbaine: Montréal 1820-1920", Mutations de la culture urbaine et régionale au Québec (19e-20e s.), Québec, I.Q.R.C., 1983.
- LAMONDE, Yvan et Raymond MONTPETIT, Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919, un lieu populaire de culture urbaine, Québec, I.Q.R.C., 1986, 230 p.

- LAPERRIERE, Guy, "L'Eglise catholique et l'argent: les quêtes commandées dans le diocèse de Sherbrooke, 1896-1926", Sessions d'étude de la Société canadienne d'histoire de l'Eglise catholique, 41, 1974, 61-85.
- LAPLANTE, Robert, "Du curé Labelle et de feu l'agriculturisme", R.S., XXVIII, 1, 1987, 71-88.
- LAPOINTE-ROY, Huguette, Charité bien ordonnée. Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au XIXe siècle, Montréal, Boréal, 1987, 330 p.
- LAURIN-FRENETTE, Production de l'Etat et forme de la nation, Montréal, Nouvelle optique, 1978, 176 p.
- LEBRAS, Gabriel, L'Eglise et le village, Paris, Flammarion, 1976, 289 p.
- LEMIEUX, Lucien, Histoire du catholicisme québécois, vol. II, les XVIIIe et XIXe siècles, tome I, les années difficiles (1760-1839), Montréal, Boréal, 1989, 438 p.
- LEQUIN, Yves, "Ouvriers dans la ville (XIXe-XXe siècles)", Le Mouvement Social, janvier-mars 1982, no 118, 3-8.
- LEVASSEUR, Donat, o.m.i., Histoire des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée. Essai de synthèse, Montréal, Maison Provinciale, 2 tomes, 1983, 308 p. et 1986, 465 p.
- LEVASSEUR, Roger, Loisirs et culture au Québec, Montréal, Boréal Express, 1982, 187 p.
- LEVASSEUR, Roger, dir., De la sociabilité. Spécificités et mutations, Montréal, Boréal, 1990, 348 p.
- LEVESQUE, Andrée, La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres, Montréal, Remue-Ménage, 1989, 232 p.
- LEVY-STRAUSS, Claude, Le regard éloigné, Paris, Plon, 1983, 398 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, Histoire du Québec contemporain, tome I, De la Confédération à la crise, Montréal, Boréal Express, 1979, 660 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, Histoire du Québec contemporain, tome II, Le Québec depuis 1930, Montréal, Boréal, 1986, 739 p.

- LINTEAU, Paul-André, Maisonnette. Comment les promoteurs fabriquent une ville, Montréal, Boréal Express, 1981, 280 p.
- LINTEAU, Paul-André et Jean-Claude ROBERT, "Montréal au 19e siècle: bilan d'une recherche", Revue d'histoire urbaine, XIII, 3, février 1985, 207-223.
- MAGNAN, Hormisdas, Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la Province de Québec, Arthabaska, l'imprimerie d'Arthabaska inc., 1925, 737 p.
- MARTEL, Eve, L'industrie à Montréal en 1871, mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1976, 107 p.
- MATHIEU, Jacques, dir., Etude de la construction de la mémoire collective des Québécois au XXe siècle: approches multidisciplinaires, Sainte-Foy, CELAT, 1986, 320 p.
- McCOMBER, Joseph-Edmond, Mémoires d'un bourgeois de Montréal 1874-1949, Québec, Hurtubise HMH, 1980, 301 p.
- MENNIE DE VARENNES, Kathleen, Bibliographie annotée d'ouvrages généalogiques au Canada, publié par Fitzhenry and Whiteside conjointement avec la Bibliothèque nationale du Canada et le Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, tome V, 1987.
- MERCIER, Paul, Histoire de l'anthropologie, Paris, P.U.F., 1966, 221 p.
- MERCIER, Paul, Tradition, changement, histoire. Les "Somba" du Dahomey septentrional, Paris, Anthropos, 1968, 538 p.
- MINER, Horace, Saint-Denis, un village québécois, Montréal, Hurtubise HMH, 1985, 390 p.
- MONIERE, Denis, Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours, Montréal, Québec-Amérique, 1977, 381 p.
- MOREUX, Colette, Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française, Montréal, P.U.M., 1969, 485 p.
- MOREUX, Colette, "Idéologies et pouvoir: l'exemple du catholicisme québécois", Cahiers internationaux de sociologie, 64, janvier-juin 1978, 35-62.
- MOREUX, Colette, Douceville en Québec: Modernisation d'une tradition, Montréal, P.U.M., 1982, 454 p.

MORIN, Renée, Un bourgeois d'une époque révolue. Victor Morin notaire, 1865-1960, Montréal, éditions du Jour, 1967, 159 p.

MURRAY, Gilles, "Le commerce", Esdras Minville, dir., Montréal économique. Etude préparée à l'occasion du troisième centenaire de la ville, Montréal, Fides-H.E.C., 1943, 243-272.

La Normandie et le Québec vus du presbytère, correspondance inédite, documents présentés et annotés par Nadine-Josette CHALINE, René HARDY et Jean ROY, Boréal/Publications de l'Université de Rouen, 1987, 211 p.

Notices nécrologiques des membres de la Congrégation des Oblats de Marie Immaculée, Paris, typographie Hennuyer et fils, 7 vol. de 1868 à 1890.

PERIN, Roberto, Bourget and the Dream of a Free Church in Quebec, 1862-1878, thèse de Ph.D. (histoire), Université d'Ottawa, 1975, 412 p.

PERRIER, Philippe, Rapport de Monsieur l'abbé Ph. Perrier à la commission scolaire de Montréal, Montréal, 1906 à 1912, 7 vol.

PIERRARD, Pierre, L'Eglise et les ouvriers en France (1840-1940), Paris, Hachette, 1984, 599 p.

POULAT, Emile, Eglise contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel, Tournai, Casterman, 1977, 290 p.

POULIOT, J.-F., Le droit paroissial de la province de Québec, Fraserville, "Le Saint-Laurent Ltée", 1919, 636 p.

PRONOVOST, Gilles, éd., Cultures populaires et sociétés contemporaines, Sillery, P.U.Q., 1982, 194 p.

PRUVOST, Philippe, La polémique L.-A. Dessaulles et J.-S. Raymond ou le libéralisme contre l'ultramontanisme, thèse de Ph.D. (histoire), U.Q.A.M., 1988, 2 vol., 568 p.

RACINE, Louis, "La religion comme substance de la culture", Critère, no 31, printemps 1981, 75-81.

RADENAC, Francis, c.m., Albert JOLY et Raymonde DUBOIS, "Les conférences de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal", L'Eglise de Montréal: aperçus d'hier et d'aujourd'hui, 1836-1986, Montréal, Fides, 1986, 285-294.

RIOUX, Marcel, Sur le sens de l'évolution socio-culturelle à l'Ile Verte, Ottawa, Musée national du Canada, bulletin no 128, 1953.

- RIOUX, Marcel, Description de la culture à l'Ile Verte, Ottawa, Musée national du Canada, bulletin 133 (no 35 de la série anthropologique), 1954.
- RIOUX, Marcel, Belle-Anse, Ottawa, Musée national du Canada, bulletin no 138 (no 37 de la série anthropologique), 1957.
- RIOUX, Marcel, "Remarques sur les concepts de Folk Société et de société paysanne", Anthropologica, 5, 1957, 147-162.
- ROBERT, Jean-Claude, Montréal 1821-1871. Aspects de l'urbanisation, thèse de 3e cycle (histoire), Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1977, 491 p.
- ROBERT, Jean-Claude, "Urbanisation et population: le cas de Montréal en 1861", R.H.A.F., 35, 4, mars 1982, 523-535.
- ROBERT, Jean-Claude, "Aperçu sur les structures socio-professionnelles des villages de la région nord de Montréal durant la première moitié du XIXe siècle", Cahiers de géographie du Québec, 28, 73-74, avril-septembre 1984, 63-72.
- ROCHER, Guy, "Les recherches sur les occupations et la stratification sociale", DUMONT, Fernand et Yves MARTIN, éd., Situation de la recherche sur le Canada-Français, Québec, P.U.L., 1962, 173-184.
- ROULEAU, Jean-Paul, Chicoutimi: contexte socio-religieux et adaptation pastorale, Québec, Université Laval, Centre de recherches en sociologie religieuse, 1968, 237 p.
- ROUSSEAU, Louis, La prédication à Montréal de 1800 à 1830, approche religiologique, Montréal, Fides, 1976, 269 p.
- ROUSSEAU, Louis, "Crise et réveil religieux dans le Québec du XIXe siècle", Interface, XI, 1, janvier-février 1990, 24-31.
- ROY, Fernande, Progrès, harmonie, liberté: le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle, Montréal, Boréal, 1988, 301 p.
- ROY, Jean-Louis, Edouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien (1799-1854). Contre l'isolement et la sujétion, Montréal, Hurtubise HMH, 1974, 220 p.
- RUMILLY, Robert, Histoire de Montréal, tome II, 1771-1867, Montréal, Fides, 1970, 417 p.

- RUMILLY, Robert, Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Des Patriotes au Fleurdelysé, 1834-1948, Montréal, L'Aurore, 1975, 564 p.
- SAINT-PIERRE, Arthur, Questions et oeuvres sociales de chez-nous, Montréal, Ecole Sociale Populaire, 1914, 259 p.
- SAINT-PIERRE, Arthur, Le problème social, Montréal, éditions de la bibliothèque canadienne, 1925, 203 p.
- SAINT-PIERRE, Arthur, L'oeuvre des congrégations religieuses de la Charité dans la Province de Québec (en 1930), Montréal, éditions de la bibliothèque canadienne, 1930, 245 p.
- SAINT-PIERRE, Arthur, L'accession des travailleurs à la propriété, cours professé à la Semaine sociale de Montréal, le 31 août 1932, Québec, l'Action sociale ltée, 1932, 30 p.
- SAINT-PIERRE, Arthur, Témoignages sur nos orphelinats, Montréal, Fides, 1945, 153 p.
- SAVARD, Pierre, "La vie du clergé québécois au XIXe siècle", R.S., VIII, 3, 1967, 259-273.
- SAVARD, Pierre, Paysans et ouvriers québécois d'autrefois, Québec, P.U.L., "Cahiers de l'Institut d'histoire", II, 1968, 153 p.
- SAVARD, Pierre, Aspects du catholicisme canadien-français au XIXe siècle, Montréal, Fides, 1980, 196 p.
- SAYWELL, J.-T., Housing Canadians: Essays on the History of Residential Construction in Canada, Conseil économique du Canada, 1975.
- SHORE, Marlene, The Science of Social Redemption: McGill, The Chicago School and the Origins of Social Research in Canada, University of Toronto Press, 1987, 340 p.
- SOUCY-ROY, Carmen, Le quartier Sainte-Marie (1850-1900), mémoire de M.A. (histoire), U.Q.A.M., 1977, 179 p.
- TREMBLAY, Marc-Adélar, "La crise économique des années trente et la qualité de vie chez les Montréalais d'ascendance française", Travaux et communications, Académie des Sciences morales et politiques, Montréal, Bellarmin, 1977, vol. 3, 149-165.
- TREMBLAY, Marc-Adélar, L'identité québécoise en péril, Sainte-Foy, les éditions Saint-Yves inc., 1983, 287 p.

TREMBLAY, Maurice, "Orientations de la pensée sociale", FALARDEAU, Jean-Charles, éd., Essais sur le Québec contemporain, Québec, P.U.L., 1953, 193-208.

TREMBLAY, Robert, "La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal entre 1790 et 1830", R.H.A.F., 33, 1, juin 1979, 39-50.

TRUDEAU, Pierre Elliott, "La province de Québec au moment de la grève", La grève de l'amiante, Montréal, Editions Cité Libre, 1956, 1-91.

VERHEYLEZON, Louis, s.j., La dévotion au Sacré-Coeur. Objet. Fins. Pratiques. Motifs, Mulhouse, éditions Salvator, 1954, 322 p.

VOISINE, Nive, "Jubilés, missions paroissiales et prédication au XIXe siècle", DUMONT, Fernand et Yves MARTIN, dir., Imaginaire social et représentations collectives. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau, Québec, P.U.L., 1982, 125-137.

WADE, Mason, dir., La dualité canadienne - Canadian Dualism, Québec-Toronto, P.U.L.-University of Toronto Press, 1960, 427 p.

WINTGENS-KIMOV, Claude, Pouvoir Social et encadrement religieux et moral des curés de Nicolet d'après les cahiers de prônes, 1875-1910, mémoire de M.A. (études québécoises), U.Q.T.R., 1981, 106 p.

YOUNG, Bryan, George-Etienne Cartier, bourgeois montréalais, Montréal, Boréal-Express, 1982, 241 p.

APPENDICE A

Professions des résidents: Saint-Pierre-Apôtre, 1871

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871;
Lovell's Montreal Directory, 1871-1872

I-	<u>Commerçants et industriels</u>	306	10,5%
	Epiciers	93	
	Commerçants	88	
	Marchands	53	
	Fabricants-manufacturiers	15	
	Bouchers*	14	
	Cabaretiers-hôteliers	13	
	Boulangers-pâtisseries*	12	
	Tabagistes	11	
	Barbiers	4	
	Confiseurs	2	
	Pompes funèbres	1	
II-	<u>Professions libérales et assimilées</u>	35	1,2%
	Note: Le personnel religieux catholique n'est pas dénombré.		
	Notaires	7	
	Professeurs	6	
	Médecins	5	
	Avocats	4	
	Membres du clergé protestant	3	
	Sage-femmes	2	
	Pharmaciens	2	
	Architectes	2	
	Dentiste	1	
	Principal d'école	1	
	Gérant	1	
	Encanteur	1	

* Ces nombres sont certainement plus faibles que la réalité.

III- <u>Artisans et travailleurs indépendants</u>	474	16,3%
Menuisiers	164	
Charretiers*	103	
Charpentiers	69	
Peintres	26	
Entrepreneurs (surtout métiers de la construction)	24	
Ebénistes	20	
Plâtriers	14	
Forgerons	12	
Imprimeurs	9	
Voituriers	6	
Sculpteurs	4	
Couturières	4	
Ferblantiers	4	
Selliers	3	
Cordonniers**	2	
Plombiers	2	
Musiciens	2	
Graveurs-lithographes	2	
Fondeur	1	
Charron	1	
Naturaliste	1	
Statuaire	1	

* M. Heap évalue à 70% le pourcentage de charretiers indépendants à Montréal en 1864. Il nous a paru raisonnable d'en conserver 65% pour 1871.

** Le nombre est résolument trop faible pour être exact. La présence de la Canadian Rubber dans le quartier nous a cependant incitée à inscrire les autres cordonniers comme ouvriers, en l'absence d'indice comme la location d'une boutique.

IV- <u>Employés du commerce et des services</u>	405	13,9%
Commis	83	
Bouchers*	50	
Chauffeurs, livreurs, conducteurs	50	
Policiers	40	
Boulangers*	30	
Couturières	28	
Comptables-teneurs de livres	16	
Garde-magasin	16	
Tailleurs	13	
Gardiens	10	
Barbiers-coiffeurs*	9	
Employés municipaux	7	
Commis-voyageurs	5	
Laitiers	4	
Messagers	4	
Pompiers	4	
Postiers-facteurs	4	
Collecteurs-trésoriers	4	
Agents	3	
Sergents de police	3	
Militaires	3	
Huissiers	3	
Relieurs	3	
Officiers d'impôt, ou de douane	2	
Serveurs	2	
Guichetiers	2	
Détective	1	
Garde de prison	1	
Inspecteur	1	
Employé de banque	1	
Cuisinier	1	
Garçon d'écurie	1	
Commis-libraire	1	

* Sûrement trop peu par rapport au nombre de commerçants de même métier.

V- <u>Travailleurs, qualifiés ou non</u>	1284	44,2%
Journaliers	554	
Cordonniers	294	
Briquettiers ou maçons	59	
Charretiers	56	
Forgerons	36	
Tailleurs de pierre	30	
Tonneliers	22	
Contremaîtres	20	
Machinistes	20	
Travailleurs dans un moulin à scie	15	
Couvreurs	15	
Selliers	13	
Tanneurs	13	
Ferblantiers	12	
Imprimeurs	10	
Confiseurs	10	
Carrossiers-voituriers	8	
Chapeliers	7	
Coupeurs	7	
Calfats	7	
Corroyeurs	6	
Faiseurs de savon	6	
Mouleurs	6	
Bâteliers	5	
Cigariers	4	
Faiseurs de brosses et balais	4	
Faiseurs de tuyaux	4	
Argentiers-doreurs	3	
Fondeurs	3	
Tailleurs de cuir	3	
Charrons	2	
Emballeurs	2	
Finisseurs	2	
Faiseurs de cloches	2	
Faiseurs de pianos	2	
Navigateurs-pilotes	2	
Valisiers	2	
Vernisseurs	2	
Brasseur	1	
Faiseur de paniers	1	
Faiseur de fouets et cravaches	1	
Faiseur de tapis	1	
Faiseur de bouilloires	1	
Faiseur de saucisses	1	
Faiseur de cordes	1	
Faiseur de potasse	1	
Faiseur de modèles	1	
Garde-quai	1	

Horloger	1	
Mineur	1	
Meunier	1	
Opérateur	1	
Rembourseur	1	
Tourneur	1	
VI- <u>Population non active</u>	362	12,5%
Veuves dont la profession n'est pas inscrite	256	
Rentiers	106	
VI- <u>Indéterminés</u>	37	1,8%
Profession non inscrite (presque toujours des femmes célibataires)	37	
GRAND TOTAL:	2903	100%

APPENDICE B

Professions des résidents: Saint-Pierre-Apôtre, 1901

Sources: RVL, quartiers Saint-Jacques sud et Sainte-Marie ouest,
1901; Lovell's Montreal Directory, 1901-1902.

I-	<u>Commerçants et industriels</u>	216	11,7%
	Commerçants	59	
	Epiciers	43	
	Marchands	31	
	Négociants	29	
	Barbiers	13	
	Fabricants-manufacturiers	12	
	Cabaretiers-hôteliers	12	
	Bouchers	9	
	Boulangers-pâtisseries	6	
	Propriétaires de théâtre	2	
II-	<u>Professions libérales et assimilées</u>	30	1,6%
	Médecins	11	
	Notaires	4	
	Instituteurs	4	
	Pharmaciens	3	
	Gérants	3	
	Avocat	1	
	Arpenteur	1	
	Architecte	1	
	Comptable	1	
	Etudiant	1	

III- <u>Artisans et travailleurs indépendants</u>	75	4,1%
Entrepreneurs (surtout dans les métiers de la construction)	28	
Forgerons	8	
Maîtres-charretiers	7	
Musiciens	6	
Contracteurs-menuisiers	4	
Statuaires	3	
Artistes (comédiens)	3	
Sculpteurs	3	
Ebénistes	3	
Mécaniciens	3	
Lithographes-graveurs	2	
Armateur	1	
Charpentier	1	
Electricien	1	
Sellier	1	
Naturaliste	1	
IV- <u>Employés du commerce et des services</u>	318	17,2%
Commis	97	
Commis-bouchers	32	
Couturiers-tailleurs	22	
Chauffeurs, conducteurs, cochers	21	
Agent	21	
Comptables-teneurs de livres	18	
Employés municipaux	15	
Pompiers	12	
Garde magasins	10	
Commis-boulangers-pâtisseries	9	
Commis-barbiers	9	
Gardiens	8	
Commis-voyageurs	6	
Couturières-modistes	4	
Messagers	4	
Constables	3	
Agents d'assurances	3	
Cuisiniers	3	
Laitiers	3	
Capitaines de police	2	
Collecteurs	2	
Inspecteurs	2	
Palefreniers	2	
Commis-libraires	2	
Sergent	1	
Capitaine	1	
Garde de prison	1	

Officier de douane	1	
Agent financier	1	
Surintendant	1	
Portier	1	
Inspecteur de bois	1	
V- <u>Travailleurs, qualifiés ou non</u>	957	51,8%
Journaliers (surtout bâteliers)	394	
Menuisiers	90	
Charretiers	73	
Cordonniers	67	
Peintres	39	
Charpentiers	31	
Machinistes	29	
Contremaîtres	24	
Briquetiers-maçons	15	
Plombiers	14	
Mécaniciens	14	
Tailleurs de cuir	11	
Confiseurs	11	
Cigariers	10	
Forgerons	10	
Carrossiers-voituriers	9	
Ferblantiers	9	
Mouleurs	9	
Typographes	9	
Couvreurs	8	
Argentiers-doreurs	7	
Plâtriers	7	
Repasseurs-polisseurs	7	
Garde-moteur	6	
Imprimeurs	6	
Corroyeurs	5	
Tailleurs de pierre	4	
Marqueteurs	4	
Bourreurs	3	
Opérateurs	3	
Pilotes	3	
Pressiers	3	
Selliers	3	
Electriciens	2	
Meubliers	2	
Tonneliers	2	
Arrimeur	1	
Calfat	1	
Cardeur	1	
Charron	1	
Emballeur	1	

Expéditeur	1	
Fondeur	1	
Malteur	1	
Serrefrein	1	
Tanneur	1	
Tailleur de marbre	1	
Tourneur	1	
Tisserand	1	
Valisier	1	
VI- <u>Population non active</u>	213	11,5%
Veuves dont la profession n'est pas inscrite	178	
Bourgeois-rentiers-gentilhommes	35	
VII- <u>Indéterminés</u>	37	2,0%
Profession non inscrite (surtout des femmes célibataires)	37	
GRAND TOTAL:	1846	100%

APPENDICE C

Profession des résidents: Saint-Pierre-Apôtre, 1931

Sources: RVL, quartiers Saint-Jacques, Ville-Marie, Papineau, 1931;
Lovell's Montreal Directory, 1931-1932

I-	<u>Commerçants et industriels</u>	171	9,1%
	Négociants	36	
	Marchands	28	
	Epiciers	24	
	Barbiers	21	
	Bouchers	16	
	Buandiers-nettoyeurs	12	
	Commerçants	11	
	Cordonniers	8	
	Boulangers-pâtisseries	5	
	Restaurateurs	4	
	Manufacturiers	3	
	Taverniers-hôteliers	3	
II-	<u>Professions libérales et assimilées</u>	41	2,2%
	Gérants	10	
	Médecins	7	
	Notaires	6	
	Avocats	3	
	Opticiens	3	
	Professeurs de piano	2	
	Instituteurs	2	
	Professeurs de coupe pour tailleurs	2	
	Pharmacien	1	
	Herboriste	1	
	Dentiste	1	
	Vulgarisateur	1	
	Etudiant	1	
	Ingénieur civil	1	

III- <u>Artisans et travailleurs indépendants</u>	44	2,3%
Entrepreneurs (surtout métiers de la construction)	13	
Garagistes-mécaniciens	6	
Cordonniers	5	
Forgerons	3	
Artistes (comédiens)	3	
Maîtres-charretiers	2	
Voituriers	2	
Imprimeurs	2	
Contracteurs-menuisiers	2	
Peintre d'enseignes	1	
Maréchal-ferrant	1	
Sellier	1	
Musicien	1	
Sculpteur	1	
Graveur	1	
IV- <u>Employés du commerce et des services</u>	369	19,6%
Commis	66	
Conducteurs-chauffeurs	43	
Employés municipaux	32	
Commis-voyageurs	22	
Gardiens	22	
Tailleurs-couturiers	21	
Comptables	20	
Cuisiniers-cuisinières	16	
Garçons-barbiers	12	
Agents	11	
Constables	11	
Colporteurs-solliciteurs	9	
Pompiers	7	
Commis de bar	7	
Serveurs-garçons de table	6	
Garçons bouchers	6	
Imprimeurs	6	
Vendeurs	6	
Facteurs	4	
Inspecteurs	4	
Assistants-gérants	3	
Jardiniers	2	
Agents d'assurances	2	
Messagers	2	
Mireurs d'oeufs	2	
Magasiniers	2	
Couturiers-modistes	2	
Vétérans-militaires	2	

Concierges	2
Employé du port	1
Télégraphiste	1
Détective	1
Capitaine	1
Classificateur	1
Huissier	1
Portier	1
Secrétaire	1
Sténographe	1
Greffier	1
Accordeur de piano	1
Homme d'ascenseur	1
Homme de cour	1
Camelot	1
Laitier	1
Collecteur	1
Afficheur	1
Infirmier	1
Serrurier	1

V- Travailleurs qualifiés ou non 898 47,7%

Journaliers	377
Débardeurs	123
Menuisiers	67
Contremaîtres	33
Peintres	31
Employés C.P.R. ou C.N.R.	30
Cordonniers	21
Machinistes	20
Mécaniciens	17
Charretiers	14
Distributeurs	14
Electriciens	12
Plombiers	10
Charpentiers	8
Plâtriers	6
Briquetiers-maçons	6
Confiseurs	6
Forgerons	6
Ferblantiers	6
Presseurs	6
Cigariers	5
Expéditeurs	5
Manutententeurs de fret	5
Mouleurs	4
Tailleurs de cuir	4
Corroyeurs	3

Horlogers	3
Carrossiers	3
Opérateurs	3
Polisseurs	3
Bourreurs	2
Boulangers	2
Chapeliers	2
Coupeurs	2
Garde-moteur	2
Huileurs	2
Ouvriers pâtissiers	2
Relieurs	2
Serrefreins	2
Tailleurs de pierre	2
Tailleurs de verre	2
Valisier	1
Tailleur de marbre	1
Tailleur de fourrures	1
Tisserand	1
Tapissier	1
Arrimeur	1
Aide (helper)	1
Beurrier	1
Brasseur	1
Bloqueur	1
Cimenteur	1
Chaudronnier	1
Embouteilleur	1
Empaqueur	1
Faiseur de bouilloires	1
Filtreur	1
Garagiste	1
Laveur de vitres	1
Modeleur	1
Poseur d'appareil	1
Peseur	1
Navigateur	1
Riveur	1
Teinturier	1
Typographe	1

VI- <u>Population non active</u>	299	15,9%
Veuves	250	
Rentiers	49	

484

VII- <u>Indéterminés</u>	61	3,2%
Filles majeures	55	
Inconnus	6	
 GRAND TOTAL:	 1883	 100%

APPENDICE D

Le commerce de détail Saint-Pierre-Apôtre, 1871, 1901, 1931

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871;
quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901;
quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931.

	1871		1901		1931	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
I- ALIMENTATION	134	58,0	91	44,2	99	39,3
Epiceries	93		41		36	
Boucheries	14		15		14	
Confiseries	3				1	
Boulangeries- pâtisseries	13		8		4	
Tabagies-fruits- bonbons	11		27		41	
Poissonneries					1	
Commerces de crème glacée					1	
Commission des liqueurs du Québec					1	
+ marché Papineau						
II- MARCHANDISES GÉNÉRALES ET VÊTEMENT	37	16,0	32	15,5	40	15,9
Magasins à rayons, nouveau	2		1		1	
5-10-15					1	
Tailleurs et merceries pour hommes	7		13		14	
Modistes	13		2 au moins		1	
Vêtements pour femmes					7	
Commerces de tissus	10		8		6	
Commerces de fourrures					1	
Commerces de broderies, boutons et garnitures					2	

	1871		1901		1931	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Commerces de chaussures	3		3		4	
Chapelleries	2		5		2	
Friperies					1	
III- TRANSPORT	5	2,2	9	4,4	20	7,9
Voituriers-carrossiers	5		8		3	
Commerces d'essence et garages					11	
Commerce de véhicules à essence			1			
Commerce de bicyclettes et accessoires					1	
Commerces de pneus					4	
Commerce de bateaux à moteur					1	
IV- MEUBLES ET ARTICLES DE MENAGE	9	3,9	10	4,8	4	1,6
Magasins de meubles			4		2	
Magasins de machines à coudre			1		1	
Magasins de meubles usagés					1	
Boutiques d'ébéniste	4		1			
Commerce de plumes et matelas			1			
Commerces de lampes et huile	2					
Commerces de vaisselle	3		3			
Commerce de fours					1	

	1871		1901		1931	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
V- MATERIAUX DE CONSTRUCTION	18	7,8	23	11,2	17	6,7
Quincailleries,						
peinture, papiers-						
peints	1		5		4	
Ferblantiers	3					
Magasins de rebuts	2		2			
Clos de bois	12		8		4	
Commerces de						
plomberie			7		6	
Commerces de matériel						
électrique			1		2	
Compagnie d'auvents					1	
VI- RESTAURANTS ET TAVERNES	12	5,2	11	5,3	22	8,7
Restaurants-snacs] 12] 11		15	
Tavernes					7	
VII- DIVERS	16	6,9	30	14,6	50	19,8
Commerces de foin						
et grain			3			
Commerces de bois						
et charbon	9		6		3	
Commerce d'huile à						
chauffage					1	
Pharmacies	2		2		6	
Librairies, pape-						
teries, articles						
religieux			5		2	
Fleuristes			1		1	
Bijouteries	1		5		6	
Articles de seconde						
main	1		6		10	
Statuaires					5	
Non précisé	3		2		16	
TOTAL:	231	100	206	100	252	100

APPENDICE E

Les services: Saint-Pierre-Apôtre, 1871, 1901, 1931

Sources: RVL, quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, 1871;
quartiers Sainte-Marie ouest et Saint-Jacques sud, 1901;
quartiers Papineau, Ville-Marie et Saint-Jacques, 1931.

	1871		1901		1931	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
I- AMUSEMENTS ET RECREATION	1	4,0	3	4,7	7	4,8
Théâtres			2		2	
Vues animées					2	
Salles de quilles					2	
Cercle Saint-Pierre et bibliothèque	1		1		1	
II- SERVICES DOMESTIQUES	10	40,0	23	35,9	33	22,4
Charronnerie	2					
Sellerie	4		1		1	
Maréchal ferrant	1		1			
Cordonnerie	3		6		11	
Rembourrage			1			
Blanchissage- buanderies			9		11	
Réparation de bicyclettes			1			
Mécaniciens			3			
Serrurerie			1		4	
Cirage de chaussures					3	
Réparation de pneus					3	
III- SERVICES COMMERCIAUX	0	---	5	7,8	45	30,6
Imprimerie			3		7	
Agences financières					1	

	1871		1901		1931	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Compagnies de placements et revenus					2	
Succursales de banques					3	
Compagnies de publicité					3	
Procureur de brevets					1	
Promotion					1	
Agents commerciaux et manufacturiers					7	
Bureaux d'architectes					2	
Salles de montre					12	
Ecuries de louage			2			
Boutiques de charretiers					6	
IV- SERVICES PERSONNELS	13	52,0	31	48,4	57	38,8
Bureaux de médecins	4		10		8	
Bureaux de notaires	2		2		6	
Bureaux d'avocats					3	
Bureaux de dentistes	1				1	
Homéopathie					1	
Pompes funèbres			1			
Studios de photographie	2		2		3	
Salons de barbiers	4		14		19	
Salons de coiffure					2	
Bains publics			1			
Succursales de compagnies d'assurances			1		5	
Succursales de compagnies de prêts et finances					2	
Bureaux d'agents d'assurances					2	
Compagnies de taxi					3	
Pensions					2	

		1871		1901		1931	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
V-	SERVICES D'EDUCATION (écoles commerciales)	0	---	0	---	2	1,4
	Ecole de confection pour tailleur					1	
	Ecole de musique et instruments					1	
VI-	SERVICES GENERAUX	1	4,0	2	3,1	3	2,0
	Bureaux de postes et comptoirs postaux			2		2	
	Poste d'incendie	1				1	
TOTAL:		25	100	64	100	147	100

APPENDICE F

Liens de parenté entre des dignitaires marquants, 1870-1914

Sources: Fichier Loiselle et son complément, salle Gagnon, BMM.
Fichier de l'état civil, district judiciaire de Montréal,
des origines à 1900, ANQM.
Répertoires des mariages de diverses localités du Québec,
salle Gagnon, BMM.

a) Officiers des congrégations de 1870 à 1914 descendants directs
ou par alliance des donateurs et dignitaires de 1848-1870

<u>Corpus de 1848-1870</u>	<u>Lien</u>	<u>Corpus de 1870-1914</u>
Antoine Amiot	grand-père de l'épouse de	Frederic Clément- Larivière
François-Xavier Archambault	père de	Adélard
Pierre Beaudry II	grand-père de	Hector Barcelo
Joseph Bouthillier	père de grand-père de grand-père de	Prudent Médéric Martineau Victor Martineau
Dominique Contant	père de père de oncle de	Julie Malvina Chs.-Napoléon Contant
Louis Courtois	frère de frère de père de père de grand-père de grand-père de grand-père de grand-oncle de	Joseph Georgiana Louis fils Jean-Baptiste Hector Arthur Eugène Adolphe Durand
Guillaume Dazé	grand-père de l'épouse de	Alfred Laliberté
Antoine Duhamel	grand-père de	Joseph
Octave Filiatrault	beau-père de	Marie-Mélina Guérin
Cléophas Galaise	père de	Cléophas fils

<u>Corpus de 1848-1870</u>	<u>Lien</u>	<u>Corpus de 1870-1914</u>
Antoine Giard	père de grand-père de grand-père de grand-père de	Louis Joseph-Arthur Démétrius Charles
Jean Héberley	grand-père de l'époux de	Elisabeth Barbier
Léon Hurteau	père de grand-père de cousin 2 au 3 de grand-père de l'épouse de cousin 2 au 2 de l'épouse de	E. Octavie Ducharme François Mailhot Zéphirin Resther Louis Mailhot
Antoine Lamontagne	grand-oncle de	Albert Goedike
Joseph Lapolice	père de	Nestor
Joseph Lorange	père de père de grand-père de beau-père de oncle de l'épouse de	Joseph fils Elisa Albert Harris J. William Harris Olivier Daoust
Pierre Poitras	grand-père de l'épouse de	Eusèbe Lardie
Gaspard Quintal	grand-oncle de oncle de l'épouse de	Edgar Cadieux Joseph Cadieux
Georges Reed	père de grand-père de grand-père de grand-père de	Alphonse Alphonse fils Albert Alphonsine
Alexis Robert	oncle de l'épouse de	Alcide Morin
Alphonsine Vinet	épouse de	Etienne Pelletier

b) Liens de parenté entre les officiers de la section locale de la société Saint-Jean-Baptiste (1889-1911) et des dignitaires d'autres associations paroissiales (1870-1914)

<u>S.S.J.B.</u>	<u>Lien</u>	<u>Autres associations</u>
Désiré Bertrand	parenté probable avec parenté probable par son épouse avec	Edouard Chaussé Onésime Champagne
Joseph Bourgelas	son épouse = cousine 2 au 2 de celle de	Delphis Fournier
Onésime Champagne	voir parenté probable avec père de beau-frère de beau-père de	Désiré Bertrand Edouard Chaussé Albert Cyrille Lachapelle Albert-Clovis Crépeau
Trefflé Charpentier	oncle probable de	Mathilde Giroux
Edouard Chaussé	voir voir	Désiré Bertrand Onésime Champagne
Jean-Baptiste Courtois	frère de neveu de neveu de cousin 2 au 2 de cousin 2 au 2 de cousin 2 au 2 de	Louis fils Joseph Georgiana Hector Eugène Arthur
Joseph Courtois	frère de père de père de père de oncle de oncle de	Georgiana Hector Eugène Arthur Jean-Baptiste Louis fils
Olivier Daoust	épouse la nièce de	Joseph Lorange
Onésime Dépatie	père de oncle de oncle de	Onésime fils Emma Cléroux Virginie Cléroux

<u>S.S.J.B.</u>	<u>Lien</u>	<u>Autres associations</u>
Bénoni Dufresne	beau-frère de beau-frère de beau-frère de	Alphonse Teasdale Jos.-Sévère Teasdale Zotique Germain
Dosithée Dugas	père de oncle de oncle de beau-frère de	Cordélia Jos.-Charles Giroux Hubert Giroux Napoléon Giroux
Pierre Gauthier	neveu de	Onésime Gadouas
F.-X. Zotique Germain	frère de oncle de beau-frère de épouse la veuve de	Ephraïm Alfred Joseph Villeneuve Alphonse Teasdale
J. William Harris	père de gendre de beau-frère de	Albert Joseph Lorange père Joseph Lorange fils
Charles Jeannotte	beau-père de cousin 2 au 2 de l'épouse de	J. Edouard Courtois Thomas Oakes
Joseph Jubinville	père de peut-être beau-frère de	Raoul Vincent Desnoyers
Médéric Martineau	fils de frère de	François Victor
Victor Martineau	fils de voir parenté certaine par alliance de	François Médéric J.-E. Lacoste
Louis Roch	cousin 2 au 2 de	Louis Giard
Julien Thérien	frère de	Norbert

c) Liens de parenté entre les officiers des trois conférences de la société Saint-Vincent-de-Paul (1900-1910) et des dignitaires d'autres associations paroissiales (1870-1914)

<u>S.S.V.P.</u>	<u>Lien</u>	<u>Autres associations</u>
Joseph Courtois	voir	section b)
Wilfrid Déziel	cousin 2 au 2 de	Pierre-Adolphe
Joseph-N. Duhamel fils	fils de cousin 2 au 2 de	Joseph-N. Duhamel Régina Smith
Arthur Ethier	oncle de oncle de beau-frère de	Joseph-Charles Giroux Hubert Giroux Napoléon Giroux
Napoléon Giroux	père de père de voir beau-frère de peut-être beau-frère de	Joseph-Charles Hubert Arthur Ethier Dosithée Dugas Firmin Cyr
Arthur Larocque	neveu de	Antoine
Joseph Lorange	père de beau-père de oncle de l'épouse de cousin 2 au 2 de l'épouse de son épouse est cousine 2 au 2 de celle de	Joseph fils J. William Harris Olivier Daoust Joseph-N. Duhamel père J.-Arsène Dupuis
Alphonse Teasdale	frère de beau-frère de	Jos.-Sévère Bénoni Dufresne
Norbert Thérien	frère de	Julien